

Anthologie de Wenzel

Jour 1. La tâche qui attend les libertariens. Par Henry Hazlitt

Jour 2. Qu'est-ce que le fascisme ? Par Lew Rockwell

Jour 3. Liberté économique et ordre social. Par Wilhelm Röpke

Jour 4. Le caractère à part de la science économique. Par Ludwig von Mises

Jour 5. Ce que la médecine soviétique nous enseigne. Par Yuri N. Maltsev

Jour 6. Les dépressions économiques : causes et remèdes. Par Murray N. Rothbard

Jour 7. Plus de productivité : une dérive dangereuse ? Par David Gordon

Jour 8. La vérité sur les impôts. Par Murray N. Rothbard

Jour 9. L'économie selon Adolf Hitler. Par Lew Rockwell

Jour 10. Voir l'invisible. Par Lew Rockwell

Jour 11. Le sommet des pastèques. Par Thomas J. DiLorenzo

Jour 12. De l'égalité et de l'inégalité. Par Ludwig von Mises

Jour 13. Penser comme un économiste. Par Murray N. Rothbard

Jour 14. Les principes diaboliques du plan de santé. Par Murray N. Rothbard

Jour 15. Les vices ne sont pas des crimes. Par Murray N. Rothbard

Jour 16. Répudier la dette publique. Par Murray N. Rothbard

Jour 17. Le sophisme du secteur public. Par Murray N. Rothbard

Jour 18. La route vers le totalitarisme. Par Henry Hazlitt

Jour 19. Les multiples faillites du keynésianisme. Par Lew Rockwell

Jour 20. Comment le salaire minimum rend des emplois hors-la-loi. Par Murray N. Rothbard

Jour 21. Y a-t-il un droit de propriété sur l'eau ? Par Murray N. Rothbard

Jour 22. Logement : faut-il défendre les marchands de sommeil ? Par Walter Block

Jour 23. A-t-on le droit de discriminer ? Par Lew Rockwell

Jour 24. Comment aider les pauvres et les opprimés ? Par Walter Block

Jour 25. Tout ce que vous devez au capitalisme. Par Lew Rockwell

Jour 26. Y a-t-il un droit à la syndicalisation ? Par Walter Block

Jour 27. Et si on abolissait les écoles publiques ? Par Lew Rockwell

Jour 28. Pourquoi être un économiste autrichien ? Entretien avec Robert Higgs

Jour 29. La science économique et le courage moral. Par Llewellyn H. Rockwell, Jr.

Jour 30. Détestez-vous l'État ? Par Murray N. Rothbard

Jour 1. La tâche qui attend les libertariens. Par Henry Hazlitt

Résumé : Nous, libertariens, ne pouvons pas nous contenter simplement de répéter des généralités quasi-religieuses de liberté, de libre entreprise et de gouvernement limité. Affirmer et répéter ces principes généraux est bien sûr absolument nécessaire, soit comme prologue, soit comme conclusion. Mais si nous voulons être individuellement ou collectivement efficaces, nous devons individuellement maîtriser beaucoup de connaissances détaillées et nous spécialiser sur un ou deux éléments pour montrer de quelle manière nos principes libertariens s'appliquent à des domaines spéciaux, et qu'ainsi nous puissions de façon convaincante débattre avec les partisans des programmes étatistes.

Par Henry Hazlitt.

Traduit par Manon Guillotin, Institut Coppet

Henry Hazlitt (1894-1993) était un journaliste bien connu qui a écrit sur les questions économiques pour le New York Times, le Wall Street Journal et Newsweek, parmi de nombreuses autres publications. Il est surtout plus connu comme l'auteur de l'ouvrage classique L'économie politique en une leçon (1946).

Au cours de ces trente dernières années, après que j'eus parlé ou écrit à propos d'un nouveau type de restriction sur la liberté humaine dans le domaine économique, d'une nouvelle attaque sur l'entreprise privée, on m'a parfois demandé, en personne ou par courrier, « Que puis-je faire » pour lutter contre la tendance socialiste ou inflationniste ? D'autres écrivains ou conférenciers, il me semble, se voient souvent poser la même question.

La réponse est loin d'être simple puisqu'elle dépend des circonstances et de la capacité de celui qui pose la question – qui peut être un homme d'affaires, une femme au foyer, un étudiant, informé ou non, intelligent ou non, éloquent ou non. Et la réponse peut varier selon ces circonstances présumées.

La guerre doit être menée sur un millier de fronts, et les vrais libertariens sont largement en infériorité numérique sur tous ces fronts.

La réponse générale est plus simple que la réponse particulière. Par conséquent, je voudrais écrire ici au sujet de la tâche qui attend tous les libertariens considérés collectivement.

Cette tâche est devenue immense, et semble grandir tous les jours. Quelques nations qui sont devenues complètement communistes, comme la Russie soviétique et ses satellites, essaient, en réponse à leur expérience malheureuse, de faire marche arrière par rapport à la centralisation complète et expérimentent une ou deux techniques quasi-capitalistes ; mais la dérive générale du monde – dans plus de 100 des 111 nations ou mini-nations environ qui sont maintenant membres du Fond monétaire international – s'oriente dans la direction d'un renforcement du socialisme et des contrôles.

La tâche de la petite minorité qui combat cette dérive socialiste semble presque sans espoir. La guerre doit être menée sur un millier de fronts, et les vrais libertariens sont largement en infériorité numérique sur tous ces fronts.

Dans un millier de domaines, les partisans de l'État-Providence, les étatistes, les socialistes et les interventionnistes se dirigent tous les jours vers davantage de restrictions de la liberté individuelle, et les libertariens doivent les combattre. Mais peu d'entre nous ont individuellement le temps, l'énergie, et les connaissances spécialisées dans plus d'une poignée de sujets pour être capable de le faire.

Un de nos problèmes les plus graves est que nous nous retrouvons confrontés à des armées de bureaucrates qui nous contrôlent déjà, et qui ont un intérêt direct au maintien et à l'expansion des contrôles qu'ils se sont engagés à faire appliquer.

Une bureaucratie croissante

Le gouvernement fédéral comporte maintenant environ 2500 agences de fonctionnement différentes, de bureaux, de départements et de divisions. On estime que les employés fédéraux civils à plein temps seront 2 693 508 au 30 juin 1970.

Et nous savons, pour prendre quelques exemples spécifiques, que parmi ces bureaucrates, 16 800 administrent les programmes du Ministère du logement et de l'urbanisme, 106 700 les programmes (incluant la Sécurité Sociale) du Ministère de la Santé, de l'Éducation et des Affaires sociales, et 152 300 les programmes de l'administration des vétérans.

Si nous voulons voir à quelle vitesse les composantes de cette bureaucratie ont augmenté, nous devons nous référer encore au Ministère de l'agriculture. En 1929, avant que le gouvernement des États-Unis n'entame des contrôles de récolte et des politiques de soutien des prix à grande échelle, ce ministère comptait 24 000 employés. Aujourd'hui, en incluant les travailleurs à temps partiel, il y en a 120 000, soit cinq fois plus, chacun d'eux ayant un intérêt économique vital (à savoir leurs propres emplois) à prouver que les contrôles particuliers qu'ils se sont engagés à formuler et à faire appliquer doivent être poursuivis et étendus.

Quelle chance ont les arguments de l'entrepreneur individuel, du professeur d'économie occasionnel et désintéressé, du chroniqueur, ou de l'éditorialiste, face à ceux des politiques et des actions de cette armée de 120 000 hommes, même en ayant eu le temps d'apprendre les faits détaillés d'une question particulière ? Leurs critiques sont soit ignorées soit noyées dans des contre-arguments organisés.

C'est un exemple parmi tant d'autres. Peu d'entre nous peuvent soupçonner qu'il y ait autant de dépenses injustifiées ou absurdes dans le programme de sécurité sociale aux États-Unis, ou que les engagements non financés déjà entrepris par ce programme (une estimation officielle excède un trillion de dollars) puissent s'avérer impossible à rembourser sans une inflation monétaire brute. Seule une poignée d'entre nous peut se douter que le principe même d'une assurance décès ou d'une assurance vieillesse, étatique et obligatoire, soit ouvert au débat. Mais il y a environ 100 000 employés à plein temps au Ministère de la Santé, de l'Éducation et des Affaires sociales, qui rejettent de telles craintes en les considérant comme absurdes, et qui insistent pour dire que nous n'en faisons toujours pas assez pour nos aînés, nos malades, nos veuves et nos orphelins.

Et puis il y a les millions de personnes qui sont déjà du côté des receveurs de ces paiements, qui en sont venues à les considérer comme un droit acquis, qui bien sûr les trouvent insuffisants, et qui sont outrées par la moindre suggestion d'un réexamen critique du sujet. La

pression politique pour l'extension constante et l'augmentation de ces avantages sociaux est presque irrésistible.

Et même s'il n'y avait pas des armées entières d'économistes publics, de statisticiens et d'administrateurs pour lui répondre, le critique désintéressé et solitaire, qui espère faire entendre sa critique et être respecté par d'autres gens désintéressés et réfléchis, se retrouve lui-même contraint de se tenir informé des épouvantables montagnes de détails.

Trop d'affaires à suivre

Le Conseil national des relations de travail, par exemple, prend des centaines de décisions chaque année sur les sujets liés aux pratiques « déloyales » de travail. Au cours de l'année fiscale 1967, le Conseil a transmis 803 affaires « litigieuses quant à la loi et aux faits ». La plupart de ces décisions sont fortement orientées en faveur des syndicats ; beaucoup d'entre elles pervertissent l'intention de la loi de Taft-Hartley qu'ils enfreignent ostensiblement ; et dans certaines d'entre elles, le Conseil s'arroge des pouvoirs qui vont bien au-delà de ceux accordés par la loi. Les textes de la plupart de ces décisions sont très longs dans l'exposition des faits ou des faits allégués et des conclusions du Conseil. Comment l'économiste au plan individuel ou le rédacteur en chef peut-il se tenir au courant des décisions et commenter de manière avertie et intelligente celles qui impliquent un principe important ou un intérêt public ?

Reprendons le cas des grands organismes comme la Commission fédérale du commerce, la Commission des opérations de bourse, l'Agence fédérale des produits pharmaceutiques et alimentaires, la Commission fédérale des communications. Ces organismes combinent souvent les fonctions de législateurs, de procureurs, de juges, de jurés et d'administrateurs.

Pourtant, comment l'économiste individuel, l'étudiant en science politique, le journaliste, ou toute autre personne intéressée par la défense ou la préservation de la liberté, peuvent-ils avoir l'espoir de se tenir informés de ce déluge de décisions, de règlements et de lois administratives ? Il peut parfois se considérer chanceux d'être en mesure de maîtriser en quelques mois les faits qui concernent une seule de ces décisions.

Le Professeur Sylvester Petro de l'Université de New York a écrit un livre entier sur la grève de Kohler et un autre livre complet sur la grève de Kingsport et les leçons publiques à en tirer. Le Professeur Martin Anderson s'est spécialisé dans les folies des programmes de rénovation urbaine. Mais combien y en a-t-il parmi nous qui se considèrent libertariens et qui sont enclins – ou ont le temps – de faire cette recherche spécialisée et microscopique mais indispensable ?

En juillet 1967, la Commission fédérale des communications a fait passer une décision extrêmement nuisible ordonnant aux entreprises téléphoniques américaines et aux sociétés télégraphiques de baisser leurs tarifs pratiqués entre les États – qui étaient déjà 20 pour cent plus bas qu'en 1940, même si le niveau général des prix avait augmenté de 163 pour cent depuis cette époque. Pour écrire un simple éditorial ou une chronique là-dessus (et avoir confiance dans les faits qu'il avançait), un journaliste conscient devait étudier, parmi d'autres documents, le texte de la décision. Cette décision comptait 114 pages dactylographiées à interligne simple.

... Et des plans pour la réforme

Nous, libertariens, avons du pain sur la planche.

Ce n'est pas seulement à la bureaucratie organisée que doit répondre le libertarien ; c'est également aux fanatiques individuels privés.

Pour préciser les contours de ce travail, ce n'est pas seulement à la bureaucratie organisée que doit répondre le libertarien ; c'est également aux fanatiques individuels privés. Il n'y a jamais un jour qui passe sans qu'un ardent réformateur ou qu'un groupe de réformateurs ne suggèrent une nouvelle intervention publique, un nouveau plan étatiste pour satisfaire un certain « besoin » présumé ou pour soulager une détresse présumée. Ils accompagnent leur plan par des statistiques élaborées qui sont censées prouver le besoin ou la détresse qu'ils veulent que les contribuables soulagent. On en arrive donc à ce que « les experts » réputés dans le soulagement, l'assurance chômage, la sécurité sociale, l'assistance médicale, les logements subventionnés, l'aide extérieure, soient précisément les gens qui préconisent plus de soulagement, d'assurance chômage, de sécurité sociale, d'assistance médicale, de logements subventionnés, d'aide extérieure et tout le reste. Et ainsi de suite.

Venons-en aux leçons que nous devons tirer de tout cela.

Les spécialistes de la défense

Nous, libertariens, ne pouvons pas nous contenter simplement de répéter des généralités quasi-religieuses comme la liberté, la libre entreprise et le gouvernement limité. Affirmer et répéter ces principes généraux est absolument nécessaire, bien sûr, soit comme prologue, soit comme conclusion. Mais si nous espérons être individuellement ou collectivement efficaces, nous devons individuellement maîtriser beaucoup de connaissances détaillées et nous spécialiser sur un ou deux éléments pour montrer de quelle manière nos principes libertariens s'appliquent à des domaines spéciaux et qu'ainsi nous puissions de façon convaincante débattre avec les partisans des programmes étatistes pour les logements sociaux, les subventions agricoles, l'assistance accrue, l'augmentation des aides sociales, l'accroissement de l'assistance médicale, les revenus garantis, l'augmentation des dépenses publiques, une taxation des revenus plus grande, particulièrement l'augmentation de la progressivité de la taxation, des tarifs douaniers plus élevés ou des quotas à l'importation, des restrictions ou des pénalités sur l'investissement étranger et les voyages à l'étranger, des contrôles des prix, des contrôles sur les salaires, des contrôles sur la location de logements, des contrôles sur les taux d'intérêt, plus de lois pour la soi-disant protection des consommateurs, des règlements toujours plus contraignants et partout des restrictions sur les entreprises.

Cela signifie, entre autres, que les libertariens doivent former et entretenir des organisations, non seulement dans le but de promouvoir leurs grands principes – comme le font, par exemple, la *Foundation for Economic Education* à Irvington-on-Hudson, à New York, l'*American Institute for Economic Research* à Great Barrington dans le Massachusetts et l'*American Economic Foundation* à New York – mais aussi pour promouvoir ces principes dans des domaines spéciaux. Je pense, par exemple, à d'excellentes organisations spécialisées existantes telles que le *Citizens Foreign Aid Committee*, *Economists' National Committee on Monetary Policy*, la *Tax Foundation* etc.

Nous n'avons pas à craindre que trop de ces organisations spécialisées soient créées. L'inverse serait le vrai danger. Les organisations libertariennes privées aux États-Unis sont

probablement dépassées à dix contre un par les organisations communistes, socialistes, étatistes et d'autres organisations de gauche qui se sont avérées trop efficaces.

Et je suis désolé de rendre compte du fait que presque aucune des associations d'entreprises conservatrices que je connaisse n'est aussi efficace qu'elle pourrait l'être. Ce n'est pas seulement qu'elles ont été timides ou silencieuses dans des moments où elles auraient dû s'exprimer, ou qu'elles se soient imprudemment compromises. Récemment, par crainte d'être étiquetées ultra-conservatrices ou réactionnaires, elles ont soutenu des mesures nuisibles pour les mêmes intérêts qu'elles étaient censées protéger. Plusieurs d'entre elles, par exemple, se sont révélées être en faveur de l'augmentation de l'impôt sur les sociétés par l'administration Johnson en 1968, parce qu'elles avaient peur d'affirmer que l'administration aurait plutôt dû réduire son dispendieux budget de sécurité sociale.

Tristement, le fait est qu'aujourd'hui la plupart des responsables des grandes entreprises en Amérique sont devenus si désorientés ou intimidés que, allant même jusqu'à défendre les arguments de l'ennemi, ils ne parviennent pas à se défendre de manière adéquate, même quand ils sont attaqués. L'industrie pharmaceutique a été soumise, depuis 1962, à une loi discriminatoire qui fait appliquer des principes légaux douteux, et sujets à débat, que le gouvernement n'a pas encore osé appliquer à d'autres domaines, et a été trop timide pour assurer sa propre défense de manière efficace. Et les fabricants automobiles, attaqués par un simple fanatique pour avoir produit des voitures « dangereuses à n'importe quelle vitesse », ont traité la question avec une combinaison incroyable de négligence et d'inconvenance qui a fait s'abattre sur leur tête une législation nuisible non seulement pour l'industrie, mais également pour tous les automobilistes.

La timidité des hommes d'affaires

Il est impossible de dire aujourd'hui où va frapper ensuite le sentiment anti-entreprise de Washington, additionné à l'envie d'un accroissement du contrôle gouvernemental. En 1967, le Congrès s'est permis de s'impliquer dans une extension du pouvoir fédéral douteuse sur des ventes de viande entre États américains. En 1968, ce dernier a passé une loi de « transparence des conditions de prêts », obligeant les prêteurs à calculer et à présenter des taux d'intérêt de la manière que les bureaucrates fédéraux les veulent calculés et exposés. Quand, en janvier 1968, le Président Johnson a soudainement annoncé qu'il interdisait aux entreprises américaines de faire davantage d'investissements directs plus loin en Europe, et qu'il les limitait ailleurs, la plupart des journaux et des hommes d'affaires, au lieu de lever une tempête de protestations contre ces invasions sans précédent de nos libertés, ont déploré leur « nécessité » et ont espéré que ce serait seulement « momentané ».

Le droit administratif discrétionnaire devrait être réduit au minimum ; il encourage la corruption.

L'existence même de cette timidité du milieu des affaires, qui laisse ces choses se produire, est la preuve que les contrôles étatiques et les pouvoirs publics sont déjà excessifs.

Pourquoi les dirigeants des grandes entreprises en Amérique sont-ils si timides ? C'est une longue histoire, mais je vais suggérer quelques raisons :

1. Ils peuvent être entièrement ou en grande partie dépendants des contrats de guerre du gouvernement.

2. Ils ne savent jamais quand ou pour quelles raisons ils seront considérés coupables de violer les lois antitrust.
3. Ils ne savent jamais quand ou pour quelles raisons le Conseil national des relations de travail les considérera coupables de pratiques déloyales de travail.
4. Ils ne savent jamais quand leurs déclarations d'impôts sur les revenus personnels seront hostilement examinées, et ils ne sont certainement pas confiants qu'un tel examen, et ses découvertes, soient entièrement indépendants du fait qu'ils aient été personnellement amicaux ou hostiles à l'administration au pouvoir.

On remarquera que les actions publiques, ou les lois que les hommes d'affaires supportent dans la crainte, sont des actions ou des lois qui laissent beaucoup de place au pouvoir discrétionnaire de l'administration. Le droit administratif discrétionnaire devrait être réduit au minimum ; il encourage la corruption et cette dernière est toujours propice à la loi du black jack ou du chantage.

L'acte d'accusation de Schumpeter

Les libertariens apprennent, pour leur plus grande peine, que les grands hommes d'affaires ne peuvent nécessairement pas être comptés parmi leurs alliés dans la bataille contre l'extension des empiétements étatiques. Les raisons sont nombreuses. Parfois, les hommes d'affaires préconiseront des droits de douane, des quotas à l'importation, des subventions et des restrictions de concurrence, parce qu'ils pensent, à tort ou à raison, que ces interventions publiques seront dans leur intérêt personnel, ou dans l'intérêt de leurs sociétés, et ne se sentent pas concernés par le fait qu'elles peuvent être à la charge du grand public. Le plus souvent, je pense, les hommes d'affaires préconisent ces interventions parce qu'ils sont sincèrement désorientés, parce qu'ils ne se rendent simplement pas compte des conséquences réelles qu'auront les mesures particulières qu'ils proposent, ou ne parviennent pas à percevoir les effets débilitants cumulatifs de ces restrictions croissantes de la liberté humaine.

Cependant, peut-être que dans la majorité des cas, les hommes d'affaires consentent aujourd'hui aux nouveaux contrôles publics par pure timidité.

Il y a une génération, dans son livre pessimiste, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie* (1942), le regretté Joseph A. Schumpeter a entretenu la thèse selon laquelle « dans le système capitaliste il y a une tendance vers l'autodestruction ». Et comme preuve, il a cité la « lâcheté » des grands hommes d'affaires faisant face à l'attaque directe :

Ils discutent et ils plaignent – ou ils engagent des avocats pour le faire en leur nom ; ils sautent sur chaque chance de compromis ; ils sont toujours prêts à céder ; ils ne livrent jamais un combat sous le drapeau de leurs idéals et intérêts propres : aux États-Unis, aucune résistance sérieuse n'a été opposée sur aucun point, de 1930 à 1940, à l'imposition de charges financières écrasantes ou à la promulgation d'une législation du travail incompatible avec une gestion efficace de l'industrie. [1]

C'est beaucoup trop pour les problèmes innombrables qui attendent les libertariens. Ils trouvent extrêmement difficile de défendre les sociétés particulières, et les industries du harcèlement et de la persécution, quand ces industries ne se défendent pas suffisamment bien ou convenablement. Pourtant, la division du travail est non seulement possible mais aussi

souhaitable dans la défense de la liberté, comme elle l'est dans d'autres domaines. Et nombreux sont ceux qui n'ont ni le temps, ni la connaissance spécialisée, pour analyser des industries particulières ou des problèmes complexes spéciaux, et qui peuvent néanmoins être efficaces dans la défense de la cause libertarienne en martelant incessamment certains principes ou points jusqu'à ce que cela soit compris.

Quelques principes de base

Y a-t-il un seul de ces principes ou points sur lesquels les libertariens pourraient se concentrer de manière efficace ? Regardons cela de plus près, et nous pourrons finir en trouvant non pas un, mais plusieurs.

L'État ne donne rien à quelqu'un qu'il ne prenne d'abord chez quelqu'un d'autre.

Une vérité simple qui pourrait être infiniment réitérée, et efficacement appliquée à 9/10 des propositions étatistes actuellement formulées ou promulguées avec une telle profusion, est que l'État ne donne rien à quelqu'un qu'il ne prenne d'abord chez quelqu'un d'autre. Autrement dit, toute son assistance et tous ses plans de subvention sont simplement des façons de voler à Pierre pour donner à Paul.

Ainsi, il peut être souligné que l'État-providence moderne est simplement un arrangement complexe par lequel personne ne paye pour l'éducation de ses propres enfants, mais tout le monde paye pour l'éducation de tous les enfants de tout le monde ; par lequel personne ne paye ses propres factures médicales, mais tout le monde paye toutes les factures médicales de tout le monde ; par lequel personne ne subvient à sa propre épargne retraite, mais tout le monde paye pour les épargnes retraite de tout le monde, etc. Comme mentionné auparavant, Bastiat a exposé le caractère illusoire de tous ces plans d'aide sociale il y a plus d'un siècle dans son aphorisme : « *L'État, c'est la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde* ».

Une autre façon d'exposer ce qui ne va pas avec tous ces plans d'aide d'État est de constamment indiquer que vous ne pouvez pas remplir une cruche d'un litre avec une pinte. Ou bien, comme les programmes de dons de l'État doivent tous être financés par la taxation, à chaque nouveau plan proposé, le libertarien peut demander, « À la place de quoi ? ». Ainsi, s'il est proposé de dépenser un autre milliard de dollars pour l'envoi de plus d'hommes sur la lune, ou pour le développement d'un avion commercial supersonique, on peut souligner que ce milliard de dollars, extrait de la taxation, ne pourra alors pas satisfaire un million de besoins ou envies personnelles des millions de contribuables d'où il est extrait.

Bien sûr, quelques champions des pouvoirs publics toujours plus grands et des dépenses reconnaissent très bien ceci, et comme le Professeur J. K. Galbraith, par exemple, ils inventent la théorie selon laquelle les contribuables, laissés à eux-mêmes, dépensent l'argent qu'ils ont gagné très sottement, pour toutes sortes de futilités et âneries, et que seuls les bureaucrates, en prenant cet argent, sauront le dépenser sagement.

Connaître les conséquences

Un autre principe très important auquel le libertarien peut constamment faire appel est de demander aux étatistes de considérer aussi bien les conséquences secondaires sur le long terme de leurs propositions, et non pas simplement les conséquences directes et immédiates.

Les étatistes admettront parfois tout à fait librement, par exemple, que l'État n'a rien à donner à quelqu'un qu'il ne doit d'abord prendre chez quelqu'un d'autre. Ils admettront qu'ils doivent déshabiller Pierre pour habiller Paul. Mais leur argument est qu'ils saisissent au riche Pierre pour subvenir aux besoins du pauvre Paul. Comme le Président Johnson l'a dit tout à fait franchement dans un discours le 15 janvier 1964 : « *Nous allons essayer de prendre tout l'argent que nous considérons inutilement dépensé et le prendre à « ceux qui ont » et le donner à « ceux qui n'ont pas » qui en ont tellement besoin* ».

Ceux qui ont l'habitude de considérer les conséquences sur le long terme admettront que tous ces programmes pour partager la richesse, et garantir des revenus, réduiront les incitations aux deux extrémités de l'échelle économique. Ils réduisent les incitations tant de ceux qui sont capables de gagner un revenu plus élevé, mais qui se le font retirer, que de ceux qui sont capables de gagner un revenu modéré, mais à qui on fournit les nécessités de la vie sans qu'ils aient à travailler.

Cette considération essentielle des incitations est presque systématiquement oubliée dans les propositions d'agitateurs qui veulent de plus gros et de plus nombreux plans d'assistance sociale étatique. Nous devrions tous être concernés par la situation critique du pauvre et du malheureux. Mais la dure question à laquelle n'importe quel plan pour soulager la pauvreté doit répondre est : comment pouvons-nous atténuer les pénalités d'échec et le malheur, sans saper les fondements des motivations à l'effort et au succès ? La plupart de nos réformateurs potentiels et humanitaires ignorent simplement la deuxième moitié de ce problème. Et quand ceux d'entre nous qui préconisons la libre entreprise sommes contraints de rejeter les plans « d'anti-pauvreté » l'un après l'autre, en raison du fait qu'ils mettraient de côté ces incitations, et produiraient sur le long terme plus de mauvais que de bon, nous sommes accusés par les démagogues et les irréfléchis d'être des obstructionnistes « négatifs » au cœur de pierre. Mais le libertarien doit avoir la force de ne pas être intimidé par cela.

Finalement, le libertarien qui souhaite marteler quelques principes généraux peut à plusieurs reprises faire appel aux énormes avantages de la liberté en comparaison avec la coercition. Mais il aura lui aussi de l'influence et n'exécutera son devoir correctement que s'il est arrivé à ses principes par une étude et une réflexion prudente. « *Les gens du peuple d'Angleterre* », a écrit autrefois Adam Smith, « *sont très jaloux de leur liberté, mais comme les peuples de la plupart des autres pays n'ont jamais correctement compris ce en quoi cela consiste.* » Arriver au concept approprié et à la définition de la liberté est difficile, et certainement pas facile.

Aspects légaux et politiques

Jusqu'ici, j'ai écrit comme si l'étude du libertarien, sa pensée et ses besoins d'argumenter étaient limités seulement au domaine de l'économie. Mais, bien sûr, la liberté ne peut être élargie ou préservée que si sa nécessité est comprise dans beaucoup d'autres domaines – et plus particulièrement dans le droit et en politique.

Nous devons nous demander, par exemple, si la liberté, le progrès économique et la stabilité politique peuvent être préservés si nous continuons à permettre à la population assistée – les gens qui sont principalement ou seulement soutenus par l'État et qui vivent à la charge des contribuables – à bénéficier de leurs priviléges. Les grands libéraux du XIX^e et du début du XX^e siècle, y compris John Stuart Mill et A.V. Dicey, ont exprimé leurs plus sérieuses inquiétudes sur ce point.

Une monnaie fiable et la fin de l'inflation

Ceci me mène, finalement, à une autre question sur laquelle tous ces libertariens qui manquent de temps ou d'éducation pour l'étude spécialisée peuvent efficacement se concentrer. Et ce, dans le but que l'État fournisse une monnaie fiable qui cesse de provoquer de l'inflation.

Cette question a l'avantage d'être claire et simple parce qu'elle est fondamentalement claire et simple. Toute l'inflation est générée par l'État. Toute l'inflation est le résultat de l'augmentation de la quantité de monnaie et de crédit ; et le remède est simplement d'interrompre l'augmentation.

Si les libertariens perdent sur la question de l'inflation, ils sont menacés par la défaite sur chacune des autres questions. Si les libertariens pouvaient gagner la question de l'inflation, ils pourraient se rapprocher de la victoire sur tout le reste. S'ils pouvaient stopper l'augmentation de la quantité de monnaie, ce serait parce qu'ils pourraient interrompre les déficits chroniques qui aboutissent à cette augmentation. S'ils pouvaient stopper ces déficits chroniques, ce serait parce qu'ils auraient interrompu l'augmentation rapide des dépenses de sécurité sociale, et des plans socialistes qui sont dépendants de ces dépenses. S'ils pouvaient interrompre l'augmentation constante des dépenses, ils pourraient interrompre l'augmentation constante du pouvoir de l'État.

La dévaluation de la livre britannique, d'abord en 1949 et de nouveau en 1967, pourrait, telle une contrebalance, avoir pour plus grand effet d'aider la cause libertarienne. Elle expose la faillite de l'État-providence. Elle expose la fragilité et le manque de fiabilité total du système monétaire international de la convertibilité papier-or, sous lequel le monde a fonctionné depuis 1944. Il y a à peine une monnaie sur cent dans le Fonds monétaire international, à l'exception du dollar, qui n'a pas été dévaluée au moins une fois, depuis que le FMI a ouvert ses portes. Il n'y a pas la moindre unité de monnaie – et il n'y a aucune exception à cette affirmation – qui n'achète pas moins aujourd'hui, que lorsque le Fonds a été créé.

Au moment où j'écris ceci, le dollar, auquel pratiquement chaque autre monnaie est liée dans le système présent, est dans le péril le plus grave. Si la liberté doit être préservée, le monde devra finalement revenir à un système d'étalement or complet, dans lequel l'unité monétaire de chaque pays majeur devra être convertible en or sur demande, par quelqu'un qui le détient, sans discrimination. Je suis conscient que quelques défauts techniques peuvent être mentionnés avec l'étalement or, mais il a une vertu qui dépasse toutes les autres. Il n'est pas, comme la monnaie de papier, soumis aux caprices quotidiens des politiciens ; il ne peut pas être imprimé ou être autrement manipulé par les politiciens ; il libère le détenteur individuel de cette forme d'escroquerie ou d'expropriation par les politiciens ; c'est une sauvegarde essentielle pour la conservation non seulement de la valeur de l'unité monétaire en elle-même, mais de la liberté humaine. Chaque libertarien devrait le soutenir.

J'ai un dernier mot. Quel que soit le domaine dans lequel il se spécialise, quels que soient le principe ou la question pour lesquels il choisit d'exprimer un point de vue, le libertarien doit prendre position. Il ne peut pas se permettre de ne rien faire ou de ne rien dire. Je dois seulement lui rappeler l'appel éloquent au combat à la page finale du *Socialisme* de Ludwig von Mises, écrit il y a 35 ans :

Chacun porte sur ses épaules une parcelle de la société ; personne ne peut être délivré par d'autres de sa part de responsabilité. Et aucun homme ne peut trouver pour lui un moyen de salut si la société, dans son ensemble, court à sa ruine. C'est pourquoi chacun doit dans son propre intérêt engager toutes ses forces dans la lutte des idées. Personne ne peut demeurer à l'écart et se considérer comme étranger au débat ; l'intérêt de chacun est en jeu. Qu'il le veuille ou non, tout homme est engagé dans la grande lutte historique, dans la bataille décisive en présence de laquelle notre époque nous a placés. [2]

[1] NDT, citation extraite des pages 173 et 174 de la traduction française de l'édition de 1942.

[2] NDT : cette citation est issue de l'édition de la traduction française de 1938 aux éditions Génin dont le texte est consultable en cliquant sur le lien suivant : http://www.librairal.org/wiki/Ludwig_von_Mises:Le_Socialisme_-_conclusion

Jour 2. Qu'est-ce que le fascisme ? Par Lew Rockwell

Résumé : Le fascisme est un système de gouvernement tout à fait contraire à la morale classique du libéralisme. Toutefois, malgré le caractère largement péjoratif de ce terme en politique, les caractéristiques principales de la politique fasciste peuvent expliquer en grande partie les comportements politiques et les systèmes de valeur d'une grande majorité des intellectuels, des militants, et des hommes politiques de l'époque contemporaine, notamment aux États-Unis.

Par Lew Rockwell

Traduit par Jacques Peter, revu et complété par Marc Lassort

Llewellyn H. Rockwell, plus connu sous le nom de Lew Rockwell, ancien rédacteur en chef des publications de Ludwig von Mises et le chief of staff de Ron Paul, est le fondateur et président de l'Institut Ludwig von Mises à Auburn (Alabama), exécuteur testamentaire de la succession de Murray N. Rothbard, et rédacteur en chef de LewRockwell.com.

Tout le monde sait que le fascisme est un terme péjoratif souvent utilisé pour décrire toute position politique de quelqu'un que l'on n'aime pas. Il n'y a personne autour de nous qui soit prête à se lever et à dire : « Je suis un fasciste, je pense que le fascisme est un grand système économique et social. »

Mais je soutiens que s'ils étaient honnêtes, la grande majorité des hommes politiques, des intellectuels, et des activistes politiques devraient justement dire cela.

Le fascisme est le système de gouvernement qui cartellise le secteur privé, planifie l'économie en vue de subventionner les producteurs, exalte l'État policier comme source de l'ordre, nie les droits et les libertés fondamentales des individus, et fait de l'exécutif le maître sans bornes de la société.

Cela décrit le courant dominant de la politique en Amérique aujourd'hui. Et pas seulement en Amérique. C'est également vrai en Europe. Cela fait tellement partie de la pensée dominante qu'on ne s'en rend pratiquement plus compte.

Il est vrai que le fascisme n'a aucun appareil théorique global. Il n'a pas de grand théoricien comme Marx. Cela ne le rend pas moins réel et distinct comme système social, économique et politique. Le fascisme se développe aussi comme un *style* distinct de gestion économique et sociale. Et il est autant voire plus une menace à la civilisation que le socialisme à part entière.

C'est parce que ses caractéristiques font tellement partie de la vie – et l'ont été pendant si longtemps – qu'elles sont presque invisibles pour nous.

Si le fascisme nous est invisible, c'est vraiment le tueur silencieux. Il greffe sur le marché libre un État énorme, violent et pesant qui draine son capital et sa productivité comme un parasite mortel sur son hôte. C'est pourquoi l'État fasciste a été appelé l'économie vampire. Il suce la vie d'une nation et conduit une économie jadis prospère à une mort lente.

Laissez-moi vous donner un exemple récent.

Le déclin

Nous disposons des premières données du recensement américain de 2010. L'histoire qui a fait les grands titres concernait la plus forte augmentation de la pauvreté depuis 20 ans, représentant maintenant 15%.

Mais la plupart des gens entendent cela et n'y croient pas, sans doute pour une bonne raison. Les pauvres dans ce pays ne sont pauvres à l'égard d'aucun critère historique. Ils ont des téléphones portables, la télévision par câble, des voitures, beaucoup de nourriture, et beaucoup de revenu disponible. Qui plus est, les pauvres sont tout sauf une classe fixe. Les gens vont et viennent, en fonction de l'âge et des circonstances de la vie. De plus, dans la politique américaine, quand vous entendez pleurnicher à propos des pauvres, vous savez ce que cela signifie : mettre la main à la poche pour l'État.

Enterré dans le compte rendu, il y a un autre fait qui a une signification bien plus profonde pour la plupart des gens. Il concerne le revenu médian des ménages en termes réels.

Ce que les données ont révélé est dévastateur. Depuis 1999, le revenu médian des ménages a baissé de 7,1%. Depuis 1989, le revenu médian est plat. Et depuis 1973 et la fin de l'étalon or, il a à peine progressé. La grande machine à fabriquer de la richesse qu'était jadis l'Amérique est un échec.

Aucune génération nouvelle ne peut plus espérer vivre mieux que la précédente. Le modèle économique fasciste a tué ce qu'on appelait autrefois le rêve américain. Et la vérité est évidemment même pire que ne le révèlent les statistiques. On doit tenir compte du nombre de revenus au sein d'un ménage pour connaître le revenu total. Après la Seconde Guerre mondiale, la famille disposant d'un seul revenu devint la norme. Puis la monnaie fut détruite, l'épargne américaine fut réduite à néant et le capital formant la base de l'économie fut ravagé.

C'est à ce moment que les ménages commencèrent à se débattre pour rester à flots. L'année 1985 fut l'année charnière. C'est l'année où il devint courant pour un ménage d'avoir deux revenus plutôt qu'un seul. Les mères rejoignirent le marché du travail pour maintenir les revenus à niveau.

Les intellectuels acclamèrent cette évolution, comme si c'était une libération, poussant des hosannas en annonçant que toutes les femmes, partout, seraient dorénavant inscrites comme de valeureuses contributrices aux coffres de l'État en matière d'impôts. La véritable cause est le développement de la monnaie fiduciaire qui a déprécié la monnaie, volé les économies et poussé les gens dans le marché du travail pour en faire des contribuables.

Cette histoire n'est pas racontée uniquement dans les données. Vous devez regarder la démographie pour la découvrir.

Cet énorme déplacement démographique a permis aux ménages de gagner 20 années supplémentaires de prospérité apparente, encore qu'il soit difficile de l'appeler ainsi, vu qu'il n'y avait plus de choix. Si vous vouliez continuer à vivre le rêve, le ménage ne pouvait plus s'en sortir avec un seul revenu.

Mais cet énorme décalage était simplement une échappatoire. Cela a acheté 20 ans de légères augmentations avant que la tendance des revenus ne s'aplatisse de nouveau. Au cours de la dernière décennie, nous sommes de retour à la baisse. Aujourd'hui, le revenu médian familial n'est que faiblement supérieur à ce qu'il était lorsque Nixon détruisit le dollar, instaura le contrôle des prix et des salaires, créa l'Agence de protection de l'environnement, et que tout l'appareil parasitaire de l'État-providence-guerrier s'implanta et se généralisa.

Oui, c'est du fascisme, et nous en payons le prix. Le rêve est en train d'être détruit.

Les propos tenus à Washington au sujet des réformes, par les Démocrates ou les Républicains, sonnent comme une mauvaise plaisanterie. Ils parlent de petits changements, de petites coupes budgétaires, de commissions qu'ils vont mettre en place, de freins qu'ils appliqueront dans dix ans. Ce n'est que du bruit vain. Rien de tout ça ne résoudra le problème. Pas même un peu.

Le problème est plus fondamental. C'est la qualité de la monnaie. C'est l'existence même de 10 000 agences publiques. C'est toute l'idée qu'il faut payer l'État pour avoir le privilège de travailler. C'est la présomption que l'État doit gérer chaque aspect de l'ordre économique capitaliste. Bref, c'est l'État total qui est le problème, et les souffrances et le déclin continueront aussi longtemps qu'existera l'État total.

Les origines du fascisme

À coup sûr, la dernière fois que les gens se sont préoccupés du fascisme était pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous nous battions, soi-disant, contre ce système diabolique étranger. Les États-Unis ont vaincu les régimes fascistes mais la philosophie de la gouvernance qu'ils représentaient n'a pas été vaincue. Très rapidement, après la guerre, une autre a commencé. C'était la guerre froide qui opposait le capitalisme au communisme. Le socialisme était considéré dans cette affaire comme une forme douce, tolérable, et même louable de communisme, pour autant qu'il fût lié à la démocratie, qui est le système qui légitime et légitime un pillage continu de la population.

Dans le même temps, presque tout le monde avait oublié qu'il y avait de nombreuses autres couleurs de socialisme, pas toutes évidemment de gauche. Le fascisme est une de ces couleurs.

Il n'y a pas de doute sur ses origines. Elles sont liées à l'histoire politique italienne postérieure à la Première Guerre mondiale. En 1922, Benito Mussolini a gagné une élection démocratique et a fondé le fascisme comme sa philosophie. Mussolini avait été un membre du Parti socialiste italien.

Tous les acteurs les plus grands et plus importants du mouvement fasciste venaient des mouvements socialistes. C'était une menace pour les socialistes car le fascisme proposait le véhicule politique le plus intéressant pour l'application du socialisme dans le monde réel. Les socialistes ont changé de camp *en masse* [en français dans le texte, NdT] pour rejoindre les fascistes.

C'est aussi pourquoi Mussolini a lui-même bénéficié d'une si bonne presse pendant plus de dix ans après le début de son règne. Il était célébré dans de nombreux articles du *New York Times*. Il était proclamé dans des revues savantes comme un exemple du type de dirigeant

dont nous avions besoin à l'ère des sociétés planifiées. Des papiers boursouflés de ce genre étaient très fréquents dans le journalisme américain de la fin des années 1920 jusqu'au milieu des années 1930.

Rappelez-vous que dans cette même période, la gauche américaine avait connu un énorme changement. Dans les années de l'adolescence et les années 1920, la gauche américaine avait eu un élan anti-corporatiste très louable. La gauche s'opposait généralement à la guerre, au système pénal étatique, à la prohibition de l'alcool, et à toutes les violations des libertés civiles. Ce n'était pas une amie du capitalisme, mais ce n'était pas non plus une amie de l'État corporatiste que Franklin Delano Roosevelt (FDR) avait forgé pendant la guerre.

En 1933 et en 1934, la gauche américaine avait dû faire un choix. Serait-il d'embrasser le corporatisme et l'embriagadement du New Deal, ou de prendre une position de principe en faveur des vieilles idées libérales ? En d'autres termes, accepterait-elle le fascisme comme une maison de transition à son utopie socialiste ? Une gigantesque bataille s'ensuivit dans cette période, et il y avait un gagnant évident. Le New Deal avait fait une offre que la gauche ne pouvait pas refuser. Et c'était une première étape pour aller de l'adoption d'une économie planifiée fasciste à la célébration de l'État guerrier qui avait conclu la période du New Deal.

Ce n'était qu'une répétition du même cours qu'avaient pris les événements en Italie une décennie plus tôt. En effet, la gauche italienne avait également réalisé que son programme anticapitaliste avait plus chances d'être mené à bien dans le cadre d'un État autoritaire et planificateur. Bien entendu, notre ami Maynard Keynes a joué un rôle clé en proposant une logique pseudo scientifique pour justifier l'opposition au laissez faire de l'ancien monde et l'adhésion à la société planifiée. Rappelez-vous que Keynes n'était pas un socialiste de l'ancienne école. Comme il l'a lui-même dit dans son introduction à l'édition nazie de sa *Théorie Générale*, le national-socialisme était bien plus accueillant à ses idées qu'une économie de marché.

Flynn dit la vérité

L'étude la plus autorisée sur le fascisme écrite à cette époque fut *As We Go Marching* de John T. Flynn. Flynn était un journaliste et un érudit d'esprit libéral qui avait écrit plusieurs livres à succès dans les années 1920. Il aurait pu probablement être classé dans le camp progressiste dans les années 1920. C'est le New Deal qui l'a changé. Tous ses collègues avaient suivi FDR dans le fascisme, alors que Flynn restait fidèle à l'ancienne croyance. Cela voulait dire qu'il combattait FDR continuellement et pas seulement dans ses projets de politique intérieure. Flynn était un dirigeant du mouvement *America First* qui voyait la poussée à la guerre de FDR comme rien d'autre qu'une extension du New Deal, ce qui était certainement le cas.

Mais parce que Flynn faisait partie de ce que Murray Rothbard a plus tard appelé la Vieille Droite – Flynn en est venu à s'opposer à la fois à l'État-providence et à l'État-guerrier – son nom est tombé dans un trou de mémoire orwellien après la guerre, à l'apogée du conservatisme de la CIA.

As We Go Marching est sorti en 1944 dans la phase ultime de la guerre, et au beau milieu des contrôles économiques de la période de guerre dans le monde entier. C'est un miracle qu'il ait échappé aux censeurs. C'est une étude à grande échelle de la théorie et de la pratique du fascisme, et Flynn voyait clairement où cela menait : dans le militarisme et la guerre comme accomplissement du programme de relance par la dépense. Lorsque vous ne savez plus à quel

objet affecter les dépenses, vous pouvez toujours compter sur la ferveur nationaliste pour approuver davantage de dépenses militaires.

En passant en revue l'histoire de la montée du fascisme, Flynn écrivait :

Un des phénomènes les plus déroutants de l'histoire du fascisme est la collaboration presque incroyable entre les hommes d'extrême droite et ceux de l'extrême gauche à sa création. L'explication réside dans ce point. Droite comme gauche se sont rejoints dans cette envie de réglementation. Les motifs, les arguments, et les formes d'expression étaient différents mais ont tous conduit dans la même direction. Et c'était que le système économique devait être contrôlé dans ses fonctions essentielles et ce contrôle devait être exercé par les groupes de producteurs.

Flynn disait que la droite et la gauche étaient en désaccord sur ce à quoi correspondait précisément le groupe de producteurs. La gauche avait tendance à célébrer les travailleurs en tant que producteurs. La droite avait tendance à favoriser les propriétaires d'entreprise en tant que producteurs. Le compromis politique – et il se poursuit encore aujourd'hui – était de cartelliser les deux.

L'État sous le fascisme devient le dispositif de cartellisation pour les travailleurs et les propriétaires privés de capital. La concurrence entre les travailleurs et les entreprises est considérée comme inutile et vaine. Les élites politiques décident que les membres de ces groupes doivent se concerter et coopérer sous la supervision du gouvernement pour construire une nation puissante.

Les fascistes ont toujours été obsédés par l'idée de grandeur nationale. Pour eux, cela ne consiste pas en une nation de gens qui grandissent plus prospères, vivant des vies toujours meilleures et plus longues. Non, la grandeur nationale se produit lorsque l'État entreprend la construction d'énormes monuments, lorsqu'il construit des systèmes de transport dans tout le pays, lorsqu'il sculpte le Mont Rushmore, ou qu'il creuse le canal de Panama.

En d'autres termes, la grandeur nationale n'est pas la même chose que votre grandeur ou la grandeur de votre famille, de votre entreprise ou de votre profession. Au contraire. Vous devez être taxés, la valeur de votre argent doit être dépréciée, votre vie privée envahie, et votre bien-être diminué afin d'y parvenir. Dans cette perspective, l'État doit nous rendre grands.

Malheureusement, un tel programme a beaucoup plus de chances de succès politique que le socialisme à l'ancienne. Le fascisme ne nationalise pas la propriété privée comme le fait le socialisme. Cela signifie que l'économie ne s'effondre pas tout de suite. Le fascisme ne tente pas non plus d'égaliser les revenus. Il n'est pas question d'abolition du mariage ou de nationalisation des enfants.

La religion n'est pas abolie mais utilisée comme un outil de manipulation politique. L'État fasciste était beaucoup plus politiquement habile à cet égard que le communisme. Il a tissé ensemble la religion et l'étatisme dans une seule toile, encourageant le culte de Dieu à condition que l'État fonctionne comme un intermédiaire.

Sous le fascisme, la société que nous connaissons est laissée intacte, même si tout est sous la tyrannie d'un appareil d'État puissant. Tandis que l'enseignement socialiste traditionnel a

favorisé une perspective mondialiste, le fascisme était explicitement nationaliste. Il a embrassé et exalté l'idée de l'État-nation.

Quant à la bourgeoisie, le fascisme ne cherche pas leur expropriation. Au lieu de cela, la classe moyenne obtient ce qu'elle veut sous la forme de l'assurance sociale, des prestations médicales, et de fortes doses de fierté nationale.

C'est pour toutes ces raisons que le fascisme prend un moule de droite. Il n'attaque pas les valeurs bourgeoises fondamentales. Il s'inspire d'eux pour obtenir l'appui d'un encadrement national tous azimuts et démocratiquement soutenu du contrôle économique, de la censure, de la cartellisation, de l'intolérance politique, de l'expansion géographique, du contrôle de l'exécutif, de l'État policier, et du militarisme.

Pour ma part, je n'ai aucun problème à me référer au programme fasciste comme une théorie de droite, même s'il répond aux aspects du rêve de gauche. La question cruciale ici concerne son appel au public et aux groupes démographiques qui sont habituellement attirés par la politique de droite.

Si vous pensez cela, l'étatisme de droite est d'une couleur, d'un moulage, et d'un ton différents de l'étatisme de gauche. Chacun est conçu pour plaire à un ensemble différent d'électeurs avec des intérêts et des valeurs différents.

Ces divisions, cependant, ne sont pas strictes, et nous avons vu comment un programme socialiste de gauche peut s'adapter et devenir un programme fasciste de droite avec très peu de changements de fond, autres que son programme de marketing.

Les huit caractéristiques de la politique fasciste

John T. Flynn, comme d'autres membres de la Vieille Droite, était dégoûté de constater que ce qu'il voyait, presque tout le monde choisissait de l'ignorer. Il remarquait que dans ce combat contre les régimes autoritaires étrangers, les États-Unis avaient adopté ces formes de gouvernement domestique total, avec contrôle des prix, rationnement, censure, dictature de l'exécutif, et même des camps de concentration pour des groupes entiers considérés comme peu fiables dans leur loyauté à l'État.

Après avoir passé en revue cette longue histoire, Flynn s'emploie à résumer les caractéristiques principales du fascisme en huit points.

En les présentant, je vais aussi faire des commentaires sur l'État central américain moderne.

Point 1. L'État est totalitaire parce qu'il n'admet aucune restriction à ses pouvoirs.

C'est une marque très révélatrice. Cela suggère que le système politique américain peut être décrit comme totalitaire. C'est une remarque choquante que la plupart des gens rejettent. Mais ils ne peuvent rejeter cette qualification qu'à la condition de ne pas être pris par la toile de l'État. Si cela leur arrivait, ils découvriraient rapidement qu'il n'y a en effet pas de limite à ce qu'il peut faire. Cela peut se produire en prenant un avion, en roulant en ville, ou si une quelconque agence étatique prend en grippe leur entreprise. Au bout du compte, ils doivent obéir ou être mis en cage comme un animal ou être tué. De cette manière, peu importe la conviction d'être libre, nous ne sommes tous aujourd'hui qu'à un pas de Guantanamo.

Aussi récemment que dans les années 1990, je me souviens qu'il y avait des moments où Clinton semblait laisser entendre qu'il y avait certaines choses que son administration ne pouvait pas faire. Aujourd'hui, je ne suis pas sûr que je puisse rappeler un seul représentant du gouvernement plaident la limitation de la loi ou de la réalité de ce qui peut ou ne peut pas être fait. Aucun aspect de la vie n'est vierge d'une intervention étatique, et souvent elle prend des formes que nous ne voyons pas aisément. Tout le secteur de la santé est réglementé, mais aussi chaque morceau de nourriture, le transport, l'habillement, les produits de la maison et même les relations privées.

Mussolini lui-même énonçait son principe de la manière suivante : « *Tout dans l'État, rien hors de l'État, rien contre l'État.* » Il a également dit : « *Le principe essentiel de la doctrine fasciste est la conception de l'État, de son essence, ses fonctions et ses objectifs. Pour le fascisme, l'État est l'absolu devant lequel les individus et les groupes ne sont que le relatif.* »

Je vous soumets la proposition que ceci est l'idéologie dominante aux États-Unis aujourd'hui. Cette nation, conçue dans la liberté, a été kidnappée par l'État fasciste.

Point 2. L'État est une dictature de fait basée sur le principe de commandement.

Je ne dirais pas que nous avons réellement une dictature d'un homme dans ce pays, mais nous avons bien une forme de dictature d'un secteur de l'État sur l'ensemble du pays. Le pouvoir exécutif s'est étendu d'une manière si spectaculaire au cours du dernier siècle que c'est devenu une plaisanterie de parler d'équilibre des pouvoirs. Ce qu'apprennent les enfants en classe d'éducation civique n'a rien à voir avec la réalité.

L'État exécutif est celui que nous connaissons, tout émanant de la Maison Blanche. Le rôle des tribunaux est d'appliquer la volonté de l'exécutif. Le rôle du Parlement est de ratifier la politique de l'exécutif.

Cet exécutif ne concerne pas réellement la personne qui semble être aux commandes. Le président n'est que le masque, et les élections ne sont que les rituels tribaux que nous subissons pour donner un semblant de légitimité à l'institution. En réalité, l'État-nation vit et prospère en dehors de tout « mandat démocratique ». Nous trouvons là le pouvoir de réglementer tous les aspects de la vie et le pouvoir maléfique de créer la monnaie nécessaire pour financer ce règne de l'exécutif.

En ce qui concerne le principe de leadership, il n'y a pas de plus grand mensonge dans la vie publique américaine que la propagande que nous entendons tous les quatre ans sur la façon dont le nouveau Président-messie va inaugurer la grande dispensation de paix, d'égalité, de liberté, et de bonheur humain global. L'idée ici est que l'ensemble de la société est vraiment modelée et contrôlée par une volonté unique – un point qui exige un acte de foi si vaste que l'on doit ignorer tout ce qu'on sait de la réalité pour le croire.

Et pourtant, les gens le font. L'espoir d'un messie a atteint un paroxysme avec l'élection d'Obama. La religion civique consistait en un véritable culte à grande échelle – du plus grand homme qui ait jamais vécu ou vivra jamais. C'était une abjecte exposition.

Un autre mensonge que le peuple américain croit est que les élections présidentielles provoquent un changement de régime. C'est une pure absurdité. L'État Obama est l'État Bush, l'État Bush était l'État Clinton, l'État Clinton était l'État Bush, l'État Bush était l'État

Reagan. Nous pouvons remonter dans le temps et faire défiler le chevauchement des nominations des bureaucrates, des techniciens, des diplomates, des responsables de la Fed, des élites financières, et ainsi de suite. La rotation dans les bureaux ne survient pas à cause des élections mais en raison de la mortalité.

Point 3. L'État administre un système capitaliste au moyen d'une énorme bureaucratie.

La réalité de l'administration bureaucratique a été parmi nous au moins depuis le New Deal, qui était calqué sur la planification bureaucratique de la Première Guerre mondiale. L'économie planifiée – du temps de Mussolini ou du nôtre – a besoin de la bureaucratie. La bureaucratie représente le cœur, les poumons et les veines de l'État planificateur. Et pourtant réglementer aussi minutieusement une économie que celle d'aujourd'hui revient à tuer la prospérité avec un milliard de petites incisions.

Cela ne signifie pas forcément la contraction de l'économie, du moins pas tout de suite. Mais cela signifie certainement tuer la croissance qui, autrement, aurait eu lieu dans un marché libre.

Alors où est notre croissance ? Où est le dividende de la paix qui était censé accompagner la fin de la guerre froide ? Où sont les fruits des incroyables gains de productivité que la technologie a permis ? Ils ont été mangés par la bureaucratie qui gère notre moindre mouvement sur cette terre. Ce monstre vorace et insatiable est le Code fédéral qui s'appuie sur des milliers d'agences exerçant le pouvoir de police pour nous empêcher de vivre des vies libres.

C'est comme le disait Bastiat : le coût réel de l'État est la prospérité que nous ne voyons pas, les emplois qui n'existent pas, les technologies auxquelles nous n'avons pas accès, les affaires qui ne voient pas le jour, et le futur radieux qui nous est volé. L'État nous a pillés aussi sûrement qu'un voleur qui pénètre dans notre demeure la nuit et s'empare de tout ce que nous aimons.

Point 4. Les producteurs sont organisés en cartels à la manière du syndicalisme.

En général nous ne qualifions pas notre structure économique actuelle de syndicale. Mais rappelez-vous que le syndicalisme signifie le contrôle économique par les producteurs. Le capitalisme est différent. Il place le contrôle dans les mains des consommateurs en vertu des structures du marché. La seule question pour les syndicalistes est alors : quels producteurs vont profiter de priviléges politiques ? Ce peut être les travailleurs, mais ce peut être aussi les grandes entreprises.

Dans les cas des États-Unis, au cours des trois dernières années, nous avons vu des grandes banques, des entreprises pharmaceutiques, des compagnies d'assurances, des constructeurs automobiles, des banques d'affaires et des maisons de courtage, ainsi que des sociétés hypothécaires quasi privées bénéficier d'énormes priviléges à nos dépens. Ils se sont tous alliés à l'État pour vivre une existence parasitaire sur notre dos.

C'est aussi l'expression de l'idée syndicaliste, et cela a coûté à l'économie américaine des milliards incalculables et a prolongé la récession économique en empêchant l'ajustement post-boom que les marchés auraient autrement dicté. Le gouvernement a resserré son emprise syndicaliste au nom du stimulus.

Point 5. La planification économique est basée sur le principe d'autarcie.

L'autarcie est le nom donné à l'idée d'autosuffisance économique. La plupart du temps cela se réfère à l'auto-détermination économique de l'État-nation. Ce dernier doit être géographiquement énorme pour soutenir le développement économique rapide d'une population vaste et croissante.

Cela a été et est la base de l'expansionnisme fasciste. Sans expansion, l'État meurt. C'est aussi l'idée derrière la combinaison étrange de pressions protectionnistes combinées avec le militarisme. Elle s'explique en partie par la nécessité de contrôler les ressources.

Considérez les guerres en Irak, en Afghanistan et en Libye. Nous serions très naïfs de croire que ces guerres n'ont pas été motivées en partie par l'intérêt des producteurs de l'industrie pétrolière. C'est vrai pour l'empire américain en général qui soutient l'hégémonie du dollar. C'est la raison de l'Union Nord-Américaine.

L'objectif est l'autosuffisance nationale plutôt qu'un monde de commerce pacifique. Considérez aussi les pulsions protectionnistes du ticket Républicain. Il n'y a pas un seul Républicain, à l'exception de Ron Paul, qui soutient authentiquement le libre-échange dans sa définition classique.

De la Rome antique à l'Amérique moderne, l'impérialisme est une forme d'étatisme qu'adore la bourgeoisie. C'est pour cette raison que l'initiative post-11 septembre de Bush pour l'empire mondial a été vendue comme du patriotisme et de l'amour du pays plutôt que pour ce qu'elle est vraiment : un pillage de la liberté et de la propriété au profit des élites politiques.

Point 6. L'État entretient la vie économique en dépensant et en empruntant.

Ce point ne nécessite pas de développement car il n'est plus occulté. Il y avait le stimulus 1 et le stimulus 2, qui sont tous deux si discrédités que le stimulus 3 devra adopter un autre nom. Appelons cela la loi des emplois américains.

Au cours d'un discours à une heure de grande écoute, Obama a plaidé en faveur de ce programme avec l'analyse économique la plus stupide que j'ai jamais entendue. Il se demandait comment il se faisait que des gens étaient au chômage alors que des écoles, des ponts et des infrastructures avaient besoin d'être réparés. Il ordonna que l'offre et la demande se rejoignent pour mettre en phase du travail avec des emplois.

Vous suivez ? Les écoles, les ponts et les infrastructures dont parle Obama sont construits et entretenus par l'État. C'est pourquoi ils s'effondrent. Et la raison pour laquelle les gens n'ont pas d'emplois est que l'État a rendu l'embauche trop chère. Ce n'est pas compliqué. Passer son temps à rêver à d'autres scénarios revient à vouloir que l'eau coule en remontant ou que les rochers flottent dans l'air. Cela revient à un déni de réalité.

Pourtant, Obama a poursuivi, en invoquant le vieux désir fasciste pour la grandeur nationale. « *Construire un système de transport de calibre mondial* », a-t-il dit, « *fait partie de ce qui fait de nous une superpuissance économique.* » Puis il a demandé : « *Allons-nous nous asseoir et regarder la Chine construire les aéroports les plus modernes et les infrastructures ferroviaires les plus rapides ?* »

Eh bien, la réponse à cette question est oui. Et vous savez quoi ? Cela ne nuit pas à un seul Américain qu'une personne en Chine voyage sur un train plus rapide que ce que nous faisons. Prétendre le contraire est une incitation à l'hystérie nationaliste.

Concernant le reste de son discours, Obama a promis une nouvelle longue liste de projets de dépense. Mentionnons seulement la réalité : aucun État dans l'histoire du monde n'a dépensé autant, emprunté autant et créé autant de fausse monnaie que les États-Unis. Si les États-Unis ne répondent pas à ce critère d'un État fasciste, aucun autre ne l'a jamais fait.

Rien de tout cela ne serait possible sans le rôle de la Réserve fédérale, le plus grand prêteur du monde. Cette institution est absolument essentielle à la politique budgétaire américaine. Il n'y a aucun moyen que la dette nationale puisse augmenter à un niveau de 4 milliards de dollars par jour sans cette institution.

Sous l'étalon-or, toutes ces dépenses maniaques auraient pris fin. Et si la dette américaine était évaluée sur le marché avec une prime de défaut, nous envisagerions une note beaucoup moins élevée que A+.

Point 7. Le militarisme est un pilier de la dépense publique.

Avez-vous remarqué que le budget militaire n'était jamais discuté sérieusement dans les débats de politique générale ? Les États-Unis dépensent plus que la quasi-totalité du reste du monde.

Et pourtant, à écouter parler nos dirigeants, les États-Unis ne sont qu'une petite république commerciale qui aspire à la paix mais qui est en permanence menacée par le monde. Ils voudraient nous faire croire que nous sommes tous nus et vulnérables. Tout cela est un mensonge horrible. Les États-Unis sont un empire militaire mondial et la principale menace pour la paix dans le monde d'aujourd'hui.

Comparer les dépenses militaires américaines avec celles des autres pays est vraiment choquant. Un diagramme en bâtons facilement compréhensible montre le budget militaire américain à plus d'un billion de dollars, comme un immense gratte-ciel entouré de petites cabanes. Quant au second plus important dépensier, la Chine, il dépense 1/10^{ème} du budget des États-Unis.

Où est le débat sur cette politique ? Où est la discussion ? Elle n'a pas lieu. Les deux partis supposent simplement qu'il est essentiel pour le style de vie américain que les États-Unis soient le pays le plus meurtrier de la planète, menaçant tout le monde d'annihilation nucléaire à moins qu'ils n'obéissent. Cela devrait être considéré comme un outrage moral et financier par toute personne civilisée.

Ce n'est pas seulement les forces armées, les fournisseurs militaires, les escadrons de la mort de la CIA. C'est aussi la façon dont la police a pris à tous les niveaux des postures militaires semblables. Cela vaut pour la police locale, la police d'État, comme les brigadiers dans nos collectivités. La mentalité du commissaire, la voyoucratie à la gâchette facile, sont devenues la norme dans l'ensemble de la société.

Si vous voulez assister aux atrocités, ce n'est pas difficile. Essayez de venir dans ce pays à partir du Canada ou du Mexique. Voyez les malfrats autoritaires, lourdement armés, portant le

gilet pare-balles, faisant courir leurs chiens le long des voitures, à la recherche de personnes au hasard, harcelant des innocents, posant des questions grossières et intrusives.

Vous obtenez la forte impression que vous entrez dans un État policier. Cette impression serait correcte.

Pourtant, pour l'homme de la rue, la réponse à tous les problèmes sociaux semble être plus de prisons, des durées plus longues, plus d'application des peines, plus de pouvoir arbitraire, plus de répression, plus de peines capitales, plus d'autorité. Où est-ce que tout cela conduit ? Et où cela terminera avant que nous réalisions ce qui est arrivé à notre pays autrefois libre ?

Point 8. Les dépenses militaires ont un but impérialiste.

Ronald Reagan soutenait que le renforcement militaire était indispensable au maintien de la paix. L'histoire de la politique étrangère américaine seulement depuis les années 1980 a montré que cela était faux. Nous avons eu une guerre après l'autre, menée par les États-Unis contre des pays refusant de se soumettre, et la création de toujours davantage d'États clients et de colonies.

La puissance américaine n'a pas produit la paix, bien au contraire. Elle a conduit la plupart des gens dans le monde à considérer les États-Unis comme une menace, et a provoqué des guerres déraisonnables contre de nombreux pays. Les guerres d'agression ont été définies à Nuremberg comme crimes contre l'humanité.

Obama était censé y mettre fin. Il ne l'a jamais promis mais ses partisans croyaient tous qu'il le ferait. Au lieu de cela, il a fait le contraire. Il a augmenté le volume des troupes, s'est enlisé dans des guerres et en a déclenché de nouvelles. En réalité il a dirigé un État militaire aussi violent que n'importe lequel dans l'histoire. La différence, c'est que cette fois la gauche ne critique plus le rôle de l'Amérique dans le monde. En ce sens Obama est ce qui est arrivé de mieux aux bellicistes et au complexe militaro-industriel.

En ce qui concerne le droit dans ce pays, il s'opposait autrefois à cette forme de fascisme militaire. Mais tout cela a changé après le début de la guerre froide. Le droit entraîna un virage idéologique terrible, bien documenté dans le chef d'œuvre négligé de Murray Rothbard *The Betrayal of the American Right*. Au nom de l'arrêt du communisme, le droit en est venu à suivre l'exemple du soutien de l'ex-agent de la CIA Bill Buckley pour une bureaucratie totalitaire aux États-Unis afin de faire la guerre partout dans le monde.

L'avenir

Je ne vois pas aujourd'hui de priorité plus grande qu'une alliance anti-fasciste sérieuse et efficace. De bien des manières, il y en a déjà une qui se forme. Ce n'est pas une alliance formelle. Elle est composée de ceux qui contestent la Fed, ceux qui refusent d'accepter les politiques du fascisme dominant, ceux qui veulent la décentralisation, ceux qui réclament des impôts plus bas et la liberté du commerce, ceux qui revendiquent le droit de s'associer avec qui ils veulent et d'acheter et de vendre aux conditions qu'ils auront eux-mêmes fixées, ceux qui prétendent pouvoir instruire leurs enfants eux-mêmes, les investisseurs et les épargnants qui rendent la croissance économique possible, ceux qui ne veulent pas être palpés dans les aéroports, et ceux qui se sont expatriés.

Elle comprend aussi les millions d'entrepreneurs indépendants qui découvrent que la première menace à leur capacité de servir les autres via le marché est l'institution qui prétend être notre plus grand bienfaiteur : l'État.

Combien de gens entrent dans cette catégorie ? Plus que nous ne savons. Le mouvement est intellectuel. Il est politique. Il est culturel. Il est technologique. Il vient de toutes les classes, les races, les pays et les professions. Ce n'est plus un mouvement national. C'est véritablement mondial.

Nous ne pouvons plus prédire si les membres se considèrent comme de l'aile gauche, droite, indépendante, libertarienne, anarchiste, ou autre. Cela comprend des choses aussi diverses que les parents qui enseignent à la maison dans les banlieues, que les parents dans les zones urbaines dont les enfants font partie des 2,3 millions de personnes qui croupissent en prison sans raison valable, dans un pays avec la plus grande population carcérale du monde.

Et que veut ce mouvement ? Ni plus ni moins que la liberté pure. Il ne demande pas que la liberté soit octroyée ou donnée. Il réclame simplement la liberté qui est promise par la vie elle-même et qui existerait nonobstant l'État Léviathan qui nous vole, nous persécute, nous emprisonne et nous tue.

Ce mouvement ne s'en va pas. Nous sommes entourés quotidiennement par des preuves qu'il est juste et vrai. Chaque jour il est de plus en plus évident que l'État ne contribue absolument en rien à notre bien-être ; il ne fait que le diminuer massivement.

Dans les années 1930, et même encore pendant les années 1980, les partisans de l'État débordaient d'idées. Ils avaient des théories et des programmes qui avaient de nombreux partisans intellectuels. Ils étaient ravis et excités par le monde qu'ils créeraient. Ils mettraient fin aux cycles économiques, apporteraient le progrès social, construiraient la classe moyenne, soigneraient les malades, apporteraient la sécurité universelle, et bien plus encore. Le fascisme a cru en lui-même.

Ce n'est plus le cas. Le fascisme n'a pas d'idées neuves, pas de grands projets – et même ses amis ne croient pas vraiment qu'il peut réaliser ce qu'il met en route. Le monde créé par le secteur privé est tellement plus utile et beau que tout ce que l'État a fait, que les fascistes eux-mêmes se démoralisent et réalisent que leur programme ne repose pas sur un fondement intellectuel réel.

Il est de plus en plus largement connu que l'étatisme ne fonctionne pas et ne peut fonctionner. C'est un grand mensonge. Il nous donne exactement l'inverse de ce qu'il promet. Il a promis la sécurité, la prospérité et la paix ; il nous a donné la peur, la pauvreté, la guerre, et la mort. Si nous voulons un avenir, nous devrons le construire nous-mêmes. L'État fasciste ne nous le donnera pas. Au contraire, il nous gêne dans sa réalisation.

Il me semble aussi que le vieil amour des libéraux classiques pour l'idée d'un État limité n'est plus. Il est beaucoup plus probable aujourd'hui que les jeunes adoptent une idée qui était conçue cinquante ans plus tôt comme une pensée impensable : l'idée que la société est bien mieux lotie sans État du tout.

Je voudrais souligner l'essor de la théorie anarcho-capitaliste comme le changement intellectuel le plus spectaculaire de ma vie d'adulte. Cette vision de l'État comme le veilleur

de nuit qui ne ferait que protéger les droits essentiels, régler les différends, et protéger la liberté, est loin.

Cette vision est terriblement naïve. Le veilleur de nuit est le gars avec les armes, le droit légal de recourir à l'agression, le gars qui contrôle toutes les allées et venues, le gars qui est perché au sommet et qui voit toutes les choses. Qui le regarde ? Qui limite le pouvoir ? Personne, et c'est précisément pourquoi il est la source des plus grands maux de la société. Aucune constitution, élection ou contrat ne contrôlera le pouvoir.

En effet, le veilleur de nuit a acquis la puissance totale. C'est lui qui serait l'État total, que Flynn décrit comme un gouvernement qui « possède le pouvoir de promulguer toute loi ou de prendre toute mesure qui lui semble appropriées. » Tant que le gouvernement, dit-il, « est vêtu du pouvoir de faire ce qu'il veut sans aucune limitation de ses pouvoirs, il est totalitaire. Il a le pouvoir total. »

Ce n'est plus un point de vue que nous pouvons ignorer. Le veilleur de nuit doit être supprimé et ses pouvoirs distribués au sein et parmi toute la population, qui devrait être gouvernée par les mêmes forces qui nous apportent tous les bienfaits que le monde matériel nous offre.

In fine, voici l'alternative qui s'offre à nous : l'État total ou la liberté totale. Que choisirons-nous ? Si nous optons pour l'État, nous continuerons à nous enfoncer de plus en plus et finalement perdrons tout ce à quoi nous tenons en tant que civilisation. Si nous optons pour la liberté, nous pourrons exploiter cette force remarquable qu'est la coopération humaine qui nous permettra de continuer à façonner un monde meilleur.

Dans la lutte contre le fascisme, il n'y a pas de raison de désespérer. Nous devons continuer le combat, pleinement confiants que l'avenir est à nous, pas à eux.

Leur monde s'écroule. Le nôtre ne fait que se construire.

Leur monde repose sur des idéologies en ruine. Le nôtre plonge ses racines dans la vérité de la liberté et de la réalité.

Leur monde ne peut que contempler les jours glorieux du passé. Le nôtre se projette dans le futur que nous construisons pour nous-mêmes.

Leur monde est rivé au cadavre de l'État-nation. Le nôtre s'appuie sur les énergies et la créativité de tous les peuples du monde, unis dans le grand et noble projet de création d'une civilisation prospère au moyen de la coopération humaine pacifique.

C'est vrai que nous avons l'artillerie la plus lourde. Mais l'artillerie lourde n'a pas assuré la victoire permanente en Irak ou en Afghanistan, ou à tout autre endroit sur la planète.

Nous détenons la seule arme réellement immortelle : l'idée juste. C'est ce qui mènera à la victoire.

Comme disait Mises :

Sur le long terme, même les gouvernements les plus despotiques, avec toute leur brutalité et leur cruauté, ne sont pas de taille face aux idées. Finalement, l'idéologie qui a gagné le

soutien de la majorité l'emportera et coupera l'herbe sous le pied du tyran. Ensuite, de nombreux opprimés se révolteront et renverseront leurs maîtres.

Jour 3. Liberté économique et ordre social. Par Wilhelm Röpke

Résumé : L'économie de marché repose sur deux piliers principaux, et non sur un seul. Elle suppose non seulement une liberté de prix et de compétition, mais également l'institution de la propriété privée, c'est-à-dire un ordre social spécifique. Or la dissolution progressive du concept de propriété est l'une des caractéristiques de notre époque.

Par Wilhelm Röpke.

Traduit par Alix Reulet, Institut Coppet

Wilhelm Röpke (1899-1966) a été formé dans la tradition des Autrichiens et a fait d'énormes contributions à l'étude des institutions politiques. Ses écrits puissamment anti-keynésiens soulignaient en particulier quel économiste exceptionnel il était et la mesure dans laquelle il avait été influencé par Mises. Röpke défendait une monnaie saine et le libre-échange, et attaquait l'État-Providence. Alors que certains le considèrent comme un sceptique des marchés libres, il était en fait un ardent défenseur du laissez-faire.

La majorité des gens, et souvent même la totalité, considèrent l'économie de marché comme un type défini d'ordre économique, une sorte de « technique économique » opposée à la « technique » socialiste. De ce point de vue, il est significatif que nous appelions ses principes le « mécanisme des prix ». Nous évoluons dans un monde de prix, de marchés, d'offres et de demandes, de compétitions, de taux de rémunération, de taux d'intérêt, de taux d'échange, et ainsi de suite.

Ceci est, bien sûr, juste et approprié – du moins jusqu'ici. Mais il y a un grand danger à négliger un point important : l'économie de marché en tant qu'ordre économique doit être liée à une certaine structure de la société, et à un climat psychologique défini et approprié.

L'économie de marché, où qu'elle ait été instaurée à notre époque – de manière particulièrement frappante en Allemagne de l'Ouest – a été assimilée, même dans certains cercles socialistes, à une mécanique capable d'opérer dans une société qui serait socialiste sous tous les rapports.

L'économie de marché apparaît donc comme faisant partie d'un système social et politique qui, dans cette conception, serait une machinerie colossale et extrêmement centralisée. Dans ce sens, il y a toujours eu une part d'économie de marché même dans le système soviétique, mais nous savons tous que cette part était un simple gadget, une simple mécanique, et non quelque chose d'efficace. Pourquoi ? Parce que l'économie de marché, en tant que champ de liberté, de spontanéité, et de coordination libre ne peut pas se développer dans un système social qui en serait l'exact opposé.

Ce qui nous mène à ma première proposition fondamentale : l'économie de marché repose sur deux piliers principaux, et non sur un seul. Elle suppose non seulement une liberté de prix et de compétition (ce que les nouveaux socialistes adeptes de l'économie de marché acceptent maintenant avec réticence), mais également sur l'*institution* de la propriété privée. Cette propriété doit être authentique. Elle doit comprendre tous les droits de libre disposition sans lesquels – comme c'était le cas sous l'Allemagne nazie, et aujourd'hui en Norvège – elle devient une coquille juridique vide. À ces droits doit être ajouté celui de transmettre la propriété.

Dans une société libre, la propriété a une double fonction. Cela veut dire non seulement que la sphère individuelle de décision et de responsabilité, comme nous l'avons appris en droit, s'affranchit des autres individus ; mais cela suppose également que la propriété protège la sphère individuelle du gouvernement et de sa tendance omniprésente à l'omnipotence. C'est à la fois une limite horizontale et verticale. Et c'est dans cette double fonction même que la propriété doit être comprise comme la condition indispensable de la liberté.

Le propriétaire est le « grand oublié » de notre époque.

Il est curieux et affligeant de voir à quel point le socialiste moyen se montre aveugle vis-à-vis des fonctions économiques, morales, et sociologiques de la propriété, et plus encore envers cette philosophie sociale particulière dans laquelle la propriété doit prendre racine. Dans cette tendance à ignorer la signification de la propriété, le socialisme a fait d'énormes progrès de nos jours. Des traces de cette tendance peuvent même se retrouver dans les discussions modernes concernant des problèmes d'entreprises et de gestion, qui donnent parfois l'impression que le propriétaire est le « grand oublié » de notre époque.

Le rôle de la propriété privée

Les constructions intellectuelles du « marché socialiste » sont un bon exemple des idées fausses et dangereuses qui s'ensuivent si nous fermons les yeux sur l'importance de la propriété privée. La fausseté de ces idées peut déjà être démontrée au niveau d'une analyse économique de base. Mais je préfère suggérer que c'est tout le climat social, la manière de vivre, et nos habitudes pour planifier cette dernière qui importent.

Il y a une idéologie définie comme étant « de gauche », inspirée par un socialisme rationnel trop strict, opposée à celle « de droite », conservatrice celle-ci, respectant certaines choses que nous ne pouvons pas toucher, peser ou mesurer mais qui sont d'une importance primordiale. Le vrai rôle de la propriété ne peut être compris que si nous la considérons comme l'un des exemples les plus importants de quelque chose de bien plus significatif.

Ceci illustre le fait que l'économie de marché est une forme d'ordre économique lié à une idée de la vie et à un schéma social et moral que, à défaut de trouver un terme français ou anglais approprié, nous pourrions appeler *buergerliche*, au sens le plus large de ce mot allemand, largement libéré des associations désobligeantes liées à l'adjectif « bourgeois » [en français dans le texte, NdT].

Le fondement *buergerliche* de l'économie de marché doit être pleinement pris en compte. À plus forte raison parce qu'un siècle de propagande marxiste et de romantisme intellectuel a réussi, de façon surprenante et alarmante, à propager une parodie de ce concept. En réalité, l'économie de marché ne peut prospérer qu'entourée et prenant part à un ordre social *buergerliche*.

Sa place est dans une société où certaines choses sont respectées et colorent toute la vie de la communauté : la responsabilité individuelle ; le respect de certaines normes incontestables ; la lutte honnête et sérieuse de l'individu pour faire progresser et développer ses facultés ; l'indépendance ancrée dans la propriété ; l'organisation responsable de sa vie et de sa famille ; le sens de l'économie ; l'entreprise ; l'endossement de risques calculés ; le sens de la qualité du travail ; la bonne relation à la nature et à la communauté ; le sens de la continuité et de la

tradition ; le courage de braver par soi-même les incertitudes rencontrées dans une vie ; le sens de l'ordre naturel des choses.

Tous ceux qui jugent que cela est méprisable et empeste l'étroitesse d'esprit et le « réflexe » se verront priés de dévoiler leur propre échelle de valeur et de nous dire quel genre de valeurs ils veulent défendre contre le communisme sans lui en emprunter.

Autrement dit, l'économie de marché suppose une société contraire à une société « prolétarisée », à une société de masse – avec son manque de structure solide et nécessairement hiérarchique, et sa capacité correspondante à être déracinée. L'indépendance, la propriété, les réserves individuelles, les ancrages naturels de la vie, les économies, la responsabilité, l'organisation raisonnable de sa vie : toutes ces qualités sont étrangères à une telle société. Elle les détruit, au moins assez pour qu'elles cessent de donner le ton à la société. Mais nous devons nous rendre compte que ce sont précisément les conditions d'une société durable et libre.

Le moment est venu de voir clairement que ceci est le vrai moment charnière des philosophies sociales. Ici, l'ultime séparation des chemins prend place, et on ne peut pas ignorer le fait que les concepts et les formes de vie qui s'opposent radicalement dans ce domaine sont décisifs pour le sort de la société, et qu'ils sont incompatibles.

Une fois que nous admettons ceci, nous devons être préparés à constater son importance dans tous les domaines et à en tirer les conclusions appropriées. Il est en effet remarquable de voir jusqu'où nous nous sommes déjà enfoncés dans l'habitude de penser un monde essentiellement *unbuergerliche*. C'est un fait que les économistes devraient prendre à cœur, car ils sont parmi les pires pécheurs.

Enchantés par un certain type d'analyse, combien de fois discutons-nous les problèmes des économies et des investissements totaux, la fluidité des flux entrants, les吸引 des vastes programmes de stabilisation économique et de sécurité sociale, les beautés de la publicité ou des prêts à tempérament, les avantages d'une finance publique « fonctionnelle », le développement des très grandes entreprises, et ainsi de suite, sans réaliser que, ce faisant, nous considérons comme acquise une société déjà largement dépossédée des conditions et des habitudes *buergerliche* que j'ai décrites.

Il est choquant de voir à quel point nos esprits fonctionnent déjà dans les termes d'une société de masse prolétarisée, mécanisée, centralisée. Il est presque devenu impossible pour nous de raisonner autrement qu'en termes de revenus et de dépenses, de contribution et de production, ayant oublié comment penser en termes de propriété. C'est, par ailleurs, la raison la plus profonde pour mon manque de confiance fondamental et insurmontable envers les économies keynésiennes et post-keynésiennes.

S'exposer aux dettes devient une vertu ; économiser, un péché capital.

Il est, en effet, très significatif que Keynes soit devenu célèbre principalement pour sa remarque, banale et cynique, « à long terme, nous serons tous morts. » Et il est encore plus significatif que tant d'économistes contemporains aient trouvé cette maxime particulièrement spirituelle et progressiste. Mais souvenons-nous qu'elle fait seulement écho au slogan de

l’Ancien Régime au XVIIe siècle : *Après nous le déluge* [en français dans le texte, NdT]. Et demandons-nous pourquoi c'est si significatif. Parce que cela révèle l'aspect résolument *unbuergerliche*, l'esprit bohémien de cette mode moderne en économie et en politique économique. Cela trahit cette nouvelle insouciance tenace, cette tendance à vivre au jour le jour, et de faire du style du bohémien le leitmotiv d'une génération plus éclairée.

S'exposer aux dettes devient une vertu ; économiser, un péché capital. Vivre au-dessus de ses moyens, en tant qu'individu et en tant que nation, en est la conséquence logique. Mais qu'est-ce d'autre que *Entbuergerlichung*, déracinement, prolétarisation, nomadisation ? Et n'est-ce pas l'opposé même de notre concept de civilisation, dérivée de *civis*, le *Buerger* ?

Tenter de s'en sortir de jour en jour et d'un biais à l'autre, se vanter que « l'argent n'importe pas » – ceci est, en effet, l'opposé d'un concept et d'un plan de vie honnête, discipliné et méthodique. Les revenus des gens vivant selon ces principes peuvent être devenus *bergerliche*, mais leur style de vie est toujours prolétarien.

Un concept grandissant

Il est clairement impossible, dans l'espace qu'offre un bref article, d'étudier l'impact de tout ceci dans tous les domaines importants. J'en ai parlé en ce qui concerne la propriété privée. Il est du reste très inquiétant de voir comment ce concept a imprégné de plus en plus de politiques économiques et sociales de nos jours. Un exemple majeur est le *Mitbestimmungsrecht* (codétermination – le droit pour les travailleurs et les représentants des syndicats de participer à l'administration des entreprises industrielles, et donc de s'emparer de certaines fonctions propres au propriétaire) en Allemagne de l'Ouest.

Pour donner un exemple : le directeur d'une grande centrale électrique me racontait comme il se sentit bête quand, lors des négociations salariales avec les représentants des syndicats, il devait faire face aux mêmes hommes qui, en même temps, s'asseyaient à ses côtés lors des réunions entre les membres de l'administration de la centrale électrique. Il ajoutait que la structure des entreprises en Allemagne de l'Ouest se rapprochait de plus en plus de ce que Tito semblait avoir en tête. Et cela se passe dans le pays considéré aujourd'hui comme le modèle d'une restauration réussie de l'économie du marché libre !

Un autre exemple de cette dissolution progressive du concept de propriété, et des normes correspondantes, observables dans de nombreux pays, est l'assouplissement des responsabilités du débiteur. À cause des procédures juridiques négligentes en ce qui concerne le paiement des dettes et les faillites, cela mène la plupart du temps, et au nom de la justice sociale, à l'expropriation du créancier. Il est à peine nécessaire de rappeler, dans cette même idée, l'expropriation de la malheureuse classe de propriétaires de biens immobiliers par le contrôle des loyers, et les effets d'une imposition progressive.

Appliquons nos réflexions à un autre domaine de grande importance : *l'argent*. Reconnaissons que le respect de l'argent en tant que bien tangible est, comme pour la propriété, une part essentielle de l'ordre social et de la mentalité prérequis à l'économie de marché.

Restaurer le respect de l'argent et la discipline qui s'ensuit concernant la politique de crédit est l'une des conditions les plus importantes pour restaurer une société libre.

Pour illustrer mes propos, je veux raconter deux anecdotes que je tire de l'histoire financière de France. Vers la fin de l'année 1870, Gambetta, le dirigeant de la Résistance française après la défaite du Second Empire, quitta en ballon la capitale assiégée pour Tours afin de créer la nouvelle armée républicaine. Dans son besoin désespéré d'argent, il se souvint que ses prédécesseurs admirés, lors de la Révolution, avaient financé leurs guerres par l'impression et les assignats. Il demanda aux représentants de la Banque de France d'imprimer pour lui quelques centaines de millions de billets. Mais il reçut un refus sec et indigné. À cette époque, une telle demande était considérée comme si monstrueuse que Gambetta n'insista pas. L'agitateur jacobin et dictateur tout puissant céda face au *non* déterminé des représentants de la banque centrale pour lesquels même un danger suprême pour la nation ne pouvait être accepté comme une excuse pour le crime d'inflation.

Quelques mois plus tard, la révolte socialiste nommée la Commune advint à Paris. Les réserves d'or et les presses pour les billets de la Banque de France étaient à la merci des révolutionnaires. Mais, aussi désespérés financièrement et politiquement peu scrupuleux qu'ils étaient, ils résistèrent fermement à la tentation de mettre la main dessus. En plein milieu des flammes de la guerre civile, la banque centrale et son argent étaient sacro-saints pour eux.

L'importance de ces deux histoires n'échappera à personne. Il serait sévère, en effet, de demander ce qu'est devenu ce respect de l'argent à notre époque, et en France pas moins qu'ailleurs. Restaurer ce respect et la discipline qui s'ensuit concernant l'argent et la politique de crédit est l'une des conditions les plus importantes pour le succès durable de tous nos efforts pour restaurer et maintenir une économie libre et, de là, une société libre.

Jour 4. Le caractère à part de la science économique. Par Ludwig von Mises

Résumé : La science économique a cela de particulier qu'elle appartient à un domaine spécifique du savoir qui n'a pas nécessité à être réfuté par l'expérimentation scientifique. Elle s'inscrit dans un cadre théorique plus général de l'action humaine, la praxéologie, dont la substance est par nature organique et complexe, et dont l'objet ne peut être caractérisé par une formulation mathématique, aussi élaborée soit-elle.

Par Ludwig von Mises.

Cet article a été originellement traduit par Raoul Audouin, vous pouvez consulter la version originale sur [le site d'Hervé de Quengo](#).

Ludwig von Mises était le leader reconnu de l'école autrichienne de la pensée économique, un créateur prodigieux dans la théorie économique, et un auteur prolifique. Les écrits et les conférences de Mises englobaient la théorie économique, l'histoire, l'épistémologie, l'État et la philosophie politique. Ses contributions à la théorie économique comprenaient des clarifications importantes sur la théorie quantitative de la monnaie, la théorie du cycle économique, l'intégration de la théorie monétaire à la théorie économique en général, et une démonstration que le socialisme doit être rejeté parce qu'il ne peut pas résoudre le problème du calcul économique. Mises a été le premier chercheur à reconnaître que la science économique faisait partie d'une science plus large, l'action humaine, que Mises nommait la « praxéologie ».

1. Singularité de l'économie politique

Ce qui confère à la science économique une place particulière et unique dans la sphère tant de la connaissance pure que de l'utilisation pratique du savoir, c'est le fait que ses théorèmes propres ne sont susceptibles ni d'être vérifiés ni d'être démentis sur la base de l'expérience. Assurément, une mesure suggérée par un raisonnement économique correct aboutit à produire les effets visés, et une mesure suggérée par un raisonnement économique fautif n'y parvient pas. Mais une telle expérience est toujours, malgré tout, une expérience historique, c'est-à-dire l'expérience de phénomènes complexes. Cela ne peut, on l'a déjà montré, ni prouver ni démentir aucun théorème déterminé. L'application de théorèmes économiques erronés entraîne des conséquences non désirées. Mais ces effets-là ne possèdent jamais la force démonstrative irrésistible dont jouissent les faits expérimentaux dans le domaine des sciences de la nature. Le critère ultime de l'exactitude d'un théorème économique ou de son inexactitude, est uniquement la raison, sans aide possible de l'expérimentation.

Ce qu'il y a de redoutable dans cet état de choses, c'est qu'il empêche l'esprit naïf d'admettre la réalité des choses dont traite l'économie. Aux yeux de l'homme en général, est « réel » ce à quoi il ne peut rien changer et à l'existence de quoi il lui faut ajuster ses actions s'il veut arriver à ses fins. La connaissance de la réalité est une expérience pénible. Elle enseigne avec autorité les limites imposées à la satisfaction des désirs. C'est à contrecœur que l'homme se résigne à reconnaître qu'il y a des choses — en fait, tout le réseau complexe des relations causales entre les événements — que l'on ne peut changer selon ses rêves. Mais l'expérience

sensible parle un langage aisément compréhensible. L'on ne discute pas avec des expériences. La réalité de faits expérimentalement établis ne peut être contestée.

Mais dans le champ de la connaissance praxéologique, ni le succès ni l'échec ne parlent un langage clair que tout le monde comprenne. L'expérience tirée uniquement de phénomènes complexes ne coupe pas la route à l'évasion dans des interprétations où les désirs sont pris pour des réalités. La propension de l'être naïf à s'imaginer que ses idées, si vagues et contradictoires qu'elles soient, sont irrésistibles comme la vérité même ne rencontre dans l'expérience aucun démenti manifeste et dénué d'ambiguïté. L'économiste n'est jamais en mesure de réfuter les charlatans et faux savants en matière économique, comme le peut le médecin en face du sorcier et du marchand d'orviétan. L'Histoire ne parle qu'aux gens qui savent comment l'interpréter sur la base de théories correctes.

2. L'économie et l'opinion publique

La portée de cette différence épistémologique s'éclaire si l'on se rend compte que l'utilisation pratique des enseignements de la science économique suppose qu'ils soient acceptés et appuyés par l'opinion publique. Dans une économie de marché, l'application des innovations technologiques ne nécessite rien de plus que la connaissance de leur caractère judicieux par quelques esprits informés, voire un seul. Les pionniers d'un tel progrès ne sont pas entravés par la lenteur d'esprit et les réactions maladroites des masses. Ils n'ont pas besoin de s'assurer de l'approbation préalable des gens inertes. Ils peuvent se lancer dans leur projet alors même que tout le monde se rit d'eux. Plus tard, lorsque des produits nouveaux, meilleurs et moins coûteux apparaîtront sur le marché, les rieurs se les disputeront. Si borné que soit un homme, il sait distinguer entre une paire de chaussures et une autre plus chère, il est capable de comprendre l'utilité des nouveaux produits.

Mais il n'en va pas de même dans le domaine de l'organisation sociale et de la politique économique. Ici, les théories les meilleures ne trouvent d'application que si l'opinion publique les soutient. Elles ne peuvent pas fonctionner sans être acceptées par une majorité du peuple. Quel que puisse être le système de gouvernement, gouverner durablement un pays sur la base de doctrines rejetées par l'opinion publique n'est pas imaginable. Un jour ou l'autre, la philosophie de la majorité prévaut. À long terme, il ne peut pas subsister de système de gouvernement impopulaire. La différence entre démocratie et despotisme n'affecte pas l'issue finale. Elle n'influe que sur la méthode par laquelle l'adaptation du système de gouvernement à l'idéologie adoptée par l'opinion publique pourra s'effectuer. Des autocrates impopulaires ne peuvent être renversés que par des soulèvements révolutionnaires, tandis que des gouvernants démocratiques atteints d'impopularité sont pacifiquement éliminés par les élections suivantes.

La suprématie de l'opinion publique ne détermine pas seulement le rôle à part que la science économique remplit dans la structure d'ensemble du savoir et des connaissances. Elle détermine tout le processus de l'histoire humaine.

Les discussions habituelles concernant le rôle que joue l'individu dans le cours de l'Histoire passent à côté de l'essentiel. Rigoureusement tout de ce qui est pensé, agi et accompli, est l'œuvre d'individus. Les idées nouvelles et les innovations pratiques sont toujours le fait d'hommes exceptionnels. Mais ces grands hommes-là ne peuvent parvenir à modifier les situations selon leurs plans s'ils ne persuadent l'opinion publique.

La société humaine ne peut produire ses fleurs qu'à travers deux facteurs : le pouvoir intellectuel d'hommes hors du commun, capables de concevoir des théories sociales et économiques saines, et l'aptitude d'autres hommes, ou des mêmes, à les faire apprécier favorablement par la majorité.

3. L'illusion des anciens libéraux

Les masses, les légions d'hommes ordinaires, ne produisent point d'idées bonnes ni mauvaises. Ils choisissent seulement entre les idéologies élaborées par les chefs de file intellectuels de l'humanité. Mais leur choix est sans appel et détermine le cours des événements. S'ils préfèrent des doctrines malsaines, rien ne peut empêcher le désastre.

La philosophie sociale de l'âge des Lumières ne comprit pas les dangers que pouvait engendrer la prédominance d'idées fausses. Les objections que l'on a coutume d'opposer au rationalisme des économistes classiques et des penseurs utilitaristes sont sans force. Mais il y avait une faille dans leur doctrine. Ils supposèrent naïvement que ce qui est raisonnable l'emportera simplement parce que c'est raisonnable. II ne leur vint jamais à l'esprit que l'opinion publique pourrait s'enticher d'idéologies de pacotille, dont l'application nuirait à la sécurité et au bien-être et disloquerait la coopération sociale.

Il est de mode aujourd'hui de traiter avec mépris les penseurs qui critiquèrent la foi des philosophes libéraux dans l'homme ordinaire. Pourtant, Burke et Haller, Bonald et de Maistre prêtèrent attention à un problème essentiel que les libéraux avaient négligé. Ils étaient plus réalistes que leurs adversaires dans l'appréciation des multitudes.

Certes, les penseurs conservateurs œuvraient dans l'illusion que le système traditionnel de gouvernement paternaliste et la rigidité des institutions économiques pouvaient être maintenus. Ils étaient pleins d'admiration pour l'ancien régime qui avait rendu les peuples prospères et avait même humanisé la guerre. Mais ils ne voyaient pas que c'étaient précisément ces réalisations qui avaient multiplié la population et ainsi créé un surcroît de peuplement pour lequel il n'y avait pas de place libre dans le système ancien de restrictionnisme économique. Ils fermèrent les yeux sur l'expansion d'une catégorie de gens qui se trouvaient hors de l'enceinte de l'ordre social qu'ils voulaient perpétuer. Ils ne surent suggérer aucune solution au plus brûlant des problèmes que l'humanité eût à affronter à la veille de la « révolution industrielle ».

Le capitalisme donna au monde ce dont il avait besoin, un niveau de vie plus élevé pour un nombre constamment accru d'êtres humains. Mais les libéraux, les pionniers et propagandistes du capitalisme méconnurent un point essentiel. Un système social, si bienfaisant qu'il soit, ne peut fonctionner sans l'appui de l'opinion publique. Ils n'avaient pas prévu le succès de la propagande anticapitaliste. Après avoir réduit à néant la fable de la mission divine des rois revêtus du sacre, ils se laissèrent séduire par les doctrines non moins illusoires du pouvoir irrésistible de la raison, de l'inaffabilité de la volonté générale et de l'inspiration divine des majorités. À la longue, pensaient-ils, rien ne peut empêcher l'amélioration progressive de l'environnement social. Ayant démasqué les antiques superstitions, la philosophie des Lumières avait, une fois pour toutes, établi la souveraineté de la raison. Les réalisations éclatantes que les politiques de liberté amèneront, fourniront une démonstration si irrésistible des bienfaits de la nouvelle idéologie, qu'aucun homme intelligent ne se risquera à la mettre en question. Implicite dans l'opinion des philosophes,

figurait la conviction que l'immense majorité du peuple est faite d'hommes intelligents et capables de penser correctement.

Il ne vint jamais à l'idée des anciens libéraux que la majorité pouvait interpréter l'expérience historique sur la base d'autres philosophies. Ils ne prévirent pas la popularité d'idées qu'ils eussent qualifiées de réactionnaires, superstitieuses et déraisonnables ; idées qui se répandirent pourtant au cours des XIXe et XXe siècles. Ils étaient si pleinement convaincus de l'idée a priori que tous les hommes sont doués de la faculté de raisonner correctement, qu'ils interpréterent tout de travers les signes qui présageaient mal de l'avenir. À leur avis, tous ces événements déplaisants étaient des rechutes momentanées, des épisodes accidentels auxquels ne pouvaient attacher d'importance des philosophes considérant l'histoire humaine *sub specie aeternitatis*. Quoi que puissent dire les réactionnaires, il y avait un fait que ces derniers ne pourraient pas nier : à savoir, que le capitalisme assurait à une population en rapide croissance un niveau de vie constamment amélioré.

Or c'est précisément ce fait-là que l'immense majorité contesta. Le point essentiel des thèses de tous les auteurs socialistes, et particulièrement celles de Marx, est l'affirmation que le capitalisme provoque la paupérisation croissante des masses laborieuses. À l'égard des pays capitalistes, la fausseté de ce théorème peut difficilement être ignorée. En ce qui concerne les pays arriérés, qui ne furent affectés que superficiellement par le capitalisme, l'accroissement sans précédent de leurs chiffres de population ne donne pas à penser que ces multitudes tombent de plus en plus bas. Ces pays sont pauvres en comparaison des pays plus évolués. Leur pauvreté est le résultat de leur rapide augmentation numérique. Ces gens ont préféré engendrer davantage d'enfants, plutôt que porter leur niveau de vie à un niveau supérieur. Cela les regarde seuls. Mais le fait reste qu'ils ont eu les ressources nécessaires pour prolonger la durée moyenne de vie. Il leur eût été impossible d'élever des enfants plus nombreux, si leurs moyens de subsistance n'avaient été accrus.

Néanmoins, non seulement les marxistes mais beaucoup d'auteurs dits « bourgeois » soutiennent que les prédictions de Marx concernant l'évolution du capitalisme ont été en gros vérifiées par l'Histoire des cent dernières années.

Jour 5. Ce que la médecine soviétique nous enseigne. Par Yuri N. Maltsev

Résumé : Les systèmes médicaux socialisés n'ont pas amélioré la santé générale ou le niveau de vie n'importe où. En fait, et le raisonnement analytique et la preuve empirique démontrent le contraire de la conclusion. Mais l'échec lamentable de la médecine socialiste pour améliorer la santé populaire et la longévité n'a pas affecté son attrait pour les politiciens, les administrateurs et leurs laquais intellectuels en quête de pouvoir absolu et de contrôle total.

Par Yuri N. Maltsev.

Traduit par Clouseau [1].

Yuri N. Maltsev, du *Mises Institute*, a travaillé comme économiste dans l'équipe de réforme économique de Mikhaïl Gorbatchev avant de passer aux États-Unis. Il est le rédacteur de Requiem for Marx. Il enseigne l'économie au Carthage College.

En 1918, l'Union soviétique est devenue le premier pays à promettre l'universalité des soins de santé du berceau à la tombe, par la socialisation complète de la médecine. Le « droit à la santé » est devenu un droit constitutionnel des citoyens soviétiques.

Les avantages proclamés de ce système consistaient en ce qu'il réduirait les dépenses et éliminerait les pertes qui proviennent de la duplication inutile et du parallélisme ? c'est-à-dire de la concurrence.

Ces buts étaient semblables à ceux déclarés par Barack Obama et Nancy Pelosi ? des buts séduisants et humains de couverture universelle et de bas coûts. Où est la différence ?

La saleté, les odeurs, les chats errants dans les corridors, l'ivrognerie du personnel médical et l'absence de savon et de produits nettoyants, additionnés au désespoir et à la frustration, ont paralysé le système.

Le système a eu des décennies pour réussir, mais l'apathie répandue et la pauvre qualité du travail ont paralysé le système des soins. Dans les profondeurs de l'expérience socialiste, les établissements de soins en Russie étaient au moins cent ans derrière le niveau moyen américain. De plus, la saleté, les odeurs, les chats errants dans les corridors, l'ivrognerie du personnel médical et l'absence de savon et de produits nettoyants, additionnés au désespoir et à la frustration, ont paralysé le système. Selon les évaluations officielles russes, 78% de toutes les victimes du sida en Russie ont contracté le virus par des aiguilles sales ou du sang contaminés par le virus dans les hôpitaux d'État.

L'irresponsabilité s'exprimant ainsi : « Ils feignent de nous payer et nous feignons de travailler » a causé la piètre qualité des services, la corruption répandue et d'innombrables décès. Mon ami, un neurochirurgien célèbre en Russie d'aujourd'hui, recevait un salaire mensuel de 150 roubles ? un tiers du salaire moyen d'un conducteur d'autobus.

Pour recevoir les services minimums des médecins et du personnel infirmier, les patients devaient donner des pots-de-vin. J'ai même été témoin du cas d'un malade qui, n'ayant pu acquitter le pot de vin, est mort en essayant d'atteindre un cabinet de toilette au bout du long

couloir après une chirurgie cérébrale. L'anesthésie n'était pas chose usuelle pour les avortements ou les chirurgies mineures de l'oreille, du nez, de la gorge et de la peau. C'était un moyen d'extorsion par les bureaucrates sans scrupules de la médecine.

Pour améliorer la statistique concernant la mortalité élevée dans le système, on donnait généralement congé aux patients avant qu'ils ne donnent leur dernier souffle.

Ayant été député populaire dans la région de Moscou de 1987 à 1989, j'ai reçu beaucoup de plaintes de négligence criminelle, de pots-de-vin pris par des apparatchiks de la médecine, des ambulanciers ivres et d'intoxication alimentaire dans les garderies et les hôpitaux. Je me rappelle le cas d'une fille de quatorze ans de ma zone qui est morte de néphrite aiguë dans un hôpital de Moscou. Elle est morte parce qu'un docteur avait décidé qu'il valait mieux économiser les précieux films radiographiques (importés par les Soviets contre de la monnaie forte) au lieu de revérifier son diagnostic. Ces radios auraient réfuté son diagnostic de douleur neuropathique.

Au lieu de cela, le docteur a traité l'adolescente avec une compresse chaude, ce qui l'a tuée presque immédiatement. Il n'y avait aucun remède légal pour les parents et les grands-parents de la jeune fille. Par définition, un système de payeur unique ne peut pas permettre un tel remède. Les grands-parents de la fille ne pouvant pas faire face à cette perte sont tous les deux morts dans les six mois suivants. Le docteur n'a reçu aucune réprimande officielle.

Ce n'est pas étonnant que les fonctionnaires et bureaucrates du gouvernement du Parti communiste, dès 1921 (trois ans après la socialisation de la médecine par Lénine), se soient rendu compte que le système égalitaire des soins était bon seulement pour leurs intérêts personnels comme donneurs, administrateurs et distributeurs de rations ? mais pas comme utilisateurs privés du système.

Comme dans tous les pays avec la médecine socialiste, un système à deux vitesses a été créé.

Ainsi, comme dans tous les pays avec la médecine socialiste, un système à deux vitesses a été créé : un pour la masse populaire, et l'autre, d'un niveau de service complètement différent, pour les bureaucrates et leurs serviteurs intellectuels. En URSS, c'était souvent le cas, tandis que les ouvriers et des paysans mouraient dans les hôpitaux d'État, la médecine et l'équipement qui auraient pu les sauver demeuraient là inutilisés dans le système de la *nomenklatura*.

À la fin de l'expérience socialiste, le taux de mortalité infantile officiel en Russie était de plus de 2,5 fois plus haut qu'aux États-Unis et plus de cinq fois que celui du Japon. Le taux de 24,5 morts par 1 000 naissances vivantes a été remis en question récemment par plusieurs députés au Parlement russe, qui prétendent que c'est sept fois plus haut qu'aux États-Unis. Ce serait un taux de mortalité russe de 55, comparé au taux américain de 8,1 par 1 000 naissances vivantes. (Au Québec, le taux est de 333,3 par 1 000 naissances à cause des avortements.)

Cela dit, je dois préciser que les États-Unis ont un des taux les plus hauts du monde industrialisé *seulement parce qu'ils comptent tous les enfants morts en bas âge*, incluant les bébés prématurés, qui comptent la majorité des morts infantiles.

La plupart des pays ne comptent pas les morts des prématurés. Certains ne comptent pas les morts qui arrivent dans les 72 premières heures. Quelques pays ne comptent pas même les

morts dans les deux premières semaines de leur vie. À Cuba, qui se fait fort d'un taux de mortalité infantile très bas, les enfants en bas âge sont seulement enregistrés quand ils ont plusieurs mois, sortant ainsi hors de la statistique officielle toutes les nombreuses morts d'enfants en bas âge qui ont lieu dans les premiers mois de vie.

Dans les régions rurales de Karakalpakia, de Sakha, de Tchétchénie, de Kalmykia et d'Ingushtetia, le taux de mortalité infantile est près de 100 par 1 000 naissances, mettant ces régions dans la même catégorie que l'Angola, le Tchad et le Bangladesh. Des dizaines de milliers d'enfants en bas âge tombent victimes de la grippe chaque année et la proportion d'enfants mourant de la pneumonie et la tuberculose sont en augmentation. Le rachitisme, causé par un manque de vitamine D et inconnu dans le reste du monde moderne, tue beaucoup de jeunes.

Les dégâts utérins sont répandus, merci aux 7,3 avortements que la femme moyenne russe subit pendant ses années de maternité. En gardant à l'esprit que beaucoup de femmes évitent les avortements, la moyenne de 7,3 signifie que beaucoup de femmes ont une douzaine ou plus d'avortements dans leur vie.

Même aujourd'hui, selon le Comité de statistique d'État, l'espérance de vie moyenne pour les hommes en Russie est de moins de 59 ans ? 58 ans et 11 mois ? tandis que celle des femmes est de 72 ans. La moyenne combinée est de 65 ans et trois mois. [2] En comparaison, la durée de la vie moyenne des Américains est de 73 ans et pour les Américaines de 79 ans. Aux États-Unis, l'espérance de vie à la naissance pour la population totale a atteint le record américain de 77,5 ans, de 49,2 ans plus élevé qu'il ne l'était il y a un siècle. L'espérance de vie russe à la naissance est inférieure de 12 ans. [3]

Après soixante-dix ans de socialisme, 57% de tous les hôpitaux russes n'avaient pas l'eau chaude courante et 36% des hôpitaux situés dans les secteurs ruraux de la Russie n'avaient pas d'eau ou d'égout du tout. N'est-il pas étonnant que le gouvernement socialiste, en développant l'exploration spatiale et des armes sophistiquées, ignore complètement les besoins humains de base de ses citoyens ?

La qualité épouvantable des services n'est pas simplement la caractéristique de la Russie barbare et autres nations de l'Europe de l'Est : c'est le résultat direct du monopole de l'État sur les soins et il peut arriver dans n'importe quel pays. En Angleterre civilisée, par exemple, la liste d'attente pour les chirurgies est presque de 800 000 pour une population de 55 millions. L'équipement dernier cri est inexistant dans la plupart des hôpitaux britanniques. En Angleterre, seulement 10% des dépenses des soins de santé proviennent du privé.

La Grande-Bretagne a ouvert la voie dans la technologie de dialyse des reins, mais le pays a encore un des taux de dialyse les plus bas dans le monde. La Brookings Institution (sûrement pas un partisan du libre marché) a constaté que chaque année, 7 000 Britanniques ayant besoin d'un remplacement de la hanche, entre 4 000 et 20 000 ayant besoin d'un pontage coronarien, et environ 10 000 à 15 000 ayant besoin d'une chimiothérapie, se voient refuser les soins médicaux en Grande-Bretagne.

La discrimination selon l'âge est en particulier apparente dans tous les systèmes lourdement étatisés des soins de santé. En Russie, les patients de 60 ans et plus sont considérés comme des parasites sans valeur, et ceux de plus de 70 ans n'ont souvent pas droit aux soins élémentaires de santé.

Au Royaume-Uni, les 55 ans et plus n'ont pas droit à la dialyse dans 35% des centres de dialyse, 45% des patients des 65 ans et plus n'ont pas droit au traitement, et ceux de 75 ans sont rarement soignés.

Au Canada, la population est divisée en trois tranches d'âge en fonction de leur accès aux soins : ceux de 45 ans et moins, les 45-65 ans et les 65 ans et plus. Inutile de dire que le premier groupe, les contribuables actifs, sont prioritaires.

Les chantres de la médecine socialiste aux États-Unis emploient la tactique de propagande soviétique pour atteindre leurs buts. Michael Moore est un des propagandistes socialistes les plus en vue et les plus efficaces aux États-Unis. Dans son film *Sicko*, il compare injustement et défavorablement les services médicaux des patients plus vieux aux États-Unis aux soins des maladies complexes et incurables en France et au Canada pour les accouchements routiniers. S'il avait fait la réciprocité ? c'est-à-dire comparer les soins pour les accouchements routiniers aux États-Unis avec ceux réservés aux patients âgés avec des maladies complexes et incurables dans des systèmes de soins socialisés ? le film aurait été le même, sauf que le système des soins des États-Unis semblerait idéal et ceux du Royaume-Uni, du Canada et de la France sembleraient barbares.

Maintenant, aux États-Unis, la population subit le lavement de cerveau pour accepter la discrimination selon l'âge dans le système de santé. Ezekiel Emanuel est le directeur du Département de Bioéthique Clinique, à l'Institut National de Santé des États-Unis, et l'un des architectes du programme de réforme de la santé d'Obama. Il est aussi le frère de Rahm Emanuel, le chef du personnel d'Obama à la Maison Blanche. Foster Friess annonce qu'Ezekiel Emanuel a écrit que l'on ne doit pas garantir la sécurité sociale aux individus qui sont irréversiblement incapables de devenir des citoyens participants. Un exemple évident ne garantit pas de sécurité sociale aux déments. [\[4\]](#)

Dans une œuvre de collaboration écrite par Emanuel parut dans le journal médical *The Lancet* en janvier 2009, les auteurs écrivent :

« À la différence de l'assignation [des soins] par le sexe ou la race, l'assignation selon l'âge n'est pas de la discrimination désobligeante ; chaque personne passe par des étapes de la vie différentes plutôt qu'un simple âge. Même si les 25 ans ont la priorité sur les 65 ans, tous les 65 ans ont déjà eu 25 ans. Le traitement des 65 ans diffère à cause des stéréotypes ou des mensonges serait « agéiste » [\[5\]](#) ; les traiter différemment parce qu'ils ont déjà vécu plus d'années à vivre ne l'est pas. » [\[6\]](#)

La médecine socialiste créera la bureaucratie massive de l'État ? semblable à nos zones scolaires unifiées ? imposera des mandats coûteux aux employeurs, détruisant les emplois en étendant la couverture et en imposant des contrôles des prix qui mèneront inévitablement aux manques et à la mauvaise qualité du service. Il mènera aussi au rationnement d'économies réalisées par des moyens autres qu'une action sur les prix (c'est-à-dire le rationnement basé sur des considérations politiques, la corruption et le népotisme) de soins par les bureaucraties du gouvernement.

Des économies réelles dans un système de soins socialisé pourraient être réalisées seulement en serrant les fournisseurs et en refusant les soins ? il n'y a aucune autre façon de sauver. Les mêmes arguments ont été employés pour défendre l'agriculture de coton au Sud avant la

Guerre civile. L'esclavage a certainement réduit les coûts de main-d'œuvre, éliminé les pertes causées par la négociation salariale et évité la duplication inutile et le parallélisme.

En supportant la vague de la médecine socialisée, les professionnels de la santé américains sont comme des moutons invitant les loups : ils ne comprennent pas que les coûts élevés des soins médicaux aux États-Unis sont partiellement dus au fait que les professionnels de la santé américains ont le niveau le plus haut de rémunération dans le monde. Une autre source du haut coût de nos soins provient des règlements du gouvernement sur l'industrie, des règlements qui empêchent la compétition de baisser les coûts. Des règles existantes comme les certificats de besoin, les permis et autres restrictions de la disponibilité des services de soins empêchent la compétition et, donc, aboutissent à des coûts plus élevés et des services réduits.

La plupart des pays asservis par l'empire soviétique ont délaissé le système entièrement socialiste par la privatisation.

Les systèmes médicaux socialisés n'ont pas amélioré la santé générale ou le niveau de vie n'importe où. En fait et le raisonnement analytique et la preuve empirique démontrent le contraire de la conclusion. Mais l'échec lamentable de la médecine socialiste pour améliorer la santé populaire et la longévité n'a pas affecté son attrait pour les politiciens, les administrateurs et leurs laquais intellectuels en quête de pouvoir absolu et de contrôle total.

La plupart des pays asservis par l'empire soviétique ont délaissé le système entièrement socialiste par la privatisation en s'assurant qu'il y ait de la concurrence dans le système de santé. D'autres, incluant beaucoup de démocraties européennes socialistes, ont l'intention de privatiser le système de soins à la longue et de décentraliser le contrôle médical. On voit la propriété privée d'hôpitaux et d'autres unités comme un facteur déterminant critique d'un nouveau système plus efficace et humain.

Notes :

1. La traduction originale de l'article peut être trouvée sur le blog [Démystifications de Clouseau](#).
2. « Russian Life Expectancy on Downward Trend » (*St. Petersburg Times*, 17 janvier 2003). [?](#)
3. Rapport du CRS pour le Congrès américain : « Life Expectancy in the United States. » Mis à jour le 16 août 2006, Laura B. Shrestha, Order Code RL32792. [?](#)
4. Foster Friess, « Can You Believe Denying Health Care to People with Dementia Is Being Considered? » (14 juillet 2009). Voir également Ezekiel J. Emanuel, « Where Civic Republicanism and Deliberative Democracy Meet » (*The Hastings Center Report*, vol. 26, no. 6). [?](#)
5. NdT : Agéiste = faisant preuve d'âgisme ; attitude ou comportement visant à déprécier les individus du fait de leur âge. Ce terme, formé par analogie avec « racisme », « sexism », s'emploie pour désigner la discrimination ou la ségrégation dont sont victimes des personnes du fait de leur âge, et plus particulièrement les personnes âgées. Le regroupement des personnes âgées en catégories en fonction de leur âge chronologique («

jeunes vieux », « vieux vieux », « troisième âge », « quatrième âge ») peut être vu comme une manifestation d'âgisme.).

6. Govind Persad, Alan Wertheimer, et Ezekiel J. Emanuel, « Principles for Allocation of Scarce Medical Interventions » (*The Lancet*, vol. 373, issue 9661).

Jour 6. Les dépressions économiques : causes et remèdes. Par Murray N. Rothbard

Résumé : Les cycles économiques sont caractérisés par des phases d'expansion et de ralentissement, qui sont principalement le fait de l'intervention étatique dans l'économie en matière monétaire, bancaire et financière. La surabondance de crédit et la manipulation des taux d'intérêt forment un cocktail explosif qui saborde l'allocation optimale du capital, suscite des malinvestissements, et prépare la phase inévitable de récession qui doit s'ensuivre.

Par Murray N. Rothbard

Traduit par Marc Lassort, Institut Coppet

Murray N. Rothbard (1926-1995) fut le doyen de l'école autrichienne, fondateur du libertarianisme moderne, et directeur académique du Mises Institute. Il fut également éditeur avec Lew Rockwell du Rothbard-Rockwell Report, et avait nommé Lew Rockwell comme son exécuteur testamentaire.

Nous vivons dans un monde d'euphémisme. Les croque-morts sont devenus des « pompes funèbres », les attachés de presse sont désormais des « conseillers en relations publiques » et les concierges ont tous été transformés en « surintendants ». Dans tous les domaines de la vie, les faits bruts ont été camouflés par la brume.

Cela n'est pas moins vrai en économie. Dans l'ancien temps, on avait l'habitude de souffrir des crises économiques périodiques, dont l'apparition soudaine était appelée une « panique », et la période de creux qui suivait était appelée « dépression ».

La dépression la plus célèbre des temps modernes, bien sûr, est celle qui a commencé dans une panique financière typique en 1929, et qui a duré jusqu'à l'avènement de la Seconde Guerre mondiale. Après le désastre de 1929, les économistes et les politiciens ont décidé que cela ne devait jamais se reproduire. La meilleure façon de satisfaire cette volonté était simplement de redéfinir les « dépressions » comme inexistantes. À partir de là, l'Amérique ne devait plus souffrir d'aucune dépression. Lorsque la récession brutale suivante est venue, en 1937-38, les économistes ont tout simplement refusé d'utiliser le nom craint, et en sont venus à un nouveau mot avec une sonorité bien plus douce : « récession ». Depuis, nous avons vécu pas mal de récessions, mais pas une seule dépression.

Mais assez vite, le mot « récession » est également devenu trop dur pour les sensibilités délicates de l'opinion publique américaine. Il semble que nous ayons eu notre dernière récession en 1957-58. Car depuis lors, nous n'avons eu que des « replis », ou même mieux, des « ralentissements », ou des « mouvements latéraux ». Donc soyons complaisants, car désormais, les dépressions et même les récessions ont été proscrites par le décret sémantique des économistes. À partir de maintenant, le pire qui puisse nous arriver, ce sont des « ralentissements ». Telles sont les merveilles de la « Nouvelle Économie ».

Depuis 30 ans, les économistes de notre pays ont adopté le point de vue du cycle économique tenu par l'économiste britannique défunt John Maynard Keynes, qui a créé l'Économie

Keynésienne, dite « Nouvelle », dans son ouvrage *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* publié en 1936. Selon leurs schémas, les mathématiques, et leur jargon rudimentaire, l'attitude des Keynésiens à l'égard des expansions et des ralentissements a été la simplicité, voire même la naïveté. S'il y a de l'inflation, alors la cause est supposée être la « dépense excessive » de la part du public. Le remède présumé est alors pour le gouvernement, stabilisateur auto-proclamé et régulateur de l'économie du pays, d'intervenir et de forcer les gens à dépenser moins, « d'éponger leur excès de pouvoir d'achat » par le biais d'une taxation plus élevée. D'un autre côté, s'il y a eu une récession, cela a été causé par des dépenses privées insuffisantes, et le remède est alors pour le gouvernement d'augmenter sa propre dépense, de préférence à travers les déficits, ce qui ajoute au flux de demande agrégée de la nation.

L'idée selon laquelle l'augmentation des dépenses du gouvernement ou de l'argent facile est « bonne pour les affaires », ou bien que les coupes budgétaires ou une monnaie plus forte est « mauvaise », imprègne même les journaux et les magazines les plus conservateurs. Ces journaux prendront également pour acquis que c'est la tâche du gouvernement d'orienter le système économique le long d'une route étroite, entre les abîmes de la dépression et l'inflation, car l'économie libérale est censée être toujours susceptible de succomber à ce genre de maux.

Toutes les écoles économiques actuelles ont la même attitude. Notons, par exemple, le point de vue du Dr Paul W. McCracken, le Président du Comité des conseillers économiques du Président Nixon. Dans une interview avec le *New York Times* peu de temps après son entrée en fonction [le 24 janvier 1969], le Dr McCracken a affirmé que l'un des problèmes économiques majeurs auxquels était confronté le nouveau gouvernement était de savoir

« comment refroidir cette économie inflationniste sans en même temps déclencher des niveaux élevés, par ailleurs inacceptables, de chômage. En d'autres termes, si la seule chose que nous voulons faire est de refroidir l'inflation, cela peut être fait. Mais nos tolérances sociales sur le chômage sont étroites. » Et encore : *« Je pense que nous devons tracer notre chemin. Nous n'avons pas vraiment beaucoup d'expérience dans les tentatives de refroidissement de l'économie d'une manière ordonnée. Nous avons appuyé fort sur les freins en 1957, mais bien sûr, nous avons obtenu une stagnation importante de l'économie. »*

Notons l'attitude fondamentale du Dr McCracken à l'égard de l'économie – simplement remarquable parce qu'elle est partagée par presque tous les économistes de l'époque et d'aujourd'hui. L'économie est traitée comme un patient potentiellement exploitable, mais toujours pénible et récalcitrant, avec une tendance continue à sortir de la ruche vers plus d'inflation et de chômage. La fonction du gouvernement est d'être le bon vieux sage gestionnaire et le médecin, bricolant de telle sorte à maintenir en permanence le patient économique en bon état de santé. Dans tous les cas, le patient économique est clairement censé être le malade, et le gouvernement le maître « médecin ».

Cela ne fait pas si longtemps qu'on appelait ce genre d'attitudes et de politiques du « socialisme », mais nous vivons dans un monde d'euphémisme, et maintenant, nous l'appelons par des étiquettes moins sévères, comme la « modération » et l'« entreprise libre éclairée ». Nous vivons et nous apprenons.

Quelles sont donc les causes des dépressions périodiques ? Devons-nous toujours rester agnostiques à propos des causes des expansions et des ralentissements ? Est-ce véritablement

vrai que les cycles économiques sont profondément enracinés dans l'économie libérale, et que par conséquent une certaine forme de planification du gouvernement est nécessaire si l'on veut maintenir l'économie dans ce qu'on appelle des limites stables ? Est-ce que les expansions et les ralentissements se produisent inéluctablement, ou est-ce qu'une phase du cycle dérive logiquement de l'autre ?

L'attitude courante actuelle à l'égard du cycle économique découle en fait de Karl Marx. Marx avait vu, avant la Révolution industrielle vers la fin du XVIII^e siècle, qu'il n'y avait pas d'expansions et de ralentissements récurrents. Il y avait une crise économique soudaine chaque fois qu'un roi faisait la guerre ou confisquait les biens de ses sujets, mais il n'y avait aucun signe d'un phénomène singulièrement moderne de basculements généraux et d'une certaine régularité des expansions et des contractions dans la conduite des affaires. Étant donné que ces cycles étaient également apparus à peu près en même temps que l'industrie moderne, Marx a conclu que les cycles économiques étaient une caractéristique inhérente de l'économie de marché capitaliste. Toutes les écoles actuelles de pensée économique, indépendamment de leurs autres différences et des causes différentes qu'elles attribuent au cycle, sont d'accord sur ce point essentiel : que ces cycles économiques sont une conséquence profonde de l'économie de marché libre. L'économie de marché est à blâmer. Karl Marx croyait que les dépressions périodiques seraient de pire en pire, jusqu'à ce que les masses aillent à la révolte, et détruisent le système, alors que les économistes modernes croyaient que l'État pouvait stabiliser avec succès les dépressions et le cycle. C'est pourquoi ils sont tous d'accord pour dire que la faute réside avant tout dans l'économie de marché, et que si quelque chose peut la sauver, c'est bien une forme d'intervention massive de l'État.

Il y a cependant quelques problèmes majeurs dans cette hypothèse qui veut que l'économie de marché soit coupable. Car la « théorie économique générale » nous apprend que l'offre et la demande tendent toujours vers l'équilibre dans le marché et que par conséquent, les prix des produits, ainsi que les facteurs qui contribuent à la production, tendent toujours vers un point d'équilibre. Même si des changements de données, qui sont toujours en cours, empêchent l'équilibre d'être jamais atteint, il n'y a rien dans la théorie générale du système de marché qui pourrait expliquer les phases régulières et récurrentes d'expansion et de ralentissement du cycle économique. Les économistes modernes « résolvent » ce problème en gardant simplement leur « prix général », la « théorie du marché », et « la théorie du cycle économique », dans des compartiments hermétiques séparés et fermés, sans jamais les rassembler et les faire interagir. Les économistes ont malheureusement oublié qu'il n'y a qu'une seule économie et donc une seule théorie économique intégrée. Ni la vie économique, ni la structure de la théorie ne peut ou ne devrait se trouver dans des compartiments étanches. Soit notre connaissance de l'économie est un tout, soit elle n'est rien. Pourtant, la plupart des économistes se contentent d'appliquer des théories totalement distinctes, et bien sûr mutuellement exclusives, à une analyse générale des prix et des cycles économiques. Tant qu'ils continueront à fonctionner de cette façon primitive, ils ne pourront pas être de véritables chercheurs en économie.

Mais il y a des problèmes encore plus graves avec l'approche conventionnelle actuelle. Ne se souciant pas de concilier leur cycle économique avec les théories générales des prix, les économistes ne voient pas un problème tout à fait crucial : celui de la dégradation particulière de la fonction entrepreneuriale en période de crise économique et de dépression. Dans l'économie de marché, l'une des fonctions les plus essentielles de l'homme d'affaires est d'être un « entrepreneur », un homme qui investit dans des méthodes de production, qui achète de l'équipement et embauche de la main-d'œuvre pour produire quelque chose dont il

n'est pas sûr que cela lui rapporte en retour. En clair, la fonction entrepreneuriale implique de prévoir un avenir incertain. Avant de s'engager dans un investissement ou une chaîne de production, l'entrepreneur (ou « l'entrepreneur ») doit estimer les coûts actuels et futurs et les revenus futurs, et par conséquent doit estimer si et combien il gagnera de cet investissement. S'il prévoit bien et mieux que ses concurrents commerciaux, il récoltera les bénéfices de son investissement. Meilleure sera sa prévision, plus élevés seront les profits qu'il gagnera. Si, d'un autre côté, il est un piètre prévisionniste et surestime la demande de son produit, il souffrira des pertes et sera bientôt contraint de quitter l'affaire.

L'économie de marché est donc une économie de profits et de pertes dans laquelle la perspicacité et la capacité des entrepreneurs se mesure par les profits et les pertes qu'ils retirent. L'économie de marché, par ailleurs, possède un mécanisme intégré, une sorte de sélection naturelle, qui assure la survie et l'épanouissement du prévisionniste supérieur et le « nettoyage » des inférieurs. Plus grands sont les bénéfices engrangés par les meilleurs prévisionnistes, plus grandes deviennent leurs responsabilités, et plus ils auront des moyens à investir dans le système productif. D'autre part, quelques années de pertes conduiront les piètres prévisionnistes et entrepreneurs hors des affaires et les pousseront dans les rangs des simples salariés.

Si, donc, l'économie de marché a un mécanisme intégré de sélection naturelle pour les bons entrepreneurs, cela signifie que nous nous attendons généralement à ce que beaucoup d'entreprises ne soient pas déficitaires. Et à ce qu'en observant l'économie sur une journée ordinaire ou sur l'année, nous constatons que les pertes ne sont pas très répandues. Mais, dans ce cas, on doit expliquer ce fait étrange : comment se fait-il que, périodiquement, au moment de l'entrée en récession et en particulier dans les dépressions abruptes, le monde de l'entreprise éprouve soudainement un ensemble massif de pertes sévères ? Il arrive un moment où les entreprises commerciales, jusqu'alors très astucieuses dans leur capacité à faire des profits et à éviter les pertes, se retrouvent soudainement et d'une manière consternante à subir des pertes sévères et inexplicables. Comment comprendre cela ? Voilà un fait majeur que toute théorie des dépressions doit expliquer. Une explication telle que la « sous-consommation » – une baisse des dépenses totales de consommation – n'est pas suffisante, pour la bonne raison qu'on doit expliquer pourquoi les hommes d'affaires, capables de prévoir toutes sortes de changements économiques et de développements, se sont avérés complètement et de manière catastrophique incapables de prévoir cette baisse présumée de la demande des consommateurs. Pourquoi cette défaillance soudaine dans leur capacité de prédiction ?

Une théorie adéquate des dépressions doit donc tenir compte de la tendance de l'économie à traverser des phases d'expansions et de ralentissements, ne montrant aucun signe d'approximation d'une situation d'équilibre ou de mouvement en douceur, tranquille et progressif. En particulier, une théorie de la dépression doit tenir compte de l'amas gigantesque d'erreurs qui apparaissent rapidement et soudainement à un moment de crise économique, et s'attardent tout au long de la période de dépression jusqu'à la reprise. Et il y a un troisième fait universel dont doit tenir compte une théorie du cycle. Invariablement, les expansions et les ralentissements sont bien plus intenses et sévères dans les « industries de biens d'équipement » – les industries faisant des machines et des équipements, produisant des matières premières industrielles ou construisant des installations industrielles – que dans les industries fabriquant des biens de consommation. Voici un autre fait de la vie du cycle économique qui doit être expliqué – et qui évidemment ne peut pas être expliqué par des théories de la dépression telles que la célèbre doctrine de sous-consommation, les

consommateurs ne dépensant pas assez dans les biens de consommation. En effet, si le problème vient des dépenses insuffisantes, comment se fait-il que ce sont les ventes au détail qui dégringolent le moins et en dernier, et que la dépression frappe surtout des secteurs industriels où on fabrique les machines-outils, les biens d'équipement ou les biens impliqués dans la construction, ainsi que les matières premières ? À l'inverse, ce sont ces industries qui ont vraiment décollé dans les phases inflationnistes d'expansion du cycle économique, et non les entreprises au service du consommateur. Une théorie adéquate du cycle économique doit donc également expliquer l'intensité beaucoup plus grande d'expansions et de ralentissements dans les secteurs des biens de non-consommation, ou des « biens de production », et dans les industries.

Heureusement, une théorie correcte de la dépression et du cycle économique existe, même si elle est universellement négligée dans l'économie d'aujourd'hui. Elle possède également une longue tradition dans la pensée économique. Cette théorie a commencé avec le philosophe et économiste écossais du XVIII^e siècle David Hume, et avec David Ricardo, l'éminent économiste classique du début du XIX^e siècle. Ces théoriciens ont vu qu'une autre institution cruciale s'était développée dans le milieu du XVIII^e siècle, à côté du système industriel. C'était l'institution de la banque, avec sa capacité à étendre le crédit et la masse monétaire (d'abord, sous la forme de papier-monnaie, ou de billets de banque, et plus tard sous la forme de dépôts à vue, ou de comptes-courants, qui sont instantanément remboursables en espèces dans les banques). Ce sont les opérations de ces banques commerciales, selon ces économistes, qui expliquent les mystérieux cycles récurrents d'expansion et de contraction, d'expansion et de ralentissement, qui avaient intrigué les observateurs depuis le milieu du XVIII^e siècle.

L'analyse ricardienne du cycle économique disait quelque chose comme cela : les monnaies naturelles émergeant ainsi sur le marché libre mondial sont des produits utiles, généralement sous forme d'or et d'argent. Si la monnaie était simplement réduite à ces produits, l'économie pourrait fonctionner dans l'ensemble, comme c'est le cas dans ces marchés particuliers : un ajustement en douceur de l'offre et la demande, et donc pas de cycles d'expansion et de ralentissement. Mais l'injection de crédit bancaire ajoute un autre élément crucial et perturbateur. C'est que les banques étendent le crédit et donc la monnaie scripturale, sous la forme de billets ou de dépôts qui sont théoriquement remboursables en demande d'or, mais qui en pratique ne le sont manifestement pas. Par exemple, si une banque détient 1000 onces d'or dans ses coffres, et si elle émet immédiatement des récépissés d'entrepôt remboursables pour 2500 onces d'or, elle a clairement émis 1500 onces d'or de plus que ce qu'elle pouvait éventuellement rembourser. Mais tant qu'il n'y a pas de « course » à la banque pour se faire rembourser ces récépissés, son entrepôt de récépissés fonctionne sur le marché comme l'équivalent de l'or, et par conséquent la banque a réussi à élargir l'offre de monnaie du pays de 1500 onces d'or.

Les banques, donc, commencent avec beaucoup de succès à étendre le crédit, car plus elles accordent de crédits, plus grands seront leurs profits. Cela se traduit par l'expansion de la masse monétaire dans un pays, par exemple en Angleterre. Comme l'offre de papier et de monnaie scripturale augmente en Angleterre, les revenus monétaires et les dépenses des Anglais augmentent, et l'augmentation de la monnaie fait monter les prix des biens anglais. Le résultat est l'inflation et un boom dans le pays. Mais ce boom inflationniste, alors qu'il fait son petit bonhomme de chemin, sème les germes de sa propre disparition. Pour que l'offre de monnaie anglaise et les revenus augmentent, les Anglais achètent plus de biens à l'étranger. En outre, comme les prix anglais montent, les biens anglais commencent à perdre leur

compétitivité avec les produits des autres pays dont les prix n'ont pas augmenté, ou à un degré moindre. Les Anglais commencent à acheter moins chez eux et plus à l'étranger, tandis que les étrangers achètent moins en Angleterre et plus chez eux ; le résultat est un déficit dans la balance anglaise des paiements, avec des exportations anglaises en forte baisse derrière les importations. Mais si les importations dépassent les exportations, cela signifie que l'argent doit circuler hors de l'Angleterre vers les pays étrangers. Et quel argent ? Sûrement pas les billets de banque anglais ou les dépôts, car les Français ou les Allemands ou les Italiens ont peu, voire aucun, intérêt à garder leurs fonds enfermés dans les banques anglaises. Ces étrangers vont donc prendre leurs billets de banque et leurs dépôts et les présenter aux banques anglaises pour racheter de l'or – et l'or sera le type d'argent qui aura tendance à circuler constamment en dehors du pays puisque l'inflation anglaise continuera son chemin. Mais cela signifie que la monnaie anglaise de crédit bancaire se trouvera de plus en plus au sommet d'une base d'or en diminution dans les coffres des banques anglaises. À mesure que le boom continuera sa course, notre banque hypothétique étendra ses récépissés d'entrepôt émis de, disons 2500 onces à 4000 onces, tandis que sa base d'or s'amenuisera à, disons 800. Comme ce processus s'intensifiera, les banques finiront par être effrayées. Car les banques, après tout, sont obligées de rembourser leurs dettes en trésorerie, et leur trésorerie s'écoule rapidement alors que s'accumulent leurs dettes. Par conséquent, les banques vont finir par perdre leur sang-froid, arrêter leur expansion du crédit, et afin de se sauver, vont contracter des crédits bancaires en circulation. Souvent, ce retrait est précipité par des *bank runs* (conduisant à la banqueroute) déclenchés par le public, qui est aussi devenu de plus en plus nerveux au sujet de l'état de plus en plus précaire des banques du pays.

La contraction bancaire renverse la situation économique ; la contraction et la récession suivent le boom. Les banques se replient sur elles-mêmes, et les entreprises souffrent au fur et à la mesure que la pression monte pour le remboursement de la dette et que la contraction d'un nouveau crédit devient de plus en plus difficile. La baisse de l'offre de monnaie scripturale, à son tour, conduit à une baisse générale des prix anglais. Comme la masse monétaire et les revenus diminuent, et que les prix anglais s'effondrent, les biens anglais deviennent relativement plus attractifs en termes de produits étrangers, et la balance des paiements se renverse, avec des exportations supérieures aux importations. Comme l'or circule dans le pays, et que la monnaie scripturale se contracte en même temps que la base d'or est en pleine expansion, l'état des banques se stabilise.

Telle est donc l'explication de la phase de dépression du cycle économique. Notez que c'est une phase qui sort, et de manière inévitable, du boom expansionniste précédent. C'est l'inflation précédente qui fait de la dépression une phase nécessaire. On peut voir, par exemple, que la dépression est le processus par lequel l'économie de marché ajuste, se débarrasse des excès et des distorsions du boom inflationniste précédent, et rétablit une condition économique saine. La dépression est la réaction désagréable, mais nécessaire, aux distorsions et excès du boom précédent.

Pourquoi le prochain cycle commence-t-il ? Pourquoi les cycles économiques ont tendance à être récurrents et continus ? Parce que quand les banques ont assez bien récupéré, et sont dans une condition plus saine : elles sont alors dans une position de confiance pour procéder à leur trajectoire naturelle d'expansion du crédit bancaire, et le prochain boom continue son chemin, semant les graines de l'inévitable prochaine récession.

Mais si la banque est la cause du cycle économique, est-ce que les banques ne sont pas également une part de l'économie de marché privée, et ne peut-on pas donc dire que le

marché libre est toujours le coupable, si ce n'est que dans le segment bancaire de ce marché libre ? La réponse est non, pour une chose, c'est que les banques ne seraient jamais en mesure d'accroître le crédit en concertation, si ce n'était de l'intervention et de l'encouragement du gouvernement. En effet, si les banques étaient véritablement concurrentielles, toute expansion du crédit par une banque accumulerait rapidement des dettes de cette banque auprès de ses concurrents, et ses concurrents feraient rapidement appel aux banques expansionnistes pour du rachat en espèces. Bref, les concurrents de la banque feront appel à elle pour le rachat en or ou en espèces de la même manière que le font les étrangers, sauf que le processus est beaucoup plus rapide et étoufferait tout début d'inflation dans l'œuf avant même qu'elle commence. Les banques ne peuvent s'étendre confortablement à l'unisson que lorsqu'une banque centrale existe, essentiellement une banque étatique, jouissant d'un monopole sur les affaires de l'État, et une position privilégiée imposée par l'État sur le système bancaire entier. Ce n'est que lorsque la banque centrale s'est établie que les banques sont capables de mener une politique expansionniste pendant un certain temps et que le cycle économique familier commence dans le monde moderne.

La banque centrale acquiert son contrôle sur le système bancaire par des mesures étatiques telles que : l'établissement de son propre passif comme monnaie ayant cours légal pour toutes les dettes et créances d'impôts ; l'octroi du monopole de la banque centrale sur l'émission des billets de banque, par opposition aux dépôts (en Angleterre, la Banque d'Angleterre, la banque centrale établie sur un plan étatique, détenait un monopole légal sur les billets de banque dans la région de Londres) ; ou carrément par la puissance des banques à utiliser la banque centrale comme leur client pour conserver leurs réserves de trésorerie (comme aux États-Unis et son système de la Réserve fédérale). Ce n'est pas que les banques se plaignent de cette intervention ; car c'est l'établissement d'une banque centrale qui rend possible l'expansion du crédit bancaire à long terme, depuis que l'expansion des billets de la banque centrale a fourni des réserves de trésorerie supplémentaires pour le système bancaire tout entier et a permis à toutes les banques commerciales d'accroître ensemble le crédit. La banque centrale fonctionne comme un sympathique cartel imposé de banques pour développer le passif des banques ; et les banques sont maintenant en mesure d'étendre sur une plus grande base leur trésorerie sous la forme de billets de banque centrale autant que l'or.

Donc maintenant nous voyons, au final, que le cycle économique est provoqué non pas par de mystérieuses défaillances de l'économie de marché, mais bien au contraire par l'intervention systématique de l'État dans le processus de marché. L'intervention de l'État entraîne l'inflation et l'expansion bancaire, et, quand l'inflation arrive à son terme, l'ajustement-dépression subséquent entre en scène.

La théorie ricardienne du cycle économique a bien compris les éléments essentiels d'une théorie correcte du cycle : le caractère récurrent des phases du cycle, la dépression comme intervention d'un ajustement dans le marché plutôt que le fait de l'économie de marché. Mais deux problèmes étaient encore inexpliqués : pourquoi l'amas soudain d'erreurs dans les affaires, la défaillance soudaine dans la fonction entrepreneuriale, et pourquoi les fluctuations beaucoup plus importantes dans les biens de production plutôt que dans les industries de biens de consommation ? La théorie ricardienne expliquait seulement l'évolution du niveau des prix, dans les affaires en général ; il n'y avait pas l'ombre d'une explication des réactions très différentes dans le capital et les industries de biens de consommation.

La théorie correcte et pleinement développée du cycle économique a finalement été découverte et mise en avant par l'économiste autrichien Ludwig von Mises, quand il était

professeur à l'Université de Vienne. Mises a exposé des allusions de sa solution au problème crucial du cycle économique dans sa monumentale *Théorie de la monnaie et du crédit*, publiée en 1912, et encore, près de 60 ans après, le meilleur livre sur la théorie de la monnaie et de la banque. Mises a développé sa théorie du cycle au cours des années 1920, et elle a été apportée au monde anglo-saxon par un disciple de premier plan, Friedrich A. von Hayek, qui est venu de Vienne pour enseigner à la London School of Economics dans les années 1930, et qui a publié, en allemand et en anglais, deux livres qui appliquaient et élaboraient la théorie du cycle de Mises, *Monetary Theory and the Trade Cycle* et *Prix et production*. Puisque Mises et Hayek étaient Autrichiens, et puisque qu'ils étaient aussi dans la tradition des économistes autrichiens du grand XIX^e siècle, cette théorie est devenue connue dans la littérature sous le nom de théorie « autrichienne » (ou de « surinvestissement monétaire ») du cycle économique.

S'appuyant sur les ricardiens, sur la théorie « autrichienne » générale, et sur son propre génie créateur, Mises a développé la théorie suivante du cycle économique :

Sans l'expansion du crédit bancaire, l'offre et la demande ont tendance à être équilibrées par le système des prix libres, et aucune expansion ou ralentissement cumulatifs ne peuvent alors être développés. Mais alors, l'État stimule l'expansion du crédit bancaire à travers sa banque centrale en étendant le passif des banques centrales et donc les réserves de trésorerie de toutes les banques commerciales du pays. Les banques procèdent alors à l'expansion du crédit et donc de la masse monétaire du pays sous la forme de remises de chèques. Comme les ricardiens l'ont vu, cette expansion de la monnaie scripturale fait monter les prix des biens et provoque l'inflation. Mais, Mises l'a montré, cela fait autre chose, d'encore plus sinistre. L'expansion du crédit bancaire, en versant des nouveaux fonds d'emprunt dans le monde des affaires, abaisse artificiellement le taux d'intérêt dans l'économie en dessous de son niveau du marché libre.

Sur le marché libre et sans entraves, le taux d'intérêt est déterminé uniquement par les « préférences temporelles » de tous les individus qui composent l'économie de marché. Car l'essence d'un prêt est qu'un « bien présent » (l'argent qui peut être utilisé à l'heure actuelle) est échangé contre un « bien futur » (une reconnaissance de dette qui ne peut être utilisée qu'à un moment donné dans le futur). Puisque les gens préfèrent toujours l'argent maintenant à la perspective d'obtenir la même quantité d'argent à un certain moment dans le futur, le bien présent demande toujours une prime sur le marché dans le futur. Cette prime est le taux d'intérêt, et sa hauteur varie en fonction du degré auquel les gens préfèrent le présent au futur ; c'est-à-dire le degré de leurs « préférences temporelles ».

Les préférences temporelles des gens déterminent également la mesure dans laquelle les gens vont épargner et investir, comparé à combien ils consomment. Si les préférences temporelles des gens devaient tomber, c'est-à-dire si leur degré de préférence pour le présent sur le futur chute, alors les gens auront tendance à consommer moins maintenant et à investir et épargner davantage ; en même temps, et pour la même raison, le taux d'intérêt, le taux d'escompte, tombera aussi. La croissance économique provient en grande partie de la suite de la baisse des taux de préférence temporelle, ce qui conduit à une augmentation de la proportion de l'épargne et de l'investissement à la consommation, mais aussi à une baisse du taux d'intérêt.

Mais qu'adviert-il lorsque le taux d'intérêt baisse, non à cause de la baisse des préférences temporelles et du surplus d'épargne, mais à cause de l'interférence de l'État qui favorise l'expansion du crédit bancaire ? En d'autres termes, si le taux d'intérêt baisse artificiellement,

à cause de l'intervention plutôt que naturellement, en raison de changements dans les évaluations et les préférences du public consommateur ?

Ce qui se produit, ce sont des difficultés. Car les hommes d'affaires, lorsqu'ils voient le taux d'intérêt tomber, réagissent comme ils doivent et le font toujours à un tel changement des signaux du marché : ils investissent davantage dans le capital et les biens de production. Les investissements, en particulier dans les projets longs et fastidieux, qui auparavant semblaient non rentables, semblent désormais rentables, en raison de la chute des frais d'intérêt. En bref, les hommes d'affaires réagissent comme ils réagiraient si l'épargne avait réellement augmenté : ils accroissent leur investissement dans des équipements durables, dans des biens d'équipement, des matières premières industrielles, dans la construction par rapport à leur production directe de biens de consommation.

Les entreprises, en bref, empruntent joyeusement de l'argent nouvellement créé par la banque qui vient à eux par des tarifs plus avantageux ; ils utilisent l'argent pour investir dans des biens d'équipement, et finalement cet argent se fait payer par une hausse des loyers fonciers, et les salaires plus élevés des travailleurs dans les industries de biens d'équipement. L'augmentation de la demande des entreprises fait monter le coût du travail, mais les entreprises pensent qu'elles peuvent payer ces coûts plus élevés parce que qu'elles ont été trompées par l'intervention de l'État et des banques dans le marché des prêts et son altération importante et décisive du signal de taux d'intérêt sur le marché.

Le problème vient à partir du moment où les travailleurs et les propriétaires – en grande partie les premiers, puisque la plupart des revenus bruts d'entreprise sont payés en salaire – commencent à dépenser le nouvel argent de la banque qu'ils ont reçu sous la forme de salaires plus élevés. Car les préférences temporelles du public n'ont pas réellement diminué ; le public ne veut pas épargner plus que ce qu'il a. Donc les travailleurs se mettent à consommer davantage de leur nouveau revenu, en un mot à rétablir les anciennes proportions consommation/épargne. Cela signifie qu'ils redirigent les dépenses vers les industries de biens de consommation, et qu'ils n'épargnent pas et n'investissent pas assez pour acheter les machines nouvellement produites, les biens d'équipement, les matières premières industrielles, etc. Tout cela se révèle comme une dépression brutale et continue dans les industries de biens de production. Une fois que les consommateurs rétablissent leurs proportions désirées de consommation/investissement, il est ainsi révélé que les entreprises ont trop investi dans les biens d'équipement et ont sous-investi dans les biens de consommation. Les entreprises ont été séduites par l'altération étatique et la baisse artificielle du taux d'intérêt, et ont agi comme si davantage d'épargne était disponible pour investir, plutôt que vraiment là. Dès que le nouvel argent de la banque a été filtré par le système et que les consommateurs ont rétabli leurs anciennes proportions, il est devenu clair qu'il n'y avait pas suffisamment d'épargne pour acheter tous les biens de production, et que les entreprises ont mal-investi l'épargne limitée disponible. Les entreprises ont surinvesti dans les biens d'équipement et sous-investi dans les produits de consommation.

Le boom inflationniste a donc conduit à des distorsions du système de fixation des prix et de la production. Les prix des matières premières et du travail dans les industries de biens d'équipement ont monté pendant le boom, trop élevé pour être rentable, une fois que les consommateurs ont réaffirmé leurs anciennes préférences consommation/investissement. La « dépression » était alors considérée comme la phase nécessaire et salutaire dans laquelle l'économie de marché se défaussait et liquidait les mauvais investissements non rentables, et rétablissait les proportions entre consommation et investissement vraiment désirées par les

consommateurs. La dépression est un processus douloureux mais nécessaire par lequel le marché libre se défausse des excès et des erreurs du boom et rétablit l'économie de marché dans sa fonction de service efficace pour la masse des consommateurs. Puisque les prix des facteurs de production ont été enchaînés trop haut dans le boom, cela signifie que les prix du travail et des biens dans ces industries de biens d'équipement doivent être autorisés à tomber jusqu'à ce que les relations de marché appropriées soient reprises.

Puisque les travailleurs reçoivent assez rapidement de l'argent supplémentaire sous la forme de salaires plus élevés, comment se fait-il que les booms peuvent durer des années sans que leurs mauvais investissements ne se révèlent, que les erreurs dues à l'altération des signaux de marché deviennent évidentes, et que le processus d'ajustement-dépression commence son travail ? La réponse est que les booms seraient de très courte durée si l'expansion du crédit bancaire et la poussée subséquente du taux d'intérêt en dessous du niveau de marché étaient une affaire d'un coup de feu. Mais le fait est que le crédit bancaire n'est pas d'un seul coup de feu ; il procède encore et encore, ne donne jamais aux consommateurs la chance de rétablir leurs proportions préférées de consommation et d'épargne, ne permet jamais l'augmentation des coûts dans les industries de biens d'équipement pour rattraper la hausse inflationniste des prix. Comme le dopage répété d'un cheval, le boom est maintenu longtemps jusqu'à son châtiment inévitable, par des doses répétées du stimulant crédit bancaire. Ce n'est que lorsque l'expansion du crédit bancaire doit enfin cesser, soit parce que les banques s'engagent dans une condition précaire, soit parce que le public commence à rechigner à la continuation de l'inflation, que le châtiment rattrape finalement le boom. Dès que l'expansion du crédit se bloque, les pots cassés doivent être payés, et les réajustements inévitables liquident les mauvais surinvestissements du boom, avec un accent proportionnel réaffirmé sur la production des biens de consommation.

Ainsi, la théorie misésienne explicative du cycle économique pour l'ensemble de nos énigmes est la suivante : le caractère répété et récurrent du cycle, l'amas gigantesque d'erreurs entrepreneuriales, l'intensité beaucoup plus grande du boom et du ralentissement dans les industries de bien de production.

Mises met donc en évidence le blâme sur le cycle d'expansion du crédit bancaire inflationniste à cause de l'intervention de l'État et de sa banque centrale. Que dit Mises qui devrait être pensé ou fait par l'État, une fois que la dépression arrive ? Quel est le rôle de l'État dans le traitement de la dépression ? En premier lieu, l'État doit cesser l'inflation aussi vite que possible. Il est vrai que cela va inévitablement et brusquement amener le boom inflationniste à sa fin, et commencer l'inévitable récession ou dépression. Mais plus l'État attend pour cela, pire seront les réajustements nécessaires à devoir être faits. Plus tôt le réajustement-dépression est surmonté, meilleur ce sera. Cela signifie également que l'État ne doit jamais essayer de soutenir les mauvaises situations commerciales ; il ne doit jamais sortir d'affaire ou prêter de l'argent aux entreprises en difficulté. Faire cela va tout simplement prolonger l'agonie et convertir une phase de dépression brutale et rapide en une maladie chronique et persistante. L'État ne doit jamais essayer de soutenir les salaires ou les prix des biens de production ; agir ainsi va prolonger et retarder indéfiniment l'achèvement du processus d'ajustement-dépression ; cela va provoquer une dépression indéfinie et prolongée et un chômage de masse dans les industries essentielles de biens d'équipement. L'État ne doit pas tenter à nouveau l'inflation afin de sortir de la dépression. Car même si cette réinflation réussit, cela ne fera que semer à nouveau la graine des ennuis futurs. L'État ne doit rien faire pour encourager la consommation, et ne doit pas augmenter ses propres dépenses, car cela va encore accroître le ratio social consommation/investissement. En fait, réduire le budget de

l'État va permettre d'améliorer le ratio. Ce dont l'économie a besoin n'est pas de dépenser davantage dans la consommation, mais de davantage d'épargne, afin de valider certains des investissements excessifs du boom.

Ainsi, ce que l'État devrait faire, selon l'analyse misésienne de la dépression, c'est absolument rien. Il devrait, du point de vue de la santé économique et afin de mettre fin à la dépression le plus vite possible, garder ses mains en dehors du marché, avoir une politique du « laissez-faire ». Tout ce qu'il fait, c'est retarder et entraver le processus d'ajustement du marché ; moins il fait, plus vite le processus d'ajustement du marché fera son travail, et plus vite le redressement économique sain en résultera.

La prescription misésienne est donc l'exact opposé de la prescription Keynésienne : il faut que l'État garde ses mains absolument en dehors de l'économie et se borne à arrêter sa propre inflation et réduire son propre budget.

Aujourd'hui, tout le monde a complètement oublié, même les économistes, que l'explication misésienne et l'analyse de la dépression avait précisément beaucoup progressé pendant la Grande Dépression des années 1930 – la dépression même qui est toujours citée en exemple par les partisans de l'économie libérale comme la seule et la plus grande défaillance catastrophique du capitalisme de laissez-faire. Il n'en était rien. 1929 a été rendue inévitable par la vaste expansion de crédit bancaire dans le monde occidental au cours des années 1920 : une politique délibérément adoptée par les États occidentaux, et surtout par le système de Réserve fédérale des États-Unis. Cela a été rendu possible par l'échec du monde occidental du retour à l'authentique étalon-or après la Première Guerre mondiale, permettant ainsi plus d'espace aux politiques inflationnistes de l'État. Tout le monde considère maintenant que le Président Coolidge était un partisan du laissez-faire et de l'économie libérale ; il ne l'était pas, et tragiquement, l'était encore moins dans le domaine de la monnaie et du crédit. Malheureusement, les péchés et les erreurs de l'intervention de Coolidge ont été établis comme ceux d'une économie libérale non-existante.

Si Coolidge a rendu 1929 inévitable, ce fut le Président Hoover qui a prolongé et approfondi la dépression, en la transformant d'une dépression généralement forte, mais disparaissant rapidement, en une maladie persistante et quasi-fatale, une maladie seulement « guérie » par l'holocauste de la Seconde Guerre mondiale. Hoover, et pas Franklin Roosevelt, était le fondateur de la politique du « New Deal » : essentiellement une utilisation massive de l'État pour faire exactement ce que la théorie misésienne recommanderait de ne pas faire – soutenir les taux de rémunération au-dessus de leurs niveaux de libre marché, faire grimper les prix, gonfler le crédit, et prêter de l'argent à des positions commerciales chancelantes. Roosevelt n'a fait qu'élargir, à un degré plus élevé, ce que Hoover avait été le premier à faire. Le résultat a été, pour la première fois dans l'histoire américaine, une dépression presque perpétuelle et un chômage de masse quasi-permanent. La crise de Coolidge était devenue la dépression prolongée sans précédent de Hoover-Roosevelt.

Ludwig von Mises avait prédit la dépression au cours de l'âge d'or du grand boom des années 1920 – une époque, tout comme aujourd'hui, où les économistes et les politiciens, armés de la « nouvelle économie » de l'inflation perpétuelle, et avec les nouveaux « outils » fournis par le système de la Réserve fédérale, ont proclamé une « Nouvelle ère » perpétuelle d'une prospérité permanente garantie par nos sages docteurs économiques à Washington. Ludwig von Mises, le seul armé d'une théorie correcte du cycle économique, était l'un des rares économistes à prédire la Grande Dépression, et le monde économique a donc été contraint de

l'écouter avec respect. F. A. Hayek a fait passer le message en Angleterre, et les jeunes économistes anglais ont tous commencé, dans les années 1930, à adopter la théorie misésienne du cycle pour leur analyse de la dépression – et aussi à adopter, bien sûr, la prescription d'une politique strictement libérale qui découlait de cette théorie. Malheureusement, les économistes ont maintenant adopté la conception historique de Lord Keynes : qu'aucun « économiste classique » n'avait de théorie du cycle économique jusqu'à ce que Keynes n'arrive en 1936. Il y avait une théorie de la dépression – c'était la tradition économique classique – et sa prescription était une monnaie forte rigoureuse et le laissez-faire. Cela a été rapidement adopté, en Angleterre et même aux États-Unis, comme la théorie acceptée du cycle économique. (L'ironie particulièrement mordante est que le promoteur « autrichien » majeur aux États-Unis au début et au milieu des années 1930 n'était autre que le professeur Alvin Hansen, qui allait bientôt laisser sa marque comme le remarquable disciple Keynésien de ce pays.)

Ce qui a submergé l'acceptation croissante de la théorie misésienne du cycle a simplement été la « Révolution Keynésienne » – l'étonnant balayage que la théorie Keynésienne a fait du monde économique peu après la publication de la *Théorie générale* en 1936. Ce n'est pas que la théorie misésienne ait été réfutée avec succès ; elle a tout simplement été oubliée, dans la hâte de monter dans le train Keynésien devenu soudainement à la mode. Quelques-uns des principaux partisans de la théorie de Mises – qui avaient clairement une meilleure connaissance – ont succombé aux nouveaux vents établis de la doctrine, et ont gagné en conséquence des fonctions dirigeantes dans les universités américaines.

Mais maintenant, l'économiste archi-Keynésien de Londres a récemment proclamé que « Keynes est mort ». Après plus d'une décennie d'affrontements théoriques à l'emporte-pièce et de réfutation par les faits économiques tenaces, les Keynésiens sont maintenant en retraite générale et massive. Une fois de plus, la masse monétaire et le crédit bancaire sont reconnus à contrecœur avoir joué un rôle de premier plan dans le cycle. Le temps est venu – pour une redécouverte, une renaissance, de la théorie du cycle économique de Mises. Cela ne peut pas arriver trop tôt ; si jamais cela arrive, tout le concept d'un Comité des conseillers économiques serait balayé, et nous verrions un retrait massif du gouvernement de la sphère économique. Mais pour que tout cela arrive, le monde de l'économie, le grand public, doivent être mis au courant de l'existence d'une explication du cycle économique qui gisait négligée sur les rayons des librairies pour de trop nombreuses années tragiques.

Jour 7. Plus de productivité : une dérive dangereuse ? Par David Gordon

Résumé : Faut-il s'inquiéter de l'augmentation de la productivité ? Certains prophètes de malheur prédisent le pire et préconisent de freiner la croissance. Une attitude irrationnelle.

Par David Gordon

Traduit par Victor Stepien, Institut Coppet

David Gordon traite des nouveaux livres en économie, en politique, en philosophie et en droit pour la Mises Review, la revue trimestrielle de littérature en sciences sociales, publiée depuis 1995 par le Mises Institute. Il est l'auteur de The Essential Rothbard, disponible sur le Mises Store.

C'est déjà un comble que les opposants au marché libre accusent de manière erronée le capitalisme de la pollution environnementale, des dépressions économiques et des guerres. Peu importent les failles de leurs théories causales, ils ont le mérite de s'intéresser à des choses catégoriquement mauvaises. On frise le ridicule, cependant, lorsque le marché est accusé de produire quelque chose de bien.

C'est ce que fait Tim Jackson, Professeur de développement durable à l'Université de Surrey, dans son article qui s'intitule « Soyons moins productifs », dans le *New York Times* du 26 mai 2012.

Selon Jackson, la productivité intensifiée aurait connu sa limite. Par productivité, il veut dire « *la quantité de production par heure de travail dans l'économie* ». Il est d'accord pour dire que puisque le travail est devenu plus efficace, on peut bénéficier d'avantages substantiels : « *Notre capacité à générer plus de production avec moins de personnel nous a délivré des corvées et nous a apporté une panoplie de richesses matérielles.* »

Malgré ces avantages, le danger est devant nous :

« *Une productivité de plus en plus grande signifie que si nos économies ne continuent pas à augmenter, nous prenons le risque de mettre des gens au chômage. Si davantage de productivité est possible chaque année avec chaque heure de travail, soit la production doit augmenter, soit il y aura moins de travail pour embaucher des gens. Que cela nous plaise ou non, nous sommes esclaves de la croissance.* »

Si la crise financière, les prix élevés des ressources comme le pétrole, ou les dégâts sur l'environnement rendent la croissance sans rupture impossible, nous risquons l'éventualité du chômage. « *Une productivité qui s'accroît menace le plein emploi.* »

Que peut-on alors faire ? Jackson propose un remède ingénieux. Nous devrions nous concentrer sur les métiers dans des sphères de production moindre. « *Certaines tâches*

reposent de manière inhérente sur l'allocation du temps et de l'attention des travailleurs. Les métiers du social en sont un bon exemple : la médecine, l'assistance sociale, l'éducation. En augmentant nos économies dans ces directions, nous récolterons beaucoup d'avantages. » Un cynique pourrait se demander si c'est vraiment une coïncidence que Jackson lui-même travaille pour une de ces professions.

Jackson a également d'autres idées pour des réformes au-delà d'un effort plus important pour privilégier les professions du social. (On se demande d'ailleurs si Jackson utilise cette expression pour insinuer que les personnes qui travaillent dans des postes à grande productivité n'ont que peu de préoccupation pour le social. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce serait une suggestion assez osée.) Il ajoute que nous devrions également accorder davantage de ressources aux objets artisanaux qui demandent beaucoup de temps à faire, tout comme au « secteur culturel ».

Le programme de Jackson pose une question principale : comment pouvons-nous mettre en place ces changements ? Il nous apporte une réponse bien préparée. Bien entendu, une transition vers une économie de moindre productivité n'aura pas lieu en y rêvant. « *Cela demande beaucoup de considération sur les structures d'encouragement par exemple, des taxes moins élevées sur le travail et plus élevées sur la consommation de ressources et la pollution. »*

Jackson a tout à fait raison de penser que si le travail devient plus efficace, les travailleurs doivent trouver une autre utilisation du temps qui leur est désormais disponible. Mais pourquoi est-ce un problème ? Les êtres humains ont des souhaits sans limite, et on trouve toujours de nouvelles façons d'utiliser la main d'œuvre humaine.

Comme le dit Murray Rothbard :

« *La main d'œuvre doit être économisée parce qu'il s'agit d'un produit en petit quantité et parce que la soif qu'ont les hommes à échanger des produits est loin d'être satisfaite. Plus on économise de la main d'œuvre, mieux c'est, parce qu'alors, la main d'œuvre utilise des biens d'équipement de meilleure qualité en y passant beaucoup moins de temps.*

Une amélioration technologique dans une industrie aura tendance à améliorer le marché de l'emploi dans ce secteur si la demande pour ce produit est élastique à la baisse, pour qu'une offre plus importante de produits conduise à davantage de consommation. Par contre, une innovation dans une industrie avec une demande peu élastique à la baisse fera en sorte que les consommateurs dépenseront moins sur les produits abondants, en contractant le marché de l'emploi dans cette industrie. En somme, la procédure d'innovation technologique transforme la main d'œuvre d'industries à demande non-élastique vers des industries à demande élastique. » [1]

Les crises financières peuvent interrompre la croissance, mais vu le caractère illimité des souhaits humains, elles ne peuvent pas complètement l'anéantir. Jackson nous a offert une manière d'y remédier, mais il n'a pas réussi à démontrer qu'une maladie existante nécessitait réellement un remède.

Jour 8. La vérité sur les impôts. Par Murray N. Rothbard

Résumé : Selon les économistes de l'offre, l'impôt sur la consommation aurait des vertus supposées par rapport à l'impôt sur le revenu, notamment le fait qu'il serait proportionnel alors que le second serait bien plus souvent progressif. L'impôt retenu à la source a été vu comme révélateur lors de la Seconde Guerre mondiale mis en œuvre par Milton Friedman. La fiscalité progressive sonne comme du vol aux yeux des riches vis-à-vis des pauvres contrairement à la fiscalité proportionnelle qui semble plus équitable, mais est-ce réellement avantageux ? Jean-Baptiste Say recommandait au politique : « Le meilleur régime [publique] de finance est de dépenser le moins possible, et la meilleure imposition est toujours la plus légère. »

Par Murray N. Rothbard

Traduit par Lydéric Dussans, Institut Coppet

Murray N. Rothbard (1926-1995) fut le doyen de l'école autrichienne, fondateur du libertarianisme moderne, et directeur académique du Mises Institute. Il fut également éditeur avec Lew Rockwell du Rothbard-Rockwell Report, et avait nommé Lew Rockwell comme son exécuteur testamentaire.

La prétendue supériorité de l'impôt sur le revenu

L'économie néoclassique orthodoxe a longtemps soutenu que, du point de vue des imposés eux-mêmes, un impôt sur le revenu était plus adapté qu'un impôt indirect sur une forme particulière de consommation, puisque, en plus du revenu total extrait, qui est supposé être le même dans les deux cas, l'impôt indirect surcharge lourdement le prélèvement contre un type de consommateur bien particulier. Ainsi, en plus du montant total perçu, l'impôt indirect biaise et fausse les dépenses et les ressources par rapport aux modes de consommation préférés des consommateurs. On récite alors les courbes d'indifférence pour fournir la patine scientifique de la géométrie à cette démonstration.

Toutefois, comme dans de nombreux autres cas, lorsque les économistes se précipitent pour juger les différentes lignes de conduite des gens comme « bonnes », « supérieures », ou « optimales », les hypothèses qui sous-tendent de tels jugements, toutes choses égales par ailleurs – dans ce cas, par exemple, que les recettes totales restent les mêmes – ne se vérifient pas toujours dans la pratique. Ainsi, il est certainement possible, pour des raisons politiques ou autres, qu'une forme particulière d'impôt n'aboutisse probablement pas au même revenu total qu'une autre. La nature d'un impôt particulier pourrait conduire à plus ou moins de revenu qu'un autre impôt. Supposons, par exemple, que tous les impôts actuels soient abolis et que le même total doive être augmenté d'un nouvel impôt par capitation ou par tête, qui exige que chaque habitant des États-Unis paye un montant égal au gouvernement fédéral, à l'État fédéré, et au pouvoir local. Cela signifie que les recettes fiscales totales actuelles des États-Unis, que nous estimons à 1 billion et 380 millions de dollars – les chiffres exacts ne sont pas importants dans cet exemple – devraient être divisées par un total approximatif de 243 millions de personnes. Cela signifie que chaque homme, femme et enfant en Amérique serait tenu de verser 5 680 dollars à l'État chaque année. D'une façon ou d'une autre, je ne crois pas qu'un montant d'une telle importance puisse être perçevable par les autorités, quels

que soient les pouvoirs exécutifs accordés au fisc. C'est un exemple clair où l'hypothèse *ceteris paribus* ne fonctionne pas de manière flagrante.

Mais évoquons plutôt un exemple plus important, quoique moins dramatique. Avant la Seconde Guerre mondiale, le fisc recueillait le montant total auprès de chaque contribuable, en un paiement unique, le 15 mars de chaque année. (Un sursis d'un mois était accordé aux contribuables longanimes.) Au cours de la Seconde Guerre mondiale, afin de permettre une collecte plus facile et beaucoup plus douce des taux d'imposition bien plus élevés, pour financer l'effort de guerre, le gouvernement fédéral avait instauré un plan conçu par l'omniprésent Beardsley Rumf de RH Macy & Co., et technique mis en œuvre par un jeune économiste brillant à la Direction du Trésor, Milton Friedman. Ce plan, comme nous ne le savons tous que trop bien, contraignait chaque employeur au travail non rémunéré à retenir l'impôt chaque mois à partir du salaire de l'employé, et à le livrer au Trésor. En conséquent, il n'y avait plus de nécessité pour le contribuable à débourser le montant total en un paiement unique chaque année. Tout le monde nous assurait, à l'époque, que cette nouvelle retenue à la source serait strictement limitée à la situation d'urgence en temps de guerre, et disparaîtrait avec la venue de la paix. Le reste, hélas, appartient à l'histoire. Mais le fait est que personne ne peut sérieusement soutenir que l'impôt sur le revenu, privé de la retenue à la source, puisse être rassemblé à ses niveaux élevés actuels.

L'économiste ne peut prétendre que l'impôt sur le revenu, ou tout autre impôt, est mieux du point de vue de la personne imposable, car les recettes totales collectées sont souvent fonction du type d'impôt fixé. Et il semblerait que, du point de vue de la personne imposable, le meilleur serait d'en extraire le moins possible. Même l'analyse de la courbe d'indifférence devrait confirmer cette conclusion. Si quelqu'un veut prétendre qu'une personne imposée est déçue du peu d'impôt qu'on lui demande de payer, cette personne est toujours libre de combler le déficit présumé en faisant un don volontaire aux autorités fiscales, qui seront alors déconcertées mais heureuses [1].

Un deuxième problème insurmontable, avec des types d'impôts recommandés par les économistes à partir du point de vue présumé de l'imposé, est que le contribuable peut bien avoir des évaluations subjectives particulières du type d'impôt, à l'exception du montant total perçu. Même si le revenu total qu'on lui a extrait est le même pour l'impôt A et B, il peut avoir des évaluations subjectives très différentes des deux processus d'imposition. Revenons, par exemple, à notre cas de l'impôt sur le revenu par rapport à un impôt indirect. Les impôts sur les revenus sont recueillis dans le cadre d'un examen coercitif, et même brutal, de pratiquement tous les aspects de la vie de chaque contribuable par le fisc omnipotent et omniscient. Chaque contribuable est en outre tenu par la loi de tenir des registres précis de ses revenus et de ses déductions, et puis, de remplir et de soumettre, soigneusement et honnêtement, les formulaires mêmes qui tendent à l'incriminer en matière de responsabilité fiscale. Un impôt indirect, disons sur le whisky ou les entrées de cinéma, ne s'introduira pas directement dans la vie ou les revenus de quelqu'un, mais seulement dans les ventes de la salle de cinéma ou du magasin d'alcool. Je me permets de penser que, dans l'évaluation de la « supériorité » ou de l'« infériorité » des différents modes d'imposition, même le buveur ou le cinéphile le plus déterminé serait prêt à payer des prix beaucoup plus élevés pour le whisky ou les films, que peuvent l'envisager les économistes néoclassiques, afin d'éviter le long bras du fisc [2].

Les formes d'impôt sur la consommation

Ces dernières années, la vieille idée d'un impôt sur la consommation, contrairement à un impôt sur le revenu, a été mise en avant par de nombreux économistes, notamment par les prétendus conservateurs pro-libre-marché. Avant de passer à une critique de l'impôt sur la consommation comme substitut à l'impôt sur le revenu, il convient de noter que les propositions actuelles pour un impôt sur la consommation priveraient les contribuables de la joie psychique de l'éradication du fisc. Car, si la discussion est souvent formulée dans ces termes, les différentes propositions reviendraient vraiment à ajouter un nouvel impôt sur la consommation en plus de l'arsenal massif actuel de la puissance fiscale. En somme, voyant que les niveaux de revenus peuvent avoir atteint leurs limites politiques, pour le moment, nos conseillers fiscaux et les théoriciens suggèrent une nouvelle arme fiscale brillante à exercer par le gouvernement. Ou, dans les mots immortels de ce tsar économique exemplaire et serviteur de l'absolutisme, Jean-Baptiste Colbert, la tâche des autorités fiscales est de « *plumer l'oie pour obtenir le plus possible de plumes avec le moins possible de cris* ». Nous, les contribuables, sommes bien sûr les oies.

Mais acceptons la proposition d'impôt sur la consommation, et traitons-la comme un remplacement complet de l'impôt sur le revenu par un impôt sur la consommation, avec des recettes totales similaires. Notre premier point consiste en ce qu'une forme vénérable d'impôt sur la consommation conserve non seulement le despotisme du fisc existant, mais le rende encore pire. C'est l'impôt sur la consommation proposé de manière saillante par Irving Fisher [3]. L'impôt Fisher conserverait le fisc, ainsi que l'exigence que tout le monde fournisse des rapports détaillés et fidèles et évalue sincèrement ses propres impôts. Mais il ajouterait quelque chose d'autre. En plus de la déclaration des revenus et des déductions, tout le monde serait tenu de déclarer ses ajouts et ses soustractions aux immobilisations corporelles (y compris les espèces) au cours de l'année. Alors, tout le monde paierait le taux d'imposition désigné sur son revenu moins ses ajouts aux immobilisations, ou la consommation nette. Ou, au contraire, s'il a dépensé plus qu'il a gagné au cours de l'année, il paierait un impôt sur son revenu en plus de sa réduction des immobilisations, égalant à nouveau sa consommation nette. Quels que soient les mérites ou les démerites de l'impôt Fisher, le pouvoir du fisc sur chaque individu serait donc augmenté, puisque l'état de ses immobilisations, en incluant son stock d'argent, serait maintenant examiné avec le même soin que son revenu.

Une deuxième proposition d'impôt sur la consommation, la TVA ou taxe à valeur ajoutée, impose un impôt hiérarchique curieux sur la « valeur ajoutée » par chaque entreprise et chaque activité. Ici, au lieu de chaque individu, chaque société commerciale serait soumise à un examen bureaucratique intense, car chaque entreprise serait obligée de déclarer ses revenus et ses dépenses, payant une taxe désignée sur le résultat net. Cela tendrait à déformer la structure de l'entreprise. D'une part, il y aurait une incitation à l'intégration verticale anti-économique, car moins il y aurait de ventes, moins seraient les impôts perçus. En outre, comme il s'est passé dans les pays européens ayant une expérience de la TVA, une industrie florissante peut émettre des faux chèques, de sorte que les entreprises peuvent sur-gonfler leurs dépenses présumées et réduire leur valeur ajoutée déclarée. Certainement, une taxe de vente, toutes choses étant égales par ailleurs, est manifestement plus simple, moins altérante des ressources et énormément moins bureaucratique et despotique que la TVA. En effet, la TVA ne semble pas avoir de net avantage sur la taxe de vente, sauf bien sûr, si on considère la multiplication de la bureaucratie et du pouvoir bureaucratique comme un avantage.

Le troisième type d'impôt sur la consommation est la fameuse taxe de pourcentage sur les ventes au détail. Parmi les différentes formes de taxes sur la consommation, la taxe de vente a sûrement le grand avantage, pour la plupart d'entre nous, d'éliminer le pouvoir despotique du

gouvernement sur la vie de chaque individu, comme pour l'impôt sur le revenu, ou sur les entreprises commerciales, comme pour la TVA. Cela ne fausserait pas la structure productive comme le fait la TVA, et cela ne fausserait pas les préférences individuelles, comme le feraient les impôts indirects spécifiques.

Considérons maintenant les mérites ou les démerites d'un impôt sur la consommation par rapport à un impôt sur le revenu, en mettant de côté la question du pouvoir bureaucratique. Il faut d'abord noter que l'impôt sur la consommation et l'impôt sur le revenu ont tous deux une implication philosophique distincte. L'impôt sur le revenu repose nécessairement sur le principe de la capacité contributive, à savoir le principe que si une oie a plus de plumes, elle est plus mûre pour la plumaison. Le principe de la capacité contributive est exactement le credo du bandit de grand chemin, de prendre lorsque la prise est bonne et d'extraire autant que les victimes peuvent supporter. Le principe de capacité contributive est l'incarnation philosophique de la réponse mémorable de Willie Sutton lorsqu'il lui a été demandé, sans doute par un travailleur en psychologie sociale, pourquoi il volait les banques. « Parce que », répondit Willie, « c'est là où l'argent se trouve ».

D'un autre côté, l'impôt sur la consommation peut seulement être considéré comme un paiement pour un permis de séjour. Il implique que l'homme ne pourra pas faire progresser ou même supporter sa propre vie à moins de payer une redevance à l'État pour en avoir l'autorisation. L'impôt sur la consommation ne me semble pas le moins du monde, dans ses implications philosophiques, plus noble ou moins présomptueux que l'impôt sur le revenu.

Proportionnalité et progressivité : Qui ? À qui ?

Une des vertus suggérées de l'impôt sur la consommation, avancé par les conservateurs, est que tandis que l'impôt sur le revenu peut être et est généralement progressif, l'impôt sur la consommation est quasi automatiquement proportionnel. Il est également allégué que la fiscalité progressive équivaut à un vol, avec les pauvres qui volent les riches, alors que la proportionnalité est l'impôt juste et idéal. En premier lieu, toutefois, l'impôt sur la consommation type Fisher pourrait bien être tout aussi progressif que l'impôt sur le revenu. Même la taxe de vente est à peine exempte de progressivité. Car la plupart des taxes de vente sont exonérées dans la pratique des produits comme les aliments, exonérations qui faussent les préférences individuelles du marché et introduisent également la progressivité de l'impôt.

Mais la progressivité est-elle vraiment le problème ? Prenons deux individus, l'un qui fait 10 000 dollars par an et l'autre qui fait 100 000 dollars. Posons deux systèmes fiscaux alternatifs : l'un proportionnel, l'autre fortement progressif. Dans le système d'impôt progressif, les taux d'impôt sur le revenu s'étendent de 1% pour l'homme qui gagne 10 000 dollars par an, à 15% pour l'homme au plus haut revenu. Admettons que dans le système proportionnel gagnant, tout le monde paie un même taux de 30%, indépendamment du montant du revenu. Dans le système progressif, l'homme au faible revenu paie 100 dollars par an en impôts, et le plus riche paie 15 000 dollars, alors que dans le système prétendument plus équitable proportionnellement, le pauvre homme paie 3000 dollars au lieu de 100 dollars, tandis que le riche paie 30 000 dollars au lieu de 15 000 dollars. C'est toutefois une maigre consolation, pour la personne au revenu plus élevé, que l'homme le plus pauvre paie le même pourcentage d'impôt sur le revenu que lui, car la personne la plus riche est davantage frappée qu'avant. Il n'est guère convaincant, par conséquent, de dire à l'homme riche qu'il n'est désormais plus « volé » par les pauvres, car il perd beaucoup plus que par le passé. Si l'on objecte que le niveau total de la fiscalité est beaucoup plus élevé dans notre système proportionnel que dans le

système progressif, nous répondons que c'est précisément le cas. Pour que la personne à revenu élevé ait une objection – que ce n'est pas un vol mythique infligé par les « pauvres » – son problème est la quantité réelle qui lui est arrachée par l'État. Le véritable reproche de l'homme le plus riche n'est donc pas à quel point il est traité par rapport à quelqu'un d'autre, mais combien d'argent est soutiré de ses propres biens durement gagnés. Nous estimons que la progressivité de l'impôt est un leurre, que le vrai problème et la bonne mise au point devraient être le montant que tout individu est tenu de remettre à l'État [4].

L'État, bien sûr, dépense l'argent qu'il reçoit auprès de différents groupes, et ceux qui soutiennent que la progressivité de l'impôt escroque les riches au profit des pauvres le font en comparant le niveau de revenu des contribuables avec celui des bénéficiaires des largesses de l'État. De même, l'école de Chicago affirme que le régime fiscal est un processus par lequel la bourgeoisie exploite à la fois les riches et les pauvres, tandis que la Nouvelle Gauche insiste sur le fait que les impôts sont un processus par lequel les riches exploitent les pauvres. Toutes ces tentatives échouent misérablement en mettant de côté toute une catégorie de contribuables et de bénéficiaires de l'État. Ceux qui paient des impôts à l'État, qu'ils soient riches, de la classe moyenne, ou pauvres, sont certainement floués, et un autre ensemble de personnes que celles qui sont riches, de la classe moyenne, ou pauvres, et qui reçoivent de l'argent des coffres de l'État, en incluant notamment les politiciens et les bureaucrates ainsi que ceux qui reçoivent les faveurs de ces membres de l'appareil d'État. Cela n'a aucun sens de regrouper ces groupes. Il est beaucoup plus logique de réaliser que le processus d'impôt et de dépense crée deux et seulement deux classes sociales séparées, distinctes, antagoniques, ce que Calhoun identifie brillamment comme les contribuables et les consommateurs fiscaux, ceux qui paient des impôts et ceux qui vivent à leurs frais. Je soutiens qu'en regardant dans cette perspective, il devient particulièrement important de réduire au minimum les fardeaux que l'État et ses consommateurs fiscaux privilégiés placent sur la productivité des contribuables [5].

Le problème de la taxation d'épargne

L'argument majeur pour le remplacement d'un impôt sur le revenu par un impôt sur la consommation est que les économies ne seraient plus imposées. Un impôt sur la consommation, affirment ses défenseurs, reviendrait à taxer la consommation et non l'épargne. Le fait que cet argument soit généralement avancé par les économistes libéraux, de nos jours, principalement par les économistes de l'offre, paraît d'emblée tout à fait étrange. Car après tout, les individus sur le marché libre décident de leur propre allocation des revenus, entre consommation ou épargne. L'économie autrichienne nous enseigne que cette proportion de consommation et d'épargne est déterminée par le taux de préférence temporelle de chaque individu, le degré par lequel il préfère le présent aux biens futurs. Car chaque personne répartit continuellement son revenu entre la consommation immédiate, et la sauvegarde de la monnaie pour investir dans des marchandises qui apporteront un revenu dans l'avenir. Et chaque personne décide de l'allocation sur la base de sa préférence pour le présent. Dire, par conséquent, que seule la consommation devrait être imposée et non l'épargne, c'est défier les préférences volontaires et les choix d'individus sur le marché libre, et c'est dire qu'ils n'épargnent pas assez et qu'ils consomment trop, et donc que les impôts sur l'épargne devraient être enlevés ainsi que toutes les charges qui pèsent sur le présent par rapport à la consommation future. Mais faire cela, c'est défier les expressions du marché libre de la préférence temporelle, et c'est plaider la contrainte par la force de l'État pour modifier l'expression de ces préférences, de façon à exercer des pressions sur le taux d'épargne par

rappor t à la consommation pour le rendre plus élevé que celui souhaité par des individus libres.

Nous devons alors nous demander : par quelles critères les économistes de l'offre et les autres défenseurs des impôts sur la consommation déterminent pourquoi et dans quelle mesure l'épargne est trop faible et la consommation est trop élevée ? Quels sont les critères « trop faible » ou « trop forte » sur lesquels ils fondent leur proposition de contrainte exercée sur le choix individuel ? Et qui plus est, de quel droit ils se disent partisans du « libre marché » quand ils proposent de dicter des choix dans un tel domaine vital comme le rapport entre la consommation présente et future ?

Les économistes de l'offre se considèrent comme les héritiers d'Adam Smith, et ??dans un sens, ils ont raison. Car Smith, lui aussi guidé par une hostilité calviniste enracinée à l'égard de la consommation luxueuse, a cherché à utiliser le gouvernement pour augmenter la proportion sociale d'investissement sur la proportion de consommation au-delà des désirs du marché libre. Une méthode qu'il préconisait était des taxes élevées sur la consommation de luxe, une autre était des lois sur l'usure, d'entraîner les taux d'intérêt en dessous du niveau du marché libre, et ainsi de canaliser ou de rationner l'épargne et le crédit de manière coercitive entre les mains sérieuses des principaux emprunteurs commerciaux industriels, et entre les mains des consommateurs « projecteurs » et « prodigues » qui seraient prêts à payer des frais d'intérêt élevés. En effet, par le dispositif du Spectateur Impartial fantomatique, qui, par contraste avec les gens réels, est indifférent au moment où il recevra des marchandises, Smith a pratiquement considéré qu'un taux nul de préférence temporelle était idéal [6].

Le seul argument cohérent proposé par les partisans de la consommation contre l'imposition du revenu est celui d'Irving Fisher, basé sur les suggestions de John Stuart Mill [7]. Fisher a soutenu que, puisque le but de toute la production est la consommation et puisque tous les biens d'équipement sont seulement des points d'escale sur la route de la consommation, le seul revenu véritable consiste dans les dépenses de consommation. La conclusion est donc vite tirée que le revenu de consommation, et non ce qui est généralement appelé « revenu », devrait être soumis à l'impôt.

Plus précisément, l'épargne et la consommation, il est prétendu, ne sont pas vraiment symétriques. Toute économie est orientée vers la jouissance de davantage de consommation dans l'avenir. La consommation actuelle potentielle est abandonnée en échange d'une augmentation attendue de la consommation future. L'argument conclut que, par conséquent aucun retour sur investissement ne peut être considéré comme un « double comptage » du revenu, de la même manière qu'un comptage répété des ventes brutes, par exemple, d'une caisse de céréales Wheaties du fabricant à l'ouvrier, au grossiste jusqu'au détaillant, comme part du revenu net ou du produit, serait un comptage multiple d'un même bien.

Ce raisonnement est correct dans la mesure où il explique le processus de consommation-épargne, et il est très utile dans le nivelingement d'une critique du revenu national conventionnel ou des statistiques du produit. Car ces statistiques mettent soigneusement de côté tous les multiples ou doubles comptages pour arriver au produit net total, bien qu'ils incluent arbitrairement dans le revenu net total l'investissement dans les biens d'équipement d'une durée d'un an – un bel exemple de double comptage. Ainsi, la pratique courante exclut d'une manière absurde du résultat net l'investissement d'un marchand dans les stocks sur une durée de 11 mois avant la vente, mais inclue dans le revenu net des investissements dans les stocks

sur une durée de 13 mois. La conclusion convaincante est que l'estimation du revenu social ou national devrait inclure seulement les dépenses de consommation [8].

Malgré les nombreuses vertus de l'analyse de Fisher, cependant, il n'est pas permis de sauter à la conclusion que la consommation devrait être taxée plutôt que le revenu. Il est vrai que l'épargne conduit à une plus grande offre de biens de consommation dans le futur. Mais ce fait est connu de tout le monde, c'est précisément pour cela que les gens économisent. Le marché, en bref, sait tout sur la puissance productive de l'épargne pour l'avenir et alloue ses dépenses en conséquence. Pourtant, même si les gens savent que l'épargne leur donnera plus de consommation dans le futur, pourquoi ne pas épargner tout leur revenu actuel ? De toute évidence, en raison de leurs préférences pour le temps présent plutôt que pour la consommation future. Ces préférences temporelles régissent la répartition des populations entre le présent et l'avenir. Chaque individu, étant donné son « revenu » monétaire – défini en termes conventionnels – et ses échelles de valeur, allouera ce revenu dans la proportion désirée entre la consommation et l'investissement. Toute autre répartition de ces revenus, en des proportions différentes, satisferait donc ses besoins et ses désirs dans une moindre mesure et abaisserait sa position sur son échelle de valeur. Il est donc inexact de dire que le prélèvement de l'impôt sur le revenu est un fardeau supplémentaire sur l'épargne et l'investissement : ils pénalisent le niveau de vie entier, présent et futur, d'un individu. Un impôt sur le revenu ne pénalise pas en soi les économies, pas plus que cela pénalise la consommation.

Par conséquent, l'analyse de Fisher, malgré toute sa sophistication, partage simplement les préjugés des autres défenseurs de l'impôt sur la consommation contre la répartition libérale volontaire entre la consommation et l'investissement. L'argument accorde plus d'importance à l'épargne et à l'investissement que le marché ne le fait. Un impôt sur la consommation est tout aussi perturbateur des préférences temporelles volontaires et des allocations de marché que ne le serait un impôt sur l'épargne. Dans la plupart ou dans tous les autres domaines du marché, les économistes libéraux comprennent que les répartitions sur le marché ont tendance à être toujours optimales par rapport à la satisfaction des désirs des consommateurs. Pourquoi alors font-ils bien trop souvent une exception pour les répartitions consommation-épargne, refusant de respecter les taux de préférence temporelle sur le marché ?

Peut-être que la réponse est que les économistes sont soumis aux mêmes tentations que n'importe qui d'autre. L'une de ces tentations est d'inciter fortement vous-même, lui et l'autre gars à travailler plus dur, et à économiser et à investir davantage, augmentant ainsi votre propre niveau de vie, présent et futur. Une tentation partagée est d'appeler les gendarmes à faire respecter ce désir. Quel que soit le nom que nous donnons à cette tentation, la science économique n'a rien à voir avec cela.

L'impossibilité d'imposer seulement la consommation

Après avoir contesté le bien-fondé de l'objectif d'imposer seulement la consommation et de libérer l'épargne de la taxation, nous continuons maintenant à nier la possibilité de réalisation de ce but, c'est-à-dire que nous maintenons qu'un impôt sur la consommation se transformera, bon gré mal gré, en un impôt sur ??le revenu et donc sur l'épargne aussi. En somme, que même si pour les besoins du raisonnement, nous devrions vouloir imposer la consommation et ne pas imposer les revenus, nous ne devrions pas être en mesure de le faire.

Prenons, tout d'abord, le plan de Fisher, qui, en apparence simple, exempterait l'épargne et imposerait seulement la consommation. Prenons M. Jones, qui gagne un revenu annuel de 100 000 dollars. Ses préférences temporelles sont amenées à dépenser 90% de son revenu sur la consommation et à épargner et investir l'autre 10%. Dans cette hypothèse, il passera 90 000 dollars par an sur la consommation, et épargnera et investira les 10 000 dollars. Supposons maintenant que l'État prélève une taxe de 20% sur les revenus de Jones, et que sa préférence temporelle horaire reste la même. Le ratio de consommation-épargne sera toujours 90/10, et donc, après impôt sur le revenu, étant désormais de 80 000 dollars, les dépenses de consommation seront de 72 000 dollars et son épargne-investissement sera de 8 000 dollars par an [9].

Supposons maintenant qu'au lieu d'un impôt sur le revenu, l'État suit le programme d'Irving Fisher, et prélève un impôt de 20% par an sur la consommation de Jones. Fisher a soutenu qu'une telle taxe ne baîsserait que sur la consommation, et non sur l'épargne de Jones. Mais cette affirmation est erronée, puisque toute épargne-investissement de Jones est fondée uniquement sur la possibilité de sa consommation future, qui sera imposée aussi. Puisque la consommation future sera imposée, nous supposons, au même rythme que la consommation à l'heure actuelle, que nous ne pouvons conclure que les économies à long terme reçoivent une exonération d'impôt ou un encouragement spécial. Il n'y aura donc aucun changement pour Jones en faveur de l'épargne et de l'investissement en raison d'un impôt sur la consommation [10]. En somme, tout paiement d'impôts au gouvernement, qu'il s'agisse de consommation ou de revenu, réduit nécessairement le bénéfice net de Jones. Puisque le calendrier de sa préférence temporelle reste le même, Jones va donc réduire sa consommation et ses économies proportionnellement. L'impôt sur la consommation sera décalé par Jones jusqu'à ce qu'il devienne équivalent à un taux inférieur de l'impôt sur son propre revenu. Si Jones passe encore 90% de son bénéfice net sur la consommation, et 10% de l'épargne-investissement, son revenu net sera réduit de 15 000 dollars, au lieu de 20 000 dollars, et sa consommation sera désormais au total de 76 000 dollars, et ses épargnes-investissements de 9 000 dollars. Autrement dit, l'impôt sur la consommation de 20% de Jones deviendra équivalent à un impôt de 15% sur son revenu et il va organiser ses proportions d'épargne-consommation en conséquence [11].

Nous avons vu au début de cet article que l'impôt indirect, biaisant les ressources des autres biens désirables, ne signifie pas nécessairement que nous pouvons recommander une alternative comme un impôt sur le revenu. Mais que diriez-vous d'une taxe générale sur les ventes, en supposant que l'on peut être prélevé politiquement sans exemptions de biens ou de services ? Un tel fardeau fiscal ne serait-il pas seulement sur la consommation et non sur le revenu ?

En premier lieu, une taxe de vente serait assujettie aux mêmes problèmes que l'impôt sur la consommation de Fisher. Comme la consommation future et actuelle serait taxée aussi, chaque individu changerait à nouveau ses habitudes pour que la consommation future soit réduite autant que l'actuelle. Mais, en outre, la taxe de vente est soumise à une complication supplémentaire : l'hypothèse générale selon laquelle une taxe de vente peut être facilement répercutée auprès du consommateur est totalement fallacieuse. En fait, la taxe de vente ne peut pas être répercutée du tout !

Considérez : tous les prix sont déterminés par l'interaction de l'offre, le stock de biens disponibles à la vente, et de la courbe de la demande pour ce produit. Si l'État prélève un impôt général de 20% sur toutes les ventes au détail, il est vrai que les détaillants vont

maintenant subir un coût supplémentaire de 20% sur toutes les ventes. Mais comment peuvent-ils augmenter les prix pour couvrir ces coûts ? Les prix, en tout temps, ont tendance à être établis au point de revenu net maximal pour chaque vendeur. Si les vendeurs ne peuvent simplement pas passer l'augmentation de 20% des coûts sur les consommateurs, pourquoi auraient-ils besoin d'attendre une taxe de vente pour augmenter les prix ? Les prix sont déjà au plus haut niveau de revenu net pour chaque entreprise. Toute augmentation de coût, par conséquent, devra être absorbée par l'entreprise, et ne peut être répercutée auprès des consommateurs. En d'autres termes, le prélèvement d'une taxe sur les ventes n'a pas changé le stock déjà disponible pour les consommateurs, ce stock a déjà été produit. Les courbes de demande n'ont pas changé, et il n'y a aucune raison pour qu'elles changent. Puisque l'offre et la demande n'ont pas changé, le prix n'a aucune raison de le faire. Ou en regardant la situation du point de l'offre et la demande d'argent, ce qui aidera à déterminer les niveaux généraux des prix, l'offre de monnaie est restée comme elle était, et il n'y a aucune raison de supposer un changement dans la demande de soldes de trésorerie. Par conséquent, les prix resteront les mêmes.

On pourrait objecter que, même si le changement de la hausse des prix ne peut pas se produire immédiatement, il peut le faire à plus long terme, lorsque les propriétaires des facteurs et des ressources auront une chance de réduire leur offre à un moment ultérieur. Il est vrai qu'un impôt indirect partiel peut être répercuté de cette façon, à long terme, en abandonnant des ressources, comme par exemple dans l'industrie des boissons alcoolisées, en répercutant auprès d'autres industries immunisées. Après un certain temps, alors, le prix des boissons alcoolisées peut être soulevé par une taxe sur l'alcool, mais seulement en réduisant l'offre future, le stock d'alcool à vendre à une date ultérieure. Mais un tel « transfert » n'est pas un passage indolore et rapide sur des prix plus élevés pour les consommateurs, il ne peut être accompli à plus long terme que par une réduction de l'offre d'un bien.

Cependant, le fardeau d'une taxe sur les ventes ne peut pas être répercuté de la même manière. Car les ressources ne peuvent pas échapper à une taxe sur les ventes comme elles peuvent l'être à un impôt indirect – en abandonnant l'industrie de l'alcool et en passant à une autre. Nous partons du principe que la taxe de vente est générale et uniforme ; elle ne peut donc nous échapper en ressources que par la fuite dans l'oisiveté. Par conséquent, nous ne pouvons pas affirmer que la taxe sur les ventes sera répercutée à long terme par toutes les provisions de marchandises chutant par quelque chose comme 20% (en fonction de l'élasticité). Les provisions générales de marchandises tomberont et donc les prix monteront, seulement dans la mesure relativement modeste que le travail, voyant une hausse du coût d'opportunité du loisir en raison d'une baisse des revenus salariaux, abandonnera la main-d'œuvre et deviendra volontairement inoccupé (ou plus généralement abaissera le nombre d'heures travaillées) [12].

Sur le long terme, bien sûr, et ce terme n'est pas très long, les entreprises de vente au détail ne seront pas en mesure d'absorber une taxe de vente : elles ne sont pas des piscines illimitées de richesse prêtes à être confisquées. Comme les entreprises de détail subissent des pertes, leurs courbes de demande pour tous les biens intermédiaires et puis pour tous les facteurs de production, vont s'effondrer et ces baisses dans les courbes de demande seront rapidement transmises à tous les facteurs suprêmes de production : le travail, la propriété foncière et les revenus d'intérêts. Et puisque toutes les entreprises ont tendance à obtenir un rendement d'intérêt uniforme déterminé par la préférence temporelle sociale, l'incidence de la baisse de la courbe de demande se repose assez rapidement sur les deux facteurs ultimes de la production : le travail et la propriété foncière.

Par conséquent, le point de vue apparemment de bon sens qu'une taxe des ventes au détail est facilement répercutee auprès du consommateur est totalement erroné. En revanche, l'impact initial de la taxe portera sur les revenus nets des entreprises de vente au détail. Leurs pertes sévères conduiront à une répercussion rapide de la courbe de demande, avec une hésitation pour le travail et la propriété foncière, c'est-à-dire les taux de salaire et des rentes foncières. Ainsi, au lieu d'une taxe sur les ventes au détail répercutee rapidement et sans douleur, cela sera à plus long terme douloureux et en retrait pour les propriétaires fonciers et les revenus du travail. Une fois de plus, un impôt présumé sur la consommation a été transmuté par les processus du marché en un impôt sur ??les revenus.

L'effort général sur la répercussion, et la négligence des reculs en économie sont dus à la méconnaissance de la théorie autrichienne de la valeur, et de son idée que le prix du marché est déterminé uniquement par l'interaction d'un stock déjà produit, des utilités subjectives et des courbes de la demande des consommateurs pour ce stock. La courbe d'offre du marché, par conséquent, devrait être à la verticale dans le schéma habituel offre et demande. La courbe d'offre marshallienne standard inclinée vers l'avant y intègre illégitimement une dimension temporelle et ne peut donc pas interagir avec une courbe de demande du marché instantanée. La courbe marshallienne soutient l'illusion que l'augmentation des coûts peut directement augmenter les prix, et pas seulement en réduisant indirectement l'offre. Et tandis que nous pouvons arriver à la même conclusion que l'offre marshallienne, l'analyse de la courbe d'un impôt indirect particulier, où l'équilibre partiel peut être utilisé, cette méthode standard s'écroule pour la fiscalité générale des ventes.

Conclusion : Le montant par rapport à la forme de la fiscalité

Nous concluons avec l'observation qu'il y a eu beaucoup trop de concentration sur la forme, le type de fiscalité, et pas assez sur son montant total. Le résultat est un infini remaniement des types de taxes, couplées à la négligence d'une question beaucoup plus critique : quelle quantité de produit social doit être détournée des producteurs ? Ou combien d'argent doit être conservé par les producteurs, et combien de revenus et de ressources doivent être détournés de manière coercitive au profit des non-producteurs ?

Il est particulièrement étrange que les économistes qui se proclament fièrement comme les défenseurs du marché libre ont au cours des dernières années ouvert le chemin à cette voie erronée. C'était prétendument des économistes libéraux et qui, par exemple, étaient des pionniers dans la propagande pour la soi-disante loi sur la réforme fiscale de 1986. Ce changement massif était censé nous apporter la « simplification » de nos impôts sur le revenu. Le résultat, bien sûr, était si simple que même le fisc, sans parler de la flopée d'avocats fiscalistes et de comptables-fiscalistes, a eu beaucoup de difficulté à comprendre la nouvelle dérogation. Curieusement, d'ailleurs, dans toutes les manœuvres qui ont conduit à la loi sur la réforme fiscale, le critère retenu par ces économistes, apparemment si évident pour n'avoir besoin d'aucune justification, était que la somme des modifications fiscales soit « fiscalement neutre ». Mais ils ne nous ont jamais dit ce qui était si bien au sujet de la neutralité fiscale. Et bien sûr, en clivant sur un tel critère, la question cruciale du total des recettes a été délibérément exclue de la discussion.

Ce qui est encore plus flagrant était une jeune doctrine d'un autre groupe de supposés défenseurs du marché libre, les économistes de l'offre. Dans leur manifestation de la courbe originale de Laffer, heureusement reléguée aux oubliettes de l'histoire, les économistes de l'offre maintiennent que le taux d'imposition qui maximise les recettes fiscales est le taux

« volontaire », et un taux qui devrait être activement poursuivi. Il n'a jamais été signalé dans quel sens un tel taux d'imposition est « volontaire », ou ce que le concept de « volontaire » a à voir avec la fiscalité en premier lieu. Les économistes de l'offre dans leur forme « lafferite » ne nous ont jamais expliqué pourquoi nous devions tous faire de la maximisation des recettes publiques notre « beau idéal » [en français dans le texte, NdT]. Certes, pour les partisans du libre marché, on pourrait penser que la minimisation de la dépréciation étatique du produit privé serait un peu plus attrayant.

C'est avec soulagement que l'on se tourne vers un réaliste aussi bien que vers une approche véritable de l'économie de marché : celle de Jean-Baptiste Say, qui a beaucoup plus contribué à l'économie avec la loi de Say. Say n'entretenait pas l'illusion que la fiscalité est volontaire ou que les dépenses de l'État contribuent aux services productifs pour l'économie. Say a souligné qu'en matière de fiscalité,

« Le gouvernement exige d'un contribuable le paiement en argent d'une contribution quelconque. Pour satisfaire le perceuteur, ce contribuable échange contre de la monnaie d'argent les produits dont il peut disposer, et remet cette monnaie aux préposés du fisc. »

Finalement, l'État dépense de l'argent pour ses propres besoins, de sorte qu'

« Enfin cette valeur se consomme ; Dès lors cette portion de richesse, sorties des mains d'un contribuable, est anéantie, détruite. »

Notez que, comme dans le cas de la Calhoun plus tard, Say considère que la fiscalité crée deux classes antagonistes, les contribuables et les collecteurs d'impôts. Si ce n'était pour les impôts, le contribuable aurait dépensé son argent pour sa propre consommation. Comme ça l'est, « *c'est l'État [...] qui aurait joui de cette consommation.* »

Say dit :

« On a cru, dans presque tous les temps, que les valeurs payées par la société pour les services publics, lui revenaient sous d'autres formes [...] ce que le gouvernement ou ses agents reçoivent, ils le restituent en le dépensant. »

Say en colère, déclare que « *c'est une erreur, et une erreur dont les suites ont été déplorables, en ce qu'elles ont entraîné d'énormes dilapidations commises sans remords.* »

Au contraire, Say déclare : « *La valeur fournie par le contribuable est livrée gratuitement ; le gouvernement s'en sert pour acheter un travail, des objets de consommation, des produits.* »

Say continue à dénoncer la « *fausse et dangereuse conséquence* » des auteurs économiques que la consommation publique augmente la richesse. Il note avec amertume que « *si de tels principes ne se montraient que dans les livres, et n'étaient jamais mis en pratique, on pourrait s'en consoler, et les envoyer avec indifférence grossir l'immense amas des erreurs imprimées.* ».

Mais malheureusement, il a noté que ces principes ont été « *réduits en pratique par ceux qui sont armés du pouvoir, et qui peuvent prêter à l'erreur et au mauvais sens, la force des baïonnettes et celle du canon.* » [13] La fiscalité était alors pour Say :

« cette portion des produits de la nation, qui passe des mains des particuliers aux mains du gouvernement pour subvenir aux consommations publiques. [...] c'est une charge imposée aux particuliers, ou à des réunions de particuliers, par le souverain, peuple ou prince, pour fournir aux consommations qu'il juge à propos de faire à leurs dépens » [14].

Mais la fiscalité, pour Say, n'est pas seulement un jeu à somme nulle. En prélevant un lourd fardeau sur les producteurs, il le souligne, les impôts, au fil du temps, paralySENT la production elle-même. Say écrit que la fiscalité

« ravit au producteur un produit dont il aurait retiré une jouissance, s'il l'eût consommé improproductivement ; ou un profit, s'il l'eût consacré à un emploi utile. Comme un produit est un moyen de production, lorsqu'on lui enlève un produit on diminue plutôt qu'on augmente sa faculté de produire. »

La recommandation politique de J. B. Say était claire et cohérente avec son analyse et celle du présent document. « *Le meilleur de tous les plans de finance est de dépenser peu, et le meilleur de tous les impôts est le plus petit.* »

[1] En 1619, le Père Pedro Fernandez Navarrete, « *aumônier de canoniste et secrétaire de sa haute Majesté* », a publié un livre de conseils pour le monarque espagnol. Conseillant sévèrement une réduction drastique de la fiscalité et des dépenses publiques, le Père Navarrete a recommandé que, dans le cas de situations d'urgence soudaines, le roi doit uniquement reposer sur la sollicitation des dons volontaires. Alejandro Antonio Chafuen, *Christians for Freedom: Late Scholastic Economics* (San Francisco, Ignatius Press, 1986), p. 68.

[2] Il est particulièrement poignant, un 15 Avril ou aux alentours, de contempler la maxime du Père Navarrete, selon laquelle « *le seul pays agréable est celui où personne n'a peur de collecteurs d'impôts* », Chafuen, *Christians for Freedom*, p. 73. Voir aussi Murray N. Rothbard, « Review of A. Chafuen, *Christians for Freedom: Late Scholastic Economics* », *International Philosophical Quarterly* 28 (Mars 1988), 112-14.

[3] Voir, par exemple, Irving et Herbert N. Fisher, *Constructive Income Taxation* (New York, Harper, 1942).

[4] Pour un développement plus complet, et une discussion sur qui est volé par qui, voir Murray Rothbard, *Power and Market: Government and the Economy*, 2e éd. (Kansas City, Sheed Andrews & McMeel, 1977), pp 120-21.

[5] Voir Murray N. Rothbard, *L'Homme, l'Économie, et l'État. Un Traité sur les principes économiques*.

[6] Article de Roger W. Garrison, « West's 'Cantillon and Adam Smith': A Comment, » *Journal of Libertarian Studies* 7 (automne 1985): 291-92.

[7] Voir Rothbard, *Power and Market*, pp. 98-100.

[8] Nous ne parlerons pas ici de la question fascinante sur la façon dont les activités de l'État doivent être traitées dans les statistiques nationales sur le revenu. Voir Rothbard, *L'Homme*,

l'Économie et l'État, 2, pp 815-20; idem, *Power and Market*, pp 199-201; idem, *America's Great Depression*, 4e éd. (New York, Richardson & Snyder, 1983), pp 296-304; Robert Batemarco, « GNP, PPR, and the Standard of Living », *Review of Austrian Economics* 1 (1987): 181-86.

[9] Nous avons mis de côté le fait que, à la baisse du montant des actifs financiers pour Jones, le taux de préférence temporelle, compte tenu de son emploi du temps, sera plus élevé, de sorte que sa consommation sera plus élevée, et ses économies davantage inférieures que nous avions supposées.

[10] En effet, conformément à la note 9, ci-dessus, il y aura un changement en faveur de la consommation en raison d'une quantité réduite de l'argent qui fera évoluer le taux de préférence temporelle du contribuable en direction de la consommation. Ainsi, paradoxalement, une taxe pure sur la consommation revient à taxer davantage l'épargne que la consommation ! Voir Rothbard, *Power and Market*, pp 108-11.

[11] Si le revenu net est défini comme le revenu brut moins le montant payé en taxes, et que pour Jones, la consommation est de 90% du revenu net, un impôt sur la consommation de 20% sur ??100 000 dollars de revenu sera équivalent à une taxe de 15% de ce revenu. Rothbard, *Power and Market*, pp 108-11. La formule de base est que le revenu net,

$$N = G / (1 + tc)$$

où G = revenu brut, t = le taux d'impôt sur la consommation, et c , la consommation en pourcentage du revenu net, sont les données du problème, et $N = G - T$ par définition, où T est le montant payé en impôt sur la consommation.

[12] Rothbard, *Power and Market*, pp 88-93. Voir aussi l'article notable par Harry Gunnison Brown, « *The Incidence of a General Sales Tax* », dans *Readings in the Economics of Taxation*, R. Musgrave et C. Shoup, eds. (Homewood, Ill, Irwin, 1959), pp 330-39.

[13] Jean-Baptiste Say, *Traité d'économie politique*, 6e éd. (Philadelphia, Claxton, Remsen & Heffelfinger, 1880), pp 412-15. Voir aussi Murray N. Rothbard, « *The Myth of Neutral Taxation* », *Cato Journal* 1 (automne 1981): 551-54.

[14] Say, *Traité*, p. 446.

Jour 9. L'économie selon Adolf Hitler. Par Lew Rockwell

Résumé : Les économistes d'Hitler rejetaient le laissez-faire, admiraient Keynes, et le devançaient même à bien des égards. De même, Hitler a institué un New Deal pour l'Allemagne, qui ne différait de ceux de Roosevelt et de Mussolini que dans les détails.

Par Llewellyn H. Rockwell, Jr.

Traduit par Benoît Malbranque, Institut Coppet

Llewellyn H. Rockwell, ancien rédacteur en chef des publications de Ludwig von Mises et le chef du Congrès du personnel de Ron Paul, est le fondateur et président de l'Institut Ludwig von Mises à Auburn (Alabama), exécuteur testamentaire de la succession de Murray N. Rothbard, et rédacteur en chef de LewRockwell.com.

Pour la génération actuelle, Hitler est l'homme le plus détesté de l'histoire, et son régime l'archétype du mal politique. Cependant, ce point de vue ne s'étend pas à sa politique économique. Loin de là. Elle est accueillie à bras ouvert par les gouvernements du monde entier. La Banque d'État de Chicago, par exemple, a récemment fait l'éloge de la politique économique d'Hitler dans son bulletin mensuel. Ce faisant, la banque a découvert les dangers de faire l'éloge de la politique keynésienne dans un mauvais contexte.

Le texte de la newsletter (juillet 2003) n'est pas en ligne, mais le contenu peut être discerné grâce à la lettre de protestation de l'Anti-Defamation League (ADL). « *Quels que soient les arguments économiques* », dit la lettre, « *les politiques économiques d'Hitler ne peuvent pas être dissociées de ses grandes politiques : l'antisémitisme virulent, le racisme, et le génocide... Analyser ses actions à travers tout autre point, c'est clairement passer à côté de la question.* »

On pourrait dire la même chose à propos de toutes les formes de planification centralisée. Il est faux de chercher à analyser les politiques économiques d'un État Léviathan en dehors de la violence politique qui caractérise toute planification centrale, que ce soit en Allemagne, en Union soviétique, ou aux États-Unis. La controverse met en évidence le fait que le lien entre la violence et la planification centrale n'est toujours pas compris, pas même par l'ADL. La tendance des économistes à admirer le programme économique d'Hitler en est un bon exemple.

Dans les années 1930, Hitler a été largement considéré comme l'un des adeptes de la planification centrale et du protectionnisme, qui reconnaissait l'échec supposé du libre marché et la nécessité d'un développement économique dirigé à l'échelle nationale. L'économiste proto-keynésienne et socialiste Joan Robinson a écrit que « *Hitler avait trouvé un remède contre le chômage avant que Keynes ne termine de l'expliquer.* »

Quelles sont ces politiques économiques ? Il a suspendu l'étalement-or, lancé des programmes de travaux publics énormes comme les autoroutes, protégé les industries de la concurrence étrangère, élargi le crédit, institué des programmes d'emploi, intimidé le secteur privé quant aux prix et aux décisions de production, élargi considérablement les contrôles forcés de capitaux, mis en place la planification familiale, pénalisé le tabagisme, créé une agence nationale de santé et d'assurance chômage, imposé des normes d'éducation et, finalement, il a enregistré des déficits énormes. Le programme interventionniste nazi était le fondement de

son rejet du régime de l'économie de marché et de son adoption du socialisme dans un seul pays.

Ces programmes restent largement salués aujourd'hui, même en tenant compte de leurs échecs. Ils sont caractéristiques de chaque démocratie « capitaliste ». Keynes lui-même admirait le programme économique nazi, et a écrit dans la préface à l'édition allemande de la *Théorie générale* :

La théorie de la production dans son ensemble, que le livre suivant est tâché de fournir, est beaucoup plus facile à adapter aux conditions d'un État totalitaire, que la théorie de la production et de la distribution dans les conditions d'une libre concurrence et d'une large dose de laissez-faire.

Le commentaire de Keynes, qui peut en choquer certains, n'est pas sorti de nulle part. Les économistes d'Hitler rejetaient le laissez-faire, et admiraient Keynes, et le devançaient même à bien des égards. De la même façon, les keynésiens admiraient Hitler (voir George Garvy, « Keynes and the Economic Activists of Pre-Hitler Germany », *The Journal of Political Economy*, Volume 83, Numéro 2, Avril 1975, pp 391-405).

Même aussi tard qu'en 1962, dans un rapport écrit pour le président Kennedy, Paul Samuelson a fait l'éloge implicite d'Hitler :

L'histoire nous rappelle que même dans les pires jours de la grande dépression il n'y avait jamais eu de pénurie d'experts pour mettre en garde contre toutes les actions curatives de l'État. Si ce conseil avait prévalu dans notre pays, comme ce fut le cas dans l'Allemagne pré-hitlérienne, l'existence de notre forme de gouvernement aurait pu être remise en cause. Aucun gouvernement moderne ne refera la même erreur.

D'une certaine façon, ce n'est pas surprenant. Hitler a institué un New Deal pour l'Allemagne, qui ne différait de ceux de Roosevelt et de Mussolini que dans les détails. Et cela n'a fonctionné que sur le papier, dans le sens où les chiffres du PIB de l'époque reflètent une croissance. Le chômage est resté faible parce qu'Hitler, bien qu'il soit intervenu sur le marché du travail, n'a jamais tenté de relancer les salaires au-delà de leur niveau de marché. Mais derrière cela, de graves distorsions ont eu lieu, comme elles se produisent dans toute économie où le marché ne prévaut pas. Elles peuvent bien augmenter le PIB à court terme (voyez par exemple comment les dépenses de l'État ont fait grimper le taux de croissance américain de 0,7% à 2,4% au deuxième trimestre 2003), mais cela ne fonctionne pas à long terme.

« *Écrire sur Hitler sans le contexte des millions d'innocents brutalement assassinés et des dizaines de millions de personnes qui sont mortes en combattant contre lui est une insulte à leur mémoire* », a écrit l'ADL en signe de protestation de l'analyse publiée par la Banque d'État Glenview. En effet, cela est vrai.

Mais être très à cheval sur les implications morales des politiques économiques est le fonds de commerce de la profession. Lorsque les économistes en appellent à une stimulation de la « demande globale », ils ne précisent pas ce que cela signifie vraiment. Cela signifie la force de passer outre les décisions volontaires des consommateurs et des épargnants, en violation de leurs droits de propriété et de leur liberté d'association, en vue de réaliser les ambitions économiques du gouvernement national. Même si ces programmes fonctionnaient au sens

purement économique, ils devraient être rejetés au motif qu'ils sont incompatibles avec la liberté.

La liberté est également incompatible avec le protectionnisme. Ce fut l'ambition majeure du programme économique d'Hitler que d'étendre les frontières de l'Allemagne pour rendre l'autarcie viable, ce qui signifiait la construction d'énormes barrières protectionnistes à l'importation. L'objectif était de faire de l'Allemagne un producteur autonome, de sorte qu'il n'ait pas à risquer l'influence étrangère et ne trouve pas le sort de son économie lié aux événements dans d'autres pays. C'était un cas classique de cette xénophobie économiquement contre-productive.

Et pourtant, même aujourd'hui aux États-Unis, les politiques protectionnistes font un retour tragique. Sous la seule administration Bush, une vaste gamme de produits, des matériaux en bois aux puces électroniques, sont protégés contre les bas prix de la concurrence étrangère. Ces politiques sont combinées à des tentatives visant à stimuler l'offre et la demande grâce à des dépenses militaires à grande échelle, une politique étrangère aventuriste, l'État-Provide, les déficits, et la promotion de la ferveur nationaliste. De telles politiques peuvent créer l'illusion d'une prospérité croissante, mais la réalité est qu'ils détournent des ressources rares d'un emploi productif.

La pire partie de ces politiques, c'est peut-être qu'elles ne sont pas concevables sans un État Léviathan, exactement comme Keynes l'avait dit. Un État assez large et assez puissant pour manipuler la demande globale, pour violer les libertés civiles des gens et attaquer leurs droits dans tous les autres domaines. Les politiques keynésiennes (ou hitlériennes) libèrent l'épée étatique sur toute la population. La planification centrale, même à un niveau faible, est incompatible avec la liberté.

Depuis le 11 septembre et la réponse autoritaire et militariste, la gauche politique a averti que Bush était le nouvel Hitler, tandis que la droite dénonce ce genre de rhétorique comme de l'hyperbole irresponsable. La vérité est que la gauche, en faisant ces allégations, est plus dans le vrai qu'elle le croit. Hitler, comme Franklin Delano Roosevelt, a laissé sa marque sur l'Allemagne et le monde en brisant les tabous contre la planification centrale et en faisant de l'État obèse une caractéristique apparemment permanente des économies occidentales.

David Raub, l'auteur de l'article pour Glenview, a la naïveté de penser qu'il pourrait se pencher sur les faits tels que le grand public les voit et arriver à ce qu'il pensait être une réponse conventionnelle. L'ADL a raison dans cette affaire : la planification centrale ne devrait jamais être saluée. Il faut toujours tenir compte de son contexte historique et de ses inévitables conséquences politiques.

Jour 10. Voir l'invisible. Par Lew Rockwell

Résumé : Il existe deux facteurs principaux expliquant la persistance du socialisme dans la culture. Le premier, c'est que les gens ne comprennent pas le fonctionnement de l'économie et son élucidation des causes et des effets dans la société. Le second, c'est l'absence d'imagination renforcée par cette ignorance. Si vous ignorez les relations de cause à effet dans la société, il est impossible de comprendre intellectuellement les vraies solutions ou d'imaginer comment le monde fonctionnerait en l'absence de l'État.

Par Llewellyn H. Rockwell, Jr.

Traduit par Victor Stepien, Institut Coppet

Llewellyn H. Rockwell, plus connu sous le nom de Lew Rockwell, ancien rédacteur en chef des publications de Ludwig von Mises et le chief of staff de Ron Paul, est le fondateur et président de l'Institut Ludwig von Mises à Auburn (Alabama), exécuteur testamentaire de la succession de Murray N. Rothbard, et rédacteur en chef de LewRockwell.com.

Même de nos jours, les gens ne pensent pas à deux fois avant de professer leur attachement à l'idéologie socialiste lors de soirées distinguées, dans des restaurants qui servent de la nourriture abondamment, et dans les plus chics appartements et maisons que l'humanité ait pu connaître. En effet, il est encore à la mode d'être socialiste et, dans certains milieux, comme le monde de l'art et de l'université, c'est même requis socialement. Personne ne prendra peur. Quelqu'un vous félicitera ouvertement pour votre idéalisme. De même, vous pouvez être sûr de trouver des personnes d'accord avec vous pour décrier les méfaits de Wal-Mart et de Microsoft.

N'est-ce pas remarquable ? Le socialisme (sa vraie version) s'est anéanti il y a presque vingt ans – des régimes vicieux fondés sur les principes du marxisme, renversés par la volonté du peuple. Après cet événement, nous avons constaté que ces sociétés qui étaient auparavant délabrées sont revenues à la vie et sont même devenues des sources majeures pour l'économie mondiale. Le commerce s'est étendu. La révolution technologique atteint des miracles de jour en jour sous nos yeux. Des millions d'individus sont beaucoup plus prospères, et cela ne cesse d'augmenter. Tout ceci s'explique uniquement grâce au marché libre, qui possède un pouvoir créateur qui a été sous-estimé même par ses sympathisants les plus enthousiastes.

De plus, il n'aurait pas dû être nécessaire d'attendre l'effondrement du socialisme pour prouver cela. Le socialisme a toujours échoué. Et depuis l'ouvrage de Mises s'intitulant *Le socialisme* en 1922, on a compris que la raison précise, c'est l'impossibilité économique de l'émergence de l'ordre social dans l'absence de propriété privée lorsque l'on considère les moyens de production. Personne n'a jamais réfuté ceci.

Et pourtant, même maintenant, des professeurs d'université décrivent le caractère néfaste du capitalisme devant leurs étudiants. Les best-sellers ont comme thème l'anticapitalisme. Les hommes politiques nous racontent à longueur de jour les choses glorieuses que le gouvernement accomplira quand ils seront au pouvoir. Et tous les maux du monde que l'on rencontre chaque jour, même ceux qui sont causés directement par le gouvernement (comme les retards d'avion, la crise immobilière, la crise de l'école publique qui n'en finit jamais, le manque de soins de santé offerts à tous), auraient pour origine néfaste l'économie de marché.

Par exemple, l'administration Bush a nationalisé la sécurité des compagnies aériennes après le 11 septembre, et presque personne (sauf Ron Paul, bien entendu) n'a remis en cause l'idée que c'était nécessaire. Le résultat, c'est un désordre incroyable qui peut être constaté par chaque voyageur, alors que les retards s'accumulent et que les humiliations deviennent une partie intégrante du voyage par avion. Et pourtant, à qui nous en prenons-nous ? Lisez donc les lettres aux rédacteurs de journaux. Lisez les montagnes d'articles écrits par les journalistes à ce propos. Le tort est porté aux compagnies aériennes privées. Soit la solution suivante : davantage de régulations, davantage de nationalisations.

Comment pouvons-nous expliquer ce spectacle désastreux ? Il existe deux facteurs principaux. Le premier, c'est que les gens ne comprennent pas le fonctionnement de l'économie et son élucidation des causes et des effets dans la société. Le second, c'est l'absence d'imagination renforcée par cette ignorance. Si vous ignorez les relations de cause à effet, il est impossible de comprendre intellectuellement les vraies solutions ou d'imaginer comment le monde fonctionnerait en l'absence de l'État.

Ces lacunes peuvent être comblées. Penser en termes économiques, c'est se rendre compte que la richesse n'est ni donnée ni un accident de l'histoire. Elle ne descend pas du ciel comme la pluie. C'est le résultat de la créativité humaine dans un environnement de liberté. La liberté de posséder des choses, de faire des contrats, d'économiser, d'investir, de s'associer, et de faire du commerce : ce sont là les clés de la prospérité.

Sans ces libertés, où serions-nous ? Dans un état de nature, c'est-à-dire une population diminuée qui se cache dans les cavernes et qui vit de ce qu'elle chasse et récolte. C'est le monde dans lequel les êtres humains se trouvaient avant que l'on ne fasse autrement ; et c'est un monde dans lequel nous pourrions retourner si quelque gouvernement arrivait à nous dérober notre liberté et nos droits de propriété privée de manière absolue.

Cela paraît être un argument simple, mais c'en est un qui échappe même à une grande partie du public éduqué. Le problème principal, c'est leur incapacité à comprendre que la rareté est un élément omniprésent dans le monde et la nécessité d'un système qui distribue rationnellement les ressources à des fins optimales socialement. Il n'existe qu'un système qui permette de faire cela, et ce n'est pas la planification centralisée, mais le système de prix offert par le marché libre.

L'État déforme le système de prix d'une myriade de façons. Les subventions court-circuitent les jugements du marché. Les interdictions de certains produits ont pour effet l'ascendance de produits et de services moins désirables à l'encontre de produits qui seraient plus désirables. D'autres régulations ralentissent les roues du commerce, contrecarrent les rêves des entrepreneurs, et déjouent les projets des consommateurs et des investisseurs. Et ensuite il existe une forme plus insidieuse de manipulation de prix : la gestion monétaire par une banque centrale.

Plus l'État est étendu, plus nous avons une qualité de vie réduite. Nous avons la chance dans notre civilisation que le progrès du marché libre aille de manière générale plus vite que la régression engendrée par l'accroissement de l'État parce que, si ce n'était pas le cas, nous serions de plus en plus pauvres chaque année, pas seulement en termes relatifs, mais également en pauvreté absolue. Le marché est intelligent et l'État est stupide, et à ces caractéristiques nous devons notre bien-être économique tout entier.

La deuxième partie de notre tâche éducatrice – imaginer comment un monde dirigé par le marché fonctionnerait – est beaucoup plus difficile. Murray Rothbard remarque que si l’État était le seul producteur de chaussures, la plupart des gens seraient incapables d’imaginer comment le marché pourrait le faire. Comment le marché pourrait-il offrir toutes les tailles de chaussures ? Ne serait-ce pas une dépense inutile d’argent de produire des styles différents pour plaire à tout le monde ? Qu’en est-il des chaussures de contrefaçon et des producteurs de chaussures de moindre qualité ? Et les chaussures sont, on l’accordera, trop importantes pour être à la merci des vicissitudes du marché anarchique.

Eh bien, tel est le cas de nos jours avec nombre de problèmes, notamment les soins de santé. Une des nombreuses objections à une société régie par le marché, c'est que les pauvres en pâtiraient et n'auraient personne pour s'occuper d'eux. Une des réponses que l'on peut apporter, c'est que les œuvres caritatives peuvent s'en occuper, et pourtant nous sommes forcés de constater que les œuvres caritatives s'occupent de tâches relativement minimes. Ce secteur-là n'est tout simplement pas assez grand pour s'occuper des problèmes là où l'État arrête de s'en occuper.

C'est alors que l'imagination devient une nécessité. Le problème, c'est que les services offerts par l'État ont pris la place de ceux offerts par le secteur privé et les ont conduits sous le seuil auquel on s'attendrait dans un système de marché libre. Avant qu'advienne l'ère de l'État-providence, les œuvres caritatives au XIXe siècle étaient une vaste opération comparable aux plus grandes industries en termes de taille. Elles s'agrandissaient en fonction de leurs besoins. Elles étaient surtout offertes par les églises à travers les dons des fidèles, et l'éthique était là : tout le monde donnait une partie du budget familial au secteur caritatif. Une nonne comme Mère Cabrini dirigeait un empire caritatif.

Mais ensuite, pendant l'ère progressiste, l'idéologie changea. On pensa alors que les œuvres caritatives devaient être considérées en tant que bien commun, et qu'elles devaient être professionnalisées. L'État commença à s'accaparer du terrain autrefois réservé au secteur privé. Et alors qu'on connaît l'accroissement de l'État-providence tout au long du XXe siècle, la taille du secteur privé, si on les comparait entre elles, fut fort réduite. Même si on se trouve dans un état déplorable aux États-Unis, ce n'est rien en comparaison avec l'Europe, le continent qui a donné vie aux œuvres caritatives. Aujourd'hui, très peu d'Européens font des dons à des œuvres caritatives, parce que tout le monde pense que c'est le rôle de l'État, mais après des impôts et des prix très élevés, il ne reste plus grand chose pour faire des donations.

C'est la même chose dans toutes les sphères que l'État a monopolisé. Avant que Fed Ex et UPS arrivent sur le marché pour exploiter un vide juridique dans les services postiers, les gens ne pouvaient pas imaginer comment le secteur privé pouvait distribuer les lettres. Il existe encore d'autres lacunes dans les sphères de fourniture de la justice, de la sécurité, de l'école, des soins médicaux, de la politique monétaire, et de la fabrication de pièces de monnaie. Les gens sont atterrés lorsqu'on suggère que le marché devrait fournir tous ces services, mais uniquement parce que cela demande du travail mental et un peu d'imagination pour voir comment cela serait possible.

Une fois qu'on comprend l'économie, la réalité que tout le monde aperçoit prend un nouveau sens. Wal-Mart n'est pas un paria, mais une réussite glorieuse de la civilisation, une institution qui a fini par mettre fin à la grande peur omniprésente dans toute l'histoire humaine : la peur qu'il n'y aurait plus de nourriture. En fait, même les tout petits produits peuvent nous éblouir si l'on comprend l'incroyable complexité du processus de production et la manière

dont le marché arrive à tout coordonner pour atteindre une perfection humaine. Les réussites du marché apparaissent soudainement en relief autour de vous.

Et ensuite vous commencez à voir l'invisible : à quel point nous serions davantage en sécurité si nous avions des agents de sécurité privés ; à quel point la société serait plus juste si la justice était privatisée ; à quel point nous aurions davantage de compassion si nos cœurs humains avaient acquis leur expérience de manière privée plutôt par le biais de bureaucraties gouvernementales.

Et qu'est-ce que cela change vraiment ? Le socialiste et le défenseur du marché libre observent les mêmes faits. Mais une personne qui a une connaissance de l'économie comprend leur pertinence et leurs implications. Par exemple, parmi tous les dirigeants politiques américains, seul Ron Paul comprend vraiment l'économie. C'est pour cela que nous ne devons jamais sous-estimer le rôle primordial de l'enseignement de l'économie. Les faits seront toujours de notre côté. La sagesse, par contre, peut être apprise. Acquérir une compréhension de la culture de la liberté et de ses implications, n'a jamais été aussi important que maintenant.

Jour 11. Le sommet des pastèques. Par Thomas J. DiLorenzo

Résumé : Le véritable nom du Sommet de la Terre devrait en fait être le sommet des pastèques : l'écologisme politique n'est finalement qu'une résurgence du socialisme et des mouvements anticapitalistes, obligés de trouver une parade après l'effondrement du socialisme réel. Les environnementalistes sont comme des pastèques, verts à l'extérieur et rouges à l'intérieur.

Par Thomas J. DiLorenzo

Cet article a été originellement traduit par [24hGold](#).

Thomas J. DiLorenzo est professeur d'économie au Collège Loyola dans le Maryland et l'auteur de *The Real Lincoln*, *Lincoln unmasked* et *How Capitalism Saved America*.

Un « environnementaliste » est un socialiste totalitaire dont l'objectif réel est de raviver le socialisme et la planification centralisée de l'économie sous le prétexte de « sauver la planète » des démons du capitalisme. Il est vert à l'extérieur, et rouge à l'intérieur, ce qui ne fait de lui rien de plus qu'une pastèque.

Un « conservationniste », en revanche, est une personne réellement intéressée par la résolution des problèmes environnementaux et écologiques et par la protection des animaux sauvages et de leur habitat. Il n'est pas favorable aux politiques gouvernementales séparant l'homme de la nature grâce à la nationalisation du territoire et des ressources, à la confiscation de propriété privée, à l'interdiction de certains types d'animaux, à la régulation des régimes alimentaires humains, etc. Il n'a rien à voir avec un idéologue socialiste prêt à tout pour détruire le capitalisme. Il n'annonce pas publiquement espérer qu'un « nouveau virus » fasse son apparition et tue des millions de personnes, comme l'avait une fois fait le fondateur de « EarthFirst ». Il recherche en revanche des moyens d'utiliser les institutions capitalistes afin de s'attaquer aux problèmes environnementaux. Il existe aujourd'hui un nouveau nom permettant de décrire ces personnes : enviropreneur. Elles pourraient également se faire appeler « environnementalistes du marché libre ». Elles comprennent comment les droits de propriété, la loi et les marchés peuvent être utilisés afin de résoudre les problèmes liés à l'écologie.

Du fait même de cette distinction capitale entre un environnementaliste et un conservationniste, le terme de « réunion des pastèques du monde » devrait être utilisé pour décrire le « Sommet de la Terre » commençant le 19 juin prochain à Rio. Les sujets abordés lors de ce sommet se concentreront sans aucun doute sur la manière dont la création d'une économie mondiale centralisée (placée entre les mains des bureaucrates des Nations Unies) pourrait favoriser l'euphémisme socialiste qu'est le développement durable. Cela ne signifie aucunement que les pastèques du monde verront leurs projets se réaliser, mais simplement qu'elles sont aussi nombreuses que des mouches dans un champ de vaches, et n'abandonneront jamais leur rêve d'une économie socialiste centralisée, et ce sans égard pour tous les dommages qu'a pu déjà causer le socialisme tout au long de l'histoire.

La stratégie que l'on pourrait appeler stratégie de la pastèque a été élaborée et encouragée par l'éminence grise du socialisme académique Robert Heilbroner dans son essai intitulé *After Communism*, et publié le 10 septembre 1990 dans le journal *The New Yorker*. Écrit en pleine période d'effondrement du socialisme, et très peu de temps après que le monde ait réalisé que

les gouvernements socialistes du XXe siècle avaient assassiné plus de 100 millions de leurs propres citoyens sous prétexte d'établir un « paradis socialiste », l'essai de Heilbroner fait effet de *mea culpa* (voir *Death by Government* par Rudolph Rummel). Heilbroner est même allé jusqu'à y écrire que « Mises avait raison » lorsqu'il parlait des défaillances inhérentes au socialisme, et y inclure des références aux ouvrages écrits par Mises dans les années 1920-1930 expliquant pourquoi le socialisme en tant que système économique ne pourrait jamais fonctionner (voir son livre *Le socialisme*).

Après avoir admis s'être trompé durant les cinquante années au cours desquelles il a dévoué sa carrière économique à la promotion du socialisme aux États-Unis (sujet principal de son livre *The Worldly Philosophers*, l'ayant rendu millionnaire), Heilbroner a déclaré « *ne plus avoir confiance en le socialisme en tant qu'organisation économique* ». Alors que le reste du monde célébrait la chute de cette institution diabolique, Heilbroner en pleurait toutes les larmes de son corps au-dessus de son plat de pâtes.

Plutôt que de faire face à la réalité et d'accepter le caractère diabolique du socialisme, Heilbroner a préféré dire que « *l'effondrement des économies planifiées nous force à repenser notre vision du socialisme* ». (Écrivant pour *The New Yorker*, Heilbroner imaginait naturellement que tous ses lecteurs étaient, comme lui, des socialistes – d'où l'emploi du terme « nous »). Selon ses propres termes, « *le socialisme représente une forme de société dans laquelle nous aurions aimé que nous petits-enfants grandissent, mais qu'en reste-t-il aujourd'hui ?* »

Notre homme était bien évidemment déprimé par le fait que l'histoire ait levé le voile sur la fraude que représentait sa carrière académique, mais n'était pas pour autant prêt ni de l'admettre, ni de cesser de prêcher cette fraude qui avait déjà été perpétrée depuis plus d'un demi-siècle. Un nouveau subterfuge devait être inventé, qui pourrait duper les gens et les pousser à adopter à nouveau la voie du socialisme. Un tel projet pourrait prendre du temps, mais comme le disait Heilbroner, « *nos arrière et arrière-arrière-petits-enfants pourraient finir par accepter des arrangements sociaux que nos enfants et nos petits-enfants refuseraient encore.* »

Heilbroner expliquait son subterfuge de la manière suivante : « *Il existe une autre manière d'appréhender le socialisme, qui est de le concevoir comme étant une société qui serait forcée d'émerger si le poids de la croissance économique sur l'environnement devenait trop lourd.* »

En d'autres termes, les socialistes devraient tous devenir des pastèques. Si assez de membres du public se laissaient avoir par ce subterfuge, alors le capitalisme pourrait être régulé et contenu à tel point qu'il n'en reste plus rien. C'est là exactement ce qui sera discuté lors du prochain « Sommet de la Terre », à Rio.

Jour 12. De l'égalité et de l'inégalité. Par Ludwig von Mises

Résumé : L'égalité en droits est un principe de droit naturel qui s'oppose à l'affirmation fallacieuse que les hommes seraient biologiquement égaux. Cette affirmation socialiste postulant l'égalité physiologique et intellectuelle de tous les hommes à la naissance met l'accent sur le rôle de l'éducation, et de l'influence des rapports sociaux. Pourtant, l'inégalité des dons naturels de chaque individu est une réalité qu'il est inutile de nier, et qui explique la structure de l'ordre social, la réussite de certains entrepreneurs et hommes d'affaires, et est à la source du succès de l'économie capitaliste, qui produit une concurrence saine entre les producteurs, au bénéfice du consommateur.

Par Ludwig von Mises

Cet article a été originellement traduit par Hervé de Quengo, vous pouvez consulter l'article original sur [le site d'Hervé de Quengo](#).

Ludwig von Mises était le leader reconnu de l'école autrichienne de la pensée économique, un créateur prodigieux dans la théorie économique, et un auteur prolifique. Les écrits et les conférences de Mises englobaient la théorie économique, l'histoire, l'épistémologie, l'État et la philosophie politique. Ses contributions à la théorie économique comprenaient des clarifications importantes sur la théorie quantitative de la monnaie, la théorie du cycle économique, l'intégration de la théorie monétaire à la théorie économique en général, et une démonstration que le socialisme doit être rejeté parce qu'il ne peut pas résoudre le problème du calcul économique. Mises a été le premier chercheur à reconnaître que la science économique faisait partie d'une science plus large, l'action humaine, que Mises nommait la « praxéologie ».

La doctrine du droit naturel qui inspira les déclarations des droits de l'homme au XVIIe siècle ne sous-entendait pas la proposition à l'évidence fausse que tous les hommes seraient biologiquement égaux. Elle affirmait que tous les hommes sont nés égaux en droits et que cette égalité ne peut être abrogée par aucune loi humaine, qu'elle est inaliénable ou, plus exactement, imprescriptible. Seuls les ennemis mortels de la liberté individuelle et de l'autodétermination, les champions du totalitarisme, interpréteront le principe de l'égalité devant la loi comme découlant d'une prétendue égalité psychique et physiologique de tous les hommes. La déclaration française des droits de l'homme et du citoyen du 3 novembre 1789 avait énoncé que tous les hommes naissent et demeurent égaux en droits. Mais, à la veille de l'instauration du régime de la Terreur, la nouvelle déclaration précédant la Constitution du 4 juin 1793 proclamait que tous les hommes étaient égaux « *par la nature* ». Depuis lors cette thèse, bien qu'en contradiction manifeste avec l'expérience biologique, est demeurée l'un des dogmes de la « gauche ». Nous lisons ainsi dans l'*Encyclopaedia of the Social Sciences* que « les enfants humains sont à leur naissance, quelle que soit leur hérédité, aussi égaux que des automobiles Ford. » [1]

Toutefois, le fait que les hommes naissent inégaux en ce qui concerne leurs capacités physiques et mentales ne peut pas être discuté. Certains surpassent leurs congénères en santé et en vigueur, en intelligence et en aptitudes, en énergie et en résolution et sont par conséquent mieux préparés que le reste de l'humanité pour la poursuite des affaires terrestres — était également admis par Marx. Il parlait de « l'inégalité des dons individuels et donc de la capacité productive (*Leistungsfähigkeit*) » comme de « priviléges naturels » et des « individus inégaux (et ils ne seraient pas des individus différents s'ils n'étaient pas

inégaux) » [2] (New York : International Publishers, 1938 pour la version anglaise).]]. Dans les termes de l'enseignement psychologique populaire, nous pouvons dire que certains ont la capacité de mieux s'adapter que les autres aux conditions de la lutte pour la survie. Nous pouvons par conséquent — sans faire le moindre jugement de valeur — distinguer de ce point de vue des hommes supérieurs et des hommes inférieurs.

L'Histoire montre que depuis des temps immémoriaux certains hommes supérieurs ont tiré avantage de leur supériorité en prenant le pouvoir et en soumettant les masses d'hommes inférieurs. Dans la société de statut il y a une hiérarchie de castes. D'un côté il y a les seigneurs qui se sont approprié toutes les terres et de l'autre leurs serviteurs, les hommes liges, les serfs et les esclaves, les sous-fifres sans-terres et sans-le-sou. Le devoir des inférieurs est de trimer pour leurs maîtres. Les institutions de la société ont pour objet le seul bénéfice de la minorité dirigeante, des princes et de leur suite, les aristocrates.

Telle était en règle générale la situation du monde avant que, comme nous le disent à la fois les marxistes et les conservateurs, « le goût de la propriété de la bourgeoisie », au cours d'un processus qui se déroula pendant des siècles et qui continue encore dans de nombreuses régions du monde, n'ébranle le système politique, social et économique du « bon vieux temps ». L'économie de marché — le capitalisme — a radicalement transformé l'organisation politique et économique de l'humanité.

Permettez-moi de récapituler certains faits bien connus. Alors que dans les conditions pré-capitalistes les hommes supérieurs étaient les maîtres que les masses inférieures devaient servir, avec le capitalisme les plus doués et les plus capables n'ont pas d'autre moyen pour tirer profit de leur supériorité que de servir au mieux de leurs possibilités les désirs de la majorité des gens moins doués. Dans l'économie de marché le pouvoir se trouve entre les mains des consommateurs. Ils décident au bout du compte, en achetant ou en s'abstenant d'acheter, ce qui doit être produit, par qui et comment, à quelle qualité et en quelle quantité. Les entrepreneurs, capitalistes et propriétaires qui n'arrivent pas à satisfaire au mieux ou de la façon la moins coûteuse les plus urgents des désirs non satisfaits des consommateurs sont forcés de quitter le monde des affaires et d'abandonner leur situation favorite. Dans les bureaux et dans les laboratoires les plus fins esprits s'occupent à faire fructifier les réalisations les plus complexes de la recherche scientifique pour produire des équipements et des dispositifs toujours meilleurs pour des gens qui n'ont aucune idée des théories permettant la fabrication de telles choses. Plus une entreprise est grande, plus elle est forcée d'adapter sa production aux caprices et aux lubies changeantes des masses, ses maîtres. Le principe fondamental du capitalisme est la production de masse destinée à approvisionner les masses. C'est la clientèle des masses qui fait grandir les entreprises. L'homme ordinaire est souverain dans l'économie de marché. C'est le client qui « a toujours raison ».

Dans la sphère politique le gouvernement représentatif est le corollaire de la suprématie des consommateurs sur le marché. Les élus dépendent des électeurs comme les entrepreneurs et les investisseurs dépendent des consommateurs. Le même processus historique qui a substitué le mode de production capitaliste aux méthodes pré-capitalistes a substitué le gouvernement du peuple — la démocratie — à l'absolutisme royal et aux autres formes du gouvernement par le petit nombre. Et partout où l'économie de marché est remplacée par le socialisme l'autocratie fait un retour. Peu importe que le despotisme socialiste ou communiste soit camouflé par l'usage de pseudonymes comme « dictature du prolétariat » ou « principe du *Führer*. » Il revient toujours à assujettir le grand nombre à quelques-uns.

Il est difficile de se tromper plus lourdement sur la situation prévalant dans la société capitaliste qu'en qualifiant les capitalistes et les entrepreneurs de classe « dirigeante » cherchant à « exploiter » les masses de gens honnêtes. Nous ne nous poserons pas la question de savoir comment les hommes qui sont dans les affaires dans un régime capitaliste auraient essayé de tirer avantage de leurs talents supérieurs dans toute autre organisation de la production imaginable. Dans le capitalisme ils sont en concurrence les uns avec les autres pour servir les masses des gens moins doués. Toutes leurs réflexions visent à perfectionner les méthodes d'approvisionnement des consommateurs. Chaque année, chaque mois, chaque semaine quelque chose d'inconnu auparavant apparaît sur le marché et est rendu accessible au grand nombre.

Ce qui a multiplié la « productivité du travail », ce n'est pas une certaine quantité d'efforts de la part des travailleurs manuels mais l'accumulation de capital par les épargnants et son emploi raisonnable par les entrepreneurs. Les inventions techniques seraient restées des futilités inutiles si le capital nécessaire à leur utilisation n'avait pas été préalablement accumulé par l'épargne. L'homme ne pourrait pas survivre en tant qu'être humain sans le travail manuel. Ce qui l'élève toutefois au-dessus des bêtes n'est pas le travail manuel et l'accomplissement des tâches routinières, mais la spéculation, l'anticipation qui subvient aux besoins d'un futur toujours incertain. Le trait caractéristique de la production est d'être un comportement gouverné par l'esprit. On ne peut pas écarter ce fait par le biais d'une sémantique où le mot « travail » signifierait uniquement travail manuel.

II

Soutenir une philosophie soulignant l'inégalité innée des hommes va à l'encontre des sentiments de nombreuses personnes. Les gens admettent plus ou moins à contrecœur qu'ils ne sont pas les égaux des célébrités des arts, de la littérature et de la science, au moins dans leurs spécialités, et qu'il ne peuvent rivaliser avec les champions sportifs. Mais ils ne sont pas prêts à concéder leur propre infériorité dans d'autres activités humaines. D'après eux, ceux qui les dépassent sur le marché, les entrepreneurs et hommes d'affaires à succès, doivent leur supériorité exclusivement à la bassesse. Eux-mêmes, grâce à Dieu, sont trop honnêtes et trop scrupuleux pour avoir recours à ces comportements malhonnêtes qui seuls, selon eux, apportent la prospérité dans un environnement capitaliste.

Il existe pourtant une branche de la littérature chaque jour plus importante qui dépeint effrontément l'homme ordinaire comme un type inférieur : les livres sur le comportement des consommateurs et sur les prétdendus méfaits de la publicité [3]. Bien entendu, ni leurs auteurs ni le public qui soutient leurs écrits ne disent ouvertement ou ne croient qu'il s'agit de la véritable signification des faits qu'ils rapportent.

D'après ce que ces livres nous racontent, l'Américain typique serait constitutionnellement incapable d'accomplir les tâches les plus simples de la vie quotidienne d'une ménagère. Il ou elle n'achèterait pas ce qui est nécessaire à la gestion convenable des affaires de la famille. Avec leur stupidité innée, ils seraient trop facilement persuadés par les ruses et les artifices du monde des affaires d'acheter des choses inutiles ou sans valeur. Car la principale activité du commerce serait de faire des profits en ne fournissant pas aux clients les biens qu'ils désirent mais en déversant sur eux des marchandises qu'ils ne prendraient jamais s'ils pouvaient résister aux artifices psychologiques de « Madison Avenue ». L'incurable faiblesse innée de la volonté et de l'intelligence de l'homme moyen conduirait les acheteurs à se conduire comme des « bébés » [4]. Ils sont des proies faciles pour la filouterie des marchands.

Ni les auteurs ni les lecteurs de ces diatribes passionnées ne sont conscients du fait que leur doctrine sous-entend que la majorité de la nation est constituée de crétins, incapables de s'occuper de leurs affaires et ayant grand besoin d'un tuteur paternel. Ils sont tellement préoccupés par leur envie et par la haine des hommes d'affaires à succès qu'ils n'arrivent pas à voir que leur description du comportement des consommateurs contredit tout ce que la littérature socialiste « classique » avait l'habitude de dire sur l'éminence des prolétaires. Les anciens socialistes attribuaient au « peuple », aux « masses laborieuses », aux « travailleurs manuels » toutes les perfections de l'intelligence et du caractère. À leurs yeux le peuple n'était pas des « bébés » mais les créateurs de ce qui est grand et bien dans le monde et les bâtisseurs d'un meilleur futur pour l'humanité.

Il est certain que l'homme ordinaire est à de nombreux égards inférieur à l'homme d'affaires moyen. Mais cette infériorité se manifeste en premier lieu par ses capacités limitées à penser, à travailler et donc à contribuer davantage à l'effort productif conjoint de l'humanité. La plupart des gens qui accomplissent de manière satisfaisante des travaux de routine se révéleraient incapables de la moindre activité réclamant un minimum d'initiative et de réflexion. Mais ils ne sont pas trop idiots quand il s'agit de gérer convenablement les affaires de leur famille. Les maris qui sont envoyés par leurs femmes au supermarché « pour acheter du pain et reviennent les bras chargés de leurs salés favoris » [5] ne sont certainement pas représentatifs. La ménagère qui achète sans se soucier du contenu, parce que « l'emballage lui plaît » [6] ne l'est pas non plus.

On admet en général que l'homme moyen fait montre de mauvais goût. Le monde des affaires, qui dépend totalement de la clientèle des masses de ce genre de personnes, est par conséquent forcé de mettre sur le marché de la littérature et des arts inférieurs. (L'un des grands problèmes de la civilisation capitaliste est de savoir comment permettre les réalisations de haute qualité dans un environnement social où règnent les « gens ordinaires ».) Il est en outre bien connu que la plupart des gens s'adonnent à des habitudes qui engendrent des effets non désirés. D'après les meneurs de la grande campagne anti-capitaliste, le mauvais goût, les dangereuses habitudes de consommation des gens et les autres maux de notre époque sont simplement créés par les relations publiques ou les activités marchandes des diverses branches du « capital » — les guerres sont faites par les industries de munition, les « marchands de mort », l'alcoolisme par les capitaux de l'alcool, le fabuleux « trust du whisky » et les brasseries.

Cette philosophie n'est pas seulement basée sur la doctrine présentant les gens ordinaires comme des idiots candides pouvant facilement être pris au piège des astuces d'une race de marchands rusés. Elle sous-entend de plus le théorème absurde selon lequel la vente d'articles dont le consommateur a réellement besoin et qu'il serait content d'acheter s'il n'était pas hypnotisé par les astuces des vendeurs serait non rentable pour le commerce, alors qu'en inversement seule la vente d'articles peu utiles ou franchement inutiles à l'acheteur, voire nuisibles à ce dernier, rapporterait de gros profits. Car si l'on ne faisait pas cette hypothèse, il n'y aurait aucune raison de conclure que dans la concurrence du marché les vendeurs de mauvais articles s'en tireraient mieux que les marchands de meilleurs produits. Les mêmes ruses sophistiquées que celles qui permettent, nous dit-on, aux malins commerçants de convaincre le public acheteur peuvent également être utilisées par ceux qui proposent une marchandise de qualité et de valeur sur le marché. Mais alors les bons et les mauvais articles se feraient concurrence dans des conditions égales et il n'y a aucune justification au jugement pessimiste quant aux chances des meilleurs produits. Si les deux types d'articles — les bons et

les mauvais — étaient également aidés par la prétendue ruse des vendeurs, seuls les meilleurs bénéficiaient de l'avantage d'être meilleurs.

Il n'est pas nécessaire que nous étudions les problèmes posés par l'abondante littérature sur la prétendue stupidité des consommateurs et sur la nécessité de les protéger avec un gouvernement paternaliste. Ce qui importe ici est le fait que, malgré le dogme populaire de l'égalité de tous les hommes, la thèse selon laquelle l'homme ordinaire est incapable de traiter les affaires ordinaires de sa vie quotidienne est soutenue par une grande part de la littérature populaire « de gauche ».

III

La doctrine de l'égalité physiologique et intellectuelle innée des hommes explique logiquement les différences entre les êtres humains comme la conséquence des influences post-natales. Elle insiste en particulier sur le rôle joué par l'éducation. Dans la société capitaliste, dit-on, l'enseignement supérieur n'est un privilège accessible qu'aux enfants de la « bourgeoisie ». Ce qu'il faut c'est accorder à tout enfant le droit d'accès à toutes les écoles et donc éduquer tout le monde.

Suivant ce principe, les États-Unis se sont embarqués dans la noble expérience de faire de tout garçon et de toute fille une personne instruite. Tous les jeunes gens et jeunes femmes devaient aller à l'école de leur sixième à leur dix-huitième année et autant que possible devaient faire des études supérieures. La division intellectuelle et sociale entre une minorité instruite et la majorité de ceux dont l'instruction était insuffisante devait disparaître. L'éducation ne serait plus un privilège : elle ferait partie de l'héritage de tout citoyen.

Les statistiques montrent que ce programme a été mis en pratique. Le nombre des établissements secondaires, des enseignants et des élèves se multiplia. Si la tendance actuelle continue pendant quelques années, le but de la réforme était pleinement atteint : tout Américain serait diplômé du secondaire. Mais le succès de ce plan n'est qu'apparent. Il ne fut rendu possible que grâce à une politique qui, tout en conservant le nom de « lycée » [*high school*] a totalement détruit sa valeur savante et scientifique. L'ancien lycée ne délivrait ses diplômes qu'à des élèves ayant au moins acquis un minimum de connaissances dans certaines disciplines considérées comme étant de base. Il éliminait dans les classes inférieures ceux qui n'avaient pas les capacités et les dispositions pour répondre à ces exigences. Mais dans le nouveau régime du lycée, la possibilité qu'ont les enfants de choisir les matières qu'ils souhaitent étudier a été fort mal utilisée par les élèves idiots ou paresseux. Non seulement les matières fondamentales comme l'arithmétique élémentaire, la géométrie, la physique, l'Histoire et les langues étrangères sont évitées par la majorité des lycéens, mais chaque années des garçons et des filles qui ont des difficultés à lire et à écrire en anglais décrochent des diplômes à l'issue du lycée. Il est caractéristique que certaines universités estiment nécessaires de proposer des cours spéciaux pour améliorer les capacités de lecture de leurs étudiants. Les débats souvent passionnés concernant le cursus lycéen qui se sont déroulés depuis plusieurs années démontrent clairement que seul un nombre limité d'adolescents sont intellectuellement et moralement capables de profiter de leur présence sur les bancs de l'école. Pour le reste de la population lycéenne les années passées dans les salles de classe sont une pure perte. Si l'on baisse les exigences scolaires des lycées et des établissements d'enseignement supérieur afin de permettre à la majorité des jeunes les moins doués et les moins travailleurs d'obtenir des diplômes, on ne fait que nuire à la minorité de ceux qui ont la capacité de profiter de l'enseignement.

L'expérience des dernières décennies de l'éducation en Amérique démontre le fait qu'il existe des différences innées concernant les capacités intellectuelles de l'homme et qu'aucun effort éducatif ne peut les éradiquer.

IV

Les tentatives désespérées, mais n'ayant aucune chance de réussir, de sauver, malgré les preuves indiscutables du contraire, la thèse de l'égalité de tous les hommes à la naissance est motivée par une doctrine erronée et intenable concernant le gouvernement populaire et la loi de la majorité.

Cette doctrine essaie de justifier le gouvernement populaire en se référant à la présumée égalité naturelle de tous les hommes. Comme tous les hommes sont égaux, chaque individu participe au génie qui a éclairé et stimulé les plus grands héros de l'histoire intellectuelle, artistique et politique de l'humanité. Seules de néfastes influences post-natales ont empêché les prolétaires d'égaler l'éclat et les exploits des grands hommes. Par conséquence, nous dit Trotsky [7], une fois que cet abominable système capitaliste aura fait place au socialisme, « l'homme moyen se sera hissé au niveau d'un Aristote, d'un Goethe ou d'un Marx. » La voix du peuple est la voix de Dieu, elle a toujours raison. Si le désaccord apparaît entre les hommes, il faudrait bien entendu supposer que certains se trompent. Il est difficile de ne pas en déduire qu'il est plus vraisemblable que la minorité se trompe plutôt que la majorité. La majorité a toujours raison parce qu'elle est la majorité et qu'en tant que telle elle portée par la « vague du futur ».

Les partisans de cette doctrine doivent considérer le moindre doute sur l'éminence intellectuelle et morale des masses comme une tentative de substituer le despotisme au gouvernement représentatif.

Toutefois les arguments avancés en faveur du gouvernement représentatif par les libéraux du XIXe siècle — les hommes tant dénigrés de Manchester et les champions du laissez-faire — n'ont rien à voir avec les doctrines de l'égalité naturelle innée des hommes et de l'inspiration surhumaine des majorités. Ils se basent sur le fait, exposé le plus clairement par David Hume, que ceux qui sont à la tête du pays constituent toujours une petite minorité face à l'immense majorité de ceux qui sont soumis à leurs ordres. Tout système de gouvernement est en ce sens un gouvernement minoritaire et ne peut perdurer que tant qu'il est soutenu par la croyance de ses sujets qu'il vaut mieux pour eux être loyaux aux hommes en place que d'essayer de les remplacer par d'autres individus prêts à appliquer des méthodes de gestion différentes. Si cette opinion disparaît, la foule entrera en rébellion et remplacera par la force les dirigeants impopulaires ainsi que leur système par d'autres hommes et un autre système. Mais l'appareil industriel complexe de la société moderne ne pourrait pas être préservé dans une situation où la seule manière qu'ait la majorité d'imposer sa volonté serait la révolution. L'objectif du gouvernement représentatif est d'éviter la résurgence d'une telle perturbation violente de la paix et de ses effets préjudiciables sur la morale, la culture et le bien-être matériel. Le gouvernement par le peuple, c'est-à-dire par des représentants élus, permet le changement pacifique. Il garantit l'accord entre l'opinion publique et les principes suivant lesquels les affaires de l'Etat sont menées. Pour ceux qui croient en la liberté, la loi de la majorité n'est pas un principe métaphysique découlant d'une distorsion intenable des faits biologiques, mais un moyen pour assurer le développement pacifique ininterrompu de l'effort civilisateur de l'humanité.

V

La doctrine de l'égalité biologique innée de tous les hommes a engendré au XIXe siècle un mysticisme quasi-religieux à propos du « peuple », mysticisme qui s'est transformé en dogme de la supériorité de « l'homme ordinaire ». Tous les hommes naissent égaux. Mais les membres de classes supérieures ont malheureusement été corrompus par la tentation du pouvoir et par le goût de ce luxe qu'ils s'étaient procuré. Les maux qui frappent l'humanité ont pour cause les méfaits de cette infâme minorité. Une fois que ces faiseurs de mal seront expropriés, la noblesse innée de l'homme ordinaire et le génie congénital du peuple régneront. Un bonheur inespéré pour tous est en réserve pour l'humanité.

Pour les révolutionnaires sociaux russes cette mystique était un substitut aux pratiques cultuelles de la religion russe orthodoxe. Les marxistes se sentaient mal à l'aise face aux fantaisies enthousiastes de la plupart de leurs rivaux dangereux. Mais la propre description par Marx des conditions merveilleuses de la « phase supérieure de la société communiste » [8] était encore plus optimiste. Après l'extermination des sociaux-révolutionnaires, les bolcheviques adoptèrent eux-mêmes le culte de l'homme ordinaire comme principal masque idéologique du despotisme illimité d'une petite clique de chefs du parti.

La différence caractéristique entre le socialisme (communisme, planification, capitalisme d'État ou tout autre synonyme que l'on puisse préférer) et l'économie de marché (capitalisme, système de l'entreprise privée, liberté économique) est la suivante : dans l'économie de marché les individus, en leur qualité de consommateurs, sont souverains et déterminent par leurs achats ou leurs non-achats ce qui doit être produit, alors que dans l'économie socialiste ces questions sont réglées par le gouvernement. Dans un régime capitaliste le client est l'homme dont les fournisseurs recherchent la fréquentation et à qui ils disent « merci » et « au plaisir de vous revoir » après la vente. Dans un régime socialiste le « camarade » reçoit ce que le « big brother » daigne lui donner et doit se montrer content de ce qu'il reçoit, quoi que ce puisse être. Dans l'Occident capitaliste le niveau de vie moyen est incomparablement plus élevé que dans les pays communistes de l'Est. Mais il faut admettre qu'un nombre sans cesse croissant d'habitants des pays capitalistes — et parmi eux également les préputus intellectuels — aspirent aux préputus bienfaits du contrôle gouvernemental.

Il est inutile d'expliquer à ces gens quelle est la situation de l'homme ordinaire à la fois comme producteur et comme consommateur dans un système socialiste. L'infériorité intellectuelle des masses se manifesterait très clairement dans leur volonté d'abolir le système où ils sont eux-mêmes souverains, où l'élite des hommes les plus doués se met à leur service, et dans leur désir ardent de revenir à un système où l'élite leur marcherait dessus.

Ne nous faisons pas d'illusions. Ce n'est pas le progrès du socialisme dans les nations attardées, celles qui n'ont jamais dépassé le stade de la barbarie primitive et celles où la civilisation s'est arrêtée il y a plusieurs siècles, qui démontre l'avancée triomphale du principe totalitaire. C'est au sein de notre monde occidental que le socialisme fait le plus de progrès. Tout projet voulant réduire ce que l'on appelle le « secteur privé » de l'organisation économique est considéré comme hautement bénéfique, comme un progrès, et ne rencontre qu'une opposition timide et honteuse, quand bien même il y en a une, pendant une brève période. Nous marchons « en avant » vers la réalisation du socialisme.

VI

Les libéraux classiques des XVIII^e et XIX^e siècles fondaient leur appréciation optimiste de l'avenir de l'humanité sur l'hypothèse que la minorité des gens éminents et honnêtes serait toujours capable d'entraîner par la persuasion la majorité des gens inférieurs sur la voie menant à la paix et à la prospérité. Ils avaient confiance dans le fait que l'élite serait toujours en mesure d'empêcher les masses de suivre les joueurs de flûte et les démagogues et d'adopter des politiques devant se terminer par un désastre. Nous pouvons laisser de côté la question de savoir si l'erreur de ces optimistes résidait dans leur surestimation de l'élite, dans celle des masses, ou dans les deux à la fois. En tout état de cause, c'est un fait que l'immense majorité de nos contemporains soutient de manière fanatique des politiques cherchant en définitive à abolir l'ordre social dans lequel les citoyens les plus intelligents sont obligés de servir du mieux possible les masses. Les masses — y compris les soi-disant intellectuels — préconisent avec passion un système où ils ne seraient plus des consommateurs donnant des ordres mais les pupilles d'une autorité omnipotente. Peu importe que ce système économique soit vendu à l'homme ordinaire sous l'étiquette « à chacun selon ses besoins » et que son corollaire politique et constitutionnel, l'autocratie sans limite de dirigeants autoproclamés, le soit sous l'étiquette de la « démocratie populaire ».

Dans le passé la propagande fanatique des socialistes et de leurs amis, les interventionnistes de tout type, rencontrait encore l'opposition de quelques économistes, hommes d'État et hommes d'affaires. Mais même cette défense souvent faible et inépte de l'économie de marché s'est presque tarie. Les bastions du snobisme et de « l'aristocratie » de l'Amérique, les universités chics et copieusement dotées ainsi que les riches fondations, sont aujourd'hui les pépinières du radicalisme « social ». C'étaient des millionnaires et non des « prolétaires » qui étaient les instigateurs les plus efficaces du *New Deal* et des politiques « progressistes » qu'il a engendré. Il est bien connu que le dictateur russe fut accueilli lors de sa première visite aux États-Unis avec plus de chaleur par les banquiers et les présidents des grandes sociétés que par les autres Américains.

La teneur des arguments de tels hommes d'affaires « progressistes » était la suivante : « Je dois la position éminente que j'occupe dans ma branche industrielle à ma propre efficacité et à mon propre travail. Mes talents innés, mon ardeur à acquérir la connaissance requise pour diriger une grande entreprise, ma diligence m'ont porté au sommet. Ces mérites personnels m'auraient assuré une position dirigeante dans n'importe quel système économique. J'aurais également bénéficié, en tant que chef d'une branche importante de la production, d'une position enviable au sein d'une communauté socialiste. Mais mon travail quotidien dans un régime socialiste serait bien moins fatigant et agaçant. Je ne serais plus obligé de vivre dans la crainte qu'un concurrent puisse me dépasser en offrant quelque chose de mieux ou de moins cher sur le marché. Je ne serais plus forcé de me soumettre aux désirs capricieux et déraisonnables des consommateurs. Je leur donnerais ce que moi — l'expert — estime qu'ils doivent recevoir. J'échangerais le travail mouvementé et éprouvant d'homme d'affaires pour le poste digne et sans heurts de fonctionnaire. Mon style de vie et de travail ressemblerait bien plus au comportement seigneurial d'un grand du passé qu'à celui d'un directeur frappé d'ulcère d'une société moderne. Laissons les philosophes s'occuper des défauts véritables ou imaginaires du socialisme. Quant à moi, de mon point de vue personnel, je ne vois aucune raison pour laquelle je devrais m'y opposer. Les administrateurs des entreprises nationalisées de toutes les régions du monde et les officiels russes en visite sont d'accord avec mon point de vue. »

Il n'y a bien entendu pas plus de bon sens dans les illusions de ces capitalistes et de ces entrepreneurs qu'il n'y en a dans les rêveries des socialistes et communistes en tout genre.

VII

Les tendances idéologiques étant ce qu'elles sont aujourd'hui, il faut s'attendre à ce que dans quelques décennies, voire avant le mauvais augure de l'année 1984, tous les pays auront adopté le système socialiste. L'homme ordinaire sera libéré de la tâche ennuyeuse de mener le cours de sa propre vie. Les autorités lui diront quoi faire et ne pas faire, il sera nourri, logé, blanchi, éduqué et distract par elles. Mais il sera avant tout relevé de la nécessité d'utiliser son propre cerveau. Tout le monde recevra « selon ses besoins ». Mais c'est l'autorité qui déterminera ce que sont les besoins d'un individu. Comme ce fut le cas dans les époques passées, les hommes supérieurs ne seront plus au service des masses, mais les domineront et les gouverneront.

Ce résultat n'est cependant pas inévitable. C'est le but vers lequel tendent les tendances dominantes dans notre monde contemporain. Mais les tendances peuvent changer et elles ont jusqu'ici toujours changé. La tendance au socialisme peut elle aussi être remplacée par une autre. Réussir un tel changement est la tâche de la génération montante.

Jour 13. Penser comme un économiste. Par Murray N. Rothbard

Résumé : La praxéologie est la science de l'action humaine qu'a théorisée Ludwig von Mises, l'économiste autrichien, pour pallier les apories de l'économie classique, en particulier de l'économique mathématisée. L'économie praxéologique est la structure des implications logiques du *fait* que les individus agissent. L'action implique que le comportement de l'individu est raisonnable, bref, qu'il est dirigé vers des buts. Par ailleurs, toute action dans le monde réel doit avoir lieu à travers le temps. Après avoir exposé la nature de la praxéologie, il aborde ses soubassements philosophiques. Rothbard confronte alors sa méthode avec l'empirisme post-humien, appelé aussi positivisme, qui imprègne la méthodologie moderne des sciences sociales. Enfin, il aborde la relation entre la praxéologie et les autres disciplines qui étudient l'action humaine.

Par Murray N. Rothbard

Traduit par Marc Lassort, Institut Coppet

Murray N. Rothbard (1926-1995) fut le doyen de l'école autrichienne, fondateur du libertarianisme moderne, et directeur académique du Mises Institute. Il fut également éditeur avec Lew Rockwell du Rothbard-Rockwell Report, et avait nommé Lew Rockwell comme son exécuteur testamentaire.

Les titres de section sont du traducteur.

La praxéologie est la méthodologie distinctive de l'école autrichienne. Le terme s'appliquait d'abord à la méthode autrichienne de Ludwig von Mises, qui n'était pas seulement le principal architecte et élaborateur de cette méthodologie, mais aussi l'économiste qui l'a le plus pleinement appliquée à la construction de la théorie économique, et avec succès [2]. Alors que la méthode praxéologique est, à tout le moins, démodée dans l'économie contemporaine, ainsi que dans les sciences sociales en général et dans la philosophie des sciences, c'était la méthode de base de l'école autrichienne antérieure et aussi d'un segment considérable de l'école classique ancienne, en particulier de J.-B. Say et de Nassau W. Senior. [3]

L'axiome fondamental de l'action

La praxéologie repose sur l'axiome fondamental selon lequel tout être humain individuel agit, c'est-à-dire sur le fait essentiel que les individus s'engagent dans des actions conscientes afin de réaliser des objectifs choisis. Ce concept de l'action contraste avec le comportement purement réflexif, ou instinctif, qui n'est pas dirigé vers des objectifs. La méthode praxéologique amplifie par la déduction verbale les implications logiques de ce fait essentiel. En bref, l'économie praxéologique est la structure des implications logiques du *fait* que les individus agissent. Cette structure est construite sur l'axiome fondamental de l'action, et implique quelques axiomes subsidiaires, tels que les individus varient et que les êtres humains considèrent les loisirs comme un bien précieux. Quoique sceptique sur le fait de déduire d'une telle base simple un système complet d'économie, je me réfère à *L'action humaine* de Mises. En outre, puisque la praxéologie commence avec un axiome vrai, A, toutes les propositions qui peuvent être déduites de cet axiome doivent également être vraies. En effet, si A implique B, alors B doit aussi être vrai.

Les axiomes subsidiaires

Considérons quelques-unes des implications immédiates de l'axiome de l'action. L'action implique que le comportement de l'individu est raisonnable, bref, qu'il est dirigé vers des buts. En outre, le fait de son action implique qu'il a consciencieusement choisi certains moyens pour atteindre ses objectifs. Puisqu'il désire atteindre ces objectifs, ils doivent lui être précieux ; en conséquence, il doit avoir des valeurs qui régissent ses choix. Qu'il utilise des moyens implique qu'il croit qu'il a la connaissance technologique que certains moyens réaliseront les fins désirées. Notons que la praxéologie ne suppose pas que le choix d'une personne pour des valeurs ou des buts soit sage, bon, ou qu'il a choisi la méthode technologiquement correcte pour les atteindre. Tout ce qu'affirme la praxéologie, c'est que l'acteur individuel adopte ses objectifs et des croyances, que ce soit à tort ou à raison, qu'il peut arriver à eux par l'emploi de certains moyens.

Par ailleurs, toute action dans le monde réel doit avoir lieu à travers le temps ; toute action se déroule dans un certain présent et est orientée vers la réalisation future (immédiate ou lointaine) d'une fin. Si tous les désirs d'une personne pouvaient être réalisés instantanément, il n'y aurait vraiment aucune raison d'agir [3]. En outre, qu'un homme agisse implique qu'il pense que l'action fera une différence ; en d'autres termes, qu'il préférera l'état des affaires résultant de l'action à celui résultant de l'inaction. L'action implique donc que l'homme n'a pas la connaissance omnisciente du futur ; car s'il avait une telle connaissance, aucune action de sa part ne ferait une différence. Par conséquent, l'action implique que nous vivions dans un monde où le futur est incertain, ou pas entièrement certain. C'est pourquoi nous pouvons modifier notre analyse de l'action pour dire qu'un homme choisit d'employer des moyens selon un plan technologique dans le présent, car il espère arriver à ses fins à une date future.

Le fait que les gens agissent implique nécessairement que les moyens employés sont rares par rapport aux buts recherchés, car si tous les moyens ne sont pas rares mais surabondants, les fins auraient déjà été atteintes, et il n'y aurait pas besoin d'action. Dit d'une autre manière, les ressources qui sont surabondantes ne fonctionnent plus comme des moyens, parce qu'elles ne sont plus des objets de l'action. Ainsi, l'air est indispensable à la vie et donc à la réalisation des buts ; cependant, l'air étant surabondant, n'est pas un objet de l'action, et donc ne peut être considéré comme un *moyen*, mais plutôt comme ce que Mises appelait « *la condition générale du bien-être humain* ». Où il n'est pas surabondant, l'air peut devenir un objet de l'action, par exemple dans les cas où l'air froid est souhaité et où l'air chaud est transformé par l'air conditionné. Même avec l'avènement absurde et improbable de l'Eden (ou ce qui était considéré il y a quelques années dans certains milieux comme un monde imminent de post-rareté), dans lequel tous les désirs peuvent être satisfaits instantanément, il y aurait toujours au moins des moyens rares : le temps de l'individu, dont chaque unité affectée à une fin est nécessairement non affectée à un autre but. [4]

Telles sont quelques-unes des conséquences immédiates de l'axiome de l'action. Nous sommes arrivés à elles en déduisant les implications logiques du fait existant de l'action humaine, et donc en déduisant de véritables conclusions d'un véritable axiome. Outre le fait que ces conclusions ne peuvent être « testées » par des moyens historiques et statistiques, il n'y a aucun besoin de les tester puisque leur vérité a déjà été établie. Les faits historiques débouchent sur ces conclusions seulement par la détermination de la branche de la théorie qui est applicable dans ce cas particulier. Ainsi, pour Crusoe et Vendredi sur leur île déserte, la théorie praxéologique est seulement d'intérêt académique, plutôt que d'application actuelle.

Une analyse plus complète de cette relation entre la théorie et l'histoire dans le cadre de référence praxéologique sera examinée ci-dessous.

Le langage verbal contre la logique mathématique

Il y a donc deux parties de cette méthode axiomatique-déductive : le processus de déduction et le statut épistémologique des axiomes eux-mêmes. Tout d'abord, il y a le processus de déduction : pourquoi ce sont des moyens verbaux plutôt que la logique mathématique ? [5] Sans exposer toute la doctrine autrichienne contre l'économie mathématique, un argument peut immédiatement être avancé : que le lecteur prenne les implications du concept d'action tel que développé jusqu'à présent dans cet article et essaye de le placer sous la forme mathématique. Et même si cela pouvait être fait, qu'est-ce qui aurait été accompli à l'exception d'une perte drastique de sens à chaque étape du processus déductif ? La logique mathématique est appropriée en physique – la science qui est devenue la science modèle, sur laquelle les positivistes modernes et les empiristes pensent que toutes les autres sciences physiques et sociales devraient prendre exemple. En physique, les axiomes et donc les déductions sont en eux-mêmes purement formels et ne prennent « opérationnellement » du sens que dans la mesure où ils peuvent expliquer ou prédire les faits donnés. Au contraire, en praxéologie, dans l'analyse de l'action humaine, les axiomes eux-mêmes sont connus pour être vrais et significatifs. En conséquence, chaque déduction verbale étape par étape est également vraie et significative, car c'est la grande qualité des propositions verbales de dire que chacune est significative, alors que les symboles mathématiques ne sont pas significatifs en eux-mêmes. Ainsi Lord Keynes, guère Autrichien et lui-même mathématicien, a fait la critique suivante du symbolisme mathématique en économie :

Les méthodes pseudo-mathématiques [...] – qui donnent une figuration symbolique d'un système d'analyse économique – ont le grave défaut de supposer expressément l'indépendance rigoureuse des facteurs dont elles traitent et de perdre leur force et leur autorité lorsque cette hypothèse n'est pas valable. Dans le raisonnement ordinaire, où nous n'avançons pas les yeux fermés mais où, au contraire, nous savons à tout moment ce que nous faisons et ce que les mots signifient, nous pouvons garder « derrière la tête » les réserves nécessaires ainsi que les restrictions et les adaptations que nous aurons à faire par la suite, alors qu'il n'est pas possible de transporter de la même manière des différentielles partielles complexes « en marge » de plusieurs pages d'algèbre où on les suppose toutes nulles. Trop de récentes « économies mathématiques » ne sont que pures spéculations ; aussi imprécises que leurs hypothèses initiales, elles permettent aux auteurs d'oublier dans le dédale des symboles vains et prétentieux les complexités et les interdépendances du monde réel. [6]

En outre, même si l'économie verbale pouvait être traduite avec succès en symboles mathématiques puis reconvertis en anglais afin d'expliquer les conclusions, le processus n'a pas de sens et viole le grand principe scientifique du rasoir d'Ockham : éviter la multiplication inutile des entités. [7]

En outre, comme l'ont souligné le politologue Bruno Leoni et le mathématicien Eugenio Frola :

On prétend souvent que la traduction d'un concept tel que le maximum du langage ordinaire vers le langage mathématique implique une amélioration de la précision logique du concept, ainsi que des possibilités plus larges pour son utilisation. Mais le manque de précision mathématique dans le langage ordinaire reflète précisément le comportement des êtres

humains sur le plan individuel dans le monde réel... Nous pourrions penser que la traduction dans le langage mathématique par lui-même implique une transformation suggérée des opérateurs économiques humains en robots virtuels. [9]

De même, l'un des premiers méthodologistes en économie, Jean-Baptiste Say, affirme que les économistes mathématiciens :

n'ont pu énoncer ces questions en langage analytique, qu'en se débarrassant de leur complication naturelle, au moyen de simplifications et de suppressions arbitraires, dont les conséquences non évaluées changent toujours l'état du problème, et en dénaturent tous les résultats. [10]

Plus récemment, Boris Ischboldin a souligné la différence entre la logique « langagière » et verbale (« *l'analyse réelle de la pensée établit l'expression langagière de la réalité comme saisie de l'expérience commune* ») et la logique « construite », qui est « *l'application des données (économiques) quantitatives des constructions des mathématiques et de la logique symbolique dont les constructions peuvent ou ne peuvent pas avoir de véritables équivalents.* » [11]

Bien que lui-même un économiste mathématique, le mathématicien fils de Carl Menger a écrit une critique acerbe de l'idée selon laquelle la présentation mathématique dans les sciences économiques est nécessairement plus précise que le langage ordinaire :

Considérons, par exemple, les énoncés (2) À un prix plus élevé d'un bien, il correspond une plus faible demande (ou en tout cas pas plus).

(2') Si p désigne le prix de, et q la demande pour, un bien, alors

$$q = f(p) \text{ et } dq/dp = f'(p) < 0$$

Ceux qui regardent la formule (2') comme plus précise ou « plus mathématique » que la phrase (2) font preuve d'une fausse interprétation ... la seule différence entre (2) et (2') est la suivante : puisque (2') est limitée aux fonctions qui sont différentiables et dont les graphiques, par conséquent, ont des tangentes (qui d'un point de vue économique ne sont pas plus plausibles que la courbure), la phrase (2) est plus générale, mais n'est en aucun cas moins précise : elle est de la même précision mathématique que (2'). [12]

Le statut épistémologique des axiomes

En passant du processus de déduction aux axiomes eux-mêmes, quel est leur statut épistémologique ? Ici, les problèmes sont masqués par une différence d'opinion au sein du camp praxéologique, en particulier sur la nature de l'axiome fondamental de l'action. Ludwig von Mises, en tant qu'adhérent de l'épistémologie kantienne, a affirmé que le concept de l'action est a priori de toute expérience, car il est, comme la loi de cause à effet, une partie du « *caractère essentiel et nécessaire de la structure logique de l'esprit humain.* » [13] Sans entrer trop profondément dans les eaux troubles de l'épistémologie, je refuserais, comme aristotélicien et thomiste, toutes ces prétendues « lois de la structure logique » que l'esprit humain impose nécessairement à la structure chaotique de la réalité. Au lieu de cela,

j'appellerai toutes ces lois des « lois de la réalité » que l'esprit appréhende en enquêtant et en rassemblant les faits du monde réel. Mon point de vue est que l'axiome et les axiomes subsidiaires sont tirés de l'expérience de la réalité et sont donc dans le sens le plus large empiriques. Je suis d'accord avec le point de vue réaliste aristotélicien dont la doctrine est radicalement empirique, bien plus que l'empirisme post-humien qui prédomine dans la philosophie moderne. Ainsi, John Wild écrit :

Il est impossible de réduire l'expérience à un ensemble d'impressions isolées et d'unités atomiques. La structure relationnelle s'accompagne également de preuves égales et de certitude. Les données immédiates sont pleines de structure déterminée, qui est facilement distraite par l'esprit et saisie comme des essences universelles ou des possibilités. [14]

En outre, l'une des données omniprésentes de toute expérience humaine est l'existence, une autre est la conscience ou la sensibilisation. Contrairement à la vision kantienne, Harmon Chapman a écrit que :

la conceptualisation est une forme de prise de conscience, une manière d'appréhender les choses ou de les comprendre et non une prétendue manipulation subjective des soi-disants généralités ou universaux seulement « mentaux » ou « logiques » dans leur provenance et non de nature cognitive.

Il est évident que c'est en pénétrant ainsi dans les données des sens que la conceptualisation synthétise également ces données. Mais la synthèse ici en cause, contrairement à la synthèse de Kant, n'est pas une condition préalable de la perception, un processus antérieur de constitution à la fois de la perception et de son objet, mais plutôt une synthèse cognitive de l'appréhension, qui est une unification ou une « compréhension » qui ne fait qu'un avec l'appréhension elle-même. En d'autres termes, la perception et l'expérience ne sont pas les résultats ou les produits finaux ou le processus synthétique a priori, mais sont elles-mêmes une appréhension synthétique ou compréhensive dont l'unité structurée est prescrite uniquement par la nature du réel, c'est-à-dire par les objets destinés à leur ensemble et non par la conscience elle-même dont la nature (cognitive) est d'appréhender le réel – comme il est. [15]

Praxéologie et empirisme

Si, au sens large, les axiomes de la praxéologie sont radicalement empiriques, ils sont loin de l'empirisme post-humien qui imprègne la méthodologie moderne de la science sociale. Outre les considérations qui précèdent, (1) ils sont si largement basés sur l'expérience humaine commune qu'une fois énoncés, ils deviennent évidents et donc ne répondent pas au critère à la mode de « falsifiabilité » ; (2) ils reposent en particulier sur l'axiome de l'action, sur l'expérience intime universelle, ainsi que sur l'expérience externe qui est que la preuve est logique plutôt que purement physique ; et (3) ils sont donc a priori des événements historiques complexes auxquels l'empirisme moderne confine le concept d' « expérience ». [16]

Say, peut-être le premier praxéologue, a expliqué la dérivation des axiomes de la théorie économique comme suit :

Tant mieux pour qui saura établir ces faits généraux d'après des observations particulières, en montrer la liaison, en déduire les conséquences. Ils dérivent de la nature des choses, tout aussi sûrement que les lois du monde physique. On ne les imagine pas : on les trouve. L'analyse et une observation judicieuse les font découvrir.

L'économie politique [...] se compose d'un petit nombre de principes fondamentaux et d'un grand nombre de corollaires, ou déductions de ces principes.

Friedrich A. Hayek décrit de manière incisive la méthode praxéologique par opposition à la méthodologie des sciences physiques et souligne également le caractère largement empirique des axiomes praxéologiques :

La situation de l'homme [...] prouve que les faits essentiels de base dont nous avons besoin pour l'explication du phénomène social participent de l'expérience commune et de la matière de nos pensées. Dans les sciences sociales, ce sont les éléments des phénomènes complexes qui sont connus, sans aucune contestation possible. Dans les sciences naturelles, ils peuvent, en mettant les choses au mieux, seulement être supposés. Or l'existence de ces éléments est tellement plus certaine que l'existence de règles quelconques dans le phénomène complexe auquel ils donnent naissance, que ce sont eux qui constituent le vrai facteur empirique dans les sciences sociales. On ne peut guère douter que ce soit cette position différente du facteur empirique dans l'étude de ces deux groupes de discipline qui se trouve à l'origine de la confusion des opinions sur leur caractère logique. On ne peut douter que ce soit le raisonnement déductif qui doive être appliqué aux sciences sociales comme aux sciences naturelles. La différence essentielle, c'est que dans les sciences naturelles, le processus de déduction doit partir d'une hypothèse quelconque, résultat de généralisations inductives, alors que dans les sciences sociales, il part directement d'éléments empiriques connus et les utilise à la découverte de règles dans les phénomènes complexes que l'observation directe ne peut établir. Ce sont, pour ainsi dire, des sciences empiriquement déductives, qui remontent des éléments connus aux règles du phénomène complexe qui ne peuvent être directement établies. [18]

De la même manière, J. E. Cairnes écrit :

L'économiste commence avec une connaissance des causes ultimes. Il est déjà, au début de son entreprise, dans la position que le physicien atteint après des siècles de recherches laborieuses. [...] Pour la découverte de tels prémisses, aucun processus complexe d'induction n'est nécessaire [...] pour cette raison, que nous avons, ou que nous pouvons avoir si nous choisissons de porter notre attention sur le sujet, que nous dirigeons la connaissance de ces causes vers notre conscience de ce qui se passe dans nos esprits, et dans les informations que nous transmettent nos sens [...] des faits extérieurs.

Nassau W. Senior l'a formulé ainsi :

Les sciences physiques, auxquelles les phénomènes de l'esprit ne sont familiers qu'à titre second, tirent leurs prémisses presque exclusivement de l'observation ou de l'hypothèse. [...] À l'inverse, les sciences et les arts de l'esprit tirent leurs prémisses principalement de la conscience. Les principaux sujets qui leur sont familiers traitent du fonctionnement de l'esprit humain. [Ces prémisses sont] un très petit nombre de propositions générales, qui sont le résultat de l'observation ou de l'introspection et que presque tous les hommes, dès qu'ils les

entendent, considèrent être familières à leurs pensées ou, pour le moins, incluses dans leurs connaissances premières. [20]

Commentant son accord complet avec ce passage, Mises a écrit que ces « *propositions immédiatement évidentes* » sont des « *dérivations aprioristes [...] sauf si l'on souhaite appeler aprioriste l'expérience intime de la connaissance* ». [21]

Auquel Marian Bowley, le biographe de Senior, commente justement :

La seule différence fondamentale entre l'attitude générale de Mises et les mensonges de Senior dans le déni apparent de Mises pour la possibilité d'étudier toute donnée empirique générale, c'est-à-dire les faits de l'observation générale comme les prémisses initiales. Cette différence, cependant, tourne autour des idées de base de Mises sur la nature de la pensée, et bien que d'une importance philosophique générale, a peu d'importance particulière pour la méthode économique en tant que telle. [22]

Il convient de noter que, pour Mises, c'est seulement l'axiome fondamental de l'action qui est *a priori*. Il a concédé que les axiomes subsidiaires de la diversité de l'humanité et de la nature, et du loisir comme des biens de consommation, sont largement empiriques.

La philosophie post-kantienne moderne a eu beaucoup de mal à englober des propositions évidentes, qui sont marquées précisément par leur vérité forte et évidente plutôt que comme étant des hypothèses testables, qui sont, dans la mode actuelle, considérées comme « falsifiables ». Parfois, il semble que les empiristes utilisent la dichotomie à la mode analytique-synthétique, comme le philosophe Hao Wang le demandait, pour disposer de théories qu'ils trouvent difficile de réfuter en les rejetant comme nécessairement soit des définitions déguisées soit des hypothèses discutables et incertaines. [23]

Mais que faire si nous soumettons les « preuves » vantées des positivistes modernes et des empiristes à l'analyse ? Que sont-elles ? Nous trouvons qu'il y a deux types de telles preuves soit pour confirmer soit pour infirmer une proposition : (1) si elle viole les lois de la logique, par exemple, implique que $A = -A$, ou (2) si elle est confirmée par les faits empiriques (comme dans un laboratoire) qui peuvent être vérifiés par de nombreuses personnes. Mais quelle est la nature de telles « preuves » sinon le changement, par des moyens divers, de propositions jusqu'alors nuageuses et obscures en vue claire et évidente, c'est-à-dire évidente pour les observateurs scientifiques ? En bref, les processus logiques ou de laboratoire servent à rendre évident aux « moi » des différents observateurs que les propositions sont soit confirmées soit réfutées, ou pour employer une terminologie indémodable, soit vraies soit fausses. Mais dans ce cas, les propositions qui sont immédiatement évidentes aux « moi » des observateurs ont au moins un bon statut scientifique comme les autres formes actuelles et plus acceptables de preuves. Ou, comme le dit le philosophe thomiste John J. Toohey :

Prouver signifie rendre évident quelque chose qui n'est pas évident. Si une vérité ou une proposition est évidente, il est inutile d'essayer de la prouver. Tenter de la prouver serait une tentative de rendre évident ce qui est déjà évident. [24]

L'axiome de l'action, en particulier, devrait être, selon la philosophie aristotélicienne, incontestable et évident puisque le critique qui tente de le réfuter constate qu'il doit l'utiliser dans le processus de la prétendue réfutation. Ainsi, l'axiome de l'existence de la conscience humaine est démontré comme étant évident par le fait que l'acte même de dénier l'existence

de la conscience doit lui-même être effectué par un esprit conscient. Le philosophe R. P. Phillips appelait cela l'attribut de l'axiome évident du « *principe boomerang* » puisque « *même si nous le jetons loin de nous, il nous revient de nouveau.* » [25] Une auto-contradiction similaire fait face à l'homme qui tente de réfuter l'axiome de l'action humaine. Ce faisant, il est *ipso facto* une personne qui fait un choix conscient de moyens pour tenter d'arriver à l'adoption d'une fin : dans ce cas, la fin, ou le but, étant d'essayer de réfuter l'axiome de l'action. Il emploie des mesures pour tenter de réfuter la notion d'action.

Bien sûr, une personne peut dire qu'il nie l'existence de principes évidents ou d'autres vérités établies dans le monde réel, mais ce simple dicton n'a aucune validité épistémologique. Comme Toohey l'a souligné :

Un homme peut dire tout ce qu'il veut, mais il ne peut pas penser ou faire ce qu'il veut. Il peut dire qu'il a vu un carré rond, mais il ne peut pas penser qu'il a vu un carré rond. Il peut dire, s'il veut, qu'il a vu un cheval à califourchon sur son dos, mais nous saurons quoi penser de ce qu'il dit. [26]

La méthodologie du positivisme moderne et de l'empirisme vient se casser même dans les sciences physiques, à laquelle elle est beaucoup mieux adaptée que les sciences de l'action humaine. En effet, elle échoue particulièrement lorsque les deux types de disciplines s'interconnectent. Ainsi, le phénoménologue Alfred Schütz, un étudiant de Mises à Vienne, pionnier dans l'application de la phénoménologie aux sciences sociales, a souligné la contradiction de l'insistance des empiristes pour le principe de vérifiabilité empirique dans la science, alors que dans le même temps, ils nient l'existence d' « autres esprits » comme étant invérifiable. Mais qui est supposé faire l'objet d'une vérification en laboratoire sinon ces mêmes « autres esprits » des scientifiques réunis ? Schütz écrit :

Ce n'est... pas compréhensible que les mêmes auteurs qui sont convaincus qu'aucune vérification n'est possible pour l'intelligence des autres êtres humains ont une telle confiance dans le principe de vérifiabilité lui-même, qui ne peut être réalisé que par la coopération avec les autres. [27]

De cette façon, les empiristes modernes ignorent les présupposés nécessaires de la méthode très scientifique qu'ils défendent. Pour Schütz, la connaissance de ces présupposés est « empirique » dans le sens le plus large,

à condition que nous ne limitions pas ce terme aux perceptions sensorielles et aux événements dans le monde extérieur mais que nous incluions la forme expérimentale, par laquelle la pensée du sens commun dans la vie quotidienne comprend les actions humaines et leurs résultats en termes de motivations et d'objectifs sous-jacents. [28]

La praxéologie et les autres disciplines de l'action humaine

Après avoir travaillé avec la nature de la praxéologie, ses procédures et axiomes et ses soubassements philosophiques, voyons maintenant quelle est la relation entre la praxéologie et les autres disciplines qui étudient l'action humaine. En particulier, quelles sont les différences entre la praxéologie et la technologie, la psychologie, l'histoire, et l'éthique – qui concernent toutes d'une certaine façon l'action humaine ?

En bref, la praxéologie comprend les implications logiques du fait formel universel que les gens agissent, qu'ils emploient des moyens pour tenter d'atteindre des fins choisies. La technologie traite le problème du contenu de la façon dont on peut parvenir à des fins par l'adoption de moyens. La psychologie traite la question des raisons pour lesquelles les gens adoptent des fins diverses et comment ils en viennent à les adopter. L'éthique traite la question de quelles fins, ou valeurs, les gens devraient adopter. Et l'histoire traite les fins adoptées dans le passé, quels moyens sont utilisés pour tenter de les atteindre – et quelles étaient les conséquences de ces actions.

La praxéologie, ou la théorie économique en particulier, est ainsi une discipline unique dans les sciences sociales. Car, contrairement aux autres, elle ne traite pas avec le *contenu* des valeurs, des buts et des actions des hommes – non avec ce qu'ils ont fait ou comment ils ont agi ou comment ils auraient dû agir – mais purement avec le fait qu'ils *ont* des buts et agissent pour les atteindre. Les lois de l'utilité, de la demande, de l'offre, et des prix s'appliquent sans tenir compte des types de biens et de services désirés ou produits. Comme Joseph Dorfman écrivait à propos de l'ouvrage *Outlines of Economic Theory* de Herbert J. Davenport (1896) :

Le caractère éthique des désirs n'était pas une partie fondamentale de son enquête. Les hommes ont travaillé et ont subi des privations pour « le whisky, les cigares, et les pince-monseigneurs des cambrioleurs », a-t-il dit, « ainsi que pour la nourriture, ou les statues, ou les machines de récolte ». Tant que les hommes étaient prêts à acheter ou à vendre pour « la stupidité et le mal », les anciens produits étaient des facteurs économiques avec une réputation de marché, car l'utilité, pour employer un terme économique, signifiait simplement l'adaptabilité aux désirs humains. Tant que les hommes les désiraient, ils satisfaisaient un besoin et c'étaient des motivations à la production. C'est pourquoi l'économie n'avait pas besoin d'enquêter sur l'origine des choix. [29]

Praxéologie et individualisme

La praxéologie, aussi bien que les aspects sains de toutes les autres sciences sociales, repose sur l'individualisme méthodologique, sur le fait que seuls les individus ressentent, valorisent, pensent et agissent. L'individualisme a toujours été accusé par ses critiques – et toujours à tort – avec l'hypothèse que chaque individu est hermétiquement enfermé comme un « atome », coupé de, et sans se laisser influencer des autres personnes. Cette mauvaise interprétation absurde de l'individualisme méthodologique est à la racine de la démonstration triomphante de J. K. Galbraith dans *L'ère de l'opulence* selon laquelle les valeurs et les choix des individus sont influencés par les autres personnes, et donc supposément que la théorie économique est invalide. Galbraith a également conclu de sa démonstration que ces choix, car influencés, sont artificiels et illégitimes. La théorie économique praxéologique repose sur le fait universel des valeurs individuelles et des moyens de choix, pour répéter le résumé de Dorfman de la pensée de Davenport, c'est pourquoi elle « *n'a pas besoin d'enquêter sur l'origine des choix.* » La théorie économique n'est pas basée sur la supposition absurde que chaque individu arrive à ses valeurs et à ses choix dans un *vacuum*, à l'abri de toute influence humaine. Évidemment, les individus apprennent et s'influencent continuellement l'un l'autre. Comme F. A. Hayek écrivait dans sa critique justement fameuse de Galbraith, « *The Non Sequitur of the « Dependance Effect »* » :

L'argument du Professeur Galbraith pourrait aisément être employé, sans modification des termes essentiels, pour démontrer l'inutilité de la littérature ou de toute autre forme d'art. Le désir d'un individu pour la littérature n'est sûrement pas fondamental pour lui-même dans le sens qu'il ne souffrirait pas si la littérature n'était pas produite. Cela signifie-t-il que la production de littérature ne peut être défendue pour la satisfaction d'un bien parce que c'est seulement la production qui provoque la demande ? [30]

Que l'économie autrichienne d'économie repose fermement dès le début sur une analyse de l'effet des valeurs et des choix subjectifs des individus a malheureusement conduit les premiers Autrichiens à adopter le terme d'*école psychologique*. Le résultat a été une série de critiques mal orientées selon lesquelles les dernières découvertes de la psychologie n'ont pas été incorporées dans la théorie économique. Cela a également conduit à des idées fausses comme celle que la loi de l'utilité marginale décroissante repose sur une loi psychologique de la satiété des besoins. En fait, comme Mises l'a fermement souligné, cette loi est praxéologique plutôt que psychologique et n'a rien à voir avec le contenu des besoins, par exemple, que la dixième cuillerée de crème glacée peut avoir un goût moins agréable que la neuvième cuillerée. Au lieu de cela, c'est une vérité praxéologique, dérivée de la nature de l'action, que la première unité d'un bien sera affectée à son usage le plus précieux, la prochaine unité à celui qui est le plus précieux, et ainsi de suite. [31] D'un côté, et d'un côté seulement, cependant, la praxéologie et les sciences connexes de l'action humaine prennent position dans la psychologie philosophique sur la proposition que l'esprit humain, la conscience et la subjectivité existent, et donc que l'action existe. En cela, elle s'oppose à la base philosophique du behaviorisme et aux doctrines connexes, et rejoint toutes les branches de la philosophie classique et la phénoménologie. Sur toutes les autres questions, toutefois, la praxéologie et la psychologie sont distinctes et sont des disciplines séparées. [32]

Praxéologie et histoire

Une question particulièrement essentielle est la relation entre la théorie économique et l'histoire. Là encore, comme dans tant d'autres domaines de l'économie autrichienne, Ludwig von Mises a fait la contribution exceptionnelle, en particulier dans sa *Théorie et histoire*. [33] Il est particulièrement curieux que Mises et d'autres praxéologues, présumés « a prioristes », aient été couramment accusés d'être « opposés » à l'histoire. En effet, Mises soutenait non seulement que la théorie économique n'avait pas besoin d'être « testée » par le fait historique mais également qu'elle ne pouvait être testée. Pour qu'un fait soit utilisable pour tester les théories, il doit être un fait simple, homogène avec d'autres faits dans des classes répétables et reproductibles. En bref, la théorie selon laquelle un atome de cuivre, un atome de soufre, et quatre atomes d'oxygène se combinent pour former une entité reconnaissable appelée le sulfate de cuivre, avec des propriétés connues, est facilement testée en laboratoire. Chacun de ces atomes est homogène, et donc le test est répété indéfiniment. Mais chaque événement historique, comme Mises l'a montré, n'est pas simple et reproductible. Chaque événement est une résultante complexe d'une variété changeante de causes multiples, dont aucune ne demeure jamais en relation constante avec les autres. Chaque événement historique est donc hétérogène, et les événements historiques ne peuvent donc être utilisés pour tester ou construire les lois de l'histoire, quantitative ou autre. Nous pouvons placer chaque atome de cuivre dans une classe homogène d'atomes de cuivre, nous ne pouvons pas faire de même avec les événements de l'histoire humaine.

Cela ne veut pas dire, bien sûr, qu'il n'y a pas de similitudes entre les événements historiques. Il y a beaucoup de similitudes, mais pas d'homogénéité. Ainsi, il y avait beaucoup de

similarités entre l'élection présidentielle de 1968 et celle de 1972, mais elles n'étaient guère des événements homogènes, puisqu'elles étaient marquées par d'importantes et incontournables différences. Pas plus que la prochaine élection ne serait un événement reproductible à placer dans la catégorie homogène des « élections ». Par conséquent, aucune loi scientifique, et certainement pas une loi quantitative, ne peut être tirée de ces événements.

L'économétrie

L'opposition radicalement fondamentale de Mises à l'économétrie devient maintenant plus claire. L'économétrie non seulement tente de singer les sciences naturelles en utilisant des faits historiques hétérogènes complexes comme s'ils étaient des faits de laboratoire reproductibles, mais elle comprime également la complexité qualitative de chaque événement dans un nombre quantitatif et aggrave le sophisme en agissant comme si ces relations quantitatives restaient constantes dans l'histoire humaine. En contraste frappant avec les sciences physiques, qui reposent sur la découverte empirique de constantes quantitatives, l'économétrie, comme Mises l'a souligné à plusieurs reprises, n'a pas réussi à découvrir une seule constante dans l'histoire humaine. Et compte tenues des conditions toujours changeantes de la volonté humaine, la connaissance, les valeurs et les différences entre les hommes, il est inconcevable que l'économétrie puisse jamais y arriver.

Loin de s'opposer à l'histoire, le praxéologue, et non les admirateurs supposés de l'histoire, a un profond respect pour les faits uniques et irréductibles de l'histoire humaine. En outre, c'est le praxéologue qui reconnaît que les êtres humains sur le plan individuel ne peuvent légitimement pas être traités par les scientifiques sociaux comme s'ils n'étaient pas des hommes qui avaient un esprit et agissaient par leurs valeurs et leurs attentes, mais des pierres et des molécules dont le cours peut être scientifiquement suivi par des constantes supposées ou des lois quantitatives. En outre, pour l'ironie de l'histoire, c'est le praxéologue qui est vraiment empirique car il reconnaît la nature unique et hétérogène des faits historiques : c'est l'auto-proclamé empiriste qui viole grossièrement les faits de l'histoire en tentant de les réduire à des lois quantitatives. Mises a ainsi écrit à propos des économétristes et des autres formes d'« économistes quantitatifs » :

Il n'y a, dans le champ de l'économie, aucune relation constante et par conséquent aucun procédé de mesure n'est possible. Si un statisticien établit qu'une augmentation de 10% dans l'offre de pommes de terre en Atlantide, à un moment donné, a été suivie par une baisse de 8 % du prix, il n'établit rien du tout concernant ce qui arriva ou peut arriver du fait d'un changement de l'offre de pommes de terre dans un autre pays ou à une autre époque. Il n'a pas « mesuré l'élasticité de la demande » de pommes de terre. Il a établi un fait historique unique et limité. Aucun homme sensé ne peut douter que le comportement des individus à l'égard des pommes de terre et de toute autre denrée est variable. Divers individus évaluent les mêmes choses de façons diverses, et l'évaluation par les mêmes individus change lorsque les conditions changent. [...]

L'impraticabilité de la mesure n'est pas due au manque de méthodes techniques pour l'établissement de mesures. Elle est due à l'absence de relations constantes. [...] L'économie n'est pas, comme d'ignorants positivistes ne cessent de le répéter, arriérée parce qu'elle n'est pas « quantitative ». Elle n'est pas quantitative et elle ne mesure point, parce qu'il n'y a pas de constantes. Les chiffres statistiques relatifs aux événements économiques sont des données historiques. Ils nous disent ce qui est arrivé dans un cas historique qui ne peut pas se répéter. Les événements physiques peuvent être interprétés sur la base de nos connaissances portant

sur des relations constantes établies par expérimentation. Les événements historiques ne sont pas susceptibles d'une telle interprétation. [...]

L'expérience de l'histoire économique est toujours l'expérience de phénomènes complexes. Elle ne peut jamais apporter une connaissance du même type que celle que l'expérimentateur tire d'une expérience de laboratoire. La statistique est une méthode de présentation des faits historiques [...]. Les statistiques de prix sont de l'histoire économique. L'idée que, ceteris paribus, un accroissement de la demande doit entraîner un accroissement du prix n'est pas dérivée de l'expérience. Personne n'a jamais été et ne sera jamais en mesure d'observer un changement dans une des données du marché ceteris paribus. Il n'existe rien qui soit de l'économie quantitative. Toutes les grandeurs économiques que nous connaissons sont des données de l'histoire économique. [...] Personne n'a le front de soutenir qu'une augmentation de a pour cent dans l'offre d'une quelconque denrée doit toujours – dans n'importe quel pays et à n'importe quel moment – avoir pour conséquence une baisse de b pour cent de son prix. Mais aucun partisan de l'économie quantitative ne s'est jamais aventuré à définir avec précision, sur la base de l'expérience statistique, les conditions spécifiques produisant une déviation déterminée du rapport $a : b$, la futilité d'une telle entreprise est manifeste. [34]

S'exprimant sur sa critique des constantes, Mises ajoutait :

Les quantités que nous observons dans le domaine de l'action humaine [...] sont manifestement variables. Les changements dont elles sont l'objet affectent pleinement le résultat de nos actions. Chaque quantité que nous pouvons observer est un événement historique, un fait qui ne peut pas être entièrement décrit sans spécifier l'instant et le lieu.

L'économétricien est incapable de réfuter ce fait, qui coupe l'herbe sous le pied de son raisonnement. Il ne peut s'empêcher d'admettre qu'il n'y a pas de « constantes du comportement ». Néanmoins, il veut introduire certains nombres, arbitrairement choisis sur la base d'un fait historique, comme « constantes du comportement inconnues. » La seule excuse qu'il avance est que ses hypothèses « ne font que dire que ces nombres inconnus restent raisonnablement constants au cours d'une périodes de plusieurs années. » [35] Or, le fait de savoir si une telle période de constance hypothétique d'un nombre donné continue encore ou si un changement de ce nombre a déjà eu lieu ne peut être établi que plus tard. Avec le recul, il peut être possible, bien qu'uniquement dans de rares cas, de dire que sur une période (probablement assez courte) un ratio à peu près stable – que l'économétricien choisit d'appeler ratio « raisonnablement » constant – a prévalu entre les valeurs numériques de deux facteurs. Mais il s'agit de quelque chose de fondamentalement différent des constantes de la physique. C'est l'affirmation d'un fait historique et non d'une constante que l'on pourrait utiliser pour essayer de prévoir des événements futurs. [36] Les équations hautement louées sont, dans la mesure où elles s'appliquent au futur, de simples équations dans lesquelles toutes les quantités sont inconnues. [37]

Dans le traitement mathématique de la physique, la distinction entre constantes et variables a un sens : elle est essentielle dans tous les cas nécessitant un calcul technique. En économie, il n'y a pas de relations constantes entre les diverses grandeurs. Par conséquent, toutes les données vérifiables sont variables ou, ce qui revient au même, sont des données historiques. Les économistes mathématiciens répètent que la difficulté de l'économie mathématique vient du fait qu'il y a un trop grand nombre de variables. La vérité est qu'il n'y a que des variables et aucune constante. Et il est inutile de parler de variables quand il n'y a pas de choses invariables. [38]

L'histoire de l'économie

Quelle est, alors, la relation appropriée entre la théorie économique et la théorie historique, ou plus précisément l'histoire en général ? La fonction de l'historien est d'essayer d'expliquer les faits historiques uniques qui sont son domaine de compétence. Pour le faire correctement, il doit employer toutes les théories pertinentes de toutes les disciplines qui empiètent sur son problème. Car les faits historiques sont des résultantes complexes d'une myriade de causes provenant de différents aspects de la condition humaine. Ainsi, l'historien doit être préparé à utiliser non seulement la théorie économique praxéologique mais aussi les idées de la physique, de la psychologie, de la technologie et de la stratégie militaire ainsi qu'une compréhension interprétative des motivations et des buts des individus. Il doit employer ces outils pour comprendre à la fois les buts des actions variées de l'histoire et les conséquences de telles actions. Parce que la compréhension de divers individus et de leurs interactions est en cause, aussi bien que le contexte historique, l'historien, en utilisant les outils des sciences naturelles et sociales, est en dernière analyse un « artiste », et par conséquent, il n'y a aucune garantie ou même aucune probabilité que deux historiens jugeront une situation exactement de la même façon. Même s'ils peuvent s'entendre sur un ensemble de facteurs pour expliquer la genèse et les conséquences d'un événement, ils sont peu susceptibles de s'accorder sur le poids exact à donner à chaque facteur causal. En employant diverses théories scientifiques, ils doivent porter des jugements sur la pertinence des théories impliquées dans chaque cas donné. Pour se référer à un exemple utilisé précédemment dans cet article, un historien de Robinson Crusoé aurait des difficultés à employer la théorie de la monnaie dans une explication historique de ses actions sur une île déserte. Pour l'historien économique, la loi économique n'est ni confirmée ni testée par les faits historiques. Au lieu de cela, la loi, le cas échéant, est appliquée pour aider à expliquer les faits. Les faits illustrent ainsi le fonctionnement de la loi. La relation entre la théorie économique praxéologique et la compréhension de l'histoire économique a été subtilement résumée par Alfred Schütz :

Aucun acte économique n'est concevable sans référence à un acteur singulier, mais celui-ci reste absolument anonyme ; ce n'est pas vous-même, ni moi, ni un entrepreneur, ni même un « homo economicus » en tant que tel, mais tout simplement un « on » quelconque, purement universel. C'est pour cette raison que les propositions de la théorie économique ont cette « validité universelle », qui permet idéalement d'écrire « et ainsi de suite » et d'imaginer une répétition indéfinie de l'expérience. Par ailleurs, on peut étudier l'acteur économique en lui-même, et essayer de deviner ce qui se trouve dans sa tête ; à ce moment-là, bien entendu, on ne fait plus de la théorie économique mais de l'histoire économique ou de la sociologie. [...] Les propositions de ces sciences-là ne peuvent naturellement prétendre à une validité universelle ; en effet elles traitent soit des jugements de valeur des personnes particulières, soit des types d'activité économique dont les actes en question sont des manifestations.

À notre avis, la théorie économique pure est un exemple type d'un corps de propositions objectives et universelles traitant du contenu subjectif de la conscience des gens, en ce qu'il a de systématique et d'invariant dans n'importe quelle situation économique donnée. Cet exercice nous contraint naturellement à laisser de côté la destination spécifique que l'acteur donne à l'objet de l'action ; si nous devions nous soucier des buts d'un acteur particulier en laissant de côté l'universalité du concept d' « individu » alors cela pourrait avoir un sens de juger si son action est « typique » ou « atypique ». Mais un tel jugement n'est pas pertinent au regard de la théorie économique, et c'est dans ce sens que l'économie politique est faite, pour

reprendre les termes de von Mises, « non pas de propositions décrivant ce qui arrive généralement, mais ce qui doit arriver de toute nécessité. » [39]

Notes :

[1] <http://www.mises.org/rothbard/praxeology.pdf>

[2] Voir en particulier Ludwig von Mises, *L'action humaine. Traité d'économie* (New Haven, Yale University Press, 1949) ; voir aussi Mises, *Les problèmes épistémologiques de l'économie*, George Reisman, trans. (Princeton, NJ : Van Nostrand, 1960).

[3] Voir Murray N. Rothbard, « Praxeology as the Method of the Social Sciences, » dans *Phenomenology and the Social Sciences*, Maurice Natanson, ed., 2 vols. (Evanston: Northwestern University Press, 1973), 2 pp. 323–35 [réimprimé dans *Logic of Action One*, pp. 29–58]; voir également Marian Bowley, *Nassau Senior and Classical Economics* (New York: Augustus M. Kelley, 1949), pp. 27–65; et Terence W. Hutchinson, « Some Themes from Investigations into Method, » dans *Carl Menger and the Austrian School of Economics*, J.R. Hicks and Wilhelm Weber, eds. (Oxford: Clarendon Press, 1973), pp. 15–31.

[4] En réponse à cette critique que toutes les actions ne sont pas dirigées vers un point particulier dans le futur, voir Walter Block, « A Comment on 'The Extraordinary Claim of Praxeology' by Professor Gutierrez, » *Theory and Decision* 3 (1973): 381–82.

[5] Voir Mises, *L'Action humaine*, pp. et Block, « Comment », p. 383

[6] Pour une critique typique de la praxéologie pour ne pas utiliser la logique mathématique, voir George J. Sculler, « Rejoinder, » *American Economic Review* 41 (March 1951): 188.

[7] John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot et Rivages, 2005, pp. 300-1

[8] Voir Murray N. Rothbard, « Toward a Reconstruction of Utility and Welfare Economics, » dans *On Freedom and Free Enterprise*, Mary Sennhoz, ed. (Princeton, NJ: D. Van Nostrand, 1956), p. 227 [and réimprimé dans *Logic of Action One*]; Rothbard, *L'Homme, l'économie et l'État*, (Paris, Charles Coquelin, 2007), 1:65–66. Sur la logique mathématique comme étant subordonnée à la logique verbale, voir René Poirier, « Logique », dans *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, André Lalande, 6ème édition, (Paris, Presses Universitaires de France, 1951), pp. 574–75.

[9] Bruno Leoni et Eugenio Frola, « On Mathematical Thinking in Economics » (manuscrit non publié distribué de manière privative), pp. 23–24; la version italienne de ces articles est « Possibilità di applicazione della matematica alle discipline economiche, » *Il Politico* 20 (1995).

[10] Jean-Baptiste Say, *Traité d'économie politique*, Paris, Economica, 2006

[11] Boris Ischboldin, « a Critique of Econometrics, » *Review of Social Economy* 18, no. 2 (September 1960): 11 N. La discussion de Ischboldin est basée sur la construction de I.M.

Bochenski, « Scholastic and Aristotelian Logic, » *Proceedings of the American Catholic Philosophical Association* 30 (1956): 112–17.

[12] Karl Menger, « Austrian Marginalism and Mathematical Economics, » in *Carl Menger*, p. 41.

[13] Mises, *L'Action humaine*

[14] John Wild, « Phenomenology and Metaphysics, » dans *The Return to Reason: Essays in Realistic Philosophy*, John Wild, ed. (Chicago: Henrey Regnery, 1953), pp. 48, 37–57.

[15] Harmon M. Chapman, « Realism and Phenomenology, » in *Return to Reason*, p. 29. Sur les fonctions inter-reliées du sens et de la raison et de leurs rôles respectifs dans la cognition humaine de la réalité, voir Francis H. Parker, « Realistic Epistemology, » *ibid.*, pp. 167–69.

[16] Voir Murray N. Rothbard, « In Defense of 'Extreme Apriorism,' » *Southern Economic Journal* 23 (January 1957): 315–18 [réimprimé comme Volume 1, Chapter 6]. Il devrait être clair à partir de l'article présent que le terme d'*apriorisme extrême* est impropre pour qualifier la praxéologie.

[17] Say, *Traité d'économie politique*

[18] Friedrich A. Hayek, « The Nature and History of the Problem, » in *Collectivist Economic Planning*, F.A. Hayek, ed. (London: George Routledge and Sons, 1935), p 11.

[19] John Elliott Cairnes, *The Character and Logical Method of Political Economy*, 2nd ed. (London: Macmillan, 1875), pp. 87–88. Italique dans l'original.

[20] Bowley, *Nassau Senior*, pp. 43, 56.

[21] Mises, *Epistemological Problems*, p. 19.

[22] Bowley, *Nassau Senior*, pp. 64–65.

[23] Hao Wang, « Notes on the Analytic-Synthetic Distinction, » *Theoria* 21 (1995); 158. Voir également John Wild et J.L. Cobitz, « On the Distinction between the Analytic and Synthetic, » *Philosophy and Phenomenological Research* 8 (June 1948): 651–67.

[24] John J. Toohey, *Notes on Epistemology*, rev. ed. (Washington D.C.: Georgetown University, 1937), p. 36. Italique dans l'original.

[25] R.P. Phillips, *Modern Thomistic Philosophy* (Westminster, Maryland: Newman Bookshop, 1934–35), 2, pp. 36–37. Voir également Murray N. Rothbard, « The Mantle of Science, » dans *Scientism and Values*, Helmut Schoeck et James W. Wiggins, ed., (Princeton, NJ: D Van Nostrand, 1960), pp. 162–65.

[26] Toohey, *Notes on Epistemology*, p. 10. Italique dans l'original.

[27] Alfred Schütz, *Collected Papers of Alfred Schütz*, vol. 2, *Studies in Social Theory*, A. Brodersen, ed. (The Hague: Nijhoff, 1964), p. 4. Voir également Mises, *L'Action humaine*

[28] Alfred Schütz, *Collected Papers of Alfred Schütz*, vol. 1, The Problem of Social Reality, A. Brodersen, ed. (the Hague, Nijhoff), 1964, p. 65. Sur les présuppositions philosophiques de la science, voir Andrew G. Van Melsen, *The Philosophy of Nature* (Pittsburgh: Duquesne University Press, 1953), pp. 6–29. Sur le sens commun comme fondement de la philosophie, voir Toohey, *Notes on Epistemology*, pp. 74, 106–13. Sur l’application d’un point de vue similaire à la méthodologie de l’économie, voir Frank H Knight, « ‘What is Truth’ in Economics, » dans *On the History and Method of Economics* (Chicago: University of Chicago Press, 1956), pp. 151–78.

[29] Joseph Dorfman, *The Economic Mind in American Civilization*, 5 vols. (New York: Viking Press, 1949), 3, p. 376.

[30] Friedrich A. Hayek, « The Non Sequitur of the ‘Dependence Effect,’ » in Friedrich A. Hayek, *Studies in Philosophy, Politics, and Economics* (Chicago: University of Chicago Press, 1967), pp. 314–15.

[31] Mises, *L’Action humaine*

[32] Voir Rothbard, « Toward a Reconstruction, » pp. 230–31.

[33] Ludwig von Mises, *Theory and History* (New Haven: Yale University Press, 1957).

[34] Mises, *Human Action*, pp. 55–56, 348.

[35] Cowles Commission for Research in Economics, *Report for the Period, January 1, 1948–June 30, 1949* (Chicago: University of Chicago Press, 1949), p. 7, cité dans Mises, *Theory and History*, pp. 10–11.

[36] Ibid., pp. 10–11.

[37] Ludwig von Mises, « Comments about the Mathematical Treatment of Economic Problems » (Cité comme manuscrit non publié, publié comme « *The Equations of Mathematical Economics* » dans le *Quarterly Journal of Austrian Economics*, vol. 3, no. 1 (Spring 2000), 27–32.

[38] Mises, *Theory and History*, pp. 11–12. Voir également Leoni et Frola, « On Mathematical Thinking, » pp. 1–8, et Leland B. Yeager, « Measurement as Scientific Method in Economics, » *American Journal of Economics and Sociology* 16 (July 1957): 337–46.

[39] Alfred Schütz, *The Phenomenology of the Social World* (Evanston, Ill.: Northwestern University Press, 1967), pp. 137, 245. Voir également Ludwig M. Lachmann, *The Legacy of Max Weber* (Berkeley, California: Clendessary Press, 1971), pp. 17–48.

Jour 14. Les principes diaboliques du plan de santé. Par Murray N. Rothbard

Résumé : La réforme de la santé d'Obama s'inspire des mêmes principes généraux qui présidaient au plan de santé Clinton en 1994. C'est l'occasion de revenir sur les fondements socialistes et collectivistes des réformes de la santé engagées par le Parti démocrate au cours des vingt dernières années.

Par Murray N. Rothbard

Traduit par Zané Purmale, Institut Coppet

Murray N. Rothbard (1926-1995) fut le doyen de l'école autrichienne, fondateur du libertarianisme moderne, et directeur académique du Mises Institute. Il fut également éditeur avec Lew Rockwell du Rothbard-Rockwell Report, et avait nommé Lew Rockwell comme son exécuteur testamentaire.

Le cliché habituel des médias à propos du plan de santé de Clinton est que Dieu, ou le Diable, en fonction de votre point de vue, « est dans les détails ». Il existe un accord surprenant entre les supporteurs et la plupart des critiques de la « réforme » de santé de Clinton. Les supporteurs affirment que les principes généraux du plan sont merveilleux mais qu'il réside quelques problèmes dans les détails, c'est-à-dire dans le coût qu'il va engendrer, dans la manière dont il sera exactement financé, et si les petites entreprises obtiendront suffisamment de subventions pour compenser les coûts élevés, et ainsi de suite jusqu'à l'infini.

Les détracteurs présumés du Plan Clinton s'empressent également d'affirmer qu'eux aussi acceptent les principes généraux mais qu'il y a trop de problèmes dans les détails. Souvent les critiques proposent leur propre plan, légèrement moins complexe que le programme de Clinton, en l'accompagnant d'affirmations telles que leur plan est moins contraignant, moins coûteux et moins socialiste que l'effort demandé par Clinton. Et comme le système de santé constitue environ un septième de la production américaine, il y a assez de détails et de variantes pour faire travailler une cohorte de fonctionnaires jusqu'à la fin de leur vie.

Mais les détails du plan de Clinton, aussi diaboliques soient-ils, ne sont que de joyeux petits démons en comparaison avec les principes généraux où Lucifer se cache réellement. En acceptant les principes, tout en luttant sur les détails, l'Opposition Loyale réussit seulement à tout céder dans la négociation, avant même que le débat sur les détails ait pu commencer. Perdus dans une multitude de détails insignifiants, les critiques conservateurs de la réforme de Clinton, en étant « responsables » et en travaillant au sein du paradigme mis en place par l'Ennemi, rendent un service vital aux Clintoniens en étouffant toute véritable opposition au Grand Bond en Avant de Clinton dans le collectivisme sanitaire.

Laissez-nous examiner quelques principes généraux méphistophéliques de la réforme de Clinton appuyée par les critiques conservateurs.

1. Accès universel garanti

Ces derniers temps, il y a eu beaucoup de discussions autour de l'« accès universel » à tel ou tel bien ou service. De nombreux « libertariens » ou partisans du « marché libre » soutenant la

« réforme » de l'éducation, par exemple, préconisent un système de chèques assurés par les impôts pour donner « l'accès » aux écoles privées. Mais il existe déjà une entité, dans n'importe quelle société libre, qui assure un « accès universel » à chaque bien ou service imaginable, et non seulement à la santé, mais aussi à l'éducation ou à la nourriture. Cette entité n'est pas un chèque ou une carte d'identité clintonienne ; elle s'appelle « dollar ». Les dollars assurent non seulement un accès universel à tous les biens et services, mais ils l'assurent à chaque détenteur de dollars, pour tous les produits, dans la mesure souhaitée. Toutes les autres créations artificielles, qu'il s'agisse du chèque, de la carte vitale, ou du coupon alimentaire, sont despotiques et contraignantes, écrasent le contribuable et sont inefficaces et égalitaires.

2. Coercitif

« L'accès universel garanti » ne peut être assuré du vol que par l'imposition, et le principe même de cette extorsion ne change pas, même en appelant ces impôts des « droits », des « primes » ou des « contributions ». Un impôt, quel que soit son nom, sent le pourri et laisse des conséquences similaires, même si seuls les « employeurs » sont obligés de payer des « primes » plus élevées.

En outre, pour que quiconque bénéficie d'un accès « garanti » à n'importe quoi, il est obligé d'y participer dans les deux sens : en recevant des « avantages » et en payant pour eux. Par conséquent, « un accès universel garanti » implique non seulement de contraindre les contribuables, mais tout le monde en tant que participants et contributeurs. Tous les pleurs et les lamentations sur les 37 millions de « non assurés » passent par-dessus le fait que la plupart de ces non assurés ont pris une décision rationnelle de ne pas « s'assurer », et qu'ils sont prêts à prendre le risque de payer les prix du marché s'ils ont éventuellement besoin de soins de santé. Mais ils ne pourront plus rester libres des « avantages » de l'assurance ; leur participation va devenir obligatoire. Nous deviendrons tous des recrues de la santé.

3. Égalitaire

Universel veut dire égalitaire. Car le terrible thème égalitaire de « l'équité » entre immédiatement en jeu. Une fois que l'État devient le patron de toute la santé dans le cadre du plan de Clinton ou celui de l'opposition officielle, alors il apparaîtra « injuste » que les riches profitent de soins médicaux meilleurs que la personne vivant dans la rue. Ce stratagème de « l'équité » est considéré comme évident et n'est jamais soumis à des critiques. Pourquoi ce système de santé à « deux vitesses » (en réalité il est à plusieurs vitesses) est-il plus « injuste » que le système à plusieurs vitesses pour l'habillement, la nourriture ou les transports ? Jusqu'alors, la plupart des gens ne considéraient pas qu'il était injuste que certaines personnes puissent se payer des dîners aux Quatre Saisons et des vacances au Vignoble de Martha, tandis que d'autres devaient se contenter d'un McDo ou de rester à la maison. Pourquoi en serait-il autrement avec les soins médicaux ?

Et pourtant, un des axes principaux du Plan de Clinton est de tous nous réduire à un statut égalitaire de santé « à une vitesse ».

4. Collectiviste

Pour assurer l'égalité à chacun et à tous, les soins médicaux seront collectivisés, sous la supervision étroite de l'Agence fédérale de santé, avec les prestations de santé et d'assurance

embrigadées par le gouvernement dans les collectifs régionaux et les alliances. La pratique privée de la médecine sera chassée pour que ces collectifs et les Organisations mondiales de la santé restent la seule option pour le consommateur. Même si les supporteurs du plan de Clinton essayent d'assurer aux Américains qu'ils pourront toujours « choisir leur propre médecin », en pratique cela deviendra de plus en plus difficile.

5. Les contrôles des prix

Comme il est très bien connu que le contrôle des prix n'a jamais marché, que cela a toujours été une catastrophe, l'administration Clinton, très habile dans la ruse sémantique, a toujours farouchement nié que les contrôles des prix aient été envisagés. Mais les contrôles stricts des prix seront bien trop évidents et douloureux, même s'ils portent le masque de « plafonnement des primes », de « plafonnement des coûts » ou de « contrôle de la dépense ». Ils devront être faits car la promesse de « contrôler les coûts » permet aux Clintoniens d'avoir la scandaleuse affirmation que les impôts ne vont guère augmenter. (À part pour les employeurs, évidemment.) Un contrôle étroit des dépenses sera imposé par l'État, non seulement sur les siennes, mais surtout sur les dépenses privées.

Un des aspects les plus effrayants du plan Clinton est que n'importe quelle tentative par nous, les consommateurs, de contourner ces contrôles de prix, par exemple en payant plus que les prix imposés par le contrôle aux médecins en pratique libérale, sera criminalisée. Ainsi, le plan Clinton déclare que « *le prestataire ne peut pas demander ou percevoir de la part du patient des honoraires qui sont supérieurs au barème adapté par l'alliance* » et des sanctions pénales seront engagées pour les « *paiements des pots de vin ou des gratifications* » (à savoir « les prix du marché noir ») qui tenteront « *d'influencer les prestations du service de santé* ».

En plaidant pour leur plan, d'ailleurs, les Clintoniens ont transformé une insulte en injure en faisant passer un non-sens total pour un argument. Leur argument principal en faveur du plan est que les soins de santé sont « trop coûteux », et cette idée se repose sur le fait que la dépense pour les soins de santé ces dernières années a considérablement augmenté en pourcentage du PIB. Mais la hausse de la dépense n'est pas du tout la même chose que l'augmentation du coût ; si c'était le cas, je pourrais facilement avancer que, comme le pourcentage du PIB consacré aux ordinateurs a considérablement augmenté ces dernières années, les « prix des ordinateurs » sont donc excessifs, et que des contrôles stricts des prix, des plafonnements et des contrôles de dépense doivent être immédiatement imposés aux achats des ordinateurs faits par les consommateurs et les entreprises.

6. Rationnement médical

Les contrôles stricts des prix et de la dépense veulent dire, évidemment, que les soins médicaux devront être rigoureusement rationnés, surtout quand ces contrôles et ces plafonnements viennent en même temps que sont « garantis » des soins universaux et égaux. Les socialistes, en effet, ont toujours adoré rationner, puisque cela donne aux bureaucrates le pouvoir sur le peuple et que cela va dans le sens d'un égalitarisme coercitif.

Et alors cela veut dire que l'État, ses bureaucrates et ses subordonnés médicaux vont décider qui obtient quel service. Le totalitarisme médical, en dépit de nous tous, sera bel et bien vivant en Amérique.

7. Le consommateur pénible

Nous devons nous souvenir d'un point crucial à propos de l'État contre les opérations commerciales sur le marché. Les entreprises désirent toujours que les consommateurs achètent leur produit ou service. Dans le marché libre, le consommateur est le roi ou la reine, et les « fournisseurs » essaient toujours de faire des profits et gagner des clients en satisfaisant leurs désirs. Mais quand c'est l'État qui assure le service, le consommateur se transforme en une épine dans le pied, un utilisateur qui « gaspille » les minces ressources sociales. Tandis que le marché libre est un endroit calme et coopératif où tout le monde en profite et personne ne perd, lorsque le gouvernement fournit le produit ou le service, chaque consommateur est traité comme s'il utilisait une ressource uniquement au détriment de ses semblables. L'arène du « service public », et non le marché libre, est la jungle où on s'entredévore.

Alors, l'avenir du plan de santé de Clinton se profile : l'État comme rationnaire totalitaire des services de santé, distribuant à contrecœur les soins à un niveau aussi bas que possible et de manière égalitaire, et en traitant chaque « client » comme un parasite gaspilleur. Et si, à Dieu ne plaise, vous avez un sérieux problème de santé ou si vous êtes une personne âgée ou si votre traitement nécessite des ressources plus rares que ceux que l'Agence de santé juge appropriées, alors là le Grand Frère ou la Grande Sœur Rationneuse de Washington va décider, dans le meilleur intérêt de la « société », évidemment, de vous donner le traitement de Kevorkian [1].

8. Le grand bond en avant

Il existe beaucoup d'autres pensées ridicules parmi les aspects presque universellement acceptés du plan de Clinton, en commençant par la perversion brutale du concept d'« assurance » et en finissant par la vision imbécile consistant à croire qu'une énorme expansion du contrôle étatique va d'une façon ou d'une autre éliminer le besoin de remplir les formulaires de santé. Mais il suffit de souligner un point essentiel : le plan consiste en un grand bond en avant dans le collectivisme.

L'idée a été très bien exprimée, quoique avec admiration, par David Lauter dans *Los Angeles Times* (23 septembre). De temps en temps, a dit Lauter, « *le gouvernement se prépare collectivement, prend une profonde respiration et se jette dans un avenir largement inconnu* ». Le premier saut américain a été le New Deal des années 1930, bondissant dans la sécurité sociale et dans une réglementation fédérale de l'économie. Le deuxième saut a été la révolution des droits civils des années 1960. Et maintenant, écrit Lauter, « *un autre Président récemment élu a proposé un plan radical* » et nous entendons à nouveau « *les bruits du système politique qui s'échauffe une fois de plus pour le grand saut* ».

Le seul point important que M. Lauter omet : sauteur, mais dans quoi ? Volontairement ou non, sa métaphore du « saut » semble juste, car elle rappelle le Grand bond en avant de la terrible poussée de Mao vers le communisme extrême.

Le plan de santé de Clinton n'est pas une « réforme » et il ne répond pas à une « crise ». Si on se débarrasse de la fausse sémantique, on découvre un autre Grand bond en avant dans le socialisme. Tandis que la Russie et les anciens pays communistes luttent pour sortir du socialisme et de la catastrophe que sont leurs « soins de santé universellement garantis » (vérifiez leurs statistiques démographiques), Clinton et son étrange *Brain Trust* (cercle de compétence), composé d'anciens étudiants gauchistes vieillissants, propose de détruire notre économie, notre liberté, et ce qui a été, malgré tous les maux imposés par les précédentes interventions étatiques, le meilleur système de santé au monde.

C'est pour ces raisons que le plan de santé de Clinton doit être combattu par tous les moyens à la racine, car le mal se cache dans les principes généraux, et c'est pourquoi l'Institut Ludwig von Mises, au lieu de proposer son propre plan de santé de 500 pages, s'accroche à son plan en « quatre étapes » fondé sur les principes proposés par le membre éminent du Mises Institute Hans-Hermann Hoppe (*The Free Market*, avril 1993) qui consiste en un démantèlement de l'actuelle intervention étatique dans le secteur de la santé.

Jour 15. Les vices ne sont pas des crimes. Par Murray N. Rothbard

Résumé : La théorie morale libertarienne nous enseigne que la loi doit réprimer les comportements qui conduisent un individu à faire usage de violence à l'égard de la personne ou de la propriété d'autrui. Mais elle nous apprend aussi, dans la droite lignée de l'anarchisme individualiste de Lysander Spooner, à distinguer l'immoral de l'illégal, et donc les vices des crimes. Selon une idée qui veut que politique et inclination religieuse soient liées, Murray Rothbard nous rappelle les différences entre christianisme piétiste et christianisme liturgique, en revenant sur les liens de Spooner avec le piétisme, et ses idées sur l'esclavage et l'abolitionnisme.

Par Murray N. Rothbard

Traduit par Victor Stepien, Institut Coppet

Murray N. Rothbard (1926-1995) fut le doyen de l'école autrichienne, fondateur du libertarianisme moderne, et directeur académique du Mises Institute. Il fut également éditeur avec Lew Rockwell du Rothbard-Rockwell Report, et avait nommé Lew Rockwell comme son exécuteur testamentaire.

Vous devez tous être reconnaissants envers Carl Watner, qui a retrouvé une œuvre inconnue du grand Lysander Spooner ; elle avait réussi à échapper à l'éditeur des *Oeuvres complètes* de Spooner.

À la fois le titre tout comme le contenu de l'article intitulé « Les vices ne sont pas des crimes » mettent en lumière le rôle tout particulier qu'exerçaient la morale et le principe moral pour Spooner, à travers les anarchistes et les libertariens de son époque. En effet, Spooner était le dernier des grands théoriciens du droit naturel parmi les anarchistes, les libéraux classiques, ou même les théoriciens de la morale de manière générale ; le vieil héritier vaillant de la tradition intellectuelle des XVIIe et XVIIIe siècles de la loi naturelle résistait contre le déclin de l'idée d'une morale scientifique ou naturelle, ou de la science de la justice et des droits individuels.

Non seulement la loi et les droits naturels avaient conduit la société au régime arbitraire du calcul utilitariste et du caprice nihiliste, mais le même processus dégénérescent s'était également produit parmi les libertariens et les anarchistes. Spooner savait que les fondements des droits individuels et de la liberté étaient risibles tant que toutes les valeurs et l'éthique étaient arbitraires et subjectives.

Cependant, même dans son propre mouvement anarchiste, Spooner était le dernier gardien des intellectuels attachés aux droits naturels. Ses successeurs dans le mouvement individualiste et anarchiste, dont la figure principale était Benjamin R. Tucker, proclamaient tous le caprice arbitraire et l'hypothèse que la raison du plus fort est toujours la meilleure comme fondement de la théorie morale libertarienne. Et pourtant, Spooner savait qu'il ne s'agissait en aucun cas de fondement réel ; car en effet, l'État est beaucoup plus puissant que l'individu, et si l'individu ne peut pas s'armer de la justice contre l'oppression étatique, il ne dispose alors d'aucune base solide pour se retourner et la vaincre.

Avec son accent sur les principes cognitifs de la morale, Spooner devait sembler terriblement vieux jeu pour Tucker et les jeunes anarchistes des années 1870 et 1880. Et pourtant

maintenant, un siècle après, c'est le nihilisme et l'amoralisme cruel qui étaient en vogue à l'époque qui nous semblent vides et destructeurs de cette liberté qu'ils essayaient d'engendrer. Nous essayons désormais de retrouver la tradition désuète des droits individuels objectivement décrits. En philosophie, en économie, en science analytique, nous nous rendons compte que mettre de côté les droits moraux, ce n'est pas le nouveau monde parfait que nous imaginions –mais plutôt un long et désastreux détour à travers la philosophie politique qui, heureusement, arrive à sa fin.

Les adversaires de la morale objective disent souvent que la théorie morale possède un caractère tyrannique sur l'individu. Ceci, bien entendu, se produit avec beaucoup de théories de la morale, mais cela ne peut pas se produire lorsque la théorie morale fait une distinction claire et nette entre « l'immoral » et « l'illégal » ou, selon Spooner, entre les « vices » et les « crimes ». L'immoral ou le « vice » consistent en une myriade d'actions humaines, en englobant des questions d'importance vitale, la méchanceté que l'on peut porter envers ses voisins, ou encore l'omission volontaire de prendre ses vitamines. Mais aucune d'entre elles ne devrait être prise par défaut avec une action qui serait « illégale », c'est-à-dire une action proscrite par la violence de la loi. Cette dernière, selon la perspective libertarienne de Spooner, devrait être confinée de manière stricte à l'initiation de la violence contre les droits des personnes et à la propriété.

D'autres théories morales utilisent la loi – l'engin de la violence sociale légitime – pour faire régner l'obéissance à certaines normes comportementales. Au contraire, la loi morale libertarienne assure qu'il est immoral et injuste d'interférer avec le droit d'un homme (qu'il ait commis un crime ou pas), et qu'il advient de le laisser disposer de sa propre vie et de sa propriété sans interférence incongrue. Pour le libertarien jusnaturaliste, sa théorie de la justice cognitive est une grande barrière contre l'invasion éternelle et étatique des droits, contrairement à d'autres théories morales qui tentent d'utiliser l'État pour combattre l'immoralité.

On peut beaucoup apprendre en considérant Spooner et son essai dans le contexte des recherches fascinantes sur la politique américaine du XIXe siècle, remise à jour plus récemment par la « nouvelle histoire politique ». Alors que cette nouvelle histoire a été appliquée à la plupart du XIXe siècle, les meilleures recherches ont été faites sur le Midwest après la guerre civile, en particulier dans l'étude brillante de Paul Kleppner qui s'intitule *The Cross of Culture* [1].

Ce que Kleppner et d'autres ont démontré, c'est que les idées politiques des Américains peuvent être réduites à leurs attitudes et leurs croyances religieuses de manière très ténue. En particulier, leurs idées politiques et économiques dépendent du degré à partir duquel ils se conforment à deux pôles basiques de la croyance chrétienne : piétiste, ou liturgique (même si ce dernier peut être amendé au « liturgique plus doctrinal »). Piétiste, au XIXe siècle, voulait dire tous les groupes de protestants, hormis l'Église Épiscopale, la Haute Église Luthérienne, et les calvinistes orthodoxes. Liturgique voulait dire ces derniers plus les catholiques. (Et les attitudes « piétistes » englobaient souvent le déisme et l'athéisme.)

Brièvement, le piétiste a tendance à penser que pour être vraiment croyant, une personne doit vivre l'expérience d'une conversion émotionnelle ; le converti, à travers ce qu'on appelle « le baptême du Saint-Esprit », a une relation directe avec Dieu ou avec Jésus. Le liturgique, par contre, s'intéresse soit à la foi doctrinaire, soit aux rituels prescrits par une Église et annoncés comme une clé pour le Salut.

Ainsi, on pourrait penser que le piétisme pourrait rendre un individu individualiste politiquement, en croyant que l'État ne doit pas interférer avec les choix et les actes moraux de chaque individu. Mais à partir du XIXe siècle, malheureusement, ce ne fut plus le cas. La plupart des piétistes ont suivi le raisonnement suivant : puisque nous ne pouvons pas nous assurer de la morale d'un individu par les rituels qu'il suit ou par l'adhésion qu'il professe à une certaine croyance, nous devons examiner ses actes et nous apercevoir s'il est vraiment moral.

En partant de ce constat, les piétistes ont conclu qu'il appartenait à chacun pour sauver son Salut de s'assurer que ses concitoyens tout comme lui-même se gardent du chemin de la tentation. Plus précisément, c'était l'État qui était censé assurer la morale obligatoire pour créer le climat moral adéquat afin de maximiser son Salut. En somme, à la place de l'individualiste, le piétiste avait désormais tendance à être un calvaire, une personne qui se mêle de tout, un gardien moral pour ses voisins, et un moralisateur compulsif qui utilise l'État pour interdire le « vice » aussi bien que le crime.

Les liturgiques, au contraire, décidèrent que la morale et le Salut seraient atteints en suivant la croyance et les rituels de leur Église. Les experts de ces croyances et de ces pratiques religieuses n'étaient bien sûr pas l'État, mais les prêtres et les évêques de cette Église (ou alors, dans le cas de quelques calvinistes orthodoxes, les pasteurs). Les liturgiques, sûrs des enseignements et des pratiques de leur Église, voulaient tout simplement être laissés en paix pour suivre les conseils de leurs prêtres ; cela ne les intéressait pas d'importuner ou de forcer leurs concitoyens pour atteindre le Salut. Par ailleurs, ils croyaient profondément que la morale n'était pas l'affaire de l'État, mais seulement celle de leurs mentors d'église.

Des années 1850 à 1890, le Parti Républicain était de manière presque exclusive le parti piétiste, généralement également appelé le « parti des grandes idées morales ». Le Parti Démocrate, au contraire, était presque exclusivement le parti liturgique, et était connu de manière presque catégorique comme le « parti de la responsabilité personnelle ».

De manière plus spécifique, après la guerre civile, on peut constater trois luttes régionales qui sont liées. À chaque fois, les Républicains et les Démocrates sont restés fidèles à leurs rôles en contraste. Soit : les tentatives des groupes piétistes (presque toujours des Républicains) pour mettre en place la Prohibition ; la tentative par ces mêmes groupes de mettre en place les lois moralisatrices appelées « Sunday blue laws » ; et la tentative par ces mêmes piétistes de mettre en place la présence aux cours obligatoire dans les écoles publiques afin d'utiliser ces écoles pour « christianiser » les catholiques.

Qu'est-ce qui a récemment fait l'objet de la plupart des recherches des historiens sur les luttes politiques et économiques ? La monnaie saine ou la monnaie fiduciaire ou l'inflation de la matière argent ? Le marché libre ou les douanes protectrices ? Une dépense de l'État plus ou moins large ? Il est vrai que ces sujets étaient souvent argumentés, mais il s'agissait de débats nationaux, qui étaient souvent assez éloignés des soucis de la vie de tous les jours des citoyens ordinaires. Je me suis toujours demandé comment cela se faisait qu'au XIXe siècle, le public s'intéressait à des sujets assez ardu斯 comme les droits de douane, les crédits bancaires, ou la monnaie. Comment était-ce possible à l'époque alors qu'il est presque impossible de rendre ces sujets intéressants pour le public désormais ?

Kleppner et d'autres nous ont donné le lien qui nous manquait entre ces problèmes économiques abstraits et les problèmes sociaux viscéraux proches des cœurs et des vies du

public. De manière plus spécifique, les Démocrates qui, jusqu'en 1896 au moins, favorisaient la position libertarienne du marché libre pour répondre à tous ces problèmes économiques, les mettaient en relation de manière pertinente avec les positions de leurs sympathisants liturgiques, qui comprenaient leur opposition à la prohibition, aux « blue laws », etc. Pour les Démocrates, toutes ces mesures économiques étatiques (notamment l'inflation) étaient « paternalistes », tout comme les invasions piétistes de leur liberté personnelle qu'ils détestaient. Ainsi, les dirigeants Démocrates arrivaient à « réveiller » leurs sympathisants en partant de leurs problèmes personnels locaux et en englobant des problèmes économiques plus larges et plus abstraits, et en se basant sur une position libertarienne pour les deux.

Les Républicains piétistes en faisaient de même avec leur base de sympathisants, en argumentant que l'État devrait réguler et contrôler les problèmes économiques tout comme il devrait contrôler la morale. Ainsi, les Républicains faisaient comme leurs prédecesseurs, les Whigs, qui ont par exemple créé le système de l'école publique dans leur circonscriptions.

De manière générale, les attitudes liturgiques qui consistent à dire « Mêle-toi de tes affaires » prenaient presque instinctivement la position libertarienne pour répondre à chaque question. Mais il existait bien entendu un sujet, avant la guerre civile, où le martelage et le malmenage étaient nécessaires pour rectifier une injustice monstrueuse : l'esclavage. Dans ce cas-là, la préoccupation particulière pour les principes moraux universels des piétistes et la pratique de ces principes nous ont donné les mouvements abolitionnistes et anti-esclavagistes. L'esclavage était une grande faille dans le système américain pour plus d'une raison ; en effet, il s'agissait également d'une faille du ressentiment liturgique instinctif contre les grandes croisades morales.

Retournons maintenant à Lysander Spooner. Spooner, qui était né dans la tradition piétiste de la Nouvelle Angleterre, entama sa carrière idéologique à succès en tant qu'abolitionniste invétéré. Malgré des différences d'interprétation de la constitution américaine, Spooner se positionnait essentiellement dans l'aile Garrisonienne anarchiste et « anti-étatique » du mouvement abolitionniste – celle qui recherchait l'abolition de l'esclavage sans utilisation de l'État central (qui était de toutes manières dominé par le Sud), mais par le biais d'une combinaison entre une ferveur morale et la rébellion des esclaves. Loin d'être des fervents sympathisants de l'Union, les Garrisoniens pensaient que les États du Nord devraient s'émanciper des États-Unis d'Amérique qui cautionnaient l'esclavage.

Jusqu'à présent, Spooner et les Garrisoniens suivaient l'approche libertarienne normale à propos de l'esclavage. Mais la trahison tragique se produit alors que l'Union allait en guerre avec les États du Sud concernant la déclaration de leur indépendance. Garrison et son ancien mouvement « anti-étatique » oublièrent leurs principes anarchistes dans leur enthousiasme pour le militarisme, les meurtres de masse, et l'étatisme centralisé pour ce qu'ils pensaient être une guerre contre l'esclavage.

Seulement Lysander Spooner et quelques rares autres ont tenu bon face à cette trahison ; seul Spooner se rendit compte que cela aggraverait le crime et l'erreur de rectifier les erreurs commises par un autre État. Ainsi, parmi ses collègues piétistes et moralisants contre l'esclavage, seul Spooner était capable de s'apercevoir avec une clarté brillante, malgré toutes les tentations, la différence incroyable entre le vice et le crime. Il voyait qu'on pouvait dénoncer les crimes des États, mais que ce n'était qu'empirer ces crimes que de maximiser le pouvoir étatique en tentant d'y remédier. Spooner n'était jamais d'accord pour suivre les piétistes qui validaient le crime ou qui tentaient d'invalider le vice.

L'anarchisme de Spooner était, tout comme l'abolitionnisme, une autre partie louable de l'héritage piétiste. Car, une fois encore, sa préoccupation piétiste pour les principes universels – dans ce cas-ci, tout comme dans le cas de l'esclavage, pour le triomphe complet de la justice et l'élimination de l'injustice – l'amena à une application constante et courageuse des principes libertariens où il n'était pas accepté socialement de poser des questions, c'est le moins qu'on puisse dire.

Alors que les liturgiques étaient nettement plus libertariens que les piétistes dans la deuxième partie du XIXe siècle, l'esprit piétiste est toujours important dans le mouvement libertarien pour insister sur une détermination sans relâche qui vise à éradiquer le crime et l'injustice. Comme on peut l'imaginer, ce n'est pas par hasard que les tracts anarchistes les plus fervents de Spooner étaient des échanges avec les Démocrates Cleveland et Bayard ; il ne voyait pas l'intérêt d'échanger avec les Républicains étatistes. Un levain piétiste dans un grumeau liturgique quasi-libertarien ?

Mais cela demande une ferveur dans le principe libertarien à confiner dans sa croisade morale piétiste (par exemple dans l'esclavagisme, l'étatisme, etc.) et de ne pas virer dans ce qu'on pourrait désigner comme « vice ». Heureusement, nous avons l'immortel Lysander Spooner, avec sa vie et ses œuvres, pour nous guider sur le bon chemin.

Jour 16. Répudier la dette publique. Par Murray N. Rothbard

Résumé : La révolution conservatrice de Reagan n'a pas été aussi libérale que cela, notamment sur le plan de l'état des finances publiques, de la fiscalité, de l'équilibre budgétaire et de l'endettement public. C'est à partir de cette période que la dette publique fédérale est devenue colossale, et qu'il est nécessaire de penser à la meilleure manière de la réduire drastiquement : les méthodes privilégiées habituellement sont l'inflation, mais il existe d'autres méthodes moins destructrices, comme la répudiation pure et simple de la dette publique et le refus de payer pour les erreurs passées des politiciens.

Par Murray N. Rothbard

Traduit par Marc Lassort, Institut Coppet

Murray N. Rothbard (1926-1995) fut le doyen de l'école autrichienne, fondateur du libertarianisme moderne, et directeur académique du Mises Institute. Il fut également éditeur avec Lew Rockwell du Rothbard-Rockwell Report, et avait nommé Lew Rockwell comme son exécuteur testamentaire.

Les titres de section sont du traducteur.

La trahison de Reagan

Au printemps 1981, les républicains conservateurs de la Chambre des représentants ont pleuré. Ils pleuraient parce que, dans la première vague de la Révolution Reagan, qui était censée apporter des coupes drastiques dans les dépenses publiques et les impôts, ainsi qu'un budget équilibré, il leur était demandé par la Maison Blanche et leurs propres dirigeants de voter pour une augmentation de la limite légale de la dette publique fédérale, qui a ensuite atteint le plafond légal d'un billion de dollars. Ils pleuraient parce que toute leur vie, ils avaient voté contre l'augmentation de la dette publique, et maintenant on leur demandait, leur propre parti et leur propre mouvement, de violer leurs principes de toujours. La Maison Blanche et sa direction leur assurait que cette violation, en principe, serait la dernière : qu'il était nécessaire pour une dernière fois d'augmenter le plafond de la dette pour donner au Président Reagan une chance de parvenir à un budget équilibré et de commencer à rembourser la dette. Beaucoup de ces républicains en larmes avaient annoncé qu'ils prenaient cette étape décisive parce qu'ils avaient profondément confiance en leur Président, qui ne les laisserait pas tomber.

De belles paroles. En un sens, les gestionnaires de Reagan avaient raison : il n'y avait plus de larmes, plus de plaintes, car les principes eux-mêmes avaient été vite oubliés, envoyés dans les poubelles de l'histoire. Les déficits et la dette publique se sont depuis lors massivement entassés, et peu de personnes s'en soucient, encore moins les républicains conservateurs. Après quelques années, la limite légale fut augmentée automatiquement. À la fin du règne de Reagan, la dette fédérale était de 2,6 billions de dollars, elle est maintenant de 3,5 billions de dollars et est en hausse rapide [1]. Et c'est le côté optimiste de la situation, parce que si vous ajoutez les garanties de prêts « hors-budget », et les charges, la grande dette fédérale totale est de 20 billions de dollars.

Avant l'ère Reagan, les conservateurs étaient clairs sur ce qu'ils pensaient des déficits et de la dette publique : un budget équilibré était bon, et les déficits et la dette publique étaient

mauvais, entassés par les keynésiens et les socialistes qui dépensent sans compter, qui proclamaient de manière absurde qu'il n'y avait rien de mal ou d'onéreux à propos de la dette publique. D'après les célèbres déclarations de l'apôtre keynésien de gauche de la « finance fonctionnelle », le Professeur Abba Lerner, il n'y a rien de mal avec la dette publique parce que « nous la devons à nous-mêmes ». En ces temps, au moins, les conservateurs étaient assez astucieux pour se rendre compte que cela faisait une énorme différence de montant, lors du combat avec les collectifs obscurément nommés, entre celui qui fait partie de « nous » (le contribuable accablé) et celui qui fait partie de « nous-mêmes » (ceux qui vivent en dehors du produit de la fiscalité).

Depuis Reagan, cependant, la vie intellectuelle et politique est allée à l'envers. Les conservateurs et les supposés économistes « libéraux » ont retourné leur veste pour trouver de nouvelles raisons pour lesquelles « les déficits n'importent pas », pourquoi nous devrions tous nous détendre et profiter du processus. Peut-être que l'argument le plus absurde des Reaganomistes était que nous ne devrions pas nous inquiéter de l'augmentation de la dette publique parce qu'elle était adaptée au bilan fédéral par une expansion des « actifs » publics. Il y avait là un nouveau tournant dans la macroéconomie libérale : les choses vont bien car la valeur des actifs étatiques monte ! Dans ce cas, pourquoi l'État ne nationalise-t-il pas purement et simplement tous les actifs ? Les Reaganomistes en sont venus en effet à tous les arguments imaginables pour justifier la dette publique, à l'exception de la phrase d'Abba Lerner, et je suis convaincu qu'ils ne recyclent pas cette phrase parce qu'il serait difficile de la soutenir avec un visage impassible à un moment où la propriété étrangère de la dette publique est en pleine ascension. Même en dehors de la propriété étrangère, il est beaucoup plus difficile de soutenir la thèse de Lerner qu'auparavant. À la fin des années 30, lorsque Lerner a énoncé sa thèse, le total des paiements d'intérêt sur la dette publique a été d'un milliard de dollars. Maintenant, ils ont grimpé en flèche à 200 milliards de dollars, le troisième élément le plus important dans le budget fédéral, après l'armée et la sécurité sociale : le « nous » devient de plus en plus minable par rapport au « nous-mêmes ».

Considérations générales sur la dette

Pour penser intelligemment sur la dette publique, nous devons d'abord revenir aux principes premiers et considérer la dette en général. En d'autres termes, une opération de crédit survient lorsque C, le créancier, transfère une somme d'argent (disons 1000 dollars) à D, le débiteur, en échange de la promesse que D remboursera C dans le délai d'un an avec paiement des intérêts. Si le taux d'intérêt convenu de la transaction est de 10%, alors le débiteur s'oblige à payer dans un délai d'un an 1100 dollars au créancier. Ce remboursement termine la transaction, qui contrairement à une vente régulière, se déroule au fil du temps.

Jusqu'à présent, il est clair qu'il n'y a rien de « mal » avec la dette privée. Comme pour tout commerce privé ou échange sur le marché, les deux parties de l'échange gagnent, et personne ne perd. Mais supposons que le débiteur est stupide, que cela dépasse ses capacités financières, et qu'il se rend compte qu'il ne peut pas rembourser la somme qu'il avait acceptée ? Ceci, bien sûr, est un risque encouru par la dette, et le débiteur a intérêt à garder ses dettes jusqu'à ce qu'il puisse assurément rembourser. Mais ce n'est pas un problème de dette à lui seul. Tout consommateur peut dépenser bêtement. Un homme peut faire sauter tout son salaire sur un bijou coûteux et ensuite se rendre compte qu'il ne peut pas nourrir sa famille. Donc la folie des consommateurs n'est guère un problème confiné à la dette seule. Mais il y a une différence cruciale : si un homme est dépassé par ses capacités de remboursement et ne peut pas payer, le créancier souffre aussi, car le débiteur n'a pas réussi à

rendre la propriété du créancier. Dans un sens profond, le débiteur qui ne parvient pas à rembourser les 1100 dollars dus au créancier a volé la propriété qui appartient au créancier. Nous avons ici non seulement une dette civile, mais un délit, une agression contre la propriété d'autrui.

Le sort des débiteurs

Au cours des siècles précédents, l'infraction commise par le débiteur insolvable était considérée comme grave, et à moins que le créancier fût prêt à « pardonner » la dette par charité, le débiteur continuait à devoir de l'argent plus l'accumulation des intérêts, plus les pénalités pour la poursuite du non-paiement. Souvent, les débiteurs étaient envoyés en prison jusqu'à ce qu'ils puissent payer – un peu draconien peut-être, mais au moins dans le véritable esprit de faire respecter les droits de propriété et de faire respecter l'inviolabilité des contrats. Le problème pratique majeur était la difficulté pour les débiteurs en prison de gagner l'argent pour rembourser le prêt. Peut-être qu'il aurait été préférable de permettre au débiteur d'être libre, à condition que ses revenus aillent payer le créancier pour son dû.

Dès le XVIIe siècle, cependant, les États ont commencé à sangloter sur le sort des malheureux débiteurs, en ignorant le fait que les débiteurs insolvables s'étaient mis eux-mêmes dans leur situation, et ils ont commencé à subvertir leur propre fonction proclamée de l'exécution des contrats. Les lois sur la faillite ont été adoptées, qui, de plus en plus, ont laissé les débiteurs se débrouiller, et ont empêché les créanciers d'obtenir leur propre propriété. Le vol était de plus en plus toléré, l'imprévoyance était subventionnée, et l'épargne était entravée. En fait, avec le dispositif moderne du chapitre 11, institué par la loi sur la réforme des faillites de 1978, non seulement les gestionnaires et les actionnaires inefficaces et imprévoyants s'en tirent facilement, mais ils restent souvent dans des positions de pouvoir, sans dette et gérant encore leurs entreprises, et affligeant les consommateurs et les créanciers de leurs inefficacités. Les économistes utilitaristes néoclassiques modernes ne voient rien de mal à cela. Le marché, après tout, « s'adapte » à ces changements dans la loi. Il est vrai que le marché peut s'adapter à presque tout, et donc ? Entraver les créanciers signifie que les taux d'intérêt augmentent en permanence, pour le sérieux et l'honnête ainsi que pour les imprévoyants, mais pourquoi les premiers devraient-ils être taxés pour subventionner les seconds ? Mais il y a des problèmes plus profonds avec cette attitude utilitariste. C'est la même revendication amorphe des mêmes économistes, qui veut qu'il n'y ait rien de mal avec la montée du crime contre les résidents ou les commerçants du centre-ville. Le marché, affirment-ils, s'adaptera et proposera des rabais pour de tels taux élevés de criminalité, et donc les loyers et la valeur des logements seront plus faibles dans les régions du centre-ville. Alors tout sera pris en charge. Mais quelle sorte de consolation est-ce ? Et quelle sorte de justification à l'agression et au crime ?

Dans une société juste, alors, seul le pardon volontaire des créanciers laisserait les débiteurs s'en tirer facilement, sinon, les lois sur les faillites sont une invasion injuste des droits de propriété des créanciers.

Un mythe à propos des « débiteurs » est que les débiteurs sont habituellement pauvres et que les créanciers sont riches, de sorte qu'intervenir pour sauver les débiteurs est simplement une exigence de « justice » égalitaire. Mais cette hypothèse n'a jamais été vraie : dans les affaires, plus riche est l'homme d'affaires, plus il est susceptible d'être un large débiteur. Ce sont les dettes des Donald Trump et de Robert Maxwell de ce monde qui dépassent spectaculairement leurs actifs. La pression exercée pour l'intervention au nom des débiteurs a généralement été défendue par des grandes entreprises avec de larges dettes. Dans les sociétés modernes, l'effet

des lois sur la faillite toujours plus restrictives a été d'entraver les créanciers obligataires pour le bénéfice des actionnaires et des dirigeants actuels, qui sont généralement installés par, et alliés avec, quelques grands actionnaires dominants. Le fait qu'une entreprise soit insolvable démontre que ses gestionnaires ont été inefficaces, et qu'ils doivent être rapidement retirés de la scène. Les lois sur la faillite qui maintiennent la prolongation de la règle des gestionnaires existants envahit non seulement les droits de propriété des créanciers, mais nuit également aux consommateurs et au système économique entier en empêchant le marché de purger les gestionnaires imprévoyants et inefficaces et les actionnaires, et de transférer la propriété des actifs industriels aux créanciers les plus efficaces. Non seulement cela. Dans un article récent d'une revue de droit, Bradley et Rosenzweig ont montré que les actionnaires, autant que les créanciers, ont perdu un montant significatif d'actifs dus à l'instauration du Chapitre 11 en 1978. Comme ils écrivent, « *si les obligataires et les actionnaires sont tous les deux perdants en vertu du Chapitre 11, alors qui sont les gagnants ?* » Les gagnants se révèlent être, de manière remarquable et sans surprise, les gestionnaires d'entreprises existants, inefficaces, ainsi que les avocats assortis, les comptables, et les conseillers financiers qui gagnent des frais énormes de réorganisation de faillites.

Dans une économie de libre marché qui respecte les droits de propriété, le volume de la dette privée est auto-contrôlé par la nécessité de rembourser le créancier, car aucun État paternaliste ne vous laissera filer facilement. En outre, le taux d'intérêt qu'un débiteur doit payer ne dépend pas seulement du taux général de préférence temporelle, mais aussi du degré de risque qu'un débiteur pose à un créancier. Un bon risque de crédit sera une « prime à l'emprunteur », qui paiera relativement peu d'intérêts. D'autre part, une personne imprévoyante ou un fugitif qui a été en faillite avant, aura à payer un taux d'intérêt beaucoup plus élevé, proportionnel au degré de risque sur le prêt.

Différences entre dette publique et dette privée

La plupart des gens, malheureusement, appliquent la même analyse à la dette publique qu'ils le font à la dette privée. Si l'inviolabilité des contrats devait régner dans le monde de la dette privée, ne devrait-elle pas être tout aussi sacro-sainte dans la dette publique ? La dette publique ne devrait-elle pas être régie par les mêmes principes que la dette privée ? La réponse est non, même si une telle réponse peut choquer la sensibilité de la plupart des gens. La raison est que les deux formes de la transaction-dette sont totalement différentes. Si j'emprunte de l'argent à partir d'une banque de crédit hypothécaire, je conclus un contrat pour transférer mon argent à un créancier à une date future ; dans un sens profond, il est le véritable propriétaire de l'argent à ce moment-là, et si je ne paie pas, je le vole de sa propriété légitime. Mais quand l'État emprunte de l'argent, ce n'est pas le gage de ses propres deniers : ses propres ressources ne sont pas endettées. L'État n'engage pas sa propre vie, sa fortune, et l'honneur sacré de rembourser la dette, mais les nôtres. C'est une cavalerie, et une transaction, de teintes très différents.

Car contrairement au reste d'entre nous, l'État ne vend pas de biens ou de services productifs et donc ne gagne rien. Il ne peut obtenir de l'argent qu'en pillant nos ressources à travers les impôts, ou à travers la taxe déguisée de la contrefaçon légalisée appelée « l'inflation ». Il y a des exceptions, bien sûr, comme lorsque l'État vend des timbres aux collectionneurs ou transporte notre courrier avec une grave inefficacité, mais la grosse majorité des revenus étatiques est acquise par l'impôt ou son équivalent monétaire. En fait, à l'époque de la monarchie, et surtout dans la période médiévale avant l'avènement de l'État moderne, les rois obtenaient eux-mêmes l'essentiel des revenus de leurs biens privés – tels que les forêts et les

terres agricoles. Leur dette, en d'autres termes, était plus privée que publique, et de ce fait, leur dette s'élevait à presque rien par rapport à la dette publique qui a commencé en beauté à la fin du XVIIe siècle.

La transaction de la dette publique est donc très différente de la dette privée. Au lieu d'un créancier à faible préférence temporelle échangeant de l'argent contre la reconnaissance de dette d'un débiteur à grande préférence temporelle, l'État reçoit maintenant de l'argent de ses créanciers, les deux parties se rendant compte que l'argent sera remboursé non à partir des poches ou des cachettes des politiciens et des bureaucrates, mais des portefeuilles pillés et des sacs à main des contribuables malheureux, les sujets de l'État. L'État reçoit l'argent par la coercition fiscale, et les créanciers publics, loin d'être innocents, savent très bien que leurs produits vont sortir de cette même contrainte. En bref, les créanciers publics sont maintenant prêts à remettre l'argent à l'État afin de recevoir une part du butin de l'impôt dans le futur. C'est le contraire d'un marché libre, ou d'une transaction réellement volontaire. Les deux parties sont immoralement contractantes d'une participation à la violation des droits de propriété des citoyens dans le futur. Les deux parties font par conséquent des accords sur la propriété d'autrui, et cela mérite d'être connu. La transaction de crédit public n'est pas un véritable contrat qui a besoin d'être considéré comme sacro-saint, pas plus que les voleurs partageant à l'avance les résultats de leur pillage ne doivent être traités par une sorte de contrat sanctifié.

Toute fusion de la dette publique dans une transaction privée doit reposer sur la notion commune mais absurde selon laquelle l'imposition est réellement « volontaire », et que chaque fois que l'État fait quelque chose, « nous » le faisons volontairement. Ce mythe commode était exposé avec un ton humoristique mais incisif par le grand économiste Joseph Schumpeter : « *La théorie qui assimile les impôts à des cotisations de cercles ou à l'achat des services, par exemple, d'un médecin, prouve seulement combien cette branche des sciences sociales reste encore étrangère à l'application des méthodes scientifiques.* » [2] La morale et l'utilité économique vont généralement de pair. Contrairement à Alexandre Hamilton, qui a parlé à une petite mais influente clique de créanciers publics de New York et de Philadelphie, la dette nationale n'est pas une « bénédiction nationale ». Le déficit public annuel, plus le paiement de l'intérêt de la dette, qui ne cessent d'augmenter dans le total que la dette accumule, canalisent de plus en plus l'épargne privée précieuse et rare, et en font des gâchis publics inutiles qui « évincent » les investissements productifs. Les économistes de l'establishment, y compris les Reaganomistes, éludent habilement la question en qualifiant arbitrairement d'« investissements » la quasi-totalité des dépenses publiques, faisant penser que tout va bien, que tout est épantant, parce que l'épargne est « investie » de manière productive. Cependant, en réalité, les dépenses publiques ne se qualifient pas d'« investissements » dans un sens orwellien : l'État dépense réellement au nom des « biens de consommation » et des désirs des bureaucrates, des politiciens, et de leurs groupes de clients dépendants. Les dépenses publiques, donc, plutôt que d'être des « investissements », sont des dépenses de consommation d'une sorte particulièrement inutile et improductive, car elles sont livrées non par les producteurs mais par une classe parasite qui vit au large, et affaiblit de plus en plus le secteur privé productif. Ainsi, nous voyons que les statistiques ne sont pas le moins du monde « scientifiques » ou « sans valeur » : la manière dont les données sont classées – si par exemple, les dépenses publiques sont de la « consommation » ou de « l'investissement » – dépend de la philosophie politique et des idées du classificateur.

Le fardeau de la dette

Les déficits et une dette grimpante sont donc un fardeau croissant et intolérable sur la société et l'économie, à la fois parce qu'elles augmentent le fardeau de la dette et parce qu'elles épuisent de plus en plus les ressources de la production vers le secteur « public », contreproductif et parasitaire. En outre, chaque fois que les déficits sont financés par l'expansion du crédit bancaire – en d'autres termes, en créant de la nouvelle monnaie – les questions deviennent encore pires, puisque l'inflation de crédit crée une inflation des prix permanente et croissante ainsi que des vagues de « cycles économiques » de prospérité et de récession.

C'est pour toutes ces raisons que les Jeffersoniens et les Jacksoniens (qui, contrairement aux mythes des historiens, étaient extraordinairement compétents en théorie économique et monétaire) ont haï et méprisé la dette publique. En effet, la dette nationale a été payée deux fois dans l'histoire américaine, la première fois par Thomas Jefferson et la seconde, et sans doute la dernière fois, par Andrew Jackson.

Malheureusement, le remboursement de la dette nationale, qui va bientôt atteindre 4 billions de dollars, va bientôt entraîner la faillite de l'ensemble du pays. Pensez aux conséquences de l'imposition de nouveaux impôts de 4 billions de dollars aux États-Unis l'année prochaine ! Une autre façon, et presque aussi dévastatrice, de rembourser la dette publique serait d'imprimer 4 billions de dollars de nouvelle monnaie – soit en dollars papier ou en créant un nouveau crédit bancaire. Cette méthode serait extraordinairement inflationniste, et les prix exploseraient très rapidement, ruinant tous les groupes dont les revenus n'auraient pas augmenté dans la même mesure, et détruisant la valeur du dollar. Mais c'est en substance ce qui se passe dans les pays qui pratiquent l'hyper-inflation, comme l'Allemagne en 1923, et dans d'innombrables pays, en particulier dans le Tiers-Monde. Si un pays gonfle la monnaie pour augmenter sa dette, les prix augmentent de sorte à ce que les dollars, les marks ou les pesos que reçoivent les créanciers valent beaucoup moins que les dollars ou les pesos qu'ils ont originellement prêtés. Quand un Américain achetait une obligation allemande de 10 000 marks en 1914, elle valait plusieurs milliers de dollars. Ces 10 000 marks à la fin 1923 n'auraient pas valu plus d'un bâton de chewing-gum. L'inflation est donc une manière sournoise et une manière terriblement destructrice de répudier indirectement la « dette publique ». Elle est destructrice car elle ruine l'unité de monnaie, dont les individus et les entreprises dépendent pour le calcul de toutes leurs décisions économiques.

Répudier la dette publique

Je propose donc d'une manière apparemment drastique mais en réalité beaucoup moins destructrice de rembourser la dette publique d'un seul coup : la répudiation pure et simple de la dette. Considérons cette question : pourquoi les pauvres, les citoyens maltraités de Russie, de Pologne ou des autres pays ex-communistes sont liés par les dettes contractées par leurs anciens maîtres communistes ? Dans la situation communiste, l'injustice est claire : elle est que les citoyens qui luttent pour la liberté et pour une économie libérale doivent être taxés pour payer les dettes contractées par l'ancienne classe dirigeante monstrueuse. Mais cette injustice diffère seulement par le degré de dette publique « normale ». Car, au contraire, pourquoi l'État communiste de l'Union soviétique serait lié par les dettes contractées par l'État tsariste qu'ils détestaient et ont renversé ? Et pourquoi devrions-nous, citoyens américains d'aujourd'hui en lutte, être liés par des dettes créées par une élite dirigeante passée qui a contracté ces dettes à nos dépends ? Un des arguments convaincants contre les « réparations » visant à payer les Noirs pour l'esclavage passé, c'est que nous, les vivants,

n'avons pas été esclavagistes. De même, nous, les vivants, n'avons pas contracté dans le passé ou le présent des dettes contractées par les politiciens et les bureaucrates de Washington.

Bien que largement oubliée par les historiens et le public, la répudiation de la dette publique est une partie solide de la tradition américaine. La première vague de répudiation de la dette de l'État est venue pendant les années 1840, après les paniques de 1837 et de 1839. Ces paniques étaient la conséquence d'un boom inflationniste massif alimenté par la Seconde banque des États-Unis dirigée par les Whigs. Surfant sur la vague du crédit inflationniste, de nombreux gouvernements des États, en grande partie ceux qui étaient dirigés par les Whigs, flottaient sur une quantité énorme de dette, dont la plupart était allée dans les travaux publics inutiles (appelés par euphémisme des « améliorations internes »), et dans la création de banques inflationnistes. L'emprunt de dette publique par les gouvernements des États a grimpé de 26 millions de dollars à 170 millions de dollars au cours de la décennie des années 1830. La plupart de ces titres ont été financés par des investisseurs britanniques et néerlandais.

Durant les années déflationnistes de 1840, succédant à la panique, les gouvernements des États étaient confrontés au remboursement de leur dette en dollars, qui avaient maintenant moins de valeur que ceux qu'ils avaient empruntés. De nombreux États, maintenant largement dans les mains démocrates, ont rencontré la crise en répudiant ces dettes, soit totalement soit partiellement en révisant à la baisse leur montant par des « réajustements ». Plus précisément, sur les 28 États américains dans les années 1840, 9 étaient dans la position glorieuse de n'avoir aucune dette publique, et 1 (le Missouri) avait une dette négligeable. Sur les 18 restants, 9 ont payé l'intérêt sur leur dette publique sans interruption, pendant que 9 (Maryland, Pennsylvanie, Indiana, Illinois, Michigan, Arkansas, Louisiane, Mississippi et Floride) ont répudié une partie ou la totalité de leurs engagements. Parmi ces États, quatre ont fait défaut pendant plusieurs années sur le paiement des intérêts, alors que les cinq autres (Michigan, Mississippi, Arkansas, Louisiane et Floride) ont totalement et définitivement répudié leur dette publique. Comme dans toutes les répudiations de la dette, le résultat était d'évacuer une lourde charge sur le dos des contribuables des États qui ont fait défaut et répudié la dette.

En dehors de l'argument moral ou de la sainteté contractuelle contre la répudiation, que nous avons déjà discutés, l'argument économique classique est que cette répudiation est désastreuse, car qui, dans son esprit droit, prêterait à nouveau à un État qui a répudié ? Mais le contre-argument efficace a rarement été pris en compte : pourquoi davantage de capitaux privés devraient être versés dans les trous à rats de l'État ? C'est précisément l'assèchement du crédit public futur qui constitue l'un des principaux arguments en faveur de la répudiation, car cela signifie l'assèchement avantageux d'un canal majeur détruisant inutilement l'épargne du public. Ce que nous voulons, c'est une épargne abondante et de l'investissement dans les entreprises privées, et un État minimal, à petit budget, austère et maigre. Les gens et l'économie ne peuvent croître de manière prospère et fertile que lorsque l'État est affamé et chétif.

La prochaine grande vague de répudiation de la dette étatique est venue dans le Sud après le fléau de l'occupation du Nord et le fait que la reconstruction leur ait été enlevée. Huit États du Sud (Alabama, Arkansas, Floride, Louisiane, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Tennessee et Virginie) ont procédé, vers la fin des années 1870 et le début des années 1880, sous des régimes démocrates, à une répudiation de la dette imposée à leurs contribuables par l'aventure corrompue et gaspilleuse des États radicaux républicains en reconstruction.

Prospectives

Donc que peut-on faire maintenant ? La dette fédérale actuelle est de 3,5 billions de dollars. Environ 1,4 billions de dollars, soit 40%, est détenu par l'un ou l'autre organisme de l'État fédéral. Il est ridicule pour un citoyen d'être imposé par un bras de l'État fédéral (le fisc) à payer les intérêts et le principal de la dette détenue par un autre organisme de l'État fédéral. Cela permettrait de sauvegarder beaucoup d'argent du contribuable, et économiserait de l'épargne d'un gâchis de plus, d'annuler purement et simplement cette dette. La prétendue dette est simplement une fiction comptable qui fournit un masque sur la réalité et fournit un moyen commode de frapper d'une amende le contribuable. Ainsi, la plupart des gens pensent que l'Administration de la sécurité sociale prend leurs primes et les accumulent, peut-être par un investissement sain, puis « remboursera » le citoyen « assuré » quand il aura 65 ans. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Il n'y a pas d'assurance et il n'y a pas de « fonds », comme il doit y en avoir dans n'importe quel système d'assurance privé. L'État fédéral prend simplement les « primes » (les impôts) de Sécurité sociale sur la personne jeune, les utilise dans les dépenses générales du Trésor, et puis, lorsque la personne atteint l'âge de 65 ans, prend l'argent de quelqu'un d'autre pour payer la « prestation d'assurance ». La Sécurité sociale, peut-être l'institution la plus vénérée dans la politique américaine, est également le plus grand racket de toutes. C'est tout simplement une chaîne de Ponzi géante contrôlée par l'État fédéral. Mais cette réalité est masquée par l'achat d'obligations d'État par l'Administration de sécurité sociale, le Trésor dépensant ensuite ces fonds dans ce qu'il veut. Mais le fait que l'Administration de sécurité sociale a des obligations d'État dans son portefeuille, et perçoit des intérêts et le paiement du contribuable américain, lui permet de se faire passer pour une entreprise assurantielle légitime.

L'annulation des obligations détenues par les agences fédérales a donc réduit la dette fédérale de 40%. Je préconiserais de passer à la répudiation pure et simple de la dette entière, et de laisser les morceaux tomber où ils peuvent. Le résultat glorieux serait une baisse immédiate de 200 milliards de dollars dans les dépenses fédérales, avec au moins la chance d'obtenir une coupe équivalente en impôts.

Mais si ce système est considéré comme trop draconien, pourquoi ne pas traiter l'État fédéral comme est traitée une faillite privée (en oubliant le Chapitre 11) ? L'État est une organisation, alors pourquoi ne pas liquider les actifs de cette organisation et payer les créanciers (les détenteurs d'obligations étatiques) par une part proportionnelle de ces actifs ? Cette solution ne coûterait rien aux contribuables et une fois de plus, le soulagerait de 200 milliards de dollars de paiement des intérêts annuels. L'État fédéral des États-Unis devrait être contraint de restituer ses biens, de les vendre aux enchères, et ensuite de payer les créanciers en conséquence. Quels actifs étatiques ? Il y a beaucoup d'actifs, de la TVA aux domaines nationaux, comme diverses structures telles que La Poste. Le siège massif de la CIA à Langley, en Virginie, devrait rapporter une belle somme pour suffisamment de logements en copropriété pour l'ensemble de la main-d'œuvre à l'intérieur de la rocade. Nous pourrions peut-être éjecter les États-Unis des Nations Unies, récupérer les terres et les bâtiments, et les vendre pour un logement de luxe sur la Côte est où vivent de nombreuses célébrités. Un autre heureux hasard de ce processus serait une privatisation massive des terres socialisées de l'ouest des États-Unis et du reste de l'Amérique. Cette combinaison de la répudiation et de la privatisation serait un long chemin pour réduire le fardeau fiscal, en établissant la solidité financière, et en désocialisant les États-Unis.

Pour aller sur cette voie, cependant, nous devons d'abord nous débarrasser de la mentalité fallacieuse qui amalgame public et privé, et qui traite la dette publique comme s'il s'agissait d'un contrat de production entre deux propriétaires légitimes.

Notes

[1] NdT : La dette publique fédérale américaine était de 17 billions de \$ en octobre 2012. Depuis l'écriture de l'article de Rothbard en 1992, la dette publique fédérale a donc été multipliée par cinq, en à peine vingt ans.

[2] Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Vous pouvez retrouver la citation page 40 de ce document : http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_socialisme2.pdf.

Jour 17. Le sophisme du secteur public. Par Murray N. Rothbard

Résumé : Le secteur public est souvent considéré comme ayant des propriétés particulières qui le distinguent du secteur privé et qui le rendent indispensable. L'analyse de Murray Rothbard vise à démontrer l'inutilité totale du secteur public, et donc de l'État dans son ensemble, afin de favoriser une approche privée de l'ensemble des fonctions qui sont actuellement du ressort du secteur public.

Par Murray N. Rothbard

Traduit par Marc Lassort, Institut Coppet

Murray N. Rothbard (1926-1995) fut le doyen de l'école autrichienne, fondateur du libertarianisme moderne, et directeur académique du Mises Institute. Il fut également éditeur avec Lew Rockwell du Rothbard-Rockwell Report, et avait nommé Lew Rockwell comme son exécuteur testamentaire.

Nous avons entendu beaucoup de choses au cours des dernières années au sujet du « secteur public », et les discussions solennelles abondent à travers le pays sur l'opportunité ou non d'un accroissement du secteur public vis-à-vis du « secteur privé ». La terminologie elle-même est parfumée de science pure, et surgit en effet du soi-disant monde scientifique – en fait plutôt malpropre – des « statistiques nationales du revenu ». Mais le concept est à peine *wertfrei* [1] ; en fait, il se heurte à de graves implications contestables.

En premier lieu, nous pouvons nous demander : « secteur public » de quoi ? De ce qu'on appelle le « produit national ». Mais notez les hypothèses cachées : que le produit national est quelque chose comme une tarte composée de plusieurs « secteurs », et que ces secteurs, aussi bien publics que privés, sont ajoutés pour rendre le produit de l'économie dans son ensemble. De cette façon, l'hypothèse est introduite clandestinement dans l'analyse : les secteurs public et privé sont tout aussi productifs, tout aussi importants, sur un pied d'égalité, et « nos » décisions sur les proportions de secteur public dans le secteur privé sont à peu près aussi anodines que les décisions de n'importe quel individu à propos du fait de manger du gâteau ou de la crème glacée. L'État est considéré comme une sympathique agence de service, assez semblable à l'épicier du coin, ou plutôt au voisinage de quartier, dans laquelle « nous » nous réunissons pour décider du degré d'implication de « notre État » dans nos choix et nos vies. Même les économistes néoclassiques qui tendent à favoriser le libre marché et la société libre considèrent souvent l'État comme un organe de service social généralement inefficace, mais aimable, qui enregistre mécaniquement « nos » valeurs et décisions.

On aurait pu penser qu'il n'est pas difficile pour les chercheurs et les profanes de comprendre le fait que l'État n'est pas comme les Rotariens ou les Élans, qu'il diffère profondément de tous les autres organes et institutions de la société, à savoir qu'il vit et qu'il acquiert ses revenus par la contrainte et non par un paiement volontaire. Le regretté Joseph Schumpeter n'a jamais été plus astucieux que quand il a écrit : « *La théorie qui assimile les impôts à des cotisations de cercles ou à l'achat des services, par exemple, d'un médecin, prouve seulement combien cette branche des sciences sociales reste encore étrangère à l'application des méthodes scientifiques.* » [2]

Mis à part le secteur public, qu'est-ce qui constitue la productivité du « secteur privé » de l'économie ? La productivité du secteur privé ne vient pas du fait que les gens se précipitent

pour faire « quelque chose », n'importe quoi, avec leurs ressources. Elle consiste dans le fait qu'ils utilisent ces ressources pour satisfaire les besoins et les désirs des consommateurs. Les hommes d'affaires et les autres producteurs orientent leurs énergies, sur le marché libre, à la production des produits qui seront les mieux récompensés par les consommateurs. La vente de ces produits peut donc « mesurer » à peu près l'importance que les consommateurs leur accordent. Si des millions de personnes utilisent toute leur énergie à la production de calèches, ils ne seront pas en mesure de les vendre, et donc la productivité de leur production sera quasi nulle. D'autre part, si quelques millions de dollars par an sont dépensés sur le produit X, alors les statisticiens peuvent juger que ces millions constituent le rendement productif de la partie X du « secteur privé » de l'économie.

Une des caractéristiques les plus importantes de nos ressources économiques est leur rareté : les facteurs de la terre, du travail et des biens d'équipement sont tous rares, et peuvent tous être mis à disposition des diverses utilisations possibles. Le marché libre les utilise « productivement » parce que les producteurs sont incités à produire sur le marché ce dont les consommateurs ont le plus besoin : des automobiles, par exemple, plutôt que des calèches. Par conséquent, alors que les statistiques de la production totale du secteur privé semblent être une addition de chiffres ou un comptage des unités de production, les mesures de la production impliquent réellement la décision qualitative importante qu'est la considération comme « produit » de ce que les consommateurs sont prêts à acheter. Un million de voitures, vendues sur le marché, sont productives, car les consommateurs les ont considérées comme telles. Un million de calèches, invendues, ne seraient pas des « produits » car les consommateurs les auraient ignorées.

Supposons maintenant que l'État décide d'entrer dans cette idylle de libre-échange. L'État, pour des raisons qui lui sont propres, décide de bannir totalement les automobiles (peut-être parce que les ailes des voitures heurtent la sensibilité esthétique des dirigeants) et oblige plutôt les constructeurs automobiles à produire l'équivalent en calèches. Sous un tel régime strict, les consommateurs seraient en un sens obligés à acheter des calèches car aucune voiture ne serait permise. Dans ce cas, toutefois, le statisticien serait certainement myope s'il enregistrait les calèches sans broncher, comme étant tout aussi « productives » que les voitures précédentes. Ce serait se moquer du monde que de les considérer comme également productives. En fait, compte tenu des conditions plausibles, le total du « produit national » pourrait ne même pas faire apparaître une baisse statistique, alors qu'il aurait en fait diminué de manière drastique.

Et pourtant, le « secteur public » grandement vanté est dans une situation bien pire que les calèches de notre exemple hypothétique. Car la plupart des ressources digérées par l'estomac de l'État n'ont même pas été vues, et encore moins utilisées, par les consommateurs, qui avaient au moins le droit de conduire leur calèche. Dans le secteur privé, la productivité d'une entreprise se mesure par le montant que les consommateurs sont prêts à payer pour ses produits. Mais dans le secteur public, la « productivité » de l'État est mesurée – *mirabile dictum* – par combien il dépense ! Au début de la construction des statistiques de produit national, les statisticiens ont été confrontés au fait que les activités de l'État, au contraire des activités des individus et des entreprises, ne pouvaient pas être évaluées par les paiements volontaires du public – car de tels paiements volontaires sont rares voire inexistant. En supposant, sans aucune preuve, que l'État doive être aussi productif que tout autre chose, les statisticiens se sont donc reposés sur ses dépenses comme un gage de sa productivité. Ainsi, les dépenses publiques sont non seulement aussi utiles que les dépenses privées, mais tout ce que l'État a besoin de faire pour accroître sa « productivité » est d'élargir l'étendue de sa

bureaucratie. Embaucher plus de fonctionnaires, et voir la productivité du secteur public augmenter ! C'est une forme facile et joyeuse de magie sociale pour nos citoyens perplexes.

La vérité est exactement l'inverse des hypothèses communes. Loin d'ajouter confortablement au secteur privé, le secteur public ne peut se nourrir que du secteur privé : il vit nécessairement de manière parasitaire sur l'économie privée. Mais cela signifie que les ressources productives de la société, loin de satisfaire les désirs des consommateurs, sont maintenant éloignées par la contrainte de ces désirs et besoins. Les consommateurs sont délibérément contrariés, et les ressources de l'économie sont détournées des consommateurs au profit des activités désirées par la bureaucratie parasitaire et les politiciens. Dans de nombreux cas, les consommateurs privés n'obtiennent rien du tout, en dehors peut-être de la propagande diffusée pour eux à leurs propres frais. Dans d'autres cas, les consommateurs reçoivent quelque chose de très éloigné de leur liste de priorités – comme les calèches par exemple. Dans les deux cas, cela devient évident que le « secteur public » est en fait anti-productif, qu'il soustrait plutôt qu'il ajoute au secteur privé de l'économie. Car le secteur public vit par des attaques continues contre le critère même qui est utilisé pour mesurer la productivité : les achats volontaires des consommateurs.

Nous pouvons mesurer l'impact fiscal de l'État sur le secteur privé en soustrayant les dépenses publiques du produit national. Car les paiements de l'État de sa propre bureaucratie ne sont guère des ajouts à la production, et l'absorption publique des ressources économiques les sortent de la sphère productive. Cet indicateur est bien sûr seulement fiscal : il ne mesure pas l'impact anti-productif des diverses réglementations étatiques, qui paralysent la production et l'échange par d'autres moyens que les ressources absorbées. Il n'exclut pas non plus les nombreux autres sophismes à propos des statistiques sur le produit national. Mais au moins, il supprime ces mythes communs comme l'idée que le rendement productif de l'économie américaine a augmenté au cours de la Seconde Guerre mondiale. En soustrayant le déficit public au lieu de l'ajouter, nous constatons que la productivité réelle de l'économie a diminué, comme on pouvait raisonnablement s'y attendre au cours d'une guerre.

Dans un autre de ses commentaires avisés, Joseph Schumpeter a écrit à propos des intellectuels anticapitalistes : « *le capitalisme doit soutenir son procès devant des juges qui ont déjà en poche la sentence de mort. Ces juges se préparent à la prononcer, quels que soient les arguments invoqués par les avocats, le seul succès que puisse enregistrer une défense irréfutable consistant à faire modifier l'acte d'accusation.* » L'acte d'accusation est certainement en train de changer. Dans les années 1930, nous avons appris que l'État devait s'étendre car le capitalisme avait provoqué la pauvreté de masse. Maintenant, sous l'égide de John Kenneth Galbraith, nous entendons que le capitalisme a péché car les masses sont trop riches. Là où autrefois la pauvreté était subie par « un tiers d'une nation », nous devons maintenant déplorer la « famine » du secteur public.

Par quelles normes le Dr Galbraith conclut-il que le secteur privé est trop lourd et le secteur public trop anémique, et donc que l'État doit faire preuve d'une contrainte accrue pour rectifier sa propre malnutrition ? Certes, son niveau n'est pas historique. En 1902, par exemple, le produit national net des États-Unis était de 22,1 milliards de dollars. Les dépenses publiques (fédérales, étatiques, et locales) totalisaient 1,66 milliards de dollars, soit 7,1 % du produit total. En revanche, en 1957, le produit national net était de 402,6 milliards de dollars, et les dépenses publiques totalisaient 125,5 milliards de dollars, soit 31,2 % du produit total. La dépréciation budgétaire de l'État a donc été multipliée par quatre ou cinq à travers le siècle

actuel. Ce n'est guère plus la « famine » du secteur public. Et pourtant, Galbraith affirme que le secteur public a de plus en plus faim, par rapport à son statut dans le pauvre XIXe siècle.

Quelles sont donc les normes que Galbraith veut nous faire découvrir lorsque le secteur public va enfin être à son optimum ? La réponse n'est rien que le caprice personnel :

Il y aura une question de savoir quel est le critère de l'équilibre – à quel moment peut-on conclure que l'équilibre a été atteint dans la satisfaction des besoins privés et publics. La réponse est qu'aucun test ne peut être appliqué, car il n'en existe pas... Le déséquilibre actuel est clair... Cela étant, la direction vers laquelle nous allons pour corriger les sujets est tout à fait claire. [3]

Pour Galbraith, le déséquilibre d'aujourd'hui est « clair ». Pourquoi clair ? Parce qu'il regarde autour de lui et voit les conditions déplorables chaque fois qu'opère l'État. Les écoles sont surpeuplées, le trafic urbain est congestionné et les rues jonchées, les rivières sont polluées. Il aurait pu ajouter que la criminalité est de plus en plus effrénée et les cours de justice bouchées. Tous ces éléments sont des zones de fonctionnement et de propriété étatiques. La seule solution supposée à ces défauts flagrants est de siphonner plus d'argent dans les caisses de l'État.

Mais comment se fait-il que les organismes étatiques réclament davantage d'argent et dénoncent les citoyens pour leur réticence à fournir plus ? Pourquoi n'avons-nous jamais les équivalents d'entreprises privées pour les embouteillages (qui se produisent dans les rues étatiques), les écoles mal gérées, les pénuries d'eau, et ainsi de suite ? La raison est que les entreprises privées acquièrent l'argent qu'ils méritent par deux sources : le paiement volontaire pour des services par les consommateurs, et l'investissement volontaire par les investisseurs dans l'attente de la demande des consommateurs. S'il y a une demande accrue pour un bien détenu privativement, les consommateurs paient davantage pour le produit, et les investisseurs investissent davantage dans son offre, et donc « nettoient le marché » à la satisfaction de tous. S'il y a une demande accrue pour un bien détenu par l'État (eau, rues, métro, etc.), on parle toujours de nuisance à la consommation pour le gaspillage de ressources précieuses, couplé à la nuisance pour le contribuable qui doit rechigner à une charge fiscale plus élevée. L'entreprise privée fait de cela son affaire pour envoyer le consommateur au tribunal et pour satisfaire ses demandes les plus urgentes, les agences étatiques dénoncent le consommateur comme utilisateur gênant de leurs ressources. Seul un État, par exemple, regarderait avec tendresse la prohibition des voitures privées comme une « solution » au problème des rues congestionnées. De nombreux services étatiques « gratuits », d'ailleurs, créent une demande excédentaire permanente sur l'offre, et donc une « pénurie » permanente du produit. L'État, en bref, acquérant son revenu par la confiscation forcée plutôt que l'investissement volontaire et la consommation, n'est pas et ne peut pas être dirigé comme une entreprise. Ses inefficacités inhérentes les plus flagrantes, l'impossibilité pour lui de nettoyer le marché, l'assureront d'être un nid à problèmes sur la scène économique. [4]

Dans les temps anciens, la mauvaise gestion inhérente de l'État était généralement considérée comme un bon argument pour garder autant de choses que possible hors des mains de l'État. Après tout, quand on a investi dans une proposition perdante, on essaie de réfréner son entrée dans une mauvaise affaire. Et pourtant, le Dr Galbraith voudrait nous faire redoubler de détermination à verser de l'argent durement gagné par le contribuable au trou à rats du « secteur public », et utilise même les défauts de fonctionnement de l'État comme son argument majeur !

Le Professeur Galbraith a deux flèches à son arc. Tout d'abord, il affirme que comme le niveau de vie de la population a augmenté, les biens ajoutés ne valent pas autant que les précédents. C'est une connaissance assez basique. Mais Galbraith déduit en quelque sorte de ce déclin que les désirs privés des gens n'ont maintenant plus aucune valeur pour eux. Mais si c'est le cas, alors pourquoi les « services » étatiques, qui se sont développés à un rythme beaucoup plus rapide, devraient toujours avoir autant de valeur pour exiger un nouveau transfert de ressources vers le secteur public ? Son dernier argument est que les désirs privés sont tous artificiellement induits par la publicité commerciale, qui « crée » automatiquement les désirs qu'elle sert supposément. En bref, les gens, selon Galbraith, s'ils étaient laissés seuls, se contenteraient vraisemblablement d'un niveau de vie de subsistance, assez pauvre. La publicité est le méchant qui gâche cette idylle primitive.

Mis à part le problème philosophique de la manière dont A peut « créer » les désirs et les souhaits de B sans que B puisse placer son sceau d'approbation sur eux, nous sommes confrontés ici à une vision curieuse de l'économie. Est-ce que tout ce qui est au-dessus de la subsistance est « artificiel » ? Selon quel critère ? Par ailleurs, pourquoi une entreprise, dans le monde, devrait-elle passer par des frais et une peine supplémentaire en induisant des changements dans les désirs des consommateurs, quand elle peut faire du profit en servant les désirs existants et « créés » des consommateurs ? La « révolution du marketing » à laquelle est soumis le monde des affaires, sa concentration accrue et presque frénétique d'« études de marché », démontrent l'inverse du point de vue de Galbraith. Car si, par la publicité, la production des entreprises crée sa propre demande des consommateurs, il n'y aurait nul besoin d'études de marché – et aucune inquiétude à propos des faillites non plus. En fait, le consommateur dans une société d'opulence étant loin d'être plus qu'un « esclave » de la société commerciale, la vérité est précisément le contraire : pour que le niveau de vie s'élève au-delà de la subsistance, le consommateur devient de plus en plus difficile et exigeant sur ce qu'il achète. L'homme d'affaires doit payer encore plus le tribunal pour le consommateur qu'il ne l'a fait avant : d'où les tentatives furieuses des études de marché de savoir ce que les consommateurs veulent acheter.

Il y a un domaine de notre société, cependant, où les critiques de Galbraith sur la publicité peuvent presque s'appliquer – mais c'est dans une zone qu'il n'a curieusement jamais mentionnée. C'est l'énorme quantité de publicité de propagande par l'État. C'est la publicité qui diffuse au citoyen les vertus d'un produit que, contrairement à la publicité d'une entreprise, il n'a jamais eu la chance de tester. Si la compagnie de céréales X imprime une photo d'une jolie fille qui déclame que « les céréales X sont délicieuses », le consommateur, même si un nombre suffisant de personnes prennent cela au sérieux, a une chance de tester personnellement cette proposition. Bientôt son propre goût déterminera s'il va acheter ou non. Mais si une agence étatique fait de la publicité pour ses propres vertus dans les médias de masse, le citoyen n'a aucun test direct qui lui permette d'accepter ou de rejeter ces affirmations. Si des besoins sont artificiels, c'est bien ceux qui sont générés par la propagande étatique. En outre, la publicité de l'entreprise est au moins payée par les investisseurs, et son succès dépend de l'acceptation volontaire du produit par les consommateurs. La publicité étatique est payée par les moyens des impôts extraits aux citoyens, et peut donc continuer année après année, sans contrôle. Le citoyen infortuné est cajolé en applaudissant les mérites de ceux-là mêmes qui, par la coercition, sont forcés à le payer pour la propagande. Il s'agit véritablement de rajouter l'insulte au préjudice.

Si le Professeur Galbraith et ses partisans sont de pauvres guides pour la gestion du secteur public, quelle norme nous offre notre analyse à la place ? La réponse est la norme

jeffersonienne ancienne : « *Le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins.* » Toute réduction du secteur public, tout déplacement des activités du secteur public vers la sphère privée est un gain économique et moral net.

La plupart des économistes ont deux arguments fondamentaux en faveur du secteur public, que nous pouvons seulement examiner très brièvement ici. Le premier est le problème des « avantages externes ». A et B gagnent souvent, dit-on, s'ils peuvent forcer C à faire quelque chose. Beaucoup peut être dit dans la critique de cette doctrine, mais il suffit de dire ici que tout argument proclamant la bonté et le droit de trois voisins, par exemple, qui aspirent à former un quatuor à cordes, à forcer un quatrième voisin avec une baïonnette à apprendre à jouer de l'alto, est à peine digne d'un commentaire sobre. Le second argument est plus substantiel. Dépouillé de jargon technique, il précise que quelques services essentiels ne peuvent tout simplement pas être fournis par la sphère privée, et donc que l'offre étatique de ces services est nécessaire. Et pourtant, chacun des services fournis par l'État a été fourni avec succès dans le passé par l'entreprise privée. L'affirmation fade que les citoyens privés ne peuvent peut-être pas fournir ces biens n'est jamais confortée, dans les travaux de ces économistes, par aucune preuve quelle qu'elle soit. Comment se fait-il, par exemple, que les économistes, en tenant souvent compte de solutions pragmatiques et utilitaires, ne demandent pas « d'expérimentations » sociales dans cette direction ? Pourquoi les expériences politiques doivent-elles toujours être en direction de davantage d'État ? Pourquoi ne pas donner le marché libre à un comté ou même à un État ou deux, et voir ce qu'il peut accomplir ?

Notes

[1] NdT : *Wertfrei* est un terme allemand qui signifie la neutralité à l'égard des jugements de valeur. Max Weber parlait de *werturteilsfreie Wissenschaft*, la « neutralité axiologique », pour évoquer l'attitude que devait avoir le chercheur en sciences sociales en matière de jugements éthiques sur les questions qu'il aborde.

[2] Dans les phrases précédentes, Schumpeter a écrit : « *Les frictions ou antagonismes entre le secteur privé et le secteur public ont été intensifiés dès l'origine par le fait que [...] l'État a vécu sur des revenus qui, étant produits dans le secteur privé pour des fins privées, ont dû être détournés de ces emplois par la puissance publique.* » (Joseph Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy* [New York: Harper and Bros., 1942], p. 198).

[3] John Kenneth Galbraith, *The Affluent Society* (*L'Ère de l'opulence*, NdT), Boston: Houghton Mifflin, 1958, pp. 320-21.

[4] Pour en savoir plus sur les problèmes inhérents aux activités étatiques, voir Murray N. Rothbard, « *Government in Business* », dans *Essays on Liberty*, Irvington-on-Hudson, N.Y: Foundation for Economic Education, 1958, vol. 4, pp. 183-87.

Jour 18. La route vers le totalitarisme. Par Henry Hazlitt

Résumé : Comme l'affirmait Jean-François Revel, nous sommes en permanence sous la menace d'une tentation totalitaire. C'est l'essence du propos de Hazlitt dans ce texte. Il nous décrit les nouvelles formes que peut prendre le totalitarisme moderne, et la tentation totalitaire qui guette les États-Unis.

Par Henry Hazlitt

Traduit par Lydéric Dussans, Institut Coppet

Henry Hazlitt (1894-1993) était un journaliste bien connu qui a écrit sur les questions économiques pour le New York Times, le Wall Street Journal, et Newsweek, parmi de nombreuses autres publications. Il est surtout plus connu comme l'auteur de l'ouvrage classique L'économie politique en une leçon (1946).

En dépit de l'objectif ultime manifeste des maîtres de la Russie à communiser et à conquérir le monde, et malgré le pouvoir épouvantable des armes en leur possession, telles que les engins téléguidés et les bombes atomiques et à hydrogène, la plus grande menace pour la liberté américaine aujourd'hui vient de l'intérieur. C'est la menace d'une croissance et d'une propagation de l'idéologie totalitaire.

Le totalitarisme dans sa forme finale est la doctrine selon laquelle le gouvernement et l'État doivent exercer un contrôle total sur l'individu. L'*American College Dictionary*, suivant de près le *Webster's Collegiate*, définit le totalitarisme comme « *se rapportant à une forme centralisée de gouvernement dans laquelle ceux qui ont le contrôle n'accordent ni reconnaissance ni tolérance aux avis différents.* »

Maintenant, je devrais décrire cette incapacité à accorder la tolérance à d'autres parties non comme l'essence du totalitarisme, mais plutôt comme une de ses conséquences ou de ses corollaires. L'essence du totalitarisme, c'est que le groupe au pouvoir doit exercer un contrôle total. Son but initial (comme dans le communisme) peut être simplement d'exercer un contrôle total sur « l'économie ». Mais « l'État » (le nom imposant de la clique au pouvoir) ne peut exercer un contrôle total sur l'économie que s'il exerce un contrôle total sur les importations et les exportations, sur les prix, les taux d'intérêt et les salaires, sur la production et la consommation, sur l'achat et la vente, sur les salaires ou les dépenses de revenus, sur les emplois, sur les professions, sur les travailleurs – sur ce qu'ils font, ce qu'ils reçoivent et où ils vont – et enfin, sur ce qu'ils disent et même ce qu'ils pensent.

Si le contrôle total de l'économie doit signifier en fin de compte un contrôle total sur ce que les gens font, disent et pensent, alors on ne fait que déchiffrer des détails ou attirer l'attention sur des corollaires pour dire que le totalitarisme supprime la liberté de la presse, la liberté de religion, la liberté de réunion, la liberté d'immigration et d'émigration, la liberté de créer ou de maintenir un quelconque parti politique dans l'opposition, et la liberté de voter contre le gouvernement. Ces suppressions ne sont que les produits finals du totalitarisme.

Tout ce que les totalitaires veulent, c'est le contrôle total. Cela ne signifie pas nécessairement qu'ils veulent la suppression totale. Ils suppriment simplement les idées avec lesquelles ils ne

sont pas en accord, ou dont ils se méfient, ou dont ils n'ont jamais entendu parler avant, ainsi que les actions qu'ils n'apprécient pas, ou dont ils ne peuvent pas voir la nécessité. Ils laissent l'individu parfaitement libre de les approuver, et parfaitement libre d'agir d'une manière qui sert leurs fins – ou d'être indifférent à leur égard. Bien sûr, ils les contraignent également à des actions telles que des dénonciations arbitraires d'opposants (ou plutôt que l'État considère comme opposants), ou de personnes qui refuseraient d'aduler le leader du moment. Qu'aucun individu dans la Russie actuelle ne fasse l'objet d'une adulation constante, dont Staline était principalement l'objet, signifie qu'aucun successeur n'a encore réussi à obtenir la puissance incontestée de Staline.

Dès que nous comprenons le totalitarisme « total », nous sommes dans une meilleure position pour comprendre les degrés du totalitarisme. Ou plutôt – puisque le totalitarisme est par définition total – il serait sans doute plus exact de dire que nous sommes dans une meilleure position pour comprendre les étapes sur la voie du totalitarisme.

À partir de là où nous sommes, nous pouvons soit évoluer vers le totalitarisme, soit vers la liberté. Comment rester là où nous sommes aujourd'hui ? Comment dire dans quelle direction nous avons progressé ? Dans cette sphère idéologique, à quoi ressemble notre carte ? Quelle est notre boussole ? Quels sont les points de repère ou les constellations pour nous guider ?

Il est un peu difficile, comme le montre l'utilisation nébuleuse et contradictoire de ce terme, de s'entendre sur ce que signifie véritablement la liberté. Mais il n'est pas trop difficile de s'entendre sur ce que signifie véritablement l'esclavage. Et il n'est pas trop difficile de reconnaître l'esprit totalitaire lorsque nous le rencontrons. Sa marque exceptionnelle est un mépris pour la liberté. Autrement dit, elle est un mépris pour la liberté d'autrui. Comme Tocqueville l'a fait remarquer dans la préface de son livre *L'Ancien Régime et la Révolution* :

Les despotes eux-mêmes ne nient pas que la liberté ne soit excellente ; seulement ils ne la veulent que pour eux-mêmes, et ils soutiennent que tous les autres en sont tout à fait indignes. Ainsi, ce n'est pas sur l'opinion qu'on doit avoir de la liberté qu'on diffère, mais sur l'estime plus ou moins grande qu'on fait des hommes ; et c'est ainsi qu'on peut dire d'une façon rigoureuse que le goût qu'on montre pour le gouvernement absolu est dans le rapport exact du mépris qu'on professe pour son pays.

Le déni de la liberté repose, en d'autres termes, sur l'hypothèse que l'individu est incapable de gérer ses propres affaires.

Trois grandes tendances ou principes marquent la dérive vers le totalitarisme. Le premier et le plus important, parce que les deux autres en découlent, est la pression pour une augmentation constante des pouvoirs de l'État, par un élargissement constant de la sphère publique d'intervention. C'est la tendance vers davantage de réglementation dans toutes les sphères de la vie économique, vers davantage de restrictions des libertés de l'individu. La tendance vers davantage de dépenses publiques est une partie de cette inclination. Cela signifie en effet que l'individu a de moins en moins la possibilité d'utiliser le revenu qu'il gagne selon ses propres désirs, tandis que l'État prend de plus en plus de son revenu pour le dépenser dans les voies qu'il estime judicieuses. En vérité, une des hypothèses de base du totalitarisme (et des étapes similaires dans sa direction comme le socialisme, le paternalisme d'État et le keynésianisme), c'est qu'on ne peut pas faire confiance au citoyen pour dépenser son propre argent. Comme le contrôle étatique devient de plus en plus strict, la sagesse individuelle, c'est-à-dire la maîtrise

individuelle de ses propres affaires, devient nécessairement de plus en plus étroite, sur tous les plans. En somme, la liberté est constamment diminuée.

Une des grandes contributions de Ludwig Von Mises a été de montrer, à travers un raisonnement rigoureux et une centaine d'exemples, comment l'intervention de l'État dans l'économie de marché conduit finalement toujours à une situation pire que celle qui aurait existé autrement, même à en juger par les objectifs initiaux des partisans de l'interventionnisme.

Je suppose que d'autres participants à ce colloque exploreront plus attentivement cette phase d'interventionnisme et d'étatisme, et c'est pourquoi je tiens à porter une attention particulière ici aux conséquences politiques et aux accompagnements de l'intervention de l'État dans le domaine économique.

J'ai appelé conséquences ces accompagnements politiques et ils le sont dans une large mesure ; mais ils sont aussi des causes en retour. Une fois que le pouvoir de l'État a été augmenté par une intervention économique, cette augmentation de la puissance de l'État permet et encourage la poursuite des interventions, ce qui augmente encore la puissance de l'État, et ainsi de suite.

La plus puissante des déclarations brèves à propos de cette interaction que je connaisse s'est produite lors d'une conférence prononcée par l'éminent économiste suédois, le regretté Gustav Cassel. Elle a été publiée dans une brochure sous le titre descriptif, mais plutôt encombrant, *Du protectionnisme à la dictature par l'économie dirigée* [1]. Je prends la liberté de citer un vaste passage :

La direction de l'État dans les affaires économiques que les avocats de l'Économie Planifiée veulent établir est, comme nous l'avons vu, nécessairement liée à une masse ahurissante d'interférences étatiques de nature cumulative constante. L'arbitraire, les erreurs et les contradictions inévitables d'une telle politique ne feront, comme l'expérience le montre tous les jours, que renforcer la demande pour une coordination plus rationnelle des différentes mesures et, par conséquent, d'un leadership unifié. Pour cette raison, l'économie planifiée aura toujours tendance à se transformer en dictature. [...]

L'existence en quelque sorte du parlement n'est pas une garantie contre l'économie planifiée en cours d'élaboration au cœur d'une dictature. Au contraire, l'expérience a montré que les organes représentatifs sont incapables de remplir toutes les innombrables fonctions liées à un leadership économique sans devenir de plus en plus impliqués dans la lutte entre des intérêts concurrents, avec la conséquence d'une décadence morale se terminant en partie, sinon en totalité, en corruption. Des exemples d'un tel développement dégradant s'accumulent en effet dans de nombreux pays à une telle vitesse que chaque citoyen honorable doit nourrir les plus graves appréhensions quant à l'avenir du système représentatif. Mais à part cela, ce système ne peut absolument pas être préservé, si les parlements sont constamment surmenés pour avoir à envisager une masse infinie de questions plus complexes liées à l'économie privée. Le système parlementaire ne peut être sauvé que par la restriction sage et réfléchie des fonctions des parlements. [...]

La dictature économique est beaucoup plus dangereuse que les gens le croient. Une fois que le contrôle autoritaire a été établi, il ne sera pas toujours possible de le limiter au domaine économique. Si nous laissons la liberté économique et l'autosuffisance être détruites, les

pouvoirs favorables à la liberté auront perdu tellement de force qu'ils ne seront pas en mesure d'offrir une résistance efficace contre une extension progressive de la destruction de la constitution et de la vie publique en général. Et si cette résistance est progressivement abandonnée – peut-être sans que les gens ne réalisent jamais ce qui se passe réellement – les valeurs fondamentales telles que la liberté individuelle, la liberté de pensée et d'expression et l'indépendance de la science sont exposées à un danger imminent. Ce que nous perdons n'est rien de moins que l'ensemble de cette civilisation que nous avons héritée des générations qui se sont durement battues pour bâtir ses fondations et qui ont même donné leur vie pour elle.

Cassel a ici souligné très clairement quelques-unes des raisons pour lesquelles l'interventionnisme économique et étatique est responsable de la planification économique vers la dictature. Regardons maintenant un autre aspect du problème. Voyons si nous pouvons identifier, d'une manière indubitable, certains des principaux points de repère ou de panneaux indicateurs qui peuvent nous dire si nous nous approchons ou si nous nous éloignons du totalitarisme.

J'ai dit tout à l'heure que trois grandes tendances marquent la dérive vers le totalitarisme, et que la première et la plus importante, parce que les deux autres en découlent, est la pression pour une augmentation constante de l'intervention étatique, des dépenses publiques et du pouvoir de l'État. Considérons maintenant les deux autres tendances.

La deuxième grande tendance qui marque la dérive vers le totalitarisme est celle vers de plus en plus de concentration du pouvoir dans les mains de l'État central. Cette tendance est plus facilement reconnaissable ici aux États-Unis, parce que nous avons apparemment une forme fédérale d'État et nous pouvons facilement voir la croissance du pouvoir à Washington, au détriment des autres États.

Je peux souligner ici que la concentration du pouvoir et la centralisation du pouvoir ne sont que deux noms pour la même chose. Cette deuxième tendance est une conséquence nécessaire de la première. Si l'État central contrôle de plus en plus notre vie économique, il ne peut pas permettre que cela soit fait par les différents États. La pression à l'uniformité et la pression à la centralisation du pouvoir sont deux aspects d'une même pression.

Il n'est pas difficile de voir pourquoi il en est ainsi. De toute évidence, si l'État intervient dans les affaires, il ne peut y avoir 48 différents types d'interventions contradictoires. Et de toute évidence, si l'État impose un « plan économique » général, il ne peut pas imposer 48 plans différents et contradictoires. La planification centrale n'est possible qu'avec la centralisation du pouvoir étatique. Et la croyance profonde en la bonté et en la nécessité d'une réglementation uniforme et d'une planification centrale est tellement grande que l'État fédéral assume de plus en plus des compétences précédemment exercées par les États ; et la Cour Suprême continue fermement à étendre la clause de commerce entre les États de la Constitution pour autoriser des pouvoirs et des interventions fédérales que les Pères fondateurs n'auraient jamais souhaités. Au même moment, les décisions récentes de la Cour suprême ont traité le dixième amendement de la Constitution pratiquement comme s'il n'existe pas [2].

Un exemple notable de cette tendance existe à l'égard de la législation du travail. Les décisions de la Cour Suprême sur la loi Wagner et la loi Taft-Hartley (légale et essentiellement une simple modification de la loi Wagner) ont non seulement cessé de s'élargir dans le domaine de la réglementation fédérale pour couvrir les activités et les

relations du travail qui sont principalement, sinon entièrement, intra-étatiques, mais ont jugé que les États eux-mêmes n'ont aucun pouvoir sur ces activités et ces relations principalement internes si le Congrès a choisi de « préempter » le terrain.

La troisième tendance qui marque la dérive vers le totalitarisme est la centralisation croissante et la concentration du pouvoir dans les mains du président au détriment des deux branches coordonnées de l'État, le Congrès et les tribunaux. Aux États-Unis, cette tendance est très marquée aujourd'hui. À écouter nos pro-totalitaires, le devoir principal du Congrès est de suivre le « leadership » du président en toutes choses, d'être un jeu de oui-oui, d'agir comme une simple approbation sans discussion.

Les dangers du pouvoir personnel ont été tellement mis en valeur et mis en scène ces dernières années – nous avons vu tant d'exemples déplorables, de Hitler et de Staline à leurs nombreuses éditions de poche, Mossadegh et Perons – que tout avertissement de ce danger auprès des Américains peut sembler inutile. Pourtant, la plupart des Américains, comme les citoyens des pays déjà victimes de leur propre Mussolini, peuvent se révéler incapables de reconnaître ce mal jusqu'à ce qu'il ait augmenté au-delà du point de contrôle. Un accompagnement invariable de la croissance du césarisme est le mépris croissant exprimé par les organes législatifs, et l'impatience avec leur « lenteur » dans l'adoption du programme du « leader » ou leurs « tactiques d'obstruction » réelles ou leurs « amendements invalidants ». Pourtant, ces dernières années, la dérision du Congrès est presque devenue en Amérique un passe-temps national. Et une partie importante de la presse ne se lasse jamais de vilipender le Congrès pour « ne rien faire » – pour ne pas empiler plus de montagnes de législation sur les montagnes déjà existantes de législation – ou pour avoir omis d'adopter dans son intégralité le « programme du Président » [3].

Si nous nous demandons comment il se fait que le Congrès et d'autres organes législatifs dans le monde contemporain ont tendance à tomber dans le discrédit, nous constatons encore une fois que la réponse réside dans la foi contemporaine apparemment inébranlable dans la nécessité et la bienveillance d'une intervention en constante expansion de l'État. Le Congrès et les planificateurs ne peuvent jamais s'entendre entre eux sur ce que devrait faire précisément l'État pour remédier à un mal supposé. Ils ne peuvent pas s'entendre sur une loi générale sans ambiguïté, dont l'application dans des cas spécifiques pourrait être laissée en toute sécurité aux tribunaux. Tout ce qu'ils peuvent convenir, c'est que « quelque chose doit être fait ». En d'autres termes, tout ce qu'ils peuvent convenir, c'est que l'État doit intervenir, que la zone spéciale de l'activité économique en discussion doit être « contrôlée ». Donc ils formulent une loi énonçant un certain nombre d'objectifs vagues mais pompeux et créent une agence ou une commission dont la fonction est d'atteindre ces objectifs grâce à sa propre omniscience et à sa discréction. La loi nationale des relations du travail (la loi Wagner-Taft-Hartley) est un exemple typique. Elle met en place un Conseil national des relations du travail, qui est alors conçu pour être à la fois un procureur, un tribunal et un corps législatif, et commence à fixer une série de décisions et à prononcer une série de jugements, dont la plupart ne surprennent pas plus les membres du Congrès qui ont créé l'agence en premier lieu que les autres.

Dès lors, le Congrès est traité principalement dans ce domaine particulier comme une nuisance. Les corps administratifs qu'il a mis en place n'apprécient pas son « interférence » et son « intervention » dans leurs activités. Ces corps administratifs se consacrent en grande partie à vanter leur « discréction administrative » au détriment de l'État de droit – qui est comme tout corps de règles claires qui doivent être appliquées par les tribunaux. Tout effort

ultérieur du Congrès pour réduire la portée de la discrétion administrative, de l'arbitraire et du caprice est dénoncé comme « rédhibitoire » aux corps administratifs, et comme interférant avec cette « flexibilité » de l'action si chère au cœur administratif.

Parallèlement à cette croissance des agences administratives et de la puissance administrative, de moins en moins contrôlée par le Congrès ou par les tribunaux, il y a eu une interprétation élargissant constamment les pouvoirs constitutionnels du président. Cela s'est produit à la fois dans la politique étrangère et dans le domaine domestique.

Elle est particulièrement marquée dans le domaine des relations extérieures. La Constitution, contrairement aux hypothèses répétées des champions de l'omnipotence présidentielle, ne donne nulle part expressément au Président le pouvoir de conduire les relations étrangères. Plus précisément, il a simplement le pouvoir formel de « recevoir les ambassadeurs et autres ministres publics ». Peut-être que cela implique le pouvoir sur la conduite de routine des affaires étrangères, qui pourrait difficilement être exercé par le Congrès, mais il ne s'applique certainement pas à une décision cruciale. Car les Pères fondateurs ont seulement donné au Congrès le pouvoir de déclarer la guerre. Et ils ont spécifiquement prévu qu'aucun traité ne puisse être fait par le président sans « l'avis et le consentement du Sénat ». Dans la pratique, depuis George Washington, les présidents ont généralement ignoré l'instruction de demander l'avis du Sénat dans l'élaboration des traités. Et au cours des dernières années, ils ont maintes fois essayé de se soustraire à l'exigence même du consentement sénatorial. Ils l'ont fait par trois dispositifs extra-constitutionnels.

L'un d'eux est d'encadrer et de signer un traité compliqué multilatéral et ensuite prétendre que le Sénat doit ratifier sans proposer des modifications parce que toute tentative d'introduire des amendements rendrait l'ensemble du traité impossible.

Un second dispositif, rentrant de plus en plus dans la pratique, a été d'encadrer un traité instituant une agence internationale qui est autorisée dès lors à prendre ses propres actions ou à prendre ses propres décisions par discrétion. Cela vaut pour les Nations Unies, avec ses innombrables sous-agences, au Fonds monétaire international et à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Une fois que le Sénat a approuvé un tel arrangement, il perd sa parole au regard des décisions prises par l'agence, quoique le président puisse toujours avoir un peu de contrôle partiel avec ses nominations exécutives pour les membres d'un tel corps.

Le troisième dispositif extra-constitutionnel est, bien sûr, de recourir à un « accord exécutif » au lieu d'un « traité », affirmant que cela est tout aussi contraignant pour le Congrès et le pays que l'aurait été un traité, et de se soustraire ainsi à l'exigence constitutionnelle par la ratification du Sénat. Lorsque le Sénat a essayé de passer un amendement de clarification (et l'a raté par un seul vote de la majorité des deux tiers nécessaire pour le faire adopter) afin d'assurer la suprématie de la Constitution sur les traités, et pour empêcher l'amendement déguisé de la Constitution à travers le dispositif de conclusion des traités, le président Eisenhower et ses conseillers s'y sont opposés. Dans ce débat, la presse pro-présidentielle, dans ses colonnes d'information, faisait constamment référence à cette modification proposée comme une tentative de freiner « les pouvoirs du Président de conclure des traités ». Ils ont utilisé cette phrase à plusieurs reprises face au fait qu'il n'y avait pas de pouvoir exclusivement présidentiel de conclure des traités dans la Constitution. Le président n'a pas le pouvoir de conclure des traités qui ne nécessitent pas l'avis et le consentement du Sénat, et avec l'approbation des deux tiers des sénateurs présents. L'affirmation selon laquelle il existe

un pouvoir présidentiel de faire des « accords-cadres » avec les nations étrangères contraignantes sur ce pays, que le Sénat n'a pas le droit de contrôler, est totalement sans fondement.

Dans la sphère domestique, les pouvoirs du président ont augmenté principalement grâce à la multiplication constante des organismes fédéraux. Beaucoup d'entre eux, grâce à leurs pouvoirs législatifs et d'application des lois, et à leur grande latitude discrétionnaire, sont devenus à la fois des agences législatives et des agences policières largement en dehors du contrôle du Congrès.

Les grandes guerres dans lesquelles les États-Unis se sont engagés au cours des 40 dernières années ont aussi conduit à une énorme croissance de ce qu'on appelle les pouvoirs de guerre du président. Pourtant, il n'est fait aucune mention spécifique des « pouvoirs de guerre », ni aucune liste de ceux-ci, dans la Constitution. Cette croissance des pouvoirs de guerre découle principalement des précédents créés par l'hypothèse contestée ou par l'usurpation de ces pouvoirs par les présidents dans le passé. D'où leur nature cumulative régulière.

Enfin, l'habitude de l'hyper-présidentialisation a conduit à l'affirmation d'un pouvoir toujours plus étendu. Un exemple remarquable de cela était l'action du Président Truman en saisissant les usines sidérurgiques du pays en 1952, afin de forcer les entreprises sidérurgiques à accepter la décision des salaires de l'Office de stabilisation des salaires qu'il avait mandaté. Les avocats de l'État ont fait valoir avec un ton mielleux, et M. Truman a lui-même affirmé, que le président pourrait le faire en vertu de ses « pouvoirs de réserve » ou de ses « pouvoirs inhérents » garantis par la Constitution. Ce fut encore une affirmation de pouvoirs que la Constitution elle-même ne mentionne nulle part. Et si cette demande a été définitivement rejetée par la Cour suprême, ce n'est que par un vote de six à trois. Les membres des minorités ont fait valoir que le président pourrait saisir ce qu'il voulait dans ces prétdendus pouvoirs inhérents ou pouvoirs de réserve. Si cela devient la décision de la majorité, aucune propriété privée du pays ne serait à l'abri de la saisie. Le pouvoir présidentiel serait alors sans contrôle et pratiquement illimité.

Il devrait être à peine nécessaire de souligner que cette expansion constante des demandes de pouvoirs présidentiels a presque nécessairement été accompagnée par une réduction constante des pouvoirs et des prérogatives du Congrès. Aujourd'hui, nous constatons même un ressentiment croissant du pouvoir congressionnel d'investigation de la branche exécutive. C'est sûrement un pouvoir minimal, sans lequel le Congrès ne pourrait pas intelligemment exercer ses autres fonctions. Mais les enquêtes du Congrès ont dans les dernières années été constamment dénoncées, soit sur le terrain parce qu'elles empêchaient les agences exécutives « de faire le travail », soit sous le prétexte qu'elles sapent le moral des fonctionnaires fédéraux et sont presque invariablement injustes. Il est ironique que le Congrès, dont la capacité de contrôler le pouvoir présidentiel a été en constante diminution au cours des quarante dernières années, doive aujourd'hui être plus souvent que jamais accusé dans la presse « d'usurper » les fonctions, les pouvoirs ou les prérogatives du président.

Un des développements remarquables de la dernière décennie, en fait, a été la fréquence avec laquelle le président, sous un prétexte ou un autre, a « interdit » aux membres de l'exécutif de témoigner sur certaines activités de l'exécutif devant les comités du Congrès. De plus en plus d'activités de l'État fédéral ont tendance à devenir « top secrètes », même en temps de paix. Il est dit au Congrès de ne pas s'immiscer dans quelque chose qui n'est pas de son ressort. Les gens, qui ont la prétention de parler au nom du président, sont souvent prêts à affirmer ce que

nous pouvons appeler le principe de l'irresponsabilité exécutive ou l'absence de responsabilité – c'est le principe que le président n'a pas à rendre de comptes aux représentants élus du peuple pour ses actes officiels.

On pourrait penser que les horribles exemples de Mussolini, Hitler, Staline, Mossadegh, Perón, etc., devraient donner davantage à réfléchir à nos propres défenseurs du pouvoir exécutif aux États-Unis. Pourquoi n'y réfléchissent-ils pas ? En partie, sans doute, à cause de l'habitude engrainée de mettre son propre pays dans une catégorie à part, comme si ce qui est arrivé à l'étranger ne peut avoir aucune relation avec ce qui se passe à domicile. C'est la vieille illusion du « ça ne peut pas arriver ici ».

Une autre raison pour laquelle ces tendances dictatoriales à l'étranger ne sont pas liées à nos propres tendances nationales, c'est que nous sommes dans l'habitude d'utiliser des termes différents pour décrire des évolutions similaires, selon qu'ils se produisent à l'étranger ou à domicile. Nous pouvons appeler une tendance étrangère une tendance vers la dictature, mais plaider pour cette même tendance à domicile en raison du fait que nous avons besoin d'un exécutif « fort ».

Maintenant, il est vrai qu'il existe un danger véritable d'avoir un exécutif si faible, si incapable de maintenir la loi, l'ordre et la fermeté et la fiabilité de la politique, que la faiblesse de l'exécutif lui-même engendre une menace de soulèvement révolutionnaire suivie par la dictature. Mais cela n'arrive que dans des conditions rares et particulières, et il n'y a aucun signe de son existence dans l'Amérique d'aujourd'hui. Au moment d'écrire ces lignes, l'exemple le plus frappant que nous avons d'un exécutif « faible » dans le monde occidental est en France. Mais lorsque nous examinons ce cas de plus près, nous constatons que le défaut réel dans le système français est moins que le Premier ministre n'a pas de pouvoir légal suffisant tout au long de son mandat, mais plutôt que son mandat est instable. L'Assemblée française peut voter de manière irresponsable pour le sortir du pouvoir à tout moment. Il n'a aucun pouvoir correspondant à la dissolution pour forcer le Parlement français d'exercer de manière responsable ses pouvoirs de destitution. N'ayant aucune sécurité lors de son mandat, il est trop souvent paralysé dans l'action. Pourtant, les Français, au lieu de lui donner le pouvoir sans équivoque de dissolution, que possède par exemple le Premier ministre de Grande-Bretagne, ont essayé de résoudre le problème de la mauvaise façon en donnant au Premier ministre des « pouvoirs de décret-loi » qu'il ne devrait pas avoir. En d'autres termes, au lieu de forcer l'Assemblée à exercer ses pouvoirs d'approbation ou de désapprobation responsable, les Français ont donné périodiquement au Premier ministre des pouvoirs qui doivent être correctement exercés seulement par une législature.

Peu importe si cette analyse de la situation française actuelle est considérée comme correcte. Il est clair qu'en dehors de la France, aucune nation majeure ne souffre aujourd'hui à cause d'un exécutif « trop faible ». La plupart des pays dits « libres », y compris nous-mêmes, souffrons déjà de pouvoirs dangereusement excessifs aux mains de l'exécutif, et surtout d'un État qui a acquis des pouvoirs dangereux.

Dans un État fédéral limité à sa propre sphère, le président pourrait bien céder plus de pouvoirs qu'il n'en a à l'heure actuelle, dans certains domaines, et moins de pouvoirs dans d'autres. Mais aucun argument général pour un exécutif « fort » ne peut sembler plausible tant qu'il reste ambigu et vague dans ses spécifications. Si nous devons parler en termes généraux, alors nous sommes en droit de dire que les pouvoirs et les responsabilités du président se sont étendus bien au-delà de ceux qui peuvent ou doivent être exercés par un seul homme.

Nous avons décrit ce que j'ai appelé les trois grandes tendances qui marquent une dérive vers le totalitarisme. Ce sont (1) la tendance de l'État à tenter d'intervenir de plus en plus et de contrôler la vie économique, (2) la tendance à la concentration de plus en plus de pouvoir dans les mains de l'État central au détriment des collectivités locales, et (3) la tendance à de plus en plus de concentration du pouvoir dans les mains de l'exécutif au détriment du législatif et du judiciaire.

Je suis tenté d'ajouter une quatrième tendance, la pression pour un gouvernement mondial.

L'ajout de cela va sans doute choquer beaucoup de libéraux auto-proclamés et d'idéalistes bien intentionnés qui considéreraient l'établissement d'un gouvernement mondial comme le couronnement du libéralisme et de l'internationalisme. Un petit examen va toutefois nous montrer que la pression présente pour un gouvernement mondial représente un faux internationalisme et un recul de la liberté. C'est, au contraire, simplement l'équivalent à l'échelle mondiale de la pression pour un État centralisé à l'échelle nationale. On vise à mettre en place le mécanisme coercitif du gouvernement mondial avant que le monde soit vaguement prêt, dans ses sentiments ou son idéologie, pour accepter un gouvernement mondial. Les fanatiques de tels mécanismes sont trop impatients d'étudier les préliminaires nécessaires à un gouvernement mondial (même en supposant que le gouvernement mondial, qui concentrerait tous les pouvoirs politiques mondiaux dans quelques mains, soit encore en définitive souhaitable). Ces fanatiques pour un gouvernement mondial centralisé avec des pouvoirs coercitifs ne parviennent pas à reconnaître que si la bonne volonté internationale et la clairvoyance intellectuelle existaient de la part des hommes d'État nationaux, pratiquement tous les objectifs raisonnables d'un gouvernement mondial supposé pourraient être atteints sans la mise en place d'un gouvernement mondial. Et jusqu'à ce que cette bonne volonté et cette clairvoyance soient réalisées au sein des nations, la création d'un État mondial compulsif serait soit futile soit catastrophique.

La pression pour un gouvernement mondial, en fait, ne représente pas le véritable internationalisme, mais l'inter-gouvernementalisme, l'inter-étatisme. Elle conduirait à la mise en place de mécanismes pour une coercition universelle et procustéenne. Nous semblons être en mouvement, à l'époque actuelle, vers de plus en plus de restrictions des libertés des individus par les agences étatiques. C'est la tendance qui a produit la pression pour la fixation des prix internationaux, la création de « stocks de sécurité » de produits internationaux, l'institution des subventions et des documents internationaux, la création par l'État paternaliste d'industries dans les pays « sous-développés », sans égard à leur convenance, efficacité ou besoin, et enfin la croissance inflationniste internationale, représentée par des institutions telles que le Fonds monétaire international.

Cette tendance générale est une parodie de la liberté internationale de l'individu, qui est l'essence du véritable internationalisme. Pour un véritable internationalisme, l'internationalisme ne consiste pas à contraindre les contribuables, les citoyens d'une nation, ou les habitants d'une région du globe à subventionner, ou à faire l'aumône, ou même à faire des « affaires » avec les citoyens de tout autre pays, ou les habitants de toute autre partie du globe. Le véritable internationalisme, au contraire, consiste à permettre au citoyen ou à l'entreprise d'un pays à acheter ou vendre, ou à échanger avec le citoyen ou l'entreprise de toute autre nation. Elle consiste, en bref, en la liberté du commerce défendue si éloquemment par Adam Smith au XVIII^e siècle et pratiquement réalisé dans le XIX^e – une liberté du commerce qui (malgré beaucoup d'agences internationales et de traités multilatéraux) a maintenant été détruite.

Nous perdons aujourd’hui nos libertés pour une fausse idéologie – ou, pour employer une expression plus équivoque, en raison de la confusion intellectuelle. Rien n'est plus typique de cette confusion intellectuelle contemporaine que l'énonciation par l'ancien Président Roosevelt des prétendues Quatre Libertés. Comme George Santayana le souligne dans un passage de *Dominations and Powers* :

Parmi les « Quatre Libertés » réclamées par le président Roosevelt au nom de l'humanité, deux sont négatives, étant des libertés par rapport à [« *freedoms from* » en anglais, NdT], et non des libertés de [« *freedoms to* », NdT]. S'il avait choisi le mot « liberté » [« *liberty* », NdT], il aurait trébuché sur la réalisation de ces exemptions souhaitées, parce que l'expression « des libertés par rapport à » est idiomatique, mais l'expression « liberté de » [« *liberty from* », NdT] aurait été impossible. « Liberté » [« *Liberty* », NdT] semble donc impliquer la liberté vitale, l'exercice des pouvoirs et des vertus natifs de son pays. Mais la liberté par rapport à la misère ou à la peur est seulement une condition à l'exercice régulier de la vraie liberté. D'autre part c'est plus qu'une demande de la liberté ; car elle exige l'assurance et la protection des institutions de prévoyance, qui impliquent la domination d'un État paternel, avec des priviléges artificiels fixés par la loi. Ce serait la liberté par rapport aux dangers d'une vie libre. Cela nous montre la liberté réduisant son domaine et négociant pour la sécurité d'abord.

Le monde contemporain s'est égaré, en somme, car il a cherché la liberté par rapport aux dangers et aux risques de la liberté.

Notes

[1] Cobden-Sanderson, Londres, 1934.

[2] Le dixième amendement se lit comme suit : « *Les pouvoirs non délégués aux États-Unis par la Constitution, ni prohibés aux États, sont réservés aux États respectivement, ou au peuple.* »

[3] Il est instructif de rappeler à cet égard que le 80e Congrès, que le président Truman a accusé de « ne rien faire », fait passer 457 projets de loi d'intérêt privé et 906 nouvelles lois publiques – un total de 1363. Cet enregistrement était typique de nos usines législatives modernes. Le 79e Congrès a adopté 892 projets de loi d'intérêt privé et 734 nouvelles lois publiques. Et ainsi de suite. [2](#)

Jour 19. Les multiples faillites du keynésianisme. Par Lew Rockwell

Résumé : Malgré les faillites successives qu'a engendré la domination du keynésianisme jusqu'aux années 70, nous assistons aujourd'hui au retour de Keynes. C'est l'occasion de revenir sur les enseignements que nous ont apporté la période de la stagflation, en matière de réflexion économique sur les relations entre chômage et inflation, et sur la nécessité ou non de recourir à des politiques économiques contra-cycliques.

Par Llewellyn H. Rockwell, Jr.

Cet article a été traduit par 24hGold, vous pouvez retrouver l'article [sur leur site](#).

Llewellyn H. Rockwell, plus connu sous le nom de Lew Rockwell, ancien rédacteur en chef des publications de Ludwig von Mises et le chief of staff de Ron Paul, est le fondateur et président de l'Institut Ludwig von Mises à Auburn (Alabama), exécuteur testamentaire de la succession de Murray N. Rothbard, et rédacteur en chef de LewRockwell.com.

À l'exception des partisans keynésiens les plus dévoués, il est évident aux yeux de tous que la relance pronée par Keynes n'est jamais parvenue à ses fins. La combinaison des dépenses faites par le Congrès, de l'état actuel du marché immobilier, des tentatives de sauvetage d'entreprises en péril par le recours à l'injection de monnaie, et de l'impression monétaire se chiffrant à des billions de dollars n'a en rien été bénéfique à l'économie des États-Unis.

En réalité, tous ces efforts ont empêché l'ajustement des forces économiques au monde moderne. Toutes les ressources ayant été consommées par le biais de ces relances proviennent du secteur privé, du simple fait que l'État ne possède pas ses propres ressources. Tout ce qu'il fait doit donc provenir de producteurs privés, ou des citoyens en général.

Je trouve fastidieux que nous ayons encore une fois à apprendre cette leçon à nos dépens, alors qu'il y a tout juste 38 ans, nous faisions l'expérience d'un premier effondrement de l'idéologie keynésienne. Cependant, la situation était alors quelque peu différente. Les opérations de relance menées par l'État étaient supposées être en accord avec un modèle d'action fixe basé sur un compromis entre taux d'inflation et taux de chômage. Si le taux de chômage connaissait une trop forte hausse du fait d'une croissance économique en déclin, l'action publique appropriée aurait dû être la suivante : relancer l'économie avant de se soucier des coûts.

L'objectif d'une telle procédure était de recourir au keynésianisme selon sa définition la plus simplifiée en évitant tout un fatras législatif. Les keynésiens ont longtemps critiqué les expérimentations de politiques contra-cycliques de Roosevelt comme n'étant ni bien réfléchies ni scientifiquement administrées pour justifier le fait que ses opérations n'ont pas rencontré le succès avancé. Grâce à la nouvelle théorie keynésienne d'après-guerre, tout aurait dû selon eux se passer pour le mieux.

En 1971, Richard Nixon abolissait les derniers vestiges de l'étalon-or, délivrant le dollar de toute relation avec le métal physique, lui permettant de flotter tel un cerf-volant – auquel on

aurait peut-être coupé les ficelles. Ceci était supposé être en parfaite conformité avec l'idéologie keynésienne. Plus aucune chaîne. Plus de relique barbare. Plus de limitations en termes d'opérations étatiques. L'État se voyait ainsi en mesure de mettre en place un équilibre parfait entre inflation et taux de chômage. Le Nirvana !

Gardez à l'esprit que c'était une proposition vérifiable. Si un compromis avait pu être géré par l'État, nous ne verrions pas par exemple d'augmentation du taux de chômage dans le même temps qu'une augmentation du taux d'inflation. Nous n'avions encore jamais assisté à une telle situation par le passé, du moins pas en de telles proportions. Durant la Grande Dépression, les prix n'ont cessé de chuter. Il y eu une légère inflation au milieu des années 1950, mais cette dernière ne fut pas assez soutenue pour s'avérer alarmante.

Vinrent ensuite les années 1973-74, durant lesquelles le taux de chômage était de plus en plus élevé, de l'ordre de 4 à 6% – oui, ce chiffre était dès lors considéré comme trop important. Dans le même temps, le taux d'inflation s'affichait à deux chiffres. Était alors née la récession inflationniste. Cet animal étrange était censé ne pas exister, selon le modèle keynésien tel qu'on le comprenait à l'époque.

Dans un essai publié dans sa collection *Economic Controversies*, Murray Rothbard écrit :

Ce curieux phénomène d'une inflation faisant son apparition en période de récession n'aurait jamais dû se produire selon l'idéologie keynésienne. Les économistes ont toujours cru que l'économie pouvait se trouver soit en phase de dépression, ou de récession, marquée par un taux de chômage élevé, soit en phase de boom marquée par une augmentation significative des prix. Durant cette phase de boom, l'État keynésien était supposé diminuer l'excès de pouvoir d'achat en augmentant les impôts. Dans le cas contraire, dans une phase de récession, il était supposé augmenter ses dépenses et son déficit dans le but d'injecter de la monnaie dans l'économie. Mais dans le cas d'une économie frappée par un fort taux de chômage dans le même temps qu'une inflation, qu'était-il supposé mettre en œuvre ? Comment pouvait-il stimuler l'économie tout en la freinant ?

La réaction la plus appropriée aurait bien sûr été que l'État et ses hommes politiques ne fassent rien. La panique a cependant fini par s'installer, et chaque théorie farfelue connue de l'homme s'est vue donner une chance d'être mise en place pour le salut de l'économie. Mais il y avait un problème. Les hommes politiques ne savent pas admettre leurs erreurs, quelles qu'elles soient. La politique monétaire n'est pas à blâmer, mais plutôt la cupidité des hommes d'affaires, la voracité des consommateurs, la panique de la population – autrement dit, tout le monde mis à part l'État lui-même.

Alors que l'idéologie keynésienne a sans conteste été prouvée indigne de fiabilité, qui, au sein de l'État, devait porter la responsabilité de cet échec ? Personne. Les problèmes n'ont bien sûr fait qu'empirer, jusqu'à ce que la récession inflationniste devienne la norme aux États-Unis jusqu'à la fin des années 1970, jusqu'à ce que Ronald Reagan fasse son apparition au Bureau ovale.

La campagne de Reagan était toute entière fondée sur un refus du keynésianisme. Il parlait même de remettre en place l'étalon-or. Il promettait une diminution des impôts. Ces promesses n'ont jamais vu le jour, mais il a semblé pendant quelques temps que l'État prenait conscience de son incapacité à se tenir face aux vents des marchés. Tout le crédit revient à cette époque à Paul Volcker. En tant que directeur de la Fed, il a mis en œuvre une réelle

réduction de la masse monétaire afin de sortir le pays de la crise. Prenez-le comme une sorte d'anti-Greenspan ou d'anti-Bernanke.

Le Greenspanisme-Bernankisme règne de nos jours, ce qui, nous devons le dire, est une réelle tragédie. La Fed, le Trésor, le président, les régulateurs et le Congrès ont tout tenté afin de stimuler, de stabiliser et de contrer les forces du marché. Bien sûr, ils ont perdu la bataille. Le taux de chômage est toujours outrageusement élevé, et l'inflation est encore une fois en hausse. Cependant, il existe aujourd'hui un problème encore plus sérieux. Dans sa course à la relance de l'économie, la Fed a créé d'incroyables quantités de fausse monnaie désormais entassée dans les coffres de ses meilleures amies les banques. Et ces fausses réserves sont désormais sur le point d'inonder l'économie, causant sur leur passage de terribles vagues d'inflation.

Ceux qui blâment Obama pour cela devraient considérer le fait que tout autre politicien, excepté Ron Paul, aurait agi de la même manière. Les actions entreprises par Obama dans le but de redresser l'économie ont en réalité été mises en place sous l'administration George Bush. Le problème est bien sûr le fruit de l'homme de la Maison Blanche, mais pas uniquement. La source du problème est que (1) nous possédons un système monétaire et bancaire socialiste utilisé par les élites dans le but de s'enrichir à nos dépens, et que (2) ces élites, adeptes du keynésianisme, continuent de prétendre que l'État a le pouvoir de contrer les forces du marché. Voilà les vraies raisons pour lesquelles notre histoire dangereuse et pathétique ne cesse de se répéter. Dans l'économie de marché, il existe une tendance sur le long-terme à réparer ses erreurs en les remplaçant par d'autres actions permettant de les corriger. Au sein de l'État, il existe une fâcheuse tendance à réitérer ses erreurs encore et encore sans se soucier des retombées qu'elles peuvent avoir. L'idéologie keynésienne est, après tout, comme le dit Joseph Salerno, « l'économie du pouvoir ». Cela nous amène au problème principal : l'entité monopolistique qui règne sur la société et la dévaste pour son bénéfice propre.

Jour 20. Comment le salaire minimum rend des emplois hors-la-loi. Par Murray N. Rothbard

Résumé : Le salaire minimum, revendiqué à la fois par les Républicains et par les Démocrates dans des termes sensiblement différents, produit des effets désastreux sur le niveau d'emploi. En faisant pression sur les bas salaires, et en mettant hors du marché du travail les travailleurs les moins productifs (notamment les jeunes), il crée du chômage et contraint toute une classe d'individus à vivre de l'aide sociale.

Par Murray N. Rothbard

Traduit par Benoît Malbranque, Institut Coppet

Murray N. Rothbard (1926-1995) fut le doyen de l'école autrichienne, fondateur du libertarianisme moderne, et directeur académique du Mises Institute. Il fut également éditeur avec Lew Rockwell du Rothbard-Rockwell Report, et avait nommé Lew Rockwell comme son exécuteur testamentaire.

Il n'y a pas de démonstration plus éclatante de l'identité fondamentale des deux partis politiques [Parti Républicain et Parti Démocrate, NdT] que leur position relativement à la question du salaire minimum. Les Démocrates ont proposé de relever le salaire minimum légal de 3,35 \$ l'heure jusqu'au niveau où il avait été élevé par l'administration Reagan lors de ses prétendus jours de jeunesse libéraux, en 1981. Le camp républicain souhaite lui la création d'un « sous-salaire-minimum » pour les jeunes, qui, en tant que travailleurs marginaux, sont ceux qui, en effet, sont les plus durement touchés par les minima légaux.

Cette position a été rapidement modifiée par les Républicains au Congrès, qui se sont mis à plaider en faveur d'un salaire minimum pour les jeunes qui ne durerait que pour une période de 90 jours, après quoi le taux s'élèverait au minimum le plus élevé des Démocrates (4,55 \$ l'heure.) Il a donc été permis, ironie du sort, au sénateur Edward Kennedy, de souligner l'effet économique stupide de cette proposition : inciter les employeurs à embaucher des jeunes, pour les renvoyer au bout de 89 jours, et en réembaucher d'autres le lendemain.

Au final, et c'est peu étonnant, George Bush a fait sortir les Républicains de ce trou en jetant complètement l'éponge, et en se rangeant tout simplement au programme des Démocrates. Nous avions donc les Démocrates proposant une forte augmentation du salaire minimum, et les Républicains, après une série de propositions illogiques, avançant finalement de pair avec ce programme.

En vérité, il n'y a qu'une seule façon de considérer une loi sur le salaire minimum : c'est un chômage obligatoire, tout simplement. La loi dit : c'est illégal, et donc criminel, pour quiconque d'embaucher quelqu'un en dessous du niveau de X dollars de l'heure. Cela signifie, purement et simplement, qu'un grand nombre de contrats salariaux libres et volontaires, sont désormais interdits, et, par conséquent, qu'il y aura une grande quantité de chômage. Rappelez-vous que la loi sur le salaire minimum ne fournit pas d'emplois, elle les proscrit, et que les emplois hors-la-loi en sont le résultat inévitable.

Toutes les courbes de demande sont décroissantes, et la demande pour l'embauche de main-d'œuvre ne fait pas exception. Par conséquent, les lois qui interdisent l'emploi à n'importe quel salaire pertinent pour le marché (un salaire minimum de 10 cents de l'heure aurait peu ou pas d'impact) doivent conduire à proscrire l'emploi et, ce faisant, provoquer le chômage.

Si le salaire minimum est, mettons, porté de 3,35 \$ à 4,55 \$ l'heure, la conséquence est le licenciement permanent de ceux qui ont été embauchés à des niveaux entre ces deux valeurs. Puisque la courbe de demande pour toute sorte de travail (comme pour tout facteur de production) est fixée par la productivité marginale perçue de ce travail, les personnes qui perdront leur emploi et seront dévastées par cette interdiction seront précisément les travailleurs « marginaux » (les plus bas salaires), par exemple les Noirs et les jeunes, les travailleurs que, précisément, les partisans du salaire minimum disent favoriser et protéger.

Les partisans du salaire minimum et de son augmentation périodique répondent que tout cela n'est que des mots pour faire peur, et que le salaire minimum ne cause pas et n'a jamais causé de chômage. La bonne réponse est de l'élever ; très bien, mais si le salaire minimum est une telle mesure merveilleuse anti-pauvreté, et ne peut avoir aucun effet sur le chômage, pourquoi êtes-vous si mesurés ? Pourquoi aidez-vous les pauvres qui travaillent avec des montants si dérisoires ? Pourquoi s'arrêter à 4,55 \$ de l'heure ? Pourquoi pas 10 \$ l'heure ? 100 \$? 1 000 \$?

Il est évident que les partisans du salaire minimum ne suivent pas leur propre logique, parce que s'ils la poussaient à de telles hauteurs, la quasi-totalité de la main d'œuvre serait sans emploi. En bref, vous pouvez avoir autant de chômage que vous voulez, simplement en plaçant le salaire minimum légal à un niveau suffisamment élevé.

Il est normal pour les économistes d'être polis, et de supposer que les sophismes économiques sont uniquement le résultat d'erreurs intellectuelles. Mais il y a des moments où la politesse est gravement trompeuse, et ou, comme Oscar Wilde l'a écrit : « *Dans certaines occasions, dire ce qu'on pense est plus qu'un devoir : c'est un plaisir.* » Car si les partisans de la hausse du salaire minimum ont fait tout simplement fausse route malgré leur bonne volonté, ils ne seraient pas arrêtés à 3 \$ ou 4 \$ l'heure, mais poursuivraient leur logique imbécile dans la stratosphère.

Le fait est qu'ils ont toujours été assez malins pour arrêter leurs revendications salariales minimales au point où seuls les travailleurs marginaux sont touchés, et où il n'y a pas de danger de chômage, par exemple, pour les travailleurs adultes, masculins, blancs, avec ancienneté syndicale. Quand on voit que les plus ardents défenseurs de la loi sur le salaire minimum sont en fait l'AFL-CIO [1], et que l'effet concret des lois sur le salaire minimum a été de paralyser la concurrence des bas salaires des travailleurs marginaux à l'encontre des travailleurs à salaires plus élevés et avec l'ancienneté syndicale, la vraie motivation de l'agitation pour le salaire minimum devient apparente.

Ce n'est qu'un des nombreux cas où une persistance dans un sophisme économique sert de masque pour cacher des priviléges au détriment de ceux qui sont censés être « aidés ».

Dans l'agitation actuelle, l'inflation – soi-disant stoppée par l'administration Reagan – a diminué l'impact de la dernière hausse du salaire minimum en 1981, réduisant l'impact réel du salaire minimum de 23%. En partie à cause de cela, le taux de chômage a chuté de 11% en 1982, à moins de 6% en 1988. Peut-être chagriné par cette baisse, l'AFL-CIO et ses alliés font

pression pour remédier à cette situation, et pour augmenter le taux de salaire minimum de 34%.

De temps à autre, les économistes AFL-CIO et d'autres sociaux-démocrates bien informés vont laisser tomber leur masque de sophisme économique et franchement admettre que leurs actions provoquent le chômage. Ils se justifient ensuite en affirmant qu'il est plus « digne » pour un travailleur de bénéficier de l'aide sociale que de travailler à un salaire bas. C'est bien sûr la doctrine de beaucoup de gens sur le fonctionnement de l'aide sociale. C'est vraiment un concept étrange de « dignité » qui a été favorisé par le système verrouillé du salaire minimum-aide sociale.

Malheureusement, ce système ne donne pas aux nombreux travailleurs, qui préfèrent encore être des producteurs plutôt que des parasites, le privilège de faire leurs propres choix.

Jour 21. Y a-t-il un droit de propriété sur l'eau ? Par Murray N. Rothbard

Résumé : L'application des droits de propriété à l'eau pose un certain nombre de problèmes que tente de résoudre Murray N. Rothbard en se posant quelques questions : Comment doit-on établir la propriété ? À qui appartient la terre offerte par la nature, où aucun travail n'a été préalablement fait par l'homme ? Comment attribuer les droits sur la terre, sur les ruisseaux, sur des parties de mer pour la pêche, etc. ?

Par Murray N. Rothbard

Traduit par Andréas Dieryck, Institut Coppet

Murray N. Rothbard (1926-1995) fut le doyen de l'école autrichienne, fondateur du libertarianisme moderne, et directeur académique du Mises Institute. Il fut également éditeur avec Lew Rockwell du Rothbard-Rockwell Report, et avait nommé Lew Rockwell comme son exécuteur testamentaire.

Cher M. Read,

Je vous félicite pour la publication de votre stimulant article sur « La propriété et le contrôle de l'eau » dans le numéro de novembre des *Idées sur la liberté*.

Il est extrêmement important que nous réfléchissions plus à ces aspects si délicats de complexité de notre système sociétal. Je vous propose ces réflexions supplémentaires sur les droits de propriété de l'eau, non pas comme une solution définitive, mais comme une contribution à la résolution de certaines des questions soulevées par le professeur anonyme dans son article.

Depuis quelque temps, j'ai la conviction qu'un point crucial de notre système sociétal est lié à la propriété de la terre – la *terre* désignant ici les ressources naturelles de n'importe quel type physique. Ce problème de la propriété est au cœur de notre conflit avec les socialistes.

Ces derniers soutiennent que l'État est ou devrait être le propriétaire légitime des biens de l'ensemble de son territoire. Si l'on accepte cette prémissse socialiste, alors s'en suivra le contrôle des hommes.

La question clé est donc celle de la propriété. Comment la propriété devrait-elle être établie ? Il semble évident que nous soutenons qu'un adulte devrait être son « propre propriétaire », de sorte qu'il doit être propriétaire de sa personne. Il a également un droit sur toute la propriété qu'il crée et il peut soit, s'il le choisit, donner cette propriété à d'autres, soit l'échanger contre une autre propriété. Par conséquent on doit accepter au propriétaire le droit de léguer ou d'hériter sa propriété.

Une fois cela dit, le problème de la propriété donnée par la nature, celle qui n'est créée par personne, reste sans réponse. De qui est-elle la propriété ? À qui devrait appartenir la terre ?

Sans tenter ici de développer trop longuement notre argument, il me semble clair que ni la société ni l'État n'a de droit – que ce soit au travers d'une revendication économique ou morale – sur la propriété des terres. Une production, c'est, selon moi, la combinaison du travail de l'homme avec la matière donnée par la nature : il la transforme en biens de plus en plus opérationnels. Il en est ainsi de toutes les productions. Si un homme a un droit sur les produits qu'il crée, il a tout autant de droits sur les terres et les matériaux donnés par la nature qu'il a le premier trouvés et qu'il a rendu productifs. En d'autres termes, la terre en incluant l'eau, les mines, etc. – se trouvant dans un état primitif et inexploité – est économiquement sans propriétaire et sans valeur ; elle devrait par conséquent légalement n'être la propriété de personne. Cette terre sera légalement la propriété de la personne qui l'aura exploitée en première. C'est un principe que nous devrions résumer par cette formule : « le premier exploitant est le premier propriétaire ».

Il me semble que ce principe est en accord avec la doctrine libertarienne, et c'est seulement le principe de la propriété initiale qui donne du sens aux termes de cette doctrine. Aujourd'hui, ce principe de « premier exploitant-premier propriétaire » désigne une méthode de mise sur le marché – et *in fine* de création de droits de propriété – des ressources inutilisées et n'étant la propriété de personne. Après cette mise sur le marché, il devient clair que la propriété, à travers les divers efforts et travaux de son premier exploitant, passe complètement et absolument entre ses mains. À partir de là, il peut utiliser sa propriété comme il le souhaite ; son utilisation peut s'avérer peu rentable au bout de quelques années, et le propriétaire pourrait, par exemple, la laisser en jachère. Ce devrait être un droit incontestable du propriétaire que de faire comme bon lui semble avec cette propriété, même s'il s'agit de la laisser reposer en jachère. Une fois la propriété acquise au premier exploitant, elle doit être absolument sienne.

Nous avons maintenant un point de vue libertarien pour nous attaquer au difficile problème de la propriété de l'eau. Là où il n'y a pas de rareté de l'eau, mais une certaine abondance, il ne devrait pas y avoir de propriété sur l'eau ; ainsi, il n'y a pas besoin de droits de propriété en haute mer, ou d'autorisation à demander à un propriétaire pour utiliser une partie des voies de navigation afin de traverser un océan.

En revanche, le cas de la pêche pose un problème différent. Les individus et les entreprises devraient être, selon moi, définitivement en mesure de posséder des parties de la mer à des fins de pêche. Le communisme présent dans la répartition de la pêche en mer a inévitablement conduit à l'extermination progressive des ressources, puisqu'il est de l'intérêt de tout le monde d'attraper le plus de poissons possible avant le prochain pêcheur, mais qu'il n'est de l'intérêt de personne de préserver les réserves de pêche. Le problème serait résolu si, à la lumière du principe de « propriété initiale au premier exploitant », les parties de la mer étaient la propriété d'entreprises privées.

S'accorder sur la propriété de l'eau douce est plus difficile, comme le souligne le professeur.

Quelle est la solution ? Nous devons d'abord nous concentrer, non pas à nous extraire de la présente relation de propriété que nous entretenons avec l'eau – serait-ce nécessaire ? – mais plutôt à tenter de visualiser un arrangement idéal. Une fois cet arrangement idéal connu, on pourra commencer à travailler et tendre vers lui, en tenant compte de la situation présente. Il est crucial de ne pas confondre les deux problèmes : la rareté et l'abondance. L'idéal pour les biens rares est celui du principe de « propriété initiale au premier exploitant ».

Il est évident que la voie de la justice se trouve le long de l'appropriation plutôt que sur le chemin riverain. En effet, quels droits un propriétaire a-t-il sur chaque partie d'un ruisseau qui borde ses terres, juste parce que son terrain jouxte le ruisseau ? Il ne peut s'agir d'un droit moral, en tout cas. Son droit, en tant que riverain, ne repose pas non plus sur son exploitation passée de l'eau. En fait, son unique but semble être de bloquer l'utilisation de l'eau par un autre, et le résultat en est un gaspillage criminel de l'eau des rivières et des ruisseaux.

Pourquoi un propriétaire riverain devrait-il pouvoir revendiquer un droit sur cette eau ?

La méthode de l'appropriation est donc la solution la plus juste. Son principal défaut est qu'elle a été trop limitée (et nous sommes tous redevables du professeur pour son explication claire des différentes méthodes de répartition de la propriété). Le moyen de modifier la méthode d'appropriation est le suivant :

1. Éliminer toutes les conditions d'utilisation dites « bénéfiques » – le terme est dénué de sens, et ne peut être concrètement imputé que sur le marché libre.
2. L'eau doit être la propriété absolue de celui qui se l'approprie, et jamais à la merci de l'État.

Par conséquent, le propriétaire doit être libre de vendre ses droits de propriété sur l'eau à n'importe qui d'autre, dans n'importe quel but, ou d'arrêter de l'utiliser complètement. S'il échoue soit à user de son droit de propriété, soit à le vendre, il faudra en conclure que ce n'est pas la peine de l'introduire sur le marché. En tout cas, la décision doit être celle du propriétaire – de celui qui s'approprie l'eau.

Comment mettre en place la méthode de l'appropriation absolue dans les États de l'Est – avec ou sans compensation pour le propriétaire riverain – est une question qui doit nécessairement être réglée. Si les propriétaires en aval veulent éviter les pollutions venant de l'amont, il existe une solution simple, à travers la méthode de l'appropriation : acheter la rivière entière, aux propriétaires initiaux, et ensuite soit l'utiliser sans polluer, soit la laisser entièrement en jachère.

Là où il y a des rivières souterraines, le propriétaire initial peut posséder sa part d'eaux et l'utiliser comme il le veut. Néanmoins, il n'y a aucune raison pour lui de posséder toute la rivière. Ainsi, tant pour une rivière souterraine que pour une rivière de surface, le propriétaire initial et les acheteurs ultérieurs possèdent la première portion utilisée d'un débit de la rivière, et le prochain propriétaire possède une portion d'eau en aval qui, elle, a peut-être déjà été utilisée.

En outre, si les individus en aval veulent construire un barrage et qu'ils inondent ainsi les terres en amont dans le but de se préserver eux-mêmes des inondations, ils doivent faire – dans une société libertarienne – deux choses :

1. Acheter les droits sur l'eau qu'ils proposent de contrôler et
2. Acheter les terrains à inonder. S'ils veulent préserver les forêts afin d'éviter les sécheresses, ils peuvent acheter les forêts à leur propriétaire.

J'espère, par ces remarques, avoir contribué à vous aider.

Murray N. Rothbard,

New-York City.

Jour 22. Logement : faut-il défendre les marchands de sommeil ? Par Walter Block

Résumé : Les propriétaires de logements taudis (ou marchands de sommeil) s'attirent les foudres de toute la société, car les logements qu'ils louent sont de mauvaise qualité, mal fréquentés, dans lesquels peu d'égard est donné à l'hygiène et à la sécurité des personnes. Pourtant, Walter Block trouve un certain nombre d'arguments pour défendre les « magnats des taudis », par exemple que le faible prix signifie une qualité moindre, et que la dégradation des bâtiments est plutôt la conséquence de la pauvreté que strictement la faute du propriétaire, qui subit plutôt qu'encourage le piètre état de ses logements.

Par Walter Block

Walter Block est le titulaire de la chaire d'économie de Harold E. Wirth à l'Université Loyola, senior fellow de l'Institut Mises, et chroniqueur régulier pour LewRockwell.com.

Pour beaucoup de gens le *slumlord* – (NdT : traduit par le magnat des taudis), alias le propriétaire de ghetto et l'escroc au loyer – est la preuve qu'un homme peut, bien qu'encore vivant, acquérir une image satanique. Destinataire d'ignobles malédictions, figurine pour qu'y plantent des aiguilles les locataires adeptes du vaudou, exploiteur de l'opprimé, le magnat des taudis est l'un des personnages les plus haïs d'aujourd'hui.

L'accusation est multiple : il demande des loyers d'un prix excessif ; il laisse ses immeubles se dégrader ; les murs de ses logements sont revêtus de peintures bon marché au plomb qui empoisonnent les bébés, et il laisse des drogués, des violeurs et des ivrognes harceler les locataires. Le plâtre qui s'éaille, les poubelles débordantes, les blattes omniprésentes, la plomberie qui fuit, les toits qui s'affaissent et les incendies font partie intégrante du domaine du marchand de sommeil. Et les seules créatures qui prospèrent dans ses locaux sont les rats.

L'accusation, si largement nourrie qu'elle soit, est dénuée de fondement. Le propriétaire de ghetto diffère peu de n'importe quel autre fournisseur de marchandises à bas prix. En fait, il ne diffère d'aucun fournisseur de n'importe quelle marchandise : tous demandent autant d'argent qu'ils le peuvent.

Considérons d'abord comme un ensemble les fournisseurs de marchandises bon marché, de qualité inférieure et de seconde main. Une chose ressort avant toute autre à propos de la marchandise qu'ils achètent et qu'ils vendent : elle est fabriquée à bas prix, est de qualité inférieure ou d'occasion. Un individu rationnel ne peut escompter obtenir une haute qualité, une fabrication soignée ou une marchandise neuve haut de gamme à des prix de solde ; il ne peut se sentir outré ni volé si la marchandise à prix bradés se révèle n'avoir que des qualités au même niveau que le prix. Ce que nous attendons de la margarine n'est pas ce que nous attendons du beurre.

Nous nous satisfaisons de moindres qualités dans une voiture d'occasion que dans une voiture neuve. Toutefois, quand on en vient au logement, surtout en ville, les gens s'attendent à avoir, et même insistent pour avoir, un logement de qualité à des prix bradés.

Mais qu'en est-il de l'accusation selon laquelle le magnat des taudis pratique des loyers exorbitants pour ses logements décrépits ? Elle est erronée. Chacun de nous s'efforce d'obtenir le prix le plus élevé possible pour ce qu'il produit et de payer le prix le plus bas possible pour ce qu'il achète. Les propriétaires agissent de cette façon, comme les travailleurs, les membres des groupes minoritaires, les socialistes, les baby-sitters et les fermiers communautaires. Même les veuves et les retraités qui mettent leur argent de côté pour parer à toute éventualité essaient d'obtenir le plus haut taux d'intérêt possible pour leurs économies. Selon le raisonnement qui juge méprisables les marchands de sommeil, il faudrait aussi honnir tous ces individus. En effet, eux aussi « exploitent » les gens à qui ils louent ou vendent leurs services et capitaux quand ils tentent d'obtenir le revenu le plus élevé possible. En fait, bien sûr, ils ne sont aucunement méprisables – du moins pas à cause de leur désir d'obtenir le meilleur prix pour leurs produits et services. Et ni les uns ni les autres ne sont des magnats des taudis. Les propriétaires de maisons décrépites sont montrés du doigt pour quelque chose qui est quasiment un aspect fondamental de la nature humaine – le désir de troquer, de négocier et d'obtenir le marché le plus avantageux possible.

Les critiques des marchands de sommeil ne savent pas distinguer entre le désir d'exiger des prix élevés, commun à tous, et la possibilité de le faire, ce dont chacun ne dispose pas. Les magnats des taudis ne se distinguent pas de leurs semblables parce qu'ils veulent des prix élevés mais parce qu'ils peuvent les obtenir. La question qui, par conséquent, est au cœur du problème – et que les critiques négligent complètement – est de savoir pourquoi il en est ainsi.

En général, ce qui empêche les gens de demander des prix excessivement élevés est la concurrence qui apparaît dès que le prix et la marge de profit d'un produit ou d'un service donné commencent à monter. Si le prix des Frisbees, par exemple, commence à s'élever, les fabricants établis sur la place augmenteront la production, de nouveaux entrepreneurs s'attaqueront à cette industrie, ou des Frisbees ayant déjà servi seront vendus d'occasion, etc. Toutes ces activités tendent à contrecarrer la montée première du prix. Si les prix des appartements locatifs commencent soudain à monter du fait d'une pénurie de logements, des forces similaires entreront en jeu.

De nouveaux logements seront construits par des propriétaires déjà en place et par de nouveaux propriétaires qu'attire vers ce secteur la montée des prix. De vieux logements seront rénovés, sous-sols et greniers seront transformés à usage d'habitation. Toutes ces activités tendront à faire baisser le prix des locaux et porteront remède à la crise du logement.

Si les propriétaires essayaient d'augmenter les loyers en l'absence de pénurie de logements, ils auraient du mal à garder leurs appartements occupés. En effet, les anciens et les nouveaux locataires seraient tentés de partir à cause des loyers relativement plus bas demandés ailleurs.

Même si les propriétaires s'alliaient pour augmenter les loyers ensemble, ils ne seraient pas en mesure de maintenir l'augmentation en l'absence d'une crise du logement. Cette tentative serait contrecarrée par de nouveaux entrepreneurs n'appartenant pas au cartel qui se précipiteraient pour répondre à la demande de prix de location inférieurs. Ils achèteraient des logements existants et en construirraient de nouveaux.

Les locataires, évidemment, s'élanceraient en foule vers les logements n'appartenant pas au cartel.

Ceux qui resteraient dans les immeubles à prix élevé chercheraient à utiliser moins d'espace, soit en trouvant un colocataire, soit en recherchant un logement plus petit. Quand ceci se produit, il devient plus difficile pour les propriétaires membres du cartel de maintenir leurs immeubles entièrement loués. Inévitamment, le cartel se dissoudra, car les propriétaires essaieront de trouver et conserver des locataires de la seule façon possible : en abaissant les loyers. Il est par conséquent trompeur de prétendre que les propriétaires demandent n'importe quel prix qui leur chante. Ils demandent ce que le marché supportera, comme tous les autres.

Une raison supplémentaire de qualifier cette accusation de fallacieuse est que le concept de majoration excessive n'a aucun sens légitime. « Majoration excessive » ne peut signifier que « demander davantage que l'acheteur ne serait désireux de payer ». Mais puisque nous aimerions tous en réalité ne *rien* payer pour l'endroit où nous habitons (sinon même moins que zéro, ce qui signifie que le propriétaire paierait le locataire pour habiter son immeuble), dès que les propriétaires demandent si peu que ce soit, ils peuvent être accusés de demander des loyers excessifs. Quiconque vend à un prix plus élevé que zéro peut être accusé d'exagérer ses prix, puisque nous aimerions tous ne rien payer (ou moins que rien) pour ce que nous achetons.

Si nous considérons comme fausse la prétention que le marchand de sommeil demande trop cher, qu'en est-il de la vision des rats, ordures, plâtre écaillé ? Le magnat des taudis est-il responsable de ces conditions ? Encore que répondre « oui » soit à la dernière mode, ce n'est pas vrai. En effet, le problème des taudis n'est en réalité nullement un problème de taudis. C'est un problème de *pauvreté* – un problème dont le propriétaire ne peut pas être rendu responsable. Et quand il n'est pas le résultat de la pauvreté, ce n'est en rien un problème social.

Le taudis avec toutes ses horreurs n'est pas un problème quand les habitants sont des gens qui ont les moyens de se payer un logement d'une meilleure qualité mais préfèrent vivre dans des taudis à cause de l'argent qu'ils peuvent ainsi épargner. Ce genre de choix peut ne pas être celui de tout le monde, mais les choix librement consentis par autrui et qui n'affectent que lui-même ne peuvent pas être considérés comme un problème social. (Si cela existait, nous serions tous en danger de voir nos choix les plus délibérés, nos goûts et désirs les plus chers traités de « problèmes sociaux » par des gens dont le goût diffère du nôtre.)

Le taudis est un problème pour les gens qui y habitent par nécessité – en ne souhaitant pas y demeurer mais n'ayant pas les moyens de se payer quelque chose de mieux. Certes leur situation est douloureuse, mais la faute n'en revient pas au propriétaire. Au contraire, il fournit un service nécessaire étant donné la pauvreté des locataires. Comme preuve, imaginez une loi interdisant les taudis (et, par conséquent, les magnats des taudis) sans faire de stipulation d'aucune sorte concernant les habitants de ces taudis, telle que procurer un logement décent pour les pauvres ou un revenu adéquat pour acheter ou louer un logement décent. L'argument est que, si le tenancier des taudis fait vraiment du tort à l'habitant du taudis, alors son élimination, tout le reste demeurant égal par ailleurs, devrait amener une diminution du bien-être du locataire du taudis. Mais la loi ne peut pas accomplir cela. Elle nuirait considérablement non seulement aux tenanciers des taudis mais aussi à leurs habitants. Peut-être même cela nuirait-il encore davantage aux habitants des taudis, car les tenanciers de taudis ne perdraient qu'une source de revenus parmi d'autres; les habitants des taudis, eux, perdraient leur foyer. Ils seraient contraints de louer des logements plus coûteux, d'où diminution de l'argent disponible pour la nourriture, les médicaments et autres nécessités. Le problème n'est pas le tenancier de taudis mais la pauvreté. C'est seulement si le propriétaire

de taudis était la *cause* de la pauvreté qu'il pourrait être légitimement blâmé pour les maux du logement taudis.

Pourquoi donc alors, s'il n'est pas plus coupable de sombres manigances que d'autres marchands, le propriétaire de taudis est-il devenu la cible du dénigrement ?

Ceux qui vendent des vêtements usagés aux clochards du Bowery ne sont pas injuriés, même si leurs marchandises sont de qualité inférieure, les prix élevés et les acheteurs pauvres et incapables de se défendre.

Dans ce cas, au lieu de blâmer les marchands, nous semblons comprendre à quoi attribuer le blâme – à la pauvreté et à la situation désespérée du clochard du Bowery.

Les gens ne blâment pas non plus le mont de piété pour le mauvais état de leurs marchandises ou l'extrême détresse de leurs clients. Les gens ne font pas de reproches aux propriétaires de « boulangeries de la veille » parce que leur pain est rassis. Ils se rendent compte, au contraire, que s'il n'y avait pas ces brocantes et ces boulangeries les gens seraient dans une situation encore pire que n'est la leur actuellement.

Bien que la réponse ne puisse être que conjecturale, il semble qu'il y ait une relation entre l'importance de l'interférence du gouvernement dans un domaine économique et le dénigrement et l'invective déferlant sur les hommes d'affaires qui s'occupent de ce domaine.

Il y a peu de lois réglementant les « boulangeries au pain rassis » ou les entrepôts de ferraille, mais beaucoup dans le marché du logement. On devrait donc souligner le lien entre l'implication du gouvernement dans le marché du logement et la pitoyable image du propriétaire de taudis.

Qu'il y ait des liens puissants et variés entre gouvernement et marché du logement est indéniable. Les programmes de lotissements, de logements sociaux et de rénovation urbaine, les décrets de zones et les codes de construction n'en sont que quelques exemples. Chacun d'eux a créé plus de problèmes qu'il n'en a résolus.

Davantage de logements ont été détruits que créés, les tensions raciales se sont exacerbées, des quartiers et la vie de la communauté ont été ruinés. Dans chaque cas, il semble pourtant que les effets secondaires de la bureaucratie et du gâchis retombent sur le propriétaire de taudis.

Il supporte le blâme pour une bonne part du surpeuplement engendré par le programme de rénovation urbaine. Il se voit reprocher de ne pas maintenir ses immeubles au niveau des standards établis par des codes d'urbanisme irréalistes qui, s'ils étaient respectés, agravaient radicalement la situation de l'habitant du taudis.

(L'obligation de construire des « logements Cadillac » ne peut que nuire aux habitants de « logements Volkswagen ». Elle met tous les logements hors de la portée financière des pauvres.)

Le lien le plus critique entre le gouvernement et le discrédit qui s'attache au propriétaire de taudis est peut-être la loi réglementant les loyers. En effet, la législation sur la réglementation

des loyers change les motifs de profit habituels, qui mettent l'entrepreneur au service de ses clients, en motifs qui en font l'ennemi direct de ses clients-locataires.

D'ordinaire, le propriétaire (ou un homme d'affaires quelconque) gagne de l'argent en subvenant aux besoins de ses locataires. S'il y a déficience, les locataires auront tendance à déménager. Des appartements vacants impliquent, bien sûr, une perte de revenus.

Annonce, agence de location, réparations, peintures et tout ce qu'implique une nouvelle location de l'appartement signifient des dépenses supplémentaires. De plus, le propriétaire qui n'arrive pas à répondre aux besoins des locataires peut se trouver obligé de demander des loyers inférieurs à ceux qu'il aurait pu réclamer dans le cas contraire. Comme dans d'autres commerces, le client « a toujours raison », et le marchand néglige cette maxime du client-roi uniquement à ses risques et périls. En revanche, avec la réglementation des loyers, le système stimulant agit en sens inverse. Ici, le propriétaire peut obtenir le plus gros rendement non pas en servant bien ses locataires mais en les traitant par-dessous la jambe, en refusant de faire des réparations, en les insultant.

Quand les loyers sont réglementés à des taux inférieurs à leur valeur sur le marché, le propriétaire obtient son plus gros bénéfice non pas en servant ses locataires mais en se débarrassant d'eux. Alors, en effet, il peut les remplacer par des locataires payant des loyers plus élevés non réglementés.

Si la réglementation des loyers pervertit le système d'encouragement, c'est par un processus d'auto-sélection qu'est déterminée l'entrée dans « l'industrie » de nouveaux propriétaires. Le type d'individu attiré par une industrie est influencé par le genre de travail qui doit y être effectué. Si une activité réclame (financièrement) des services pour les consommateurs, un certain type de propriétaire sera intéressé. Si elle réclame (financièrement) le harcèlement des consommateurs, alors un type tout à fait différent sera attiré. En d'autres termes, dans de nombreux cas, la réputation qu'a le magnat des taudis d'être rusé, avare, etc., pourrait fort bien être méritée, mais c'est le programme de réglementation des loyers qui en premier lieu encourage les personnes de ce type à devenir propriétaires. Si l'on interdisait aux magnats des taudis d'exercer leur omnipotence sur les taudis, et si cette interdiction était appliquée avec assiduité, le « mal-être » des habitants déshérités des taudis serait terriblement aggravé, comme nous venons de le voir. C'est l'interdiction de loyers élevés, par la réglementation des loyers, qui est la cause de la détérioration du parc des logements. C'est l'interdiction des logements de mauvaise qualité, par les codes d'habitation et autres, qui pousse les propriétaires à quitter l'industrie du logement. Le résultat est que les locataires ont moins de choix, et les choix qui s'offrent à eux sont de basse qualité. Si, en fournissant des logements aux pauvres, les propriétaires ne peuvent pas faire autant de bénéfices que dans d'autres entreprises, ils abandonneront ce secteur d'activité. Les tentatives pour abaisser les loyers et maintenir une haute qualité à cause des interdictions ne font que diminuer les bénéfices, et chasser les magnats des taudis hors de ce domaine, laissant les locataires pauvres dans une situation infiniment plus catastrophique.

Il faudrait se rappeler que la cause fondamentale de l'existence des taudis n'est pas le magnat du taudis, et que les pires « excès » du maître des taudis sont dus aux actions gouvernementales, en particulier la réglementation des loyers. Le magnat des taudis apporte une contribution positive à la société ; sans lui, l'économie se porterait moins bien. Qu'il poursuive sa tâche ingrate, au milieu des injures et du dénigrement, ne peut qu'être le témoignage de sa nature foncièrement héroïque.

Jour 23. A-t-on le droit de discriminer ? Par Lew Rockwell

Résumé : Un homme d'affaires blanc a-t-il le droit de refuser ses services à un homme noir ? Le droit d'exclure n'est pas quelque chose de fortuit. Il est au cœur du fonctionnement de la civilisation. Les libertariens ont eu raison de s'opposer à ces dispositions de la Loi sur les droits civiques de 1964. Elles frappent au cœur de la liberté, avec un coût social très élevé. Le capitalisme libéral inclut et exclut en fonction du rapport monétaire, et sans tenir compte des caractéristiques que les collectivistes de toutes sortes considèrent comme importantes.

Par Llewellyn H. Rockwell, Jr.

Traduit par Lydéric Dussans, Institut Coppet

Llewellyn H. Rockwell, plus connu sous le nom de Lew Rockwell, ancien rédacteur en chef des publications de Ludwig von Mises et le chief of staff de Ron Paul, est le fondateur et président de l'Institut Ludwig von Mises à Auburn (Alabama), exécuteur testamentaire de la succession de Murray N. Rothbard, et rédacteur en chef de LewRockwell.com.

Il semble incroyable que, dans les derniers jours, un droit fondamental de l'humanité tout entière, la liberté d'association, ait été dénoncé par le *New York Times* et par toutes les sources majeures d'opinion, alors même qu'une figure politique nationale était réticente à défendre ses propres déclarations en faveur de cette idée, et qu'elle s'est ensuite distancée de la notion. Un tel principe fondamental de la liberté serait-il devenu indicible ? [NdT : référence à la [controverse sur les propos de Rand Paul sur les Civil Rights](#)].

Ou peut-être que cela n'est pas si incroyable. Un gouvernement démesuré, dans une ère de despotisme comme la nôtre, doit refuser un tel droit fondamental simplement parce que c'est l'une des questions fondamentales qui se pose à ceux qui sont en charge : l'État ou les individus.

Nous vivons à une époque anti-libérale, où le choix individuel est hautement suspect. L'éthique législative principale est orientée vers la prise de toutes les actions nécessaires ou interdites, avec de moins en moins de place laissée à la volonté humaine. Autrement dit, nous n'avons plus confiance en l'idée de liberté. Nous ne pouvons même pas imaginer comment elle pourrait fonctionner. Quelle distance nous avons parcourue depuis la révolution de la raison de notre époque.

En faisant référence à la grande controverse au sujet de la Loi sur les droits civiques de 1964, Karen De Coster a posé le débat en se reposant sur la manière dont Rachel Maddow avait orienté la question. Cette dernière avait exigé de savoir si un homme d'affaires blanc avait le droit de refuser ses services à un homme noir. Karen demandait donc si un homme d'affaires noir avait le droit de refuser ses services à un membre du Ku Klux Klan ?

Je ne pense pas que quiconque puisse contester ce droit. La manière dont une personne utilise le droit de s'associer (ce qui signifie nécessairement le droit de ne pas s'associer) est une question de choix individuel profondément influencé par le contexte culturel. Qu'une personne ait le droit de baser ses choix sur son propre jugement ne peut être nié par ceux qui croient en la liberté.

Le droit d'exclure n'est pas quelque chose de fortuit. Il est au cœur du fonctionnement de la civilisation. Si j'utilise un logiciel propriétaire, je ne peux pas le télécharger sans la signature d'un accord contractuel. Si je refuse de le signer, l'entreprise ne doit pas me le vendre. Et pourquoi ? Parce que c'est leur logiciel et ce sont eux qui définissent les conditions d'utilisation. Il n'y a rien de plus à dire.

Si vous avez un blog qui accepte des commentaires, vous avez conscience de l'importance de ce droit. Vous devez être en mesure d'exclure les spams ou d'interdire les adresses IP des trolls, ou bien d'inclure et d'exclure la contribution d'une personne en fonction du fait qu'elle ajoute ou non de la valeur. Chaque site sur Internet qui suscite la participation du public le sait. Sans ce droit, n'importe quel forum pourrait s'effondrer, après avoir été pris en charge par les mauvais éléments.

Nous exerçons le droit d'exclure quotidiennement. Si vous allez déjeuner, certaines personnes viennent et certaines personnes ne viennent pas. Quand vous avez du monde à dîner, vous prenez soin d'inclure certaines personnes et nécessairement d'exclure les autres. Certains restaurants attendent et exigent des chaussures, des chemises, des cravates et même des manteaux. Le *New York Times* inclut des articles et en exclut d'autres, inclut certaines personnes à ses comités éditoriaux et en exclut d'autres.

Lorsque les entreprises embauchent, certaines personnes font de la coupe et d'autres pas. C'est la même chose avec l'admission au collège, avec les membres de l'Église, des fraternités, des clubs civiques, et presque toutes les autres associations. Ils exercent tous le droit d'exclure. Il est au cœur de l'organisation de tous les aspects de la vie. Si ce droit est refusé, qu'obtenons-nous à sa place ? La coercition et la contrainte. Les gens sont contraints en même temps par l'État, avec un groupe voulu à la pointe d'une arme à feu pour servir un autre groupe. C'est la servitude involontaire, expressément interdite par le 13ème amendement. On présume qu'un peuple épris de liberté sera toujours être contre cela.

Comme le dit Larry Elder : « C'est la liberté pour les nuls. »

Qu'en est-il de l'affirmation selon laquelle le gouvernement devrait réglementer les motifs de l'exclusion ? Disons, par exemple, que nous ne nions pas le droit général de la liberté d'association, mais que nous réduisons son champ d'application pour répondre à une injustice particulière. Est-ce plausible ? Eh bien, la liberté est un peu comme la vie : c'est quelque chose qui est ou qui n'est pas. Découper et trancher en fonction des priorités politiques est extrêmement dangereux. Cela perpétue la division sociale, conduit à un pouvoir arbitraire, impose une forme d'esclavage, et renverse la situation pour celui qui dispose précisément du pouvoir dans la société.

En fait, que le gouvernement prétende réglementer les « motivations » de toute prise de décision est effrayant. Cela suppose le droit et la capacité des bureaucrates gouvernementaux à lire dans les pensées, comme s'ils pouvaient connaître la véritable motivation derrière toute action, indépendamment de ce que prétend le décideur. C'est ainsi que les banques au cours des dernières décennies en sont venues à accorder des prêts hypothécaires de manière confuse : ils essayaient de se débarrasser de la réglementation à la recherche de tout signe de discrimination raciale.

Et, bien sûr, ce tour de télépathie n'est pas arbitraire. Il est dicté par des pressions politiques. Il n'est pas étonnant, dès lors, que depuis la loi adoptée en 1964, les motivations que les

autorités disent discerner, et pouvoir interdire, ont proliféré et sont maintenant complètement hors de contrôle. Cette stratégie a-t-elle vraiment augmenté le bien-être social, ou a-t-elle exacerbé le conflit entre les groupes que l'État a exploité à ses propres fins ?

Mais osons-nous laisser des propriétaires fonciers prendre de telles décisions par eux-mêmes ? D'un point de vue historique, l'injustice contre les Noirs a été perpétrée principalement par les gouvernements. Les entreprises privées ne pratiquent pas de politiques fondées sur la race, car cela signifie l'exclusion des potentiels clients.

Et c'est précisément pourquoi les racistes, les nationalistes et les fanatiques purs et durs se sont toujours opposés au capitalisme libéral : car il inclut et exclut en fonction du rapport monétaire, et sans tenir compte des caractéristiques que les collectivistes de toutes sortes considèrent comme importantes. Dans les utopies imaginées par les nationaux-socialistes, les champions du commerce sont pendus aux réverbères comme des traîtres à leur race et des ennemis de la nation.

C'est parce que le marché tend vers une tapisserie de l'association en constante évolution, en constant changement, avec des motifs qui ne peuvent être connus à l'avance et ne devraient pas être réglementés par des maîtres fédéraux. En revanche, les tentatives du gouvernement de réglementer l'association conduisent au désordre et aux calamités sociales.

Comme Thomas Paine l'a expliqué : « Dans ces associations que les hommes forment entre eux pour promouvoir le commerce ou telle autre activité, associations dans lesquelles le gouvernement n'a strictement aucune part et où les individus se contentent de suivre les principes de la société, on voit bien comment les diverses parties s'unissent naturellement. Il suffit de comparer pour se rendre compte que les gouvernements, loin d'être toujours la cause ou l'instrument de l'ordre, sont souvent l'agent de sa destruction. »

C'est précisément pourquoi les libertariens ont eu raison de s'opposer à ces dispositions de la Loi sur les droits civiques de 1964. Elles frappent au cœur de la liberté, avec un coût social très élevé. Il n'y a rien de surprenant à ce que les organes irréfléchis et anti-intellectuels de l'opinion cherchent à le nier. Mais ce qui m'a surpris, c'est la rapidité avec laquelle les supposés libertariens, notamment dans le cadre de DC, ont été prompts à se distancer du principe de la liberté d'association. Je prends cela non pas comme une mesure de faillite intellectuelle, mais comme un signe de la crainte qu'ont tant de personnes, à une époque de pouvoir despote, de dire la vérité au pouvoir.

Jour 24. Comment aider les pauvres et les opprimés ? Par Walter Block

Résumé : Walter Block répond à un discours de M. Haugen qui invitait les chrétiens du monde entier à faire preuve d'altruisme et à aider les pauvres et les opprimés, victimes d'un grand nombre d'actes cruels à travers le monde. La réponse de l'économiste est de l'inviter à privilégier le développement économique afin de réduire les actes barbares plutôt que l'augmentation des actes de bienveillance dans la société. C'est la seule manière d'avoir un impact durable et efficace sur la diminution de la pauvreté et la réduction du nombre d'actes répréhensibles.

Par Walter Block

Traduit par Victor Stepien, Institut Coppet

Walter Block est le titulaire de la chaire d'économie de Harold E. Wirth à l'Université Loyola, senior fellow de l'Institut Mises, et chroniqueur régulier pour LewRockwell.com.

Lettre ouverte à la mission de justice internationale

Cher M. Haugen,

J'ai assisté à votre discours au Regent College à Vancouver le 14 juillet 2004. Je voulais faire un commentaire ce jour-là, mais le temps des questions était trop limité. Donc je vous propose de lire mes recommandations par ce biais épistolaire.

Si je devais résumer votre discours, ce serait que des actes cruels ont lieu à une échelle importante à travers le monde en ce moment, et que les chrétiens doivent tenter d'y remédier. Pour cela, les personnes croyantes doivent abandonner leurs propres intérêts, et faire davantage de dons caritatifs, aussi bien en temps qu'en argent.

Selon Adam Smith :

« Notre dîner ne provient pas de la gentillesse du boucher, ni de celle du brasseur ou du boulanger, mais de leurs propres intérêts. Il ne s'agit pas de leur humanité mais plutôt de leur amour-propre, et même pas de répondre à des besoins mais plutôt d'atteindre des objectifs avantageux pour eux. » ([*La richesse des nations*](#), 1776)

Ce que j'en déduis, ce n'est pas que la gentillesse n'existe pas chez les êtres humains. Plutôt, c'est que cela n'existe qu'en très petite quantité. Ce qui signifie que les êtres rationnels voudront capitaliser sur cette rare et précieuse fleur au lieu d'insister pour qu'elle soit utilisée de manière bâtarde ; ils se rendront compte qu'elle sera toujours en petite quantité, plutôt que de penser qu'elle pourra toujours croître.

Par ailleurs, il existe de bonnes raisons sociobiologiques qui expliquent cela. Ces raisons expliquent pourquoi l'espèce humaine est si « figée » en cette direction. S'il existait une tribu d'hommes des cavernes qui ne s'intéressaient pas en premier lieu à eux-mêmes, pour en exclure autrui, ils auraient disparu il y a bien longtemps. Par ailleurs, si cette tribu hypothétique étalait largement sa gentillesse, au lieu de la garder précieusement pour en faire bénéficier les membres de sa famille, ses amis et ses voisins, ils ne seraient plus de ce monde. On vient de ce genre de peuples ; cela explique plus ou moins la manière dont nous nous comportons. C'est vrai, il existe quelques exceptions, mais elles ne font que renforcer la règle générale. Nous nous occupons de nos petites vies, parce que c'est ce qu'avaient obligés de faire nos ancêtres pour survivre.

Je suis tout à fait d'accord avec votre projet : réduire ou, encore mieux, éliminer, les effets néfastes qui, selon vos propos éloquents, nous paralysent comme les tueries de masse, l'esclavage, etc. Mais la manière donc vous vouliez y remédier, en augmentant le taux de bienveillance dans notre société, et en élargissant son étendue, me paraît vouée à l'échec à partir de ce que je viens de vous expliquer.

Peut-être que vous ne vous en êtes pas aperçu, mais tous les pays que vous citez comme exemples de brutalité sont sous-développés ou rétrogrades (vous utilisez l'expression « en voie de développement », mais ce n'est qu'une tournure de phrase politiquement correcte qu'il vaudrait mieux éviter). Ainsi, une manière alternative d'éradiquer la cruauté, ce serait de passer par le développement économique. Fortuitement, Adam Smith nous y apporte encore une fois une solution adéquate. Le titre entier de son livre le plus connu s'intitule : Smith, Adam, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*. En somme, sa recette pour le développement économique reposait, avec quelques timidités, sur le capitalisme de laisser-faire. Murray N. Rothbard, mon propre mentor, va bien plus loin, et critique la façon dont Adam Smith s'éloigne trop de ce but qui est la liberté économique entière (Rothbard, Murray N., 1997. *The Logic of Action: Applications and Criticism from the Austrian School*. Vol II. Cheltenham, UK: Edward Elgar).

L'idée principale, c'est que le gouvernement qui gouverne le moins gouverne le mieux. Une partie de mes recherches rajoute l'idée que la liberté économique conduit à la prospérité : Gwartney, James, Robert Lawson et Walter Block, 1996, *Economic Freedom of the World, 1975-1995*. Vancouver, Canada: Fraser Institute. Puisque davantage de richesse réduit l'inhumanité des hommes envers les hommes, il s'agit d'une méthode que vous ne devriez pas négliger, ni même votre organisation.

Selon moi, votre affirmation qui consiste à dire que pour être un bon chrétien, il faut s'efforcer d'enrayer les effets néfastes dont vous parlez, vous devriez apprendre que certains pays sont riches et d'autres désespérément pauvres. Par ailleurs, le proverbe suivant me paraît utile : « *Mieux vaut ne pas se battre avec les alligators, mais assécher le marais.* » Vous essayez de vous battre avec les alligators, en essayant de secourir la petite Marie ou le petit David ou José. C'est très bien, cela. Je vous félicite. Il faut bien que quelqu'un le fasse, puisque ces injustices ne demandent qu'à être enravées. Et c'est vrai qu'il existe les phénomènes de la spécialisation et de la division du travail. Mais je pense que vous devriez vous rendre compte qu'il existe également un autre moyen, plus bénéfique et plus global : il s'agit du développement économique qui se base sur les économies de marché.

J'insiste sur ce point non seulement en vue de ce que vous avez dit lors de votre cours magistral, qui ne disait rien des remarques que je viens d'énoncer, mais en vue de la question

qu'on vous a posée. Elle a été posée par un jeune garçon qui devait être étudiant au Regent College puisque ses remarques se basaient sur les sornettes marxistes habituelles enseignées dans ce genre d'établissements universitaires. Il vous a demandé si vous n'étiez pas inquiet des problèmes systémiques comme la « violence économique » basée sur la distribution inégale des salaires. (Je ne m'en souviens pas mot à mot, mais c'était plus ou moins ce qu'il vous demandait.) Selon lui, les pays occidentaux devraient augmenter leurs aides humanitaires aux pays sous-développés. Mais il s'agit là d'un manque de compréhension économique monstrueux, comme l'a démontré le travail de Peter Bauer maintes fois. Au lieu de morigéner ce jeune homme comme il aurait dû l'être, vous avez été d'accord avec ses idées de base et vous vous êtes excusé de ne pas utiliser ses principes, à cause de la nécessité de la spécialisation et de la division du travail, ce qui m'a semblé fort louable. Mais ses idées de base socialistes étaient erronées, et si elles étaient mises en place, elles augmenteraient le taux de brutalité dans les pays pauvres, plutôt que de le diminuer.

Cependant, je suis d'accord pour admettre qu'il existe de bonnes raisons qui expliquent pourquoi le marché libre n'est pas à l'ordre du jour. Si ce n'était pas le cas, vous vivriez tous dans un paradis d'économie de marché libre. (À mon avis, à l'époque des hommes des cavernes, nous sommes devenus trop habitués à suivre les ordres du chef de tribu. Et comme nous vivions dans de toutes petites communautés contrairement à maintenant, seule la coopération directe est restée. La coopération indirecte, à travers des marchés gigantesques, est venue bien trop tard dans notre espèce pour s'inscrire dans nos gènes.) Mais tout ceci n'est pas une raison valable pour que des intellectuels comme vous s'abandonnent au refrain du socialisme.

Les pays occidentaux riches n'ont pas vraiment besoin du capitalisme ; un système a déjà été mis en place où le capital et le système légal donnent une prospérité relative, et donc peu de chances de tueries de masse internes. Ce sont les pays d'Afrique pauvres qui ont le plus besoin d'une économie de marché. Grâce à leur expérience heureuse de liberté économique relative pendant des années, l'Occident capitaliste peut désormais se permettre un peu de socialisme pernicieux. Par contre, puisque l'économie de marché est presque méconnaissable dans le Tiers-Monde, l'égalitarisme socialiste sonnerait vraiment le glas de son économie.

En somme, je voudrais conclure avec un dernier point critique concernant votre présentation : enlevez ce clip vidéo qui montre un homme qui tentait d'acheter un enfant ligoté par la police. Vous ne vous en êtes peut-être pas aperçu, mais on pouvait également voir un poste de télévision dans le fond de l'image. Et donc cela veut dire qu'ils ont de l'électricité, et donc un peu de prospérité. Tout ceci est complètement incompatible avec votre récit de gens qui vendent leurs enfants car ils vivent dans une pauvreté extrême.

J'espère que vous prendrez ces remarques comme je le souhaite : pour vous aider à améliorer vos remarques qui étaient déjà très pertinentes au départ.

Sentiments distingués,

Walter Block

Jour 25. Tout ce que vous devez au capitalisme. Par Lew Rockwell

Résumé : Lew Rockwell profite de l'expérience d'une conversation ordinaire avec des amis, qui tourne aux débats économiques, pour rappeler les mérites du libre marché et du capitalisme.

Par Llewellyn H. Rockwell, Jr.

Traduit par Marc Lassort, Institut Coppet

Llewellyn H. Rockwell, plus connu sous le nom de Lew Rockwell, ancien rédacteur en chef des publications de Ludwig von Mises et le chief of staff de Ron Paul, est le fondateur et président de l'Institut Ludwig von Mises à Auburn (Alabama), exécuteur testamentaire de la succession de Murray N. Rothbard, et rédacteur en chef de LewRockwell.com.

Je suis sûr que vous avez déjà eu cette expérience avant, ou quelque chose de semblable. Vous êtes assis à déjeuner dans un bon restaurant ou peut-être un hôtel. Les serveurs viennent et partent. La conversation à propos de tous les sujets se passe bien. Vous parlez de la météo, de musique, de films, de la santé, de banalités comme les actualités, des enfants, et ainsi de suite. Mais d'un coup, le sujet part sur l'économie et les choses changent.

Vous n'êtes pas du genre agressif donc vous ne proclamez pas tout de suite les mérites du libre marché. Vous attendez et vous laissez les autres parler. Leurs préjugés contre les entreprises apparaissent immédiatement quand ils se mettent à répéter la dernière calomnie médiatique contre le marché, par exemple que les propriétaires de stations-service seraient à l'origine de l'inflation en faisant grimper les prix pour remplir leurs poches à nos dépens, ou que Wal-Mart est bien évidemment la pire chose possible qui puisse jamais arriver à une communauté.

Vous commencez par apporter un correctif, soulignant l'autre côté. Puis finalement, la vérité émerge sous la forme d'une annonce naïve et définitive d'une personne : « *En fait, je pense que je suis vraiment un socialiste dans l'âme.* » D'autres acquiescent.

D'une part, il n'y a rien à dire, vraiment. Vous êtes entourés par les bienfaits du capitalisme. La table du buffet, que vous et vos partenaires de déjeuner avez trouvée simplement en traversant l'immeuble, a une plus grande variété d'aliments à un prix inférieur à celui qui était à la disposition de toute personne vivante – roi, seigneur, duc, ploutocrate ou pape – dans la quasi-totalité de l'histoire de l'humanité. Cela n'aurait même pas été imaginable 50 ans plus tôt.

Toute l'histoire a été définie par la lutte pour la nourriture. Et pourtant, cette lutte a été abolie, pas seulement pour les riches mais pour tous ceux qui vivent dans les économies développées. Les anciens, en regardant cette scène, auraient pu supposer qu'il s'agissait de l'Élysée. L'homme médiéval n'évoquait de telles scènes que dans des visions d'utopie. Même à la fin du XIX^e siècle, le palais le plus doré du riche industriel exigeait un vaste personnel et une immense peine pour en arriver à l'approcher.

Nous devons cette réalité au capitalisme. Pour le dire autrement, nous devons cette réalité à des siècles d'accumulation de capital dans les mains des personnes libres qui ont consacré du capital pour travailler au nom des innovations économiques, à la fois en concurrence avec d'autres pour le profit et en coopération avec des millions et des millions de personnes dans un réseau global en extension continue de la division du travail. L'épargne, l'investissement, les risques et le travail de centaines d'années, ainsi qu'un nombre incalculable de personnes libres, ont fait en sorte de rendre cette scène possible, grâce à la capacité toujours remarquable qu'a une société de se développer sous les conditions de la liberté pour réaliser les aspirations toujours plus hautes des membres de la société.

Et pourtant, assis de l'autre côté de la table, des gens bien éduqués s'imaginent que la façon de mettre fin aux malheurs du monde passe par le socialisme. Toutefois, les définitions des gens du socialisme diffèrent, et ces personnes seraient probablement promptes à dire qu'elles ne veulent pas de l'Union soviétique ou quelque chose comme ça. Cela n'était du socialisme que dans le nom, on me répondra. Et pourtant, si le socialisme ne signifie rien aujourd'hui, ils s'imaginent qu'il peut y avoir une certaine amélioration sociale résultant d'un mouvement politique pour soustraire le capital des mains privées et le mettre dans les mains de l'État. D'autres tendances du socialisme incluent le désir de voir le travail organisé selon les frontières de classe, et déterminé par une sorte de pouvoir coercitif sur la façon dont la propriété de leurs employeurs est utilisée. Cela pourrait être aussi simple que le désir de mettre un plafond sur les salaires des PDG, ou cela pourrait être aussi extrême que le désir d'abolir la propriété privée, l'argent et même le mariage.

Quels que soient les détails de l'affaire en question, le socialisme signifie toujours la priorité sur les décisions libres des individus et le remplacement de cette capacité à prendre des décisions par un plan global de l'État. Poussé jusqu'au bout, ce mode de pensée ne fera pas simplement disparaître les dîners somptueux. Cela signifiera la fin de ce que nous savons de la civilisation elle-même. Cela nous plongerait dans un état primitif de l'existence, vivant de la chasse et de la cueillette dans un monde avec un peu d'art, de musique, de loisirs et de charité. Il n'est pas une seule forme de socialisme qui soit capable de satisfaire les besoins de six milliards d'habitants de la planète, de sorte que la population diminuerait considérablement et rapidement et d'une manière qui ferait que chaque horreur humaine connue semblerait bénigne en comparaison. Il n'est pas non plus possible de divorcer le socialisme du totalitarisme, parce que si vous êtes sérieux au sujet de la fin de la propriété privée des moyens de production, vous devez être également sérieux au sujet de la fin de la liberté et de la créativité. Vous aurez à faire de la société tout entière, ou ce qu'il en reste, une prison.

En bref, le souhait pour le socialisme est un souhait pour un mal sans précédent pour l'homme. Si nous avions vraiment compris cela, personne n'exprimerait son soutien décontracté pour cela en bonne compagnie. Ce serait comme dire, vous savez, qu'il y a vraiment quelque chose à redire au sujet de la malaria, de la typhoïde ou du largage de bombes atomiques sur des millions d'innocents.

Est-ce que les gens assis autour de la table veulent vraiment cela ? Certainement pas. Alors qu'est-ce qui a mal tourné ici ? Pourquoi les gens ne peuvent pas voir ce qui est évident ? Pourquoi les gens qui s'assoient au milieu de l'abondance créée par le marché, jouissent de tous les fruits du capitalisme à chaque minute de la vie, ne sont pas capables de voir les mérites du marché mais souhaitent plutôt à la place quelque chose qui est un désastre prouvé ?

Ce que nous avons ici est un manque de compréhension. C'est-à-dire une incapacité à relier les causes et les effets. C'est une idée tout à fait abstraite. La connaissance de la cause et de l'effet ne vient pas à nous en regardant simplement autour d'une pièce, en vivant dans un certain type de société, ou en observant des statistiques. Vous pouvez étudier des salles remplies de données, lire un millier de traités sur l'histoire, ou tracer des chiffres internationaux de PIB sur un graphique pendant une vie tout entière, et pourtant la vérité sur la cause et l'effet peut s'avérer encore très évasive. Vous pourriez encore manquer l'argument que c'est le capitalisme qui engendre la prospérité et la liberté. Vous pourriez encore être tentés par l'idée du socialisme comme sauveur.

Permettez-moi de vous ramener aux années 1989 et 1990. C'étaient des années dont la plupart d'entre nous se souviennent comme le moment où le socialisme s'est effondré en Europe de l'Est et en Russie. Les événements de cette période allaient à l'encontre de toutes les affirmations de droite selon lesquelles il s'agissait de régimes permanents qui ne changeraient jamais à moins qu'ils ne soient bombardés jusqu'à leur retour à l'âge de pierre. À gauche, il était largement admis, même à cette époque, que ces sociétés allaient en réalité très bien et qu'elles finiraient par passer devant les États-Unis et l'Europe occidentale en prospérité, et, selon certaines mesures, qu'elles étaient déjà mieux loties que nous.

Et pourtant elles se sont effondrées. Même le mur de Berlin, symbole de l'oppression et de l'esclavage, avait été démolí par les gens eux-mêmes. Ce n'était pas seulement glorieux de voir s'effondrer le socialisme. C'était passionnant d'un point de vue libertarien de voir comment les États eux-mêmes pouvaient se dissoudre. Ils pouvaient avoir toutes les armes et tous les pouvoirs, et les gens n'en avoir aucun, et pourtant, quand les gens eux-mêmes décidaient qu'ils ne seraient plus gouvernés, il restait très peu d'options à l'État. Il finissait par s'effondrer face au refus de l'ensemble de la société de croire ses mensonges plus longtemps.

Lorsque ces sociétés fermées sont soudainement devenues ouvertes, qu'avons-nous vu ? Nous avons vu des terres que le temps avait oubliées. La technologie était archaïque et brisée. La nourriture était rare et dégoûtante. Les soins médicaux étaient catastrophiques. Les gens étaient en mauvaise santé. Les biens immobiliers étaient pollués. Il était également frappant de voir ce qui était arrivé à la culture sous le socialisme. De nombreuses générations ont été élevées dans un système fondé sur le pouvoir et le mensonge, et donc l'infrastructure culturelle que nous prenons pour acquise n'était pas sécurisée. Des notions comme la confiance, la promesse, la vérité, l'honnêteté et la planification de l'avenir – tous les piliers de la culture commerciale – avaient été déformés et troublés par l'omniprésence et la persistance de la malédiction étatiste.

Pourquoi suis-je en train d'examiner ces détails au sujet de cette période, dont la plupart d'entre vous se souviennent sûrement ? Simplement pour vous dire ceci : la plupart des gens ne voient pas ce que vous avez vu. Vous avez vu l'échec du socialisme. C'est ce que j'ai vu. C'est ce que Rothbard a vu. C'est ce que tous ceux qui ont été exposés aux enseignements de l'économie – aux règles élémentaires concernant les causes et les effets dans la société – ont vu. Mais ce n'est pas ce que la gauche idéologique a vu. Les gros titres des publications socialistes ont proclamé eux-mêmes la mort du stalinisme antidémocratique et attendaient avec intérêt la création d'un nouveau socialisme démocratique dans le pays.

Quant aux gens ordinaires, ni attachés à l'idée socialiste, ni éduqués à l'économie, il aurait pu n'apparaître comme rien de plus qu'une victoire glorieuse de la politique étrangère américaine

contre ses ennemis. Nous avons construit plus de bombes qu'eux, donc ils ont fini par capituler, ainsi que pourraient le faire des enfants sur une aire de jeux. Peut-être que certains voient cela comme une victoire de la constitution américaine sur les curieux systèmes despotes étrangers. Ou peut-être que c'était une victoire de la cause de quelque chose comme la liberté d'expression sur la censure, ou le triomphe des bulletins sur les balles.

Maintenant, si les leçons appropriées de l'effondrement avaient été transmises, nous aurions vu l'erreur de toutes les formes de planification étatique. Nous aurions vu qu'une société volontaire surpassera toujours une société coercitive. Nous aurions pu voir comment les systèmes étatistes sont finalement artificiels et fragiles comparés à la permanence robuste d'une société fondée sur le libre-échange et l'appropriation capitaliste. Et il y a un autre point : le militarisme de la Guerre froide avait seulement fini par prolonger la période du socialisme en fournissant à ces mauvais gouvernements la possibilité de stimuler les pulsions nationalistes malheureuses qui avaient détourné les populations nationales d'un vrai problème. Ce n'était pas la Guerre froide qui avait tué le socialisme, mais plutôt, une fois que la Guerre froide s'était elle-même épuisée, ces États s'étaient effondrés sous leur propre poids interne plutôt que de la pression extérieure.

En bref, si le monde avait tiré les leçons que nous devrions prendre de ces événements, il n'y aurait plus besoin d'éducation économique et de l'essentiel de ce que fait l'Institut Mises. Dans un grand moment de l'histoire, la lutte entre le capitalisme et la planification centrale aurait été décidée une fois pour toutes.

Je dois dire que c'était plus qu'un choc pour moi et mes collègues que cela aurait dû l'être : le message économique principal avait été perdu par la plupart des gens. En effet, cela a fait très peu de différence dans le spectre politique. Le concours entre le capitalisme et la planification centrale a continué comme il a toujours été, et s'est même intensifié ici, dans notre pays. Les socialistes parmi nous, s'ils ont essuyé un sérieux revers, ont fait leur retour, plus forts comme jamais, si ce n'est davantage. Si vous en doutez, considérez qu'il n'a fallu que quelques mois pour que ces groupes commencent à se plaindre à propos de l'assaut terrible qui avait été lancé par le déchaînement du capitalisme en Europe de l'Est, en Russie, et en Chine. Nous avons commencé à entendre des plaintes au sujet de la montée d'un consumérisme hideux dans ces pays, au sujet de l'exploitation des travailleurs dans les mains des capitalistes, au sujet de la montée des super riches tapageurs. Des tas et des tas de nouvelles histoires sont apparues à propos du triste sort des travailleurs de l'État au chômage, qui, bien que fidèles aux principes du socialisme leur vie entière, étaient maintenant retournés dans la rue pour se débrouiller par eux-mêmes.

Un événement aussi spectaculaire que l'effondrement spontané d'une superpuissance et de tous ses États clients n'était même pas suffisant pour transmettre le message de la liberté économique. Et la vérité, c'est que ce n'était pas nécessaire. Le monde entier est couvert de leçons sur le mérite de la liberté économique sur la planification centrale. Nos vies quotidiennes sont dominées par les produits glorieux du marché, que nous prenons tous volontiers pour acquis. Nous pouvons ouvrir nos navigateurs web et visiter une civilisation électronique que le marché a créée, et noter que l'État n'a jamais rien fait du tout d'utile en comparaison.

Nous sommes également inondés chaque jour par les défaillances de l'État. Nous nous plaignons constamment que le système éducatif est cassé, que le secteur médical est bizarrement déformé, que La Poste est irresponsable, que la police abuse de son pouvoir, que

les politiciens nous ont menti, qu'on vole l'argent des contribuables, que quelle que soit la bureaucratie à laquelle nous avons affaire, elle est insensible et inhumaine. Nous constatons tout cela. Mais beaucoup moins d'entre nous sont en mesure de relier les observations et de voir la myriade de façons dont la vie quotidienne confirme que les radicaux du marché comme Mises, Hayek, Hazlitt, et Rothbard étaient corrects dans leurs jugements.

Qui plus est, ce n'est pas seulement un phénomène nouveau que nous pouvons observer dans nos vies. Nous pouvons regarder n'importe quel pays dans n'importe quelle période et noter que chaque morceau de richesse jamais créé dans l'histoire de l'humanité a été généré par une sorte d'activité du marché, et jamais par les États. Les personnes libres créent, l'État détruit. C'était vrai dans le monde antique. C'était vrai dans le premier millénaire après Jésus-Christ. C'était vrai au Moyen Âge et à la Renaissance. Et avec la naissance de structures complexes de production et la division croissante du travail dans ces années-là, nous voyons comment l'accumulation du capital a conduit à ce qu'on pourrait appeler un miracle productif. La population du monde a grimpé. Nous avons vu la création de la classe moyenne. Nous avons vu les pauvres améliorer leur sort et changer leur propre identification de classe.

La vérité empirique n'a jamais été aussi difficile à trouver. Ce qui importe, ce sont les yeux théoriques qui voient. C'est cela qui dicte la leçon que nous tirons de ces expériences. Marx et Bastiat écrivaient en même temps. Le premier disait que le capitalisme avait créé une calamité et que l'abolition de la propriété était une solution. Bastiat a vu que l'étatisme créait une calamité et que l'abolition du pillage étatique était la solution. Quelle était la différence entre eux ? Ils ont vu les mêmes faits, mais ils les ont vus de manière très différente. Ils avaient une perception différente de la cause à effet.

Je vous suggère qu'il y a ici une leçon importante en ce qui concerne la méthodologie des sciences sociales, ainsi qu'un programme et une stratégie pour l'avenir. À propos de la méthode, nous devons reconnaître que Mises avait précisément raison à propos de la relation entre les faits et la vérité économique. Si nous avons une théorie solide à l'esprit, les faits sur le terrain fournissent un excellent matériel illustratif. Ils nous informent de l'application de la théorie dans le monde dans lequel nous vivons. Ils fournissent d'excellentes anecdotes et révèlent des histoires sur la façon dont la théorie économique se confirme dans la pratique. Mais absents de cette théorie de l'économie, les faits seuls ne sont que des faits. Ils ne transmettent aucune information sur la cause et l'effet, et d'une certaine manière, ils ne pointent pas vers l'avant.

Pensez-y de cette façon. Disons que vous avez un sac de billes qui est renversé sur le sol. Demandez à deux personnes leurs impressions. La première comprend ce que signifient les chiffres, les formes, et les couleurs. Cette personne peut donner un compte rendu détaillé de ce qu'elle voit : combien de billes, quels types, leur taille, et cette personne peut expliquer ce qu'elle voit de différentes manières potentiellement pendant des heures. Mais maintenant, examinons la seconde personne, qui, nous pouvons le supposer, n'a absolument aucune compréhension des nombres, même pas qu'ils existent comme des idées abstraites. Cette personne n'a aucune compréhension de la forme ou de la couleur. Elle voit la même scène que l'autre personne mais ne peut rien fournir comme explication des modèles. Elle a très peu à dire. Tout ce qu'elle voit est une série d'objets aléatoires.

Ces deux personnes voient les mêmes faits. Mais elles les comprennent de manière très différente, en raison des notions abstraites de signification qu'elles peuvent produire dans leur esprit. C'est pourquoi le positivisme comme science pure, une méthode d'assemblage de

séries potentiellement infinies de points de données, est une entreprise vaine. Les points de données en eux-mêmes ne véhiculent pas de théorie, ne suggèrent pas de conclusions, et ne donnent aucune vérité. Pour arriver à la vérité, cela requiert l'étape la plus importante que nous en tant qu'êtres humains puissions réaliser : la pensée. À travers cette pensée, et avec un bon enseignement et de la lecture, nous pouvons mettre en place un dispositif théorique cohérent qui nous aide à comprendre.

Maintenant, nous avons du mal à évoquer dans nos esprits les goûts d'un homme qui n'a aucune compréhension pour les nombres, les couleurs, ou les formes. Et pourtant, je vous suggère que c'est précisément ce à quoi nous sommes confrontés lorsque nous rencontrons une personne qui n'a jamais pensé à la théorie économique et n'a jamais étudié les implications de la science. Les faits du monde semblent tout à fait aléatoires à cette personne. Elle voit deux sociétés l'une à côté de l'autre, l'une libre et prospère et l'autre non-libre et pauvre. Elle voit cela et ne conclut rien sur les systèmes économiques parce qu'elle n'a jamais pensé sérieusement à la relation entre les systèmes économiques et la prospérité et la liberté.

Elle se contente d'accepter l'existence de la richesse dans un endroit et la pauvreté dans l'autre comme une donnée, de la même façon que les socialistes à une table de déjeuner supposaient que le cadre luxueux et la nourriture venaient juste de passer par-là. Peut-être qu'ils vont arriver à une sorte d'explication, mais sans éducation économique, cela n'est pas susceptible d'être la bonne.

Tout aussi dangereux que de ne pas avoir de théorie est d'avoir une mauvaise théorie qui est assemblée non par les moyens de la logique mais par une vue incorrecte de la cause et de l'effet. C'est le cas des notions telles que la courbe de Phillips, qui postule une relation d'arbitrage entre inflation et chômage. L'idée est qu'on peut rendre très faible le chômage si on est prêt à tolérer une inflation élevée, ou cela peut fonctionner dans l'autre sens : on peut stabiliser les prix à la condition d'être prêts à mettre en place un chômage élevé.

Maintenant, bien sûr, cela n'a pas de sens sur le plan microéconomique. Quand l'inflation est en plein essor, les entreprises ne se disent pas d'un coup : « tiens, allons embaucher un tas de nouvelles personnes ! » Pas plus qu'elles ne disent : « vous savez, les prix que nous payons pour les stocks n'ont pas augmenté voire ont diminué. Allons licencier des travailleurs ! »

Une chose est vraie au sujet de la macroéconomie. Elle est généralement traitée comme un sujet totalement dépourvu de lien avec la microéconomie ou même de la prise de décision humaine. C'est comme si nous entrions dans un jeu vidéo mettant en scène des créatures redoutables appelées agrégats qui en découdront jusqu'à la mort. Donc vous avez une créature appelée Chômage, l'autre appelée Inflation, puis Capital, puis Travail, et ainsi de suite, jusqu'à construire un jeu amusant qui n'est que pure fantaisie.

Un autre exemple de cela m'est venu l'autre jour. Une étude récente affirmait que les syndicats augmentaient la productivité des entreprises. Comment les chercheurs en sont parvenus à une telle conclusion ? Ils constataient que les entreprises syndiquées avaient tendance à être plus grandes avec une production plus globale que les entreprises non syndiquées. Eh bien, réfléchissons à ce sujet. Est-il probable que si vous fermez un bassin d'emploi à toute compétition, que vous donnez à ce bassin restrictif d'emploi le droit d'utiliser la violence pour faire respecter son cartel, que vous permettez à ce cartel de soutirer des salaires de l'entreprise plus élevés que le marché, et que vous fixez ses propres conditions

concernant les règles de travail et les vacances et les avantages – est-il probable que cela soit bon pour l’entreprise sur le long terme ? Vous devez méprendre vos sens pour le croire.

En fait, tout cela n’est qu’un simple mélange de la cause et de l’effet. Les grandes entreprises ont tendance à être plus susceptibles d’attirer une sorte de syndicalisation inévitable que les petites. Les syndicats les ciblent avec l’aide de l’État fédéral. Ce n’est ni plus ni moins compliqué que cela. C’est pour cette même raison que les économies développées ont de plus grands États-Providence. Les parasites préfèrent les grandes armées, c’est tout. Nous commettions une grave erreur de supposer que l’État-Providence entraîne l’économie développée. Ce serait autant une erreur que de croire que le port d’un costume de 2 000 \$ entraîne les gens à devenir riches.

Je suis convaincu que Mises avait raison : l’étape la plus importante que les économistes ou que les institutions économiques peuvent prendre est dans la direction de l’éducation publique dans la logique économique.

Il y a un autre facteur important. L’État se développe auprès d’un public économiquement ignorant. C’est la seule façon dont il peut s’en tirer en blâmant l’inflation ou la récession sur les consommateurs, ou en affirmant que les problèmes budgétaires de l’État sont dus à notre paiement trop peu élevé d’impôts. C’est l’ignorance économique qui permet aux organismes de réglementation de prétendre qu’ils nous protègent alors qu’ils nous privent de choix. C’est seulement en nous gardant tous dans le noir que l’État peut continuer à lancer guerres après guerres, à violer les droits à l’étranger et à écraser les libertés dans notre pays au nom de la diffusion de la liberté.

Il n’y a qu’une seule force qui puisse mettre un terme aux succès de l’État : c’est un public économiquement et moralement informé. Dans le cas contraire, l’État peut continuer à propager ses politiques malveillantes et destructrices.

Vous rappelez-vous la première fois que vous avez commencé à saisir les fondamentaux économiques ? C’est un moment très excitant. C’est comme si les personnes ayant une mauvaise vue mettent des lunettes pour la première fois. Cela peut nous consumer pendant des semaines, des mois, des années. Nous lisons un livre comme *L’économie politique en une leçon* et méditons de près les pages de *L’action humaine*, et pour la première fois nous réalisons que beaucoup de ce que les gens prennent pour acquis n’est pas vrai, et qu’il y a des vérités intéressantes sur le monde qui doivent désespérément être diffusées.

Pour considérer juste un exemple, regardez le concept d’inflation. Pour la plupart des gens, on voit la façon dont les sociétés primitives pouvaient voir l’apparition d’une maladie. C’est quelque chose de ravageur qui provoque toutes sortes de débris. Les dégâts sont assez évidents, mais la source ne l’est pas. Tout le monde accuse tout le monde, et aucune solution ne semble fonctionner. Mais une fois que vous comprenez l’économie, vous commencez à voir que la valeur de la monnaie est plus directement liée à la quantité, et qu’une seule institution possède le pouvoir de créer de la monnaie à partir de rien et sans limite : la banque centrale liée à l’État.

L’économie nous pousse à élargir nos esprits de manière à regarder le commerce de la société à partir de nombreux points de vue différents. Au lieu de simplement regarder les événements et les phénomènes de la perspective du seul consommateur ou producteur, nous commençons à voir les intérêts de tous les consommateurs et de tous les producteurs. Au lieu de penser

seulement les effets à court terme de certaines politiques, nous pensons à long terme, et les effets dérivés de certaines politiques étatiques. C'est l'essence de la première leçon de Hazlitt dans son livre célèbre.

À propos, permettez-moi de vous interrompre pour faire ici une annonce excitante. Ce livre a été écrit il y a plus de 60 ans, et il reste le livre le plus puissant sur l'économie que tout le monde peut lire. Même si c'est le dernier livre sur l'économie que vous lisez, il restera avec vous pour toute une vie. C'est un outil extrêmement important, et même si je suis content qu'il soit resté sous forme imprimée, je n'ai pas été heureux avec l'édition qui a été longtemps distribuée. Nous avions longtemps espéré une version cartonnée de ce classique incroyable pour le rendre disponible à un prix très bas. Nous l'avons maintenant.

Pour une personne qui a lu en économie, et qui a tiré ses leçons essentielles, le monde qui nous entoure devient vif et clair, et certains impératifs moraux nous frappent. Nous savons maintenant que le commerce mérite d'être défendu. Nous voyons les entrepreneurs comme de grands héros. Nous sympathisons avec la situation des producteurs. Nous voyons les syndicats non comme des défenseurs des droits mais comme des cartels privilégiés qui excluent les gens qui ont besoin de travailler. Nous voyons les réglementations non comme la protection du consommateur mais plutôt comme des racketts coûteux ayant fait l'objet de pressions par certains producteurs sur le dos d'autres producteurs. Nous voyons les lois antitrust non comme une garantie contre l'excès d'entreprise, mais comme une massue utilisée par les grands joueurs contre les concurrents intelligents.

En bref, l'économie nous aide à voir le monde tel qu'il est. Et sa contribution ne réside pas dans le sens d'un assemblage de faits, mais par le fait d'aider ces faits à s'adapter à une théorie cohérente du monde. Et nous voyons ici l'essence même de notre travail à l'Institut Mises. Il est d'éduquer et d'inculquer une méthode systématique de compréhension du monde tel qu'il est. Notre champ de bataille n'est pas les tribunaux, ni les sondages électoraux, ni la présidence ni la législature, et certainement pas la méchante arène du lobbying et des retombées politiques. Notre champ de bataille concerne un domaine de l'existence qui est plus puissant sur le long terme. Il concerne les idées que les individus détiennent sur la façon dont fonctionne le monde.

Comme nous vieillissons et nous voyons de plus en plus de jeunes générations arriver derrière nous, nous sommes souvent frappés par la grande vérité que la connaissance dans ce monde n'est pas cumulative avec le temps. Ce qu'une génération a appris et absorbé n'est pas en quelque sorte transmis à la suivante par la génétique ou l'osmose. Chaque génération doit apprendre à nouveau. La théorie économique, je suis désolé de le relever, n'est pas écrite dans nos cœurs. Elle a longtemps été dans un processus de découverte. Mais maintenant que nous savons, cela doit être transmis – de la même manière que la capacité à lire et à comprendre la grande littérature. Il est du devoir de notre génération d'enseigner à la prochaine génération.

Et nous ne sommes pas simplement là pour parler de la connaissance pour le bien de la connaissance. Ce qui est en jeu, c'est notre prospérité. C'est notre niveau de vie. C'est le bien-être de nos enfants et de toute la société. C'est la liberté et l'épanouissement de la civilisation qui se trouve dans la balance. Que nous développions, réussissions, créions, prospérions, ou que nous fanions et mourions, et perdions tout ce que nous avions hérité, dépend finalement de ces idées abstraites que nous tenons à propos des causes et des effets dans la société. Ces idées ne viennent pas habituellement à nous par l'observation pure. Elles doivent être enseignées et expliquées.

Mais qui ou quoi va les enseigner et les expliquer ? C'est le rôle crucial de l'Institut Mises. Et pas seulement d'enseigner, mais d'étendre la base de nos connaissances, en faisant de nouvelles découvertes, en élargissant la portée de la littérature scientifique, et en ajoutant toujours plus abondamment dans le corpus de la liberté. Nous devons élargir ses partisans dans tous les domaines de la vie, non seulement dans l'université mais dans tous les secteurs de la société. Il s'agit d'un programme ambitieux, dont s'est chargé Mises lui-même avec ses descendants.

Vous nous aidez à assumer cette tâche, et pour cela nous sommes très reconnaissants.

Jour 26. Y a-t-il un droit à la syndicalisation ? Par Walter Block

Résumé : Il n'existe pas de droit à être syndiqué parce que la syndicalisation implique toujours l'usage de la violence, soit la violence physique, soit la menace de la violence physique, soit la violence légale, qui constraint les patrons à se soumettre. Le syndicalisme c'est l'affirmation d'un droit du plus fort, c'est-à-dire un faux droit.

Par Walter Block

Traduit par Emmanuel Laurent, Institut Coppet

Walter Block est le titulaire de la chaire d'économie de Harold E. Wirth à l'Université Loyola, senior fellow du Mises Institute, et chroniqueur régulier pour LewRockwell.com.

Je réfute catégoriquement l'idée qu'il existerait quelque chose comme un « droit de se syndiquer », ou que la syndicalisation serait semblable, voire pire, impliquerait un droit de s'associer librement. Oui, théoriquement, une organisation du travail pourrait décider d'un arrêt de travail en masse pour obtenir un résultat. Ce serait en effet une implication de la loi de la libre association.

Mais chaque syndicat avec lequel je suis familier, se réserve le droit d'employer la violence contre les travailleurs en concurrence, par exemple les briseurs de grèves, que ce soit à la manière « col bleu » en se battant physiquement contre eux, ou à la manière « col blanc », en obtenant l'adoption de lois obligeant les employeurs à traiter avec eux, et non avec les briseurs de grèves. (Quelqu'un connaît-il un exemple contraire ? Si vous connaissez un, je serais heureux d'en entendre parler. J'ai cru à un moment en trouver un, l'Association du travail chrétien au Canada, mais après un entretien avec eux, je peux dire que, même s'ils évitent l'agression des « cols bleus », ils soutiennent la version « col blanc »).

Pourtant il y a des syndicats qui ne sont pas réellement engagés dans l'initiation de la violence. En outre, il y a même des gens associés depuis de nombreuses années avec les syndicats qui n'ont jamais été témoins d'une réelle flambée de violences.

Permettez-moi de préciser ma position. Je ne parle pas ici de la violence brute seulement, mais plutôt de « la violence, ou la menace de violence ». Je soutiens que, souvent, aucune violence réelle n'est nécessaire, du moins dans le syndicalisme tel qu'il est pratiqué aux États-Unis et au Canada.

Le fisc ne s'est probablement jamais engagé dans l'utilisation réelle de la violence physique de toute son histoire. (Il est principalement composé de geeks, et non de gens physiquement agressifs). C'est parce qu'il s'appuie sur les tribunaux et la police de l'État fédéral qu'il dispose du pouvoir suffisant. Mais il serait superficiel d'affirmer que le fisc ne s'engage pas dans « la violence ou la menace de violence ». Cela est également vrai pour le policier d'État qui vous arrête et vous donne un P.V. Ils sont entraînés à être extrêmement polis. Pourtant, « la violence ou la menace de violence » imprègne l'ensemble de leur relation avec vous.

Je ne nie pas, d'ailleurs, que parfois la direction s'engage également à « la violence ou la menace de violence ». Mon seul argument est qu'il est possible de signaler de nombreux cas

où ils ne le font pas, alors que la même chose est impossible pour le mouvement syndical, au moins dans les pays dont je parle.

À mon avis, la menace émanant des syndicats est objective et non subjective. C'est la menace, à l'époque des cols bleus, qu'un travailleur en concurrence, un « briseur de grève », soit roué de coups s'il essaye de franchir un piquet de grève, et, de nos jours avec les « cols blancs », qu'un employeur qui renvoie un membre du syndicat en grève, en lui substituant un travailleur remplaçant de manière permanente, se retrouve en violation de plusieurs lois du travail. (Pourquoi, d'ailleurs, n'est-il pas « discriminatoire » et « odieux » de décrire les travailleurs prêts à accepter un salaire moindre, et à concurrencer la main-d'œuvre syndiquée, comme des « briseurs de grèves » ? Ne faudrait-il pas mettre cela sur un pied d'égalité avec l'emploi du mot « nègre » pour les Noirs, ou du mot « youpin » pour les juifs ?)

Supposons qu'un petit homme maigrichon dévalise un grand costaud joueur de football, et lui réclame son argent en le menaçant que s'il ne se soustrait pas à sa demande, il lui bottera le derrière. C'est ce que j'appelle une menace objective, et je ne me soucie pas de la réaction du footballeur face à cette situation humoristique. Deuxième scénario. Le même que le premier, mais cette fois, le petit homme maigrichon sort un pistolet et menace de tirer sur le grand costaud à moins qu'il ne lui remette son argent.

Maintenant, il y a deux sortes de grands costauds. Le premier va se sentir menacé et va remettre son argent. Le second va attaquer le petit gars (en légitime défense, je pense). Peut-être qu'il se sent omnipotent. Peut-être qu'il est vêtu d'un gilet pare-balles. Cela n'a pas d'importance. La menace est une menace, quelle que soit la réaction du grand gars, indépendamment de sa réponse psychologique intérieure.

Revenons maintenant aux relations patrons-syndicats. Le syndicat menace objectivement les briseurs de grève, et les employeurs qui les embauchent. Cela, de nos jours, est purement une question de droit, et non de sentiments psychologiques de la part de quiconque. En revanche, si on ne peut pas nier que parfois les employeurs initient la violence contre les travailleurs, ils ne le font pas nécessairement en tant qu'employeurs. (Toutefois, souvent, ce type de violence est de la légitime défense.)

Cela est similaire à ce que j'ai dit sur le proxénète dans mon livre *Défendre les indéfendables*. À cet effet, je ne me soucie pas de savoir si chaque proxénète a en effet initié la violence. Il importe peu qu'ils le fassent ou non. Ce n'est pas une caractéristique nécessaire pour être proxénète. Même s'il n'y a eu aucun proxénète non-violent dans l'histoire, nous pouvons malgré tout en imaginer un. Même si tous les employeurs ont toujours initié la violence contre les employés, encore une fois, on peut imaginer des employeurs qui ne le font pas. Toutefois, de manière très contrastée, à cause de la législation du travail qu'ils défendent, nous ne pouvons pas imaginer des travailleurs syndiqués qui ne menacent pas du recours à la violence.

Murray N. Rothbard a vigoureusement combattu les syndicats. Cela pour deux raisons. Tout d'abord, en tant que théoricien libertarien, parce que le mouvement syndical menaçait nécessairement d'utiliser la violence (voir *L'Homme, l'économie et l'État*, pp. 620-632). Deuxièmement, à cause des dommages corporels dont sa famille a personnellement souffert (voir Raimondo, Justin. 2000. *An Enemy of the State: The Life of Murray N. Rothbard*. Amherst N.Y. : Prometheus Books, pp 59-61).

Nous ne devons jamais succomber au chant des sirènes de la brutalité des syndicats.

Jour 27. Et si on abolissait les écoles publiques ? Par Lew Rockwell

Résumé : Alors que l'école publique est souvent considérée comme gratuite, le coût moyen par élève est deux fois celui des écoles privées. L'abolition des écoles publiques pourrait conduire à une réduction considérable de coûts et à l'augmentation généralisée de la qualité de l'enseignement, par la multiplicité et la diversité qu'une privatisation de l'enseignement provoquerait. C'est l'occasion pour Lew Rockwell d'imaginer une société où les écoles seraient toutes privées.

Par Lew Rockwell

Traduit par Marc Lassort, Institut Coppet

Llewellyn H. Rockwell, plus connu sous le nom de Lew Rockwell, ancien rédacteur en chef des publications de Ludwig von Mises et le chief of staff de Ron Paul, est le fondateur et président de l'Institut Ludwig von Mises à Auburn (Alabama), exécuteur testamentaire de la succession de Murray N. Rothbard, et rédacteur en chef de LewRockwell.com.

Dans la culture américaine, les écoles publiques sont louées en public et critiquées en privé, ce qui est à peu près l'inverse de la manière dont nous tendons à traiter les grandes entreprises comme Wal-Mart. En public, tout le monde dit que Wal-Mart est une entreprise horrible, remplie de produits étrangers de mauvaise qualité et exploitant ses employés. Mais en privé, nous achetons ses produits bon marché de qualité, et des files entières de gens espèrent s'y faire embaucher.

Pourquoi ? Cela a quelque chose à voir avec le fait que les écoles publiques font partie de notre religion civique : c'est la première preuve que les gens citent pour montrer que le gouvernement local est à notre service. Et il y a un élément psychologique. La plupart d'entre nous y plaçons nos enfants, elles doivent donc certainement avoir notre meilleur intérêt à cœur !

Mais l'ont-elles ? L'ouvrage *Education: Free and Compulsory* [1] de Murray N. Rothbard explique que la véritable origine et l'objectif principal de l'éducation publique n'est pas tant l'éducation comme nous la concevons, mais l'endoctrinement dans la religion civique. Cela explique pourquoi l'élite civique est si suspicieuse vis-à-vis de l'école à la maison (*home schooling*) et de l'école privée : ce n'est pas la peur des mauvais résultats aux examens qui motive cette suspicion, mais l'inquiétude que ces élèves n'apprennent pas les valeurs que l'État considère comme importantes.

Mais détruire les écoles publiques n'est pas le but de cet article. Il existe des écoles publiques honorables et d'autres terribles, donc il ne sert à rien de généraliser. Pas plus qu'il n'est nécessaire de réciter des données comme les résultats aux examens. Laissez-moi juste parler d'économie. Toutes les études ont montré que le coût moyen par élève pour les écoles publiques est deux fois supérieur à celui des écoles privées (voir [ici](#) un échantillon d'étude.). (NdT : c'est confirmé en France aussi).

Cela va à l'encontre de l'intuition, puisque les gens pensent que les écoles publiques sont gratuites et que les écoles privées sont chères. Mais une fois que l'on considère la source de

financement (impôts ou frais de scolarité de marché/dons), l'alternative privée est bien moins chère. En fait, les écoles publiques coûtent autant que les écoles privées les plus chères et les plus élitistes du pays. La différence est que le coût de l'enseignement public est réparti sur la population entière, tandis que le coût des écoles privées est supporté uniquement par les familles des élèves qui les fréquentent.

En bref, si nous pouvions abolir les écoles publiques et les lois sur l'enseignement obligatoire, et toutes les remplacer par une éducation assurée par le marché, nous aurions de meilleures écoles à la moitié du prix, et elles seraient également plus libres. Nous aurions aussi une société plus juste, où seuls les consommateurs de l'éducation en supporterait les coûts.

Alors, qu'est-ce qui ne va pas ? Eh bien, il reste le problème de la transition. Il y a d'évidentes et de profondes difficultés politiques. Nous pouvons dire que l'éducation publique bénéficie ici d'un avantage politique en raison des effets de réseaux. Un nombre significatif de « souscriptions », etc., ont été clouées dans le *statu quo*, et il est très difficile d'en changer le mode de fonctionnement.

Mais supposons. Disons qu'une ville décide toute seule que les coûts de l'enseignement public sont trop élevés en comparaison avec l'enseignement privé, et le conseil municipal décide d'abolir carrément les écoles publiques. La première chose à noter est que ce serait illégal, puisque chaque État a besoin des communes pour fournir l'éducation sur une base publique. Je ne sais pas ce qu'il arriverait aux membres du conseil municipal. Seraient-ils envoyés en prison ? Qui sait ? Ils seraient certainement poursuivis.

Mais disons que nous outrepassons en quelque sorte ce problème, grâce à, disons, un amendement spécial dans la constitution de l'État qui exempte certaines communes si le conseil municipal approuve. Il reste le problème de la législation fédérale et de la réglementation. Je fais de la pure spéulation sachant que je ne connais pas les lois concernées, mais nous pouvons imaginer que le ministère de l'éducation y porterait son attention, et qu'une sorte d'hystérie nationale s'en suivrait. Mais disons que là aussi, nous passons miraculeusement ce problème, et que l'État fédéral laisse cette commune suivre son propre chemin.

Il y aura deux étapes dans la transition. À la première étape, de nombreux effets supposément mauvais se produiront. Comment seront traités les bâtiments physiques dans notre exemple ? Ils seront vendus au plus offrant, que ce soit aux propriétaires des nouvelles écoles, aux entreprises ou aux promoteurs immobiliers. Et les enseignants et les administrateurs ? Tous abandonnés. Vous pouvez imaginer le tollé.

Avec les impôts fonciers abolis, les gens avec des enfants dans les écoles publiques pourraient partir. Il n'y aura pas de primes pour les foyers dans les districts scolaires considérés comme bons. Cela créera de la colère. Un problème majeur se posera pour les parents qui feront le choix de rester, à savoir quoi faire des enfants pendant la journée.

Avec la fin des impôts fonciers, il y aura de l'argent supplémentaire pour payer les écoles, mais les actifs auront chuté en valeur de marché (même sans la Fed), ce qui constituera un sérieux problème lorsqu'il faudra payer les frais de scolarité. Il y aura également, bien sûr, une hystérie généralisée à propos des pauvres, qui se trouveront sans autre choix d'école que celui de l'école à la maison.

Tout cela semble assez catastrophique, n'est-ce pas ? En effet. Mais ce n'est que la première étape. Si nous pouvons en quelque sorte sauter à la deuxième étape, quelque chose de complètement différent émergera. Les écoles privées existantes seront remplies à pleine capacité et il y aura un besoin criant pour de nouvelles écoles. Les entrepreneurs vont rapidement inonder le terrain en fournissant des écoles sur une base compétitive. Les églises et les autres institutions civiques réuniront l'argent pour assurer l'enseignement.

Au début, les nouvelles écoles seront modelées sur l'idée de l'école publique. Les enfants iront à l'école de 8h à 16h ou 17h, et toutes les classes seront assurées. Dans un temps court, de nouvelles alternatives apparaîtront. Il y aura des écoles où les classes seront sur une demi-journée. Il y aura des grandes, des moyennes, et des petites écoles. Certaines auront 40 enfants par classe, et d'autres 4 ou 1. Les cours particuliers exploseront. Des écoles confessionnelles de toutes sortes apparaîtront. Des micro-écoles ouvriront pour servir des intérêts liés à des domaines particuliers : science, classique, musique, théâtre, informatique, agriculture, etc. Il y aura des écoles non-mixtes. Que le sport fasse partie de l'enseignement ou soit quelque chose de complètement indépendant, ce sera au marché de décider.

Et le modèle de l'école élémentaire, du secondaire, des études supérieures, ne sera plus le seul possible. Les classes ne seront pas nécessairement regroupées selon le seul critère de l'âge. Certaines seront également basées sur la capacité et le niveau d'avancement. Les frais de scolarité iront de l'ordre de la gratuité au super-cher. Le point central est que le consommateur sera au centre.

Des services de transport surgiraient pour remplacer le vieux système du bus de l'école. Les gens seraient capables de gagner de l'argent en achetant des vans et en fournissant le transport. Dans tous les domaines relatifs à l'éducation, des opportunités de profit abonneraient.

En bref, le marché de l'éducation fonctionnerait de la même manière que n'importe quel autre marché. Les épiceries, par exemple. Où il y a une demande, et évidemment que les gens demandent de l'éducation pour leurs enfants, il y a une offre. Il y a beaucoup de grandes épiceries, des petites, des bon marché, des chères, et des magasins pour épiceries sur la route. C'est la même chose pour tous les autres biens, et ce serait la même chose pour l'éducation. Encore une fois, le consommateur régnerait. À la fin, ce qui émergerait n'est pas entièrement prévisible — le marché ne l'est jamais — mais ce qui arriverait serait en accord avec les volontés du public.

Après cette deuxième étape, la ville émergerait comme l'une des plus désirables du pays. Les alternatives éducatives seraient illimitées. Ce serait une source de progrès énorme, et un modèle pour la nation. Cela pourrait conduire le pays entier à repenser l'éducation. Et ensuite, ceux qui auraient déménagé reviendraient pour bénéficier des meilleures écoles dans le pays à la moitié du prix des écoles publiques, et ceux sans enfants à la maison n'auraient pas à payer un sou pour l'éducation. Parlez d'attractivité !

Alors, quelle ville sera la première à le tenter et à nous montrer le chemin ?

Notes

[1] https://mises.org/books/education_free_rothbard.pdf

Note du trad. : en français, *L'Éducation : Gratuite et obligatoire*

[2] <http://www.mackinac.org/archives/1997/s1997-04.pdf>

[3] http://en.wikipedia.org/wiki/Network_effect

* Llewellyn H. Rockwell Jr. est le fondateur et le président de l'Institut Ludwig von Mises à Auburn, Alabama, éditeur de LewRockwell.com, et auteur de *Speaking of Liberty* [en français, *À propos de liberté*].

Jour 28. Pourquoi être un économiste autrichien ? Entretien avec Robert Higgs

Résumé : Dans cette interview, l'économiste Robert Higgs revient sur son parcours universitaire, explique comment il en est venu à la théorie autrichienne, et décrit ses rapports avec l'école institutionnaliste (North, Coase, Williamson notamment). Il en profite pour insister sur le rôle fondamental des institutions dans l'organisation de la vie économique et sociale, et pour inviter les adeptes de la théorie autrichienne à lire les auteurs de l'école institutionnaliste. Enfin, il en vient à développer sa vision de la croissance des États dans la période récente ainsi que son analyse de la Grande Dépression.

Traduit par Victor Stepien, Institut Coppet

Robert Higgs est senior fellow en économie politique à l'Independent Institute et éditeur de l'Independent Institute Review. Il est le récipiendaire du Prix Gary G. Schlarbaum 2007 pour l'ensemble de ses réalisations pour la cause de la liberté.

Comment avez-vous connu la théorie économique autrichienne ?

Je l'ai connue par hasard, et j'en ai appris davantage petit à petit. À la fin des années 60, alors que je venais juste de commencer mon professorat à l'université de Washington, je suis tombé par hasard sur un article de Hayek datant de 1945, qui s'intitule « L'utilisation de la connaissance dans la société ». Cela m'a beaucoup plu, je l'ai utilisé dans mes cours, je l'ai cité dans mes publications, même si au début je n'ai pas vraiment compris la manière dont son argumentation différait de la microéconomie classique et de « l'économie de l'information » que j'avais déjà absorbées des publications de George Stigler et des autres économistes de l'École de Chicago.

Peu de temps après, alors que je commençais à mieux comprendre Hayek, j'ai lu *La Constitution de la liberté*, et cela m'a beaucoup impressionné par son étendue et sa profondeur scientifique. À ce moment-là, grâce à mes études doctorales à l'université Johns Hopkins, j'avais déjà compris le côté bénéfique du système des prix, mais je ne m'étais pas encore défait de l'économie sociale néo-classique, avec sa panoplie d'exemples de « défaillances du marché ».

La lecture de Hayek m'a mené vers Mises, dont j'ai lu le traité s'intitulant *L'Action humaine* à la fin des années 70. Ce livre a profondément influencé ma pensée économique. Hayek, c'est tout du moins l'impression qu'il m'avait donné, n'avait pas remis en question ma conception positiviste des fondements scientifiques de l'économie. Mises, par contre, a changé ces fondements, et j'ai réfléchi à ses formulations épistémologiques pendant des années avant de vraiment les comprendre. L'idée que tout peut être simultanément : 1) apodictiquement certain a priori 2) porteur de signification et vrai de manière empirique, m'a semblé difficile à assimiler intellectuellement, même si finalement j'ai réussi à le faire.

Après *L'Action humaine* de Mises, je me suis mis à lire davantage de ses publications ainsi que celles de Hayek, mais aussi d'autres publications d'économistes autrichiens, notamment

Rothbard (qui a influencé ma pensée politique et historique davantage que ma pensée économique), Kirzner et Garrison.

Pourquoi vous êtes-vous senti attiré par l'économie autrichienne ? Quels sont les principaux traits distinctifs que vous appréciez le plus dans l'école autrichienne par rapport à d'autres approches plus conventionnelles ?

J'ai tout de suite apprécié le réalisme de l'économie autrichienne, en contraste flagrant avec les présuppositions irréalistes de la théorie économique néoclassique et de la stupidité effrontée de nombre de ses modèles et implications. Avec un fondement dans l'axiome d'action et les implications que l'on déduit logiquement de cet axiome, ainsi que de ses propositions auxiliaires bien fondées, l'économie autrichienne permet de disposer d'une « logique de choix » solide qui ne tourne pas autour de données économétriques ou d'autres méthodes d'expérimentations empiriques. Cette logique de choix peut alors s'appliquer à une interprétation d'actions et d'interrelations complexes dans la sphère empirique.

Mais surtout, lorsqu'on comprend l'économie autrichienne, on se rend compte que l'économie plus classique est l'opposé complet de ce qu'elle prétend être : ce n'est pas une science, mais du scientisme. En se basant sur une imitation grossière de la physique du XIX^e siècle, elle presuppose de manière implicite ou explicite que les actions humaines peuvent être comprises de la même manière que les biologistes entendent les mouvements et les interactions des particules matérielles, des substances chimiques, et des courants électriques. Malheureusement pour les économistes classiques, contrairement aux particules, aux substances chimiques et aux courants électriques, les êtres humains ont des intentions, dont ils prennent la décision pour changer d'avis plus tard, ainsi qu'une possibilité de créativité dans leurs choix ou d'inventions de moyens pour atteindre un projet qu'ils ont choisi. Seule une science qui reconnaît la nature essentielle des êtres humains, et la manière dont ils se distinguent des particules matérielles ou des courants électriques, peut permettre d'arriver à une compréhension des actions humaines. L'économie néoclassique cache sa nudité épistémologique derrière des habits de représentations symboliques et de manipulations mathématiques traduites par des modèles formels. Une fois qu'on se rend compte de ce qu'ils font, et de ce qu'ils presupposent, dans cette foire d'idiots savants, il apparaît évident que presque rien ne peut faire face à une critique sérieuse.

Votre pensée économique a-t-elle changée de manière significative tout au long de votre carrière universitaire ?

Lorsque j'ai reçu mon doctorat en 1968, j'étais un économiste néoclassique complètement normal. Rien lors de mes études jusqu'à ce moment-là ne m'avait poussé à devenir autre chose. Cependant, j'étais déjà sceptique vis-à-vis de la grande qualité de formalisme mathématique et de l'artificialité conceptuelle de la théorie économique. C'était une des raisons pour lesquelles j'étais attiré par la spécialité de l'histoire économique, qui est bien plus pied-à-terre. Ainsi, j'étais prédisposé à cultiver un certain scepticisme par rapport aux modèles et méthodes conventionnelles, et je suis devenu de plus en plus sceptique alors que je commençais mes propres travaux de recherche en tant qu'économiste.

Au fur et à mesure, mes positions ont changé de manière substantielle, mais jamais très rapidement, sauf juste après ma lecture de *L'Action humaine* de Mises, qui a remis en question beaucoup de mes fondamentaux de l'époque. Cependant, je n'ai pas abandonné de

manière instantanée la théorie économique néoclassique. Cette transition m'a pris de nombreuses années, et peut-être que je n'en ai pas encore fini.

Par ailleurs, alors que j'en apprenais davantage sur l'économétrie – pas seulement en termes théoriques, mais également de manière pratique – je suis devenu très sceptique sur la façon dont les économistes utilisent ces techniques de statistique. D'une part, très peu d'entre eux font attention à la qualité des données dont ils se servent ; la plupart utilisent des données prises dans des sources standards, par exemple des bases de données publiques. Par conséquent, le résultat même de leurs exercices économétriques, peu importe le niveau de sophistication en apparence de leur méthode, consiste souvent à rentrer des informations sans valeur et d'en ressortir des informations sans davantage de valeur. En outre, j'ai également appris que l'économétrie repose principalement sur des présuppositions erronées concernant les échantillons sous-jacents qui mènent aux données utilisées. De manière générale en économie, aucun échantillon pris au hasard ne peut être considéré. Le chercheur se base simplement sur des données historiques – les seules données qui existent à propos d'un sujet donné – et traitent ces données comme si elles correspondaient à une procédure d'échantillon à l'aveuglette. Ainsi, presque tout le processus associé au soi-disant test de signification statistique se trouve déplacé et ne renvoie pas à ce qu'il semblait renvoyer. Ma vieille amie Deirdre McCloskey tente d'éduquer la profession à ce propos, mais les vieilles habitudes professionnelles perdurent malgré tout.

Bien entendu, les doutes que je viens d'exprimer à propos de l'économétrie conventionnelle n'ont cessé d'augmenter au fur et à mesure de ma longue autodidactie dans l'économie autrichienne. Par conséquent, depuis des années j'étudie de moins en moins l'économétrie, et de plus en plus les interprétations et les critiques conceptuelles et analytiques des idées et pratiques reçues. En disant que je ne participe plus au professorat traditionnel, nous ne serions pas éloignés de la vérité, même si j'ai plaisir à remarquer que certains de mes vieux amis et collègues dans la profession sont restés à mes côtés et ont fait attention à mes publications. Les doctorants auxquels j'ai enseigné à l'université de Washington me sont restés complètement fidèles, tout comme mes véritables amis, ce qui me procure beaucoup de satisfaction. Aucun d'entre eux, par contre, n'est devenu autrichien.

Si je ne me trompe pas, vous aviez Douglass North en tant que professeur à l'université. Quelles sont les leçons principales qu'il vous a enseignées ?

Ce n'était pas mon professeur, mais nous avons enseigné ensemble à l'université de Washington de 1968 à 1983, jusqu'à ce que nous quittions tous les deux cette université pour d'autres postes. Toutefois, une des raisons pour lesquelles j'ai accepté d'enseigner à Seattle, c'était que North y était déjà, et j'espérais apprendre de lui, peut-être même également dans le cadre d'un mentorat. Au fur et à mesure des années, il m'a beaucoup aidé d'une manière importante, et je lui en suis fondamentalement reconnaissant. D'ailleurs, nous sommes toujours amis de nos jours. (Doug a écrit l'avant-propos de l'ouvrage intitulé *Government and the American Economy*, les Mélanges publiés en mon honneur par l'université de Chicago en 2007.)

L'influence que North a eue sur moi s'est plutôt manifestée dans mes goûts pour certains sujets que dans un apprentissage de certaines méthodes d'analyse ou dans des conclusions historiques. Dans les années 70, Doug était considéré comme l'expert principal en ce qui concernait « l'État et l'économie » pour les historiens économiques, et après avoir travaillé à ses côtés pendant un peu plus d'une décennie, ces thèmes ont commencé à m'intéresser

également. Bien entendu, son intérêt pour les institutions et la création de ce qui est devenu la « nouvelle économie institutionnelle » m'a également beaucoup influencé, même si la partie théorique la plus importante de ces travaux de recherche provenait de nos autres collègues à l'université de Washington, comme Yoram Barzel et Steven N.S. Cheung, ainsi que d'autres économistes enseignant dans d'autres universités, comme Ronald Coase à l'université de Chicago et Armen Alchian à l'université de Los Angeles.

Pensez-vous que les économistes autrichiens devraient porter beaucoup d'attention aux recherches de North et aux Nouveaux Institutionnalistes (par exemple Coase, Williamson, etc.) ?

Oui, je le pense. Que l'on soit un économiste néoclassique ou autrichien, leur recherche peut beaucoup nous apprendre. En réalité, tous les comportements sociaux découlent de l'environnement institutionnel dans lequel les acteurs se trouvent. Pendant longtemps, l'économie néoclassique ne prenait pas vraiment en compte les institutions, et de ce fait ces économistes ont commis des erreurs majeures en interprétant un certain nombre d'institutions (par exemples des entreprises ou des institutions publiques) et de développements (par exemple la planification centrale de pays comme l'URSS, la Chine et d'autres pays communistes, ainsi que ses résultats). Bien entendu, certains aspects de la nouvelle économie institutionnelle ne peuvent pas être acceptés par les autrichiens parce qu'elles vont à l'encontre des méthodes et des fondamentaux de la théorie autrichienne. Cependant, quiconque tente de comprendre la réalité empirique de situations et événements complexes peut apprendre des choses non négligeables parmi les meilleurs travaux de cette nouvelle économie institutionnelle.

Certains de mes anciens doctorants, comme Robert McGuire, Lee Alston, John Wallis, Yuzo Murayama, Price Fishback et Charlotte Twight, ont fait des recherches épatales qui combinent la théorie des choix publics, l'histoire économique, et la nouvelle économie institutionnelle, en les maniant de manière créative et révélatrice. Ils ont amplement surpassé leur enseignant, et je suis extrêmement fier de leurs accomplissements.

Parmi mes propres recherches dans ce domaine, on trouve un certain nombre d'études sur les locations agricoles et les contrats liés à l'utilisation des terres agricoles et de la main d'œuvre ; les relations ethniques dans le sud des États-Unis ; les lois agricoles contre les Japonais dans les États de la côte Ouest ; les régulations de l'industrie de la pêche dans l'État de Washington et en Alaska ; les prix contrôlés sous l'administration Carter ; le complexe militaro-industriel-congrégational ; les sanctions du commerce international américain et financier ; les régulations de l'agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux par rapport aux médicaments et aux appareils de santé ; et la gestion de l'externalité dans l'industrie minière du métal des États américains du Nord-Est, entre autres. Mes recherches dans ce domaine ont influencé certains économistes et historiens économistes conventionnels, mais restent largement inconnues (ou ignorées) par les économistes autrichiens.

Une des thèses les plus importantes dans vos recherches, c'est « l'effet cliquet ». Vous avez développé une structure théorique pour comprendre la croissance des États dans votre ouvrage intitulé *Crisis and Leviathan*, et vous l'avez appliquée à certains épisodes historiques. Pourriez-vous nous expliquer ce que signifie « l'effet cliquet » et pourquoi c'est important pour comprendre l'histoire des États du XX^e siècle et de ses événements récents ?

Dans mes travaux, l'effet cliquet traduit la manière dont, sous les conditions idéologiques modernes, les États croissent pendant ce qui semble être des périodes de crise. La taille de l'État, son étendue, son pouvoir, accroît de manière brutale alors que cet État agit pour « faire quelque chose » afin de réduire le niveau de menace. Ensuite, alors que la menace est éliminée ou réduite, l'État se réduit également, mais pas au niveau initial. Par conséquent, chaque crise augmente la trajectoire de l'État en termes de grandeur, d'étendue ou de pouvoir.

Dans ma formulation, les raisons pour le cliquet sont nombreuses : d'une part, l'inertie politique et légale ; d'autre part, la persistance institutionnelle, apportée par ceux qui opèrent ou tirent profit et dont les institutions ou l'autorité publique sont à l'origine ; ou même encore (et peut-être le plus important) le changement institutionnel associé au fait que le public se soit habitué à l'application des nouveaux pouvoirs étatiques et en même temps aux efforts portés par l'État pour en justifier. D'autres économistes et historiens avaient apporté une définition de l'effet cliquet, mais la plupart se contentaient de la limiter à l'augmentation fiscale, et aucun d'eux n'avait développé ses aspects idéologiques en les détaillant. Le changement idéologique engendré par ce qui semble être un succès de prime abord, c'est-à-dire le passage entre des crises majeures, prédispose l'État à croître davantage lors de prochaines crises, et le public à accepter cet accroissement.

Un autre domaine dans lequel vos contributions ne sont pas négligeables, c'est la Grande Dépression, notamment dans votre ouvrage qui s'intitule *Depression, War, and Cold War*. Il existe plusieurs débats intéressants à propos de cette période en particulier. L'un d'eux consiste à se demander pourquoi cela s'est produit, et surtout pourquoi ce crash et la grande contraction de 1933. Êtes-vous d'accord avec la thèse de Friedman et de Schwartz, selon laquelle la Grande Dépression découlait surtout d'une mauvaise gestion de la politique monétaire, en particulier parce que la politique de la banque centrale américaine était trop récessionniste et a laissé la masse monétaire diminuer de manière phénoménale ? La Banque centrale américaine aurait-elle dû intervenir pour éviter cette supposée deuxième contraction ?

Je ne suis pas d'accord avec Friedman et Schwartz parce que je crois que les actions de la Banque centrale américaine pendant les années 20 ont été à l'origine même de mauvais investissements dans des projets de capitaux à long terme, comme les développements immobiliers, l'habitat résidentiel, et les grands immeubles de bureaux, et ont donc fait en sorte qu'une restructuration sérieuse soit inévitable en fin de compte, éventuellement par le biais d'un boom très répandu, avec ses mises en faillites consubstantielles. Selon Friedman et Schwartz, la Banque centrale américaine a bien agi dans les années 20, et n'a commis de grosses erreurs qu'après le déclin économique de 1929.

Par contre, je suis d'accord pour dire qu'une fois que l'économie a commencé à se contracter rapidement, la Banque centrale américaine aurait dû agir pour éviter la faillite de presque 10 000 banques entre 1929 et 1934. Ces faillites ont créé des effets secondaires qui ont empiré le déclin économique ambiant, non seulement à cause de l'augmentation de l'illiquidité et de la chute de la valeur des actifs, mais également par la confiance brisée dans le marché et un pessimisme accentué des consommateurs. Tout ceci encourageait une demande de liquidités plus importante. Par conséquent, même si la Banque centrale américaine augmentait la base monétaire, les multiplicateurs monétaires déclinaient tellement que le stock monétaire tomba trois fois en moins de quatre ans. La déflation qui a suivi fut trop rapide pour être prise en charge de manière aisée ou rapide, et donc beaucoup de faillites et autres difficultés qui auraient pu être évitées ont eu lieu.

Cependant, je n'en veux pas seulement à la Banque centrale américaine pour la Grande Contraction, alors qu'il me semble que c'est le cas de Friedman et Schwartz. La réponse de l'État à la crise – notamment l'augmentation des niveaux de salaires, l'augmentation des tarifs douaniers, le renflouage des banques et des compagnies d'assurance privilégiées, et bien d'autres actions – ainsi que la prudence de la Banque centrale américaine en faisant face à la contraction, ont créé un véritable « feu d'artifice » pour anéantir l'économie du marché privé et son système de prix. Les autorités ont presque fait tout ce qu'il ne fallait pas entre 1929 et 1933. Il n'est pas surprenant qu'elles aient ainsi conduit le déclin à la catastrophe.

Une autre question qui se pose, c'est pourquoi la Grande Dépression a duré si longtemps. Vous en parlez dans vos publications, et vous en élaborez une explication dans votre ouvrage qui s'intitule *Regime Uncertainty: Why the Great Depression Lasted So Long and Why Prosperity Resumed After the War*.

« L'incertitude du régime politique » est le nom que je donne aux peurs très répandues selon lesquelles la nature de l'ordre économique changera. Cela renvoie surtout à la peur que les droits de propriété soient altérés de manière délétère par des impôts plus conséquents, des réglementations plus coûteuses, un traitement plus hostile par les fonctionnaires publics de toutes sortes, et peut-être même par une confiscation entière de la propriété privée. Lorsque les investisseurs ont le sentiment que le régime politique est incertain, ils peinent à s'engager dans des projets d'investissements à long terme puisqu'ils craignent de ne pas recevoir les rendements générés par ces investissements et même de perdre leur capital initial. Entre 1935 et 1940, beaucoup d'investisseurs américains craignaient que l'économie de marché américaine ne se transforme en fascisme, en socialisme, ou quelque autre système économique dominé par l'État.

Les investissements à long terme restaient négatifs tout au long des années 1930, et la totalité des investissements n'ont pas repris les niveaux des années 1920 avant la fin de la guerre. À ce moment-là, Roosevelt était décédé, le « New Deal » était en retrait, et ses partisans les plus acharnés n'avaient plus un accès aussi commode auprès du président. Harry Truman était, après tout, un partisan plus modéré du « New Deal » que Roosevelt.

Il reste un autre sujet de controverse parmi les chercheurs qui s'occupent de La Grande Dépression que vous avez abordée : quand les États-Unis l'ont-ils véritablement quittée ? L'idée reçue veut que ce fût la conséquence directe de la Seconde Guerre mondiale, grâce à son expansionnisme économique découlant d'une dépense majeure de fonds publics. Mais vous proposez une explication différente dans votre ouvrage qui s'intitule *Wartime Prosperity? A Reassessment of the U.S. Economy in the 1940s*

Toutes catégories confondues hormis le taux de chômage (qui était très bas pendant la guerre parce qu'approximativement 20% de la main d'œuvre avant-guerre avait rejoint l'armée et approximativement 20% en plus travaillait dans la production d'armes et de ses produits dérivés), l'économie n'était pas prospère pendant la guerre. Beaucoup de produits n'étaient plus fabriqués du tout ; beaucoup de produits ordinaires étaient sujet à des rations ; presque tous les produits de première nécessité étaient soumis à des prix contrôlés, et donc beaucoup d'entre eux étaient en quantité limitée de manière chronique. Oui, les gens avaient l'impression de gagner de bons salaires, mais ils ne pouvaient pas échanger leurs salaires avec les produits qu'ils souhaitaient acheter, et par conséquent ils économisaient à des taux extraordinaires (20 à 25% de leurs salaires personnels). La vraie prospérité n'a repris qu'après la guerre. L'année 1946 connut le taux de croissance du secteur privé le plus élevé de toute

l'histoire des États-Unis – probablement plus de 30%, si on pouvait le mesurer de manière correcte.

Pourriez-vous nous rappeler quelque anecdote ou réaction que vos publications (notamment sur l'effet cliquet ou sur l'histoire révisionniste de la Grande Dépression) ont eues sur vos collègues universitaires plus traditionnels ?

Ces pans de mes publications ont été bien reçus par les économistes autrichiens et même par les historiens économiques plus classiques. Mes travaux sur l'accroissement de l'État sont souvent cités par les chercheurs de l'école des choix publics, les professeurs de science politique, les historiens, et d'autres chercheurs.

Mes publications sur la Grande Dépression ont cependant été ignorées presque entièrement par les macro-économistes traditionnels, sans doute à cause de leur insistance selon laquelle « si vous n'avez pas de modèles formels, vous n'avez rien ». Ils semblent également, pour la plupart, s'avérer incapables de comprendre que les séries de données sur la vraie production et sur le niveau des prix pendant la Seconde Guerre mondiale n'ont pas de sens (même pas le semblant de sens qu'ils peuvent avoir dans des conditions normales).

Quelqu'un m'a appris qu'il existe un nouvel article, rédigé par Robert J. Gordon et Robert Krenn, sur la fin de la Grande Dépression. Ces auteurs parlent de l'argument que j'ai proposé selon lequel la Seconde Guerre mondiale n'a pas mis fin à la Dépression (même s'ils ne citent aucune de mes publications directement), en concluant que mon argumentation est complètement erronée. Cependant, étant donnés leurs commentaires sur mes recherches – à la fois en s'acharnant sur un épouvantail qu'ils ont eux-mêmes créé et d'autres part en ignorant mon argumentation en s'appuyant sur des données que j'avais démontré sans valeur – je pense qu'ils n'ont en fait pas vraiment lu mon ouvrage qui s'intitule *Depression, War, and Cold War* (la version de 2009, en livre de poche, celle qui semble être leur référence erronée).

Cependant, dans un article publié en février 2010 par la Direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne, le macro-économiste Paul van den Noord cite respectueusement mon argument sur l'incertitude des régimes politiques dans la deuxième partie des années 1930 comme une contribution remarquable envers une interprétation défendable des événements macroéconomiques de cette période.

Jour 29. La science économique et le courage moral. Par Llewellyn H. Rockwell, Jr.

Résumé : La science économique n'est pas un long fleuve tranquille. Il faut au contraire une bonne dose de courage moral, notamment lorsqu'on professe une théorie économique hétérodoxe au sein des universités. Mais c'est la condition nécessaire si on souhaite réservier sa carrière à la défense de la vérité, au risque de sacrifier une partie de sa carrière. Lew Rockwell nous rappelle pour illustrer cette réalité l'histoire de l'Université de Vienne à travers l'exemple des trajectoires professionnelles de Ludwig von Mises et de Hans Meyer, et l'histoire de Henry Hazlitt aux États-Unis.

Traduit par Lydéric Dussans, Institut Coppet

Llewellyn H. Rockwell, plus connu sous le nom de Lew Rockwell, ancien rédacteur en chef des publications de Ludwig von Mises et le chief of staff de Ron Paul, est le fondateur et président de l'Institut Ludwig von Mises à Auburn (Alabama), exécuteur testamentaire de la succession de Murray N. Rothbard, et rédacteur en chef de LewRockwell.com.

Il doit être très douloureux aujourd'hui d'être un économiste du courant dominant, ou cela doit au moins faire souffrir. Dans la calamité économique et financière de l'ampleur actuelle, les gens veulent tout naturellement savoir qui a émis des avertissements au sujet de la bulle immobilière et de ses conséquences probables.

Alors que les emplois du secteur privé n'ont pas du tout augmenté en dix ans, que dix années d'investissements domestiques ont été systématiquement annulés en 18 mois, que les prix des logements dans certaines parties du pays s'effondrent de 80%, et que les banques anciennement prestigieuses font faillite ou reçoivent des milliards du plan de sauvetage, les gens veulent savoir quels sont les économistes qui l'ont vu venir.

Peut-être que ce sont ces économistes, ceux qui ont depuis longtemps émis des avertissements, et non ceux qui ont été obstinément consultés par les médias, qui devrait donner des orientations sur l'avenir. Peut-être que ce sont eux qui devraient peser plus lourd pour déterminer si le nouveau boom boursier est le reflet de la réalité, ou si une autre bulle se développant lors d'un ralentissement pourrait conduire à une dépression subalterne.

Parmi le grand public, cependant, personne ne l'avait vu venir. C'est parce qu'ils n'ont jamais appris la leçon que Bastiat cherchait à enseigner, à savoir que nous devons regarder sous la surface les dimensions invisibles de l'action humaine, si nous voulons voir la réalité économique complète. Il ne suffit pas de prendre du recul et de regarder les points d'un graphique monter et descendre, en souriant quand les choses vont bien et en fronçant les sourcils quand les choses vont mal. C'est le nihilisme d'un statisticien économique qui n'emploie aucune théorie, aucune notion de cause à effet, aucune compréhension de la dynamique de l'histoire humaine.

Tant que les choses allaient, tout le monde pensait que le système économique était en bonne santé. C'était la même chose à la fin des années 20. En fait, c'était la même chose tout au long de l'histoire humaine. Ce n'est pas différent aujourd'hui. Le marché boursier est en hausse,

cela doit donc être un signe de bonne santé économique. Mais les gens doivent réfléchir sur le fait que le marché boursier le plus performant au monde en 2007 appartenait au Zimbabwe, qui abrite un effondrement économique spectaculaire.

C'est à cause de la tendance à regarder la surface plutôt que la réalité sous-jacente, que la théorie du cycle économique a été une source de confusion tout au long de l'histoire économique. Pour comprendre la théorie, il faut regarder au-delà des données et dans le cœur de la structure de production et de son état ??de santé général. Elle nécessite une réflexion abstraite sur la relation entre le capital et les taux d'intérêt, l'argent et l'investissement, l'épargne vraie et fausse, et l'impact économique de la banque centrale et les illusions qu'elle tisse. Vous ne pouvez pas obtenir cette information en regardant les numéros soufflés au bas de votre écran de télévision.

Puis, quand la crise frappe, elle survient comme une surprise totale, et les économistes se retrouvent dans le rôle de forger un plan pour faire quelque chose pour résoudre le problème. C'est alors qu'une forme brute du keynésianisme entre en scène. L'État dépense l'argent dont il dispose et imprime ce qu'il n'a pas. Les chômeurs sont payés. Les astuces pour soutenir les industries défaillantes abondent. En général, l'approche consiste à empêcher le public de participer à une certaine forme d'échange pour garder la réalité à distance.

Les Autrichiens conseillent une approche différente qui tient compte de la réalité sous-jacente au cours de la phase d'expansion. Ils attirent l'attention sur l'existence de la bulle avant qu'elle ne surgisse, et une fois qu'elle s'en va, les Autrichiens suggèrent qu'il n'est pas bon de faire exploser une autre bulle ou de maintenir une production et des projets non rentables.

Les Autrichiens à la fin des années 1920 et au début des années 1930 se sont trouvés dans la situation à devoir l'expliquer encore et encore, mais c'était le début de l'ère du positivisme – la méthode qui postule que seul ce que vous voyez à la surface compte vraiment. Ils ont eu alors beaucoup de difficultés à élaborer des arguments plus sophistiqués. Ils étaient comme des scientifiques qui tentaient de s'adresser à un congrès de sorciers.

La même chose est vraie aujourd'hui. L'explication autrichienne de la dépression nécessite une réflexion sur plus d'un niveau pour arriver à la vérité, alors que les économistes de nos jours sont plus susceptibles de chercher des explications évidentes et des solutions encore plus évidentes, même lorsqu'elles n'expliquent et ne résolvent rien.

Cela met les Autrichiens dans une position intéressante au sein de la culture intellectuelle de tout temps et en tout lieu. Ils doivent aller à contre-courant. Ils doivent dire les choses que les autres ne veulent pas entendre. Ils doivent être prêts à être impopulaires, socialement et politiquement. Je pense ici à des gens comme Benjamin Anderson, Garet Garrett, Henry Hazlitt, et, sur le continent, à L. Albert Hahn, F. A. Hayek, et surtout à Ludwig von Mises. Ils ont renoncé à la carrière et à la gloire pour s'en tenir à la vérité et à dire ce qui devait être dit.

Plus tard, Hayek a parlé devant un groupe d'étudiants en économie. Il a mis son âme à nu sur ce problème que les économistes doivent faire des choix moraux. Il a dit qu'il était très dangereux pour un économiste de chercher la gloire et la fortune et de travailler en étroite collaboration avec les institutions politiques, tout simplement parce que, selon son expérience, le trait le plus important d'un bon économiste est le courage de dire les choses impopulaires. Si vous tenez à votre position et à vos priviléges plus qu'à la vérité, vous direz ce que les gens veulent entendre plutôt que ce qui a besoin d'être dit.

C'est une caractéristique qui a marqué la vie de Ludwig von Mises. Aujourd'hui, son nom résonne dans le monde entier. Des hommages lui sont attribués sur une base mensuelle et hebdomadaire. Ses ouvrages restent en vente massive. Il est le porte-étendard de la science au service de la liberté humaine. Surtout après la parution de la biographie de Guido Hülsmann sur Mises, l'appréciation de son courage et de sa noblesse a considérablement augmenté.

Mais nous devons nous rappeler que ce n'était pas toujours le cas, et qu'il n'avait pas à l'être. Ce genre d'immortalité est accordée dans une large mesure en raison des choix moraux discrets qu'il a faits dans la vie. Car si vous aviez demandé à n'importe qui à propos de cet homme entre 1925 et la fin des années 1960 – la majeure partie de sa carrière – la réponse aurait été qu'il était rejeté, de la vieille école, trop doctrinaire, intransigeant, réticent à engager la profession, attaché aux idées anciennes, et à son pire ennemi. Ils l'ont appelé le « dernier chevalier du libéralisme », pour faire le rapprochement avec l'image de Don Quichotte. Quand l'université de Yale a sollicité des opinions pour savoir s'il devait publier *L'Action Humaine*, la plupart des personnes ont répondu que ce livre ne devrait jamais voir le jour parce que son temps était passé depuis longtemps. Yale ne s'en est inquiétée que grâce à l'intervention de Fritz Machlup et de Henry Hazlitt.

Mises était intrépide, il le fut tout au long de sa vie et ceci jusqu'à sa mort. Il avait fait le choix moral de ne pas céder aux vents dominants.

Avant d'entrer plus en détail dans ce choix moral, je voudrais parler d'un autre économiste qui était un contemporain de Mises. Son nom était Hans Mayer. Il est né en 1879, deux ans avant Mises. Il est décédé en 1955.

Tandis que Mises travaillait à la Chambre de Commerce parce qu'il s'était vu refuser un poste rémunéré à l'université de Vienne, Mayer servait comme l'un des trois professeurs titulaires, avec le socialiste Othmar Spann et le Comte Degenfeld-Schönburg.

De Spann, Mises a écrit qu' « il n'a pas enseigné l'économie. Au lieu de cela, il a prêché le national-socialisme. » De Comte, Mises a écrit qu'il était « médiocrement versé dans les problèmes de l'économie. »

C'était Mayer qui était le seul vraiment formidable. Pourtant, il n'était pas un penseur original. Mises a écrit que ses « conférences étaient misérables, et son séminaire n'était pas bien meilleur. » Mayer a écrit seulement une poignée d'essais. Mais sa principale préoccupation d'alors n'avait rien à voir ni avec la théorie, ni avec les idées. L'accent était mis sur le pouvoir académique au sein du ministère et de la profession.

Toutefois, les gens en dehors du milieu universitaire ne peuvent pas comprendre ce que cela signifie. Mais à l'intérieur des universités, les gens savent tout cela. Il y a des personnes dans chaque département qui dépensent l'essentiel de leurs efforts à la forme mesquine de l'avancement professionnel. Quel est l'enjeu ? Il n'est pas si grand. Mais comme nous le savons, plus petits sont les enjeux, plus vicieuse est la lutte.

Parmi les prix, il y a de meilleurs titres, des salaires plus élevés, la capacité d'obtenir de meilleurs horaires d'enseignement, de réduire sa charge d'enseignement (idéalement à zéro) et les heures de bureau, de faire monter en grade ses personnes préférées, d'obtenir un plus grand bureau avec une chaise plus confortable, de connaître toutes les bonnes personnes dans la profession, et, surtout, de dominer les autres : être en mesure de réduire l'influence de vos

ennemis et d'augmenter l'influence de vos amis d'une manière qui peut inciter les gens à devenir vos éternels serviteurs et suppliants.

Avec l'État, il y a encore plus de prix : être proche des politiciens, obtenir des interventions extérieures dans lesquelles vous servirez comme un expert dans la rédaction des lois et des procédures judiciaires, témoigner devant le Congrès, être appelé par les médias principaux pour faire des remarques sur des affaires nationales, etc. Le but n'est pas de faire avancer des idées, mais plutôt de faire avancer sa carrière professionnelle.

Les étrangers s'imaginent que la vie universitaire concerne essentiellement le monde des idées. Mais les initiés savent que les véritables batailles qui ont lieu au sein des ministères ont très peu à voir avec les idées ou les principes. Des coalitions étranges peuvent se développer et reposer entièrement sur la plus mesquine des questions. Les ambitions professionnelles sont la force motrice, pas les principes. Il y a des gens dans chaque département qui sont très accomplis, mais dont les réalisations n'ont rien à voir avec la science, l'enseignement de la vérité, ou la poursuite d'une vocation comme un véritable savant.

Cela a été le cas pendant de nombreux siècles dans le milieu universitaire, mais c'est sans doute plus mauvais aujourd'hui que jamais. Ces activités sont souvent bien récompensées dans cette vie, alors que celles qui préfèrent la recherche de la vérité sont mises à l'écart et reléguées à un statut de faiblesse permanente. Ce sont justement certains des faits de la vie universitaire. C'est ce à quoi Hayek se référait. Et la vie de Mises l'illustre parfaitement.

Mais revenons au Professeur M. Mayer. Les principales énergies de Mayer ont été consacrées à une guerre ouverte contre son rival, Othmar Spann, pour le pouvoir. Cela l'a presque complètement consumé. Il croyait qu'il devait garder Spann à distance afin de se promouvoir. Mayer a sali Spann de toutes les manières et à tous les endroits possibles, dans une guerre au couteau. Notons ici que Mayer et Spann n'étaient pas en désaccord d'une manière substantielle sur une seule question politique. Il s'agissait plutôt d'obtenir des positions et de la puissance.

Quand il n'a pas été consommé avec la haine passionnée et ses complots contre Spann, Mayer a dépensé le reste de son énergie à créer sa base de pouvoir au sein de l'Université de Vienne. Cela a bien commencé pour lui en tant que successeur reconnu de Friedrich von Wieser, qui était l'éminence grise précédente. Mayer s'était proclamé comme l'élève le plus assidu de Wieser. Sa récompense a été que Wieser l'a nommé comme son successeur, en contournant non seulement Mises mais aussi le remarquable Joseph Schumpeter.

C'est ainsi qu'a commencé la démonstration de Mayer. Il a mené la danse. Mises lui-même était sur ??la liste des ennemis, bien sûr. Il était en partie responsable du refus de Mises au poste d'enseignant à temps plein et au salaire fixe. Mais ce n'était pas assez pour lui. Il traitait très mal les étudiants de Mises lors des examens. Pour cette raison, Mises a même été jusqu'à suggérer que ses participants au séminaire refusent d'être officiellement inscrits, si ce n'est que pour les empêcher d'être lésés par Mayer. Mayer a également fait en sorte de rendre presque impossible, pour n'importe quel étudiant dans le département, d'écrire une thèse sous la direction de Mises. Les politiques étaient vicieuses et implacables.

Quelle était l'attitude de Mises ? Il l'a écrit dans ses mémoires: « Je ne pouvais pas être gêné par toutes ces choses. » Il a juste continué à faire son travail. On peut facilement imaginer des scènes de cette période. Mises est dans son bureau à lire et à écrire, en essayant de forger et de

perfectionner la théorie du cycle économique ou de réfléchir sur le problème de la méthodologie économique. Un étudiant entre pour lui faire savoir les dernières frasques de Mayer. Mises lève les yeux de son travail en soupirant d'exaspération et dit à l'élève de ne pas s'inquiéter à ce sujet, puis de continuer son travail. Il refusait de se laisser prendre au jeu.

Le Cercle Mises était consterné par ce qui se passait, mais les membres ont fait de leur mieux pour faire la lumière sur tout cela. Ils ont même fait une chanson, sur une mélodie traditionnelle viennoise, qu'ils ont appelée le « débat Mises-Mayer », qui faisait discuter les deux économistes et montrer leurs désaccords sur l'ensemble des valeurs communes.

À un moment donné, le Cercle Mises a grandi dans une société économique complète associée à l'Université. Mises ne pouvait être que vice-président, Mayer serait bien entendu le président, puisqu'il était le maître de l'univers dans la mesure où l'économie de Vienne était concernée. Et il n'a jamais manqué une occasion de souligner qui il était et ce qu'il pouvait faire.

La position de Mises en tant que vice-président ne dura pas. Le temps était venu où le nazisme a grandi en influence en Autriche. En tant que libéral de longue date et Juif, Mises savait que son temps était limité. Sentant la possibilité d'un préjudice physique, Mises a accepté un nouveau poste à Genève et emménagea dans son pays d'adoption en 1934. La société a décliné en nombre d'adhérents et a fini par patauger.

En 1938, l'Autriche a été annexée au Troisième Reich allemand. Mayer avait un choix sur ce qu'il voulait faire. Il aurait pu résister par principe. Mais pourquoi aurait-il fait cela ? Il aurait fallu sacrifier son propre intérêt pour le plus grand bien, et c'est quelque chose que Mayer n'avait jamais fait. Bien au contraire : toute sa carrière universitaire était au sujet de Mayer et Mayer seul.

Donc, pour sa disgrâce éternelle, il a écrit à tous les membres de la Société économique que tous les non-Aryens étaient présentement expulsés. Cela signifiait, bien sûr, qu'aucun Juif n'était autorisé à poursuivre son adhésion. Il a cité « *le changement de circonstances dans l'Autriche allemande, et les législations respectives désormais également applicables à cet État.* »

Donc vous pouvez le voir, toute la puissance de Mayer sur ses subordonnés a été battue par la plus grande puissance de l'État, à laquelle il était indéfectiblement fidèle. Il a prospéré avant les nazis. Il a prospéré pendant la prise de contrôle nazi. Il a aidé les nazis à purger les Juifs et les libéraux de son département. Notez que Mayer n'avait aucune rage antisémite en lui-même. Sa décision était le résultat d'une série de choix discrets pour la position et la puissance de la profession contre la vérité et le principe. Un jour, il semblait inoffensif en quelque sorte, et puis le moment de vérité est arrivé dans lequel il a joué un rôle dans le massacre de masse des idées et de ceux qui les tenaient.

Peut-être que Mayer a pensé qu'il avait fait le bon choix. Après tout, il a maintenu ses priviléges et ses avantages. Et après la guerre, quand les communistes sont venus et ont pris la direction du département, il a alors trop prospéré. Il a fait tout ce qu'un universitaire devait faire pour aller de l'avant, et a réalisé toute la gloire qu'un universitaire puisse atteindre, quelles que soient les circonstances.

Mais considérez l'ironie de toute cette puissance et de cette gloire. Dans une vue d'ensemble de l'économie continentale en général, les Autrichiens ne sont pas très bien considérés par la profession dans son ensemble. Depuis le tournant du siècle, l'école historique allemande avait capturé le manteau de la science. Leur orientation empirique et leur lutte contre la théorie classique ont, au fil des décennies, bien fusionné avec la montée du positivisme dans les sciences sociales.

N'oubliez jamais que l'expression « l'école autrichienne » n'a pas été inventée par les Autrichiens mais par l'école historique allemande, et l'expression a été utilisée pour dénigrer, avec les traits d'une école emboîlée dans la scolastique médiévale et dans la déduction plutôt que dans la vraie science. Donc, la pensée de notre ami Mayer a été qu'il était le maître de l'univers, alors qu'il n'était qu'un petit poisson dans un étang encore plus petit.

Il a joué le jeu et c'est tout ce qu'il a fait. Il a pensé qu'il avait gagné, mais l'histoire a rendu un jugement différent.

Il est décédé en 1955. Et puis, qu'est ce qui s'est passé ? La justice est enfin arrivée. Il a été instantanément oublié. De tous les élèves qu'il avait eus durant sa vie, il n'en avait plus après sa mort. Il n'y avait pas de Mayeriens. Hayek a réfléchi sur ce développement étonnant dans une dissertation. Il s'attendait à beaucoup d'influence de l'école Wieser-Mayer, mais très peu de la branche Mises. Il écrit que le contraire s'est produit. La machine de Mayer semblait prometteuse mais elle s'est complètement effondrée, et tandis que Mises n'avait pas la même influence, il était devenu le chef d'un colosse mondial dans le monde des idées.

Si l'on regarde le livre de Mark Blaug *Who's Who in Economics*, un ouvrage de 1300 pages, il y a une note pour Menger, Hayek, Böhm-Bawerk, et, bien sûr, pour Ludwig von Mises. Les notes appellent Mises « *la figure principale du XX^e siècle de l'école autrichienne* » et lui attribue des contributions à la méthodologie, à la théorie des prix, à la théorie du cycle économique, à la théorie monétaire, à la théorie socialiste, et à l'interventionnisme. Il n'est pas fait mention du prix qu'il a payé durant sa vie, ni aucune mention de ses choix moraux courageux, ni aucune mention de la triste réalité d'une vie en mouvement d'un pays à un autre à rester en avance par rapport à l'État. Il a fini par être connu uniquement pour ses triomphes, dont Mises n'avait lui-même jamais été au courant durant sa propre vie.

Et devinez quoi ? Il n'y a aucune ligne dans ce même livre sur Hans Mayer. Ce n'est pas que son statut a été réduit, non pas qu'il a été noté et rejeté, non pas qu'il s'est posé comme un penseur mineur avec une énorme puissance. Il n'est même pas nommé comme collaborateur nazi ou comme collaborateur communiste. Pas du tout. Il n'est tout simplement même pas mentionné. C'est comme s'il n'avait jamais existé. L'héritage de Mayer a disparu si vite après sa mort qu'il a été oublié à peine quelques années plus tard.

C'est vraiment dommage pour Mayer, mais Wikipedia n'a même pas encore une ligne sur lui. En fait, cette conférence lui a accordé plus d'attention à lui et à son héritage que probablement n'importe quelle autre en 50 ans. Vous pourriez attendre éternellement pour une autre mention.

La reconnaissance de Mayer est terminée, mais celle de Mises ne fait que commencer. Il est parti pour Genève en 1934, en acceptant une réduction de salaire dramatique. Sa fiancée l'a suivi et ils se sont mariés, mais pas avant de l'avoir avertie que s'il voulait beaucoup écrire à propos de la monnaie, il n'en aurait probablement pas autant.

Il est resté pendant six années à Genève, après avoir quitté sa Vienne bien-aimée, et il a regardé le monde suivre son chemin à travers la déliquescence de la civilisation. Les nazis ont saccagé son ancien appartement à Vienne, et ont volé ses livres et ses papiers. Il vivait une existence nomade, incertain de sa prochaine position. Et ce fut ainsi qu'il a vécu dans la fleur de l'âge. À presque cinquante ans, il était presque sans-abri.

Mais puisqu'il avait résolu le problème de Mayer pendant ces années à Vienne, Mises ne semblait plus distrait dans la rédaction de son œuvre majeure. Pendant six ans, il a étudié et écrit. Le résultat fut son œuvre maîtresse, un énorme traité sur l'économie appelé *Nationalökonomie*. En 1940, il a terminé le livre et il a été publié à un petit tirage. Mais un livre sur l'économie libérale écrit en allemand en 1940 pouvait-il bénéficier d'une intense demande ? Ce n'était pas destiné à être un best-seller. Il le savait sûrement en l'écrivant. Mais il l'écrivit quand même.

Au lieu de séances de dédicaces et de célébrations, Mises faisait face à un autre événement bouleversant cette année-là. Il reçut un mot de ses mécènes à Genève lui expliquant le problème. Il y avait trop de Juifs qui se réfugiaient en Suisse. C'est alors qu'on lui dit qu'il devait impérativement trouver un nouveau foyer. Les États-Unis ont alors été le nouveau refuge.

Il a commencé à écrire des lettres pour des postes aux États-Unis, mais pensez ce que cela voulait dire. C'était un orateur allemand. Il avait une connaissance écrite de l'anglais, mais il devait apprendre à le parler afin de pouvoir effectivement donner des conférences. Il avait perdu ses notes, ses dossiers et ses livres. Il n'avait pas d'argent. Et il ne connaissait aucune personne influente aux États-Unis.

Il y avait également un problème idéologique sérieux aux États-Unis. Le pays avait été complètement captivé par l'économie keynésienne. Il n'y avait presque aucun économiste libéral aux États-Unis et aucun universitaire pour défendre sa cause. Il avait quelques pistes pour des emplois, mais c'étaient seulement des promesses et il n'y avait aucune discussion sur les salaires ou tout autre type de sécurité. Il a fini par devoir partir sans aucune garantie. Il était presque à ses 60 ans.

Mais aux États-Unis, Mises avait eu un grand promoteur à l'extérieur du milieu universitaire. Son nom était Henry Hazlitt. Permettez-moi de revenir sur l'histoire de Hazlitt ici aussi. Il a commencé son travail en tant que journaliste financier et rédacteur de critiques d'ouvrages pour des journaux new-yorkais. Il est devenu tellement connu comme figure littéraire qu'il a été embauché comme rédacteur littéraire pour *The Nation* avant le New Deal. Ses vues libérales n'étaient pas un problème particulier pour lui à cette époque. Mais après la Grande Dépression, les intellectuels de gauche ont dû faire un choix : ils devaient adhérer à la théorie libérale ou embrasser la planification industrielle étatique de Franklin Delano Roosevelt (FDR).

The Nation s'est rangé avec le New Deal. Il s'agissait d'un renversement majeur pour cet organe d'opinion progressiste qui a longtemps défendu la liberté et condamné l'étatisme industriel. Le New Deal n'était rien sinon l'imposition d'un système économique fasciste, mais *The Nation* a créé un précédent pour la gauche américaine que cette tendance idéologique a suivi depuis : tous les principes doivent finalement se rapporter à celui de l'impératif primordial de l'opposition au capitalisme, peu importe pourquoi.

Hazlitt a refusé de suivre le changement. Il a débattu avec ses collègues. Il a souligné les erreurs de la loi de redressement industriel national. Il a patiemment essayé de leur expliquer les absurdités du New Deal. Il ne cédait pas. Ils l'ont viré.

H. L. Mencken a vu la grandeur du travail de Hazlitt et l'a engagé comme son successeur à l'*American Mercury* avant de lui en laisser le contrôle total. Malheureusement, cela n'a pas fonctionné non plus parce que le propriétaire de cette publication n'a pas aimé la judéité de Hazlitt et sa tendance libérale, et l'envoya promener encore une fois.

De différentes manières, dans différents secteurs, et dans différents pays, il semblait que Mises et Hazlitt vivaient des vies parallèles. À chaque carrefour de la vie, ils avaient tous les deux choisi la voie du principe. Ils avaient choisi la liberté, même lorsque c'était au détriment de leurs comptes bancaires, et même si leur choix les conduisait au déclin professionnel et signifiait l'échec aux yeux de leurs collègues.

Hazlitt alla ensuite au *New York Times*, qui à l'époque n'avait pas le prestige qu'il a aujourd'hui, cependant immérité. Il a profité de sa position pour écrire sur les livres de Mises comme *Le Socialisme*. Cela a attiré l'attention d'une poignée d'hommes d'affaires américains comme Lawrence Fertig, qui devint plus tard – comme Hazlitt – un donateur très généreux pour l'Institut Mises. C'était Fertig et ses amis qui avaient pris connaissance de l'arrivée de Mises en Amérique et ils en étaient ravis. Ils avaient vu la violence dévastatrice que pouvaient engendrer FDR et le keynésianisme contre les idées libérales. Ils ont mis sur pied un fonds qui offrirait une position à Mises à l'Université de New York, où il pourrait enseigner et écrire. Il n'a pas été payé par l'université, où il a toujours été un professeur invité, mais à travers une dotation privée.

Voyez-vous comment tout ceci se relie ? Hazlitt a pris la route de la morale, la route courageuse, la route du sacrifice et du principe. C'était grâce à cela que Mises, qui avait pris une route similaire, a pu trouver refuge aux États-Unis. Ce n'était pas la position qu'il méritait. Il était bien moins payé que les keynésiens et les marxistes. Mais c'était quelque chose. C'était un revenu pour payer les factures. C'était une chance d'enseigner et d'écrire. Il avait la liberté de dire ce qu'il voulait dire. C'est tout ce dont il avait besoin.

Ainsi, nous voyons comment ces deux hommes de principe, venant de mondes très différents, ont fini par être attirés l'un par l'autre parce qu'ils valorisaient un modèle : celui de l'homme prêt à faire ce qui est juste quelles que soient les circonstances. Chacun d'eux aurait pu prendre un autre chemin. Mises aurait pu devenir aussi célèbre et puissant que Mayer l'avait été, mais il aurait abandonné l'immortalité de ses idées dans le processus. Hazlitt aurait pu être un écrivain d'un statut important avec des débouchés conséquents, mais il aurait dû abandonner chaque parcelle de son intégrité pour le faire.

En travaillant ensemble, ils ont réussi à vaincre.

L'une des personnes qui avait pu être présentée à Mises grâce aux écrits de Hazlitt était le responsable presse de l'université de Yale, Eugene Davidson, qui s'était rapproché de Mises afin de faire une édition en langue anglaise de son œuvre maîtresse de 1940. Mises avait déjà consacré six ans à écrire ce livre et il avait disparu sans laisser de trace. On lui demandait maintenant de le traduire en anglais. C'était une tâche ardue, mais il a accepté par principe. L'université de Yale se mit alors à la recherche d'arbitres pour approuver le risque d'une telle publication. Puis elle est allée à la rencontre d'anciens collègues de Mises, mais ils étaient à

peu près aussi décevants comme arbitres qu'ils ne l'étaient dans d'autres aspects de leur carrière. Ils ont répondu qu'il n'y avait pas besoin de publier le livre. Les idées de Mises étaient vieilles et remplacées par la théorie keynésienne. Mais Yale a persisté. Hazlitt a finalement réussi par réunir un groupe de personnes qui entérineraient la traduction de l'ouvrage, et Mises a eu la possibilité de travailler à nouveau.

Nous connaissons tous la frustration que c'est de perdre un fichier sur son ordinateur et d'avoir à le recréer. Imaginez ce que c'était pour Mises de perdre un livre de 1000 pages, de l'abandonner à l'histoire dans une période noire, et qu'on lui demande de le recréer dans une autre langue.

Mais il était courageux. Il se mit au travail, et le résultat a été publié neuf années plus tard. Le livre s'appelait *L'Action humaine*. Selon les normes académiques, cela a été un best-seller et le demeure encore soixante ans plus tard.

Pourtant, Mises est resté confiné à sa position officieuse non-rémunérée. Il a rassemblé autour de lui les étudiants de son séminaire, bien que d'autres professeurs aient mis en garde les étudiants de rendre à ses cours ou d'assister aux sessions. Ils ont découragé leurs étudiants à entrer en relation avec lui de quelque façon que ce soit. Le doyen a appuyé leur hostilité. Pour Mises, qui avait connu les guerres à l'Université de Vienne, c'était ridicule : pas besoin de leur prêter attention.

Lentement, sa renommée s'est répandue, mais nous devons nous rappeler que même à son apogée aux États-Unis, elle était minuscule par rapport à ce qu'elle est aujourd'hui. En fait, Mises mourut un an avant ce qui est généralement considéré comme le renouveau autrichien, qui est souvent daté à 1974 lorsque Hayek reçut le prix Nobel, un prix qui était tout à fait inattendu et qui a dû être partagé avec une socialiste, et qui a choqué une profession qui n'avait aucun intérêt dans les idées de Mises ou de Hayek, qu'ils considéraient comme des dinosaures.

Il est intéressant de lire le discours de remerciement de Hayek, que le Mises Institute a publié cette année. C'est un hommage à une profession avec laquelle il voulait resserrer les liens. Mais ce n'était pas une tendre présentation des gloires du milieu universitaire. En fait, c'était tout le contraire. Il dit que la personne la plus dangereuse sur terre est un intellectuel arrogant qui n'a pas l'humilité nécessaire pour voir que la société n'a pas besoin de maîtres et ne peut pas être planifiée du haut vers le bas. Un intellectuel manquant d'humilité peut devenir un tyran et un complice de la destruction de la civilisation elle-même.

C'était un discours étonnant pour un lauréat du prix Nobel, une condamnation implicite d'un siècle de tendances intellectuelles et sociales, et un véritable hommage à Mises, qui était attaché à ses principes et qui n'avait jamais capitulé devant les tendances académiques de son époque.

Une histoire similaire pouvait être dite à propos de la vie de Murray N. Rothbard, qui aurait pu devenir une grande star dans un département de la Ivy League. Il a plutôt décidé de suivre l'exemple de Mises dans les sciences économiques. Il a enseigné pendant de nombreuses années à une petite faculté de Brooklyn avec un très bas salaire. Mais, comme avec Mises, cet élément de la vie de Rothbard est largement oublié. Après leur mort, les gens ont oublié toutes les épreuves et les difficultés rencontrées par ces hommes dans la vie. Qu'est-ce que ces

hommes ont gagné de tous leurs engagements ? Ils ont gagné pour leurs idées une certaine forme d'immortalité.

Quelles étaient ces idées ? Ils disaient que la liberté fonctionnait et qu'elle était juste, que l'État ne fonctionnait pas et que c'était la source d'un grand mal dans le monde. Ils prouvaient ces propositions avec des milliers d'applications. Ils écrivaient ces vérités dans des traités scientifiques et dans des articles de vulgarisation. Et l'histoire a donné raison à leurs idées, encore et encore.

Nous vivons maintenant dans une nouvelle période de planification économique, et nous voyons les économistes divisés sur deux fronts. L'écrasante majorité dit ce que le régime veut leur faire dire. S'écartez de l'idéologie dominante du pouvoir est un risque que la plupart ne veulent pas prendre. Une petite minorité, le même groupe qui a mis en garde contre la bulle, avertit de nouveau que ce stimulus est un faux. Et ils vont à contre-courant en disant cela.

Je suis avec Hayek sur ce point. Être un économiste intègre signifie avoir à dire des choses que les gens ne veulent pas entendre et surtout dire des choses que le régime ne veut pas entendre. Il faut des connaissances techniques pour être un bon économiste. Il faut du courage moral, et c'est encore plus rare que la logique économique.

De la même manière que Mises a eu besoin de Fertig et de Hazlitt, les économistes qui ont du courage moral doivent avoir des partisans et des institutions pour les soutenir et leur donner la parole. Nous devons tous assumer cette charge. Comme Mises dit, la seule façon de lutter contre les mauvaises idées est de lutter avec les bonnes. Et finalement, personne n'est en sécurité si la civilisation est conduite à la destruction.

Jour 30. Détestez-vous l'État ? Par Murray N. Rothbard

Résumé : Le libertarien, qu'il soit abolitionniste ou gradualiste, anarcho-capitaliste ou minarchiste, jusnaturaliste ou consequentialiste, pacifiste ou militariste, doit être radical. Le message de Rothbard est d'inviter tous les libertariens à revigorer leur haine viscérale de l'État et de la canaille étatiste. Le libertarien radical doit mépriser l'État, en faire son ennemi premier, inviter à sa destruction rapide et organisée, plutôt qu'à faire preuve de modération et de complaisance.

Traduit par Lydéric Dussans, Institut Coppet

Murray N. Rothbard (1926-1995) fut le doyen de l'école autrichienne, fondateur du libertarianisme moderne, et directeur académique du Mises Institute. Il fut également éditeur avec Lew Rockwell du Rothbard-Rockwell Report, et avait nommé Lew Rockwell comme son exécuteur testamentaire.

J'ai réfléchi récemment sur les questions cruciales qui divisent les libertariens. Certaines qui ont reçu beaucoup d'attention dans les dernières années sont les suivantes : l'anarcho-capitalisme contre un État limité, l'abolitionnisme contre le gradualisme, les droits naturels contre l'utilitarisme, et la guerre contre la paix. Mais j'ai conclu que tout aussi importantes que sont ces questions, ils ne se sont pas vraiment penchés sur l'essentiel, la ligne de démarcation cruciale entre nous.

Prenons, par exemple, deux des principaux ouvrages anarcho-capitalistes des dernières années : le mien *For a New Liberty*, et celui de David Friedman *The Machinery of Freedom*. À première vue, les principales différences entre eux sont ma propre prise de position en faveur des droits naturels et d'un code juridique libertarien rationnel, à la différence de l'utilitarisme amoraliste de Friedman et de son appel à l'échange de concessions mutuelles et au compromis entre des services de police privée non libertariens. Mais la différence est beaucoup plus profonde que cela. On trouve dans mon ouvrage *For a New Liberty* (et également dans la plupart du reste de mon travail) une haine profonde et omniprésente de l'État et de toute son œuvre, fondée sur la conviction que l'État est l'ennemi de l'humanité. En revanche, il est évident que David Friedman ne déteste pas du tout l'État, qu'il est simplement arrivé à la conviction que l'anarchisme et la concurrence des forces de police privée sont un meilleur système social et économique que toute autre alternative. Ou, mieux que ça, que l'anarchisme serait meilleur que le laissez-faire, qui à son tour serait meilleur que le système actuel. Au milieu de toute la gamme des alternatives politiques, David Friedman a décidé que l'anarcho-capitalisme était supérieur. Mais supérieur à une structure politique existante qui est également assez bonne. En bref, il n'y a aucun signe que David Friedman déteste dans tous les sens du terme l'État américain existant ou l'État en tant que tel, ou qu'il le déteste profondément, dans ses tripes, le considérant comme un gang prédateur de voleurs, d'esclavagistes, et d'assassins. Non, il a tout simplement la bonne conviction que l'anarchisme serait le meilleur de tous les mondes possibles, mais que notre tendance actuelle en est assez éloignée en désirabilité. Car chez Friedman, la proposition selon laquelle l'État – tout État – serait un gang de criminels prédateurs n'a aucun sens.

La même impression rayonne dans les écrits du philosophe politique Eric Mack. Mack est un anarcho-capitaliste qui croit aux droits individuels, mais il n'y a pas d'expression dans ses

écrits d'une haine passionnée de l'État, ou, a fortiori, d'un sentiment qui veut que l'État soit un ennemi pillant et bestial.

Peut-être que le mot qui définit le mieux notre distinction est « radical ». Radical dans le sens d'être en opposition profonde et totale au système politique existant et à l'État lui-même. Radical dans le sens d'avoir intégré l'opposition intellectuelle à l'État avec une haine intestinale de son système généralisé et organisé du crime et de l'injustice. Radical dans le sens d'un engagement profond dans l'esprit de liberté et dans l'antiétatisme qui intègre la raison et l'émotion, le cœur et l'âme.

En outre, contrairement à ce qui semble être vrai de nos jours, vous n'avez pas besoin d'être un anarchiste pour être radical dans notre sens, de même que vous pouvez être un anarchiste tout en manquant de l'étincelle radicale. Je ne vois guère un seul partisan d'un État limité de nos jours qui soit radical – un phénomène vraiment étonnant quand on pense à nos ancêtres libéraux classiques qui étaient véritablement radicaux, qui détestaient l'étatisme et les États toute la journée avec une passion magnifiquement intégrée : les Levellers, Patrick Henry, Tom Paine, Joseph Priestley, les Jacksoniens, Richard Cobden, et ainsi de suite, un véritable appel des grands du passé. La haine radicale de Tom Paine pour l'État et pour l'étatisme était et est beaucoup plus importante pour la cause de la liberté que le fait qu'il n'a jamais franchi le fossé entre le laissez-faire et l'anarchisme.

Et plus proche de nous, ces premières influences sur moi comme Albert Jay Nock, H. L. Mencken, et Frank Chodorov étaient magnifiquement et superbement radicales. La haine de *Our Enemy, the State* (le titre de l'ouvrage de Nock) et de l'ensemble de leurs travaux brillait à travers l'ensemble de leurs écrits comme pouvait le faire l'étoile polaire. Alors que faire s'ils n'ont jamais vraiment fait tout le chemin pour expliciter l'anarchisme ? Albert Nock est bien meilleur qu'une centaine d'anarcho-capitalistes, souvent tous trop à l'aise avec le statu quo.

Où sont les Paine, les Cobden, les Nocks d'aujourd'hui ? Pourquoi sont-ils presque tous des partisans d'un État limité de laissez-faire, des conservateurs ordinaires, ou des patriotes ? Si le contraire de « radical » est « conservateur », où sont nos radicaux laissez-fairistes ? Si nos partisans d'un étatisme limité étaient vraiment radicaux, il n'y aurait pratiquement pas de grand écart entre nous. Ce qui divise le mouvement maintenant, la véritable division, ce n'est pas l'opposition anarchistes contre monarchistes, mais radicaux contre conservateurs. Seigneur, donnez-nous des radicaux, qu'ils soient anarchistes ou pas.

Pour amener plus loin notre analyse, les radicaux anti-étatistes sont extrêmement précieux, même s'ils ne pouvaient guère être considérés comme des libertariens véritables. Ainsi, beaucoup de gens admirent le travail de chroniqueurs comme Mike Royko et Nick von Hoffman, parce qu'ils considèrent que ces hommes sont des sympathisants libertariens et des compagnons de route. Quoi qu'ils soient, cela ne signifie pas qu'ils sont véritablement importants. Car les écrits de Royko et von Hoffman, aussi contradictoires qu'ils soient, transmettent une haine omniprésente de l'État, de tous les politiciens, des bureaucrates et de leurs clients, qui est bien plus proche, dans son radicalisme authentique, d'un véritable esprit libéral intrinsèque, que quelqu'un qui utilisera un ensemble de syllogismes et de vocables pour vanter le « modèle » de la concurrence des tribunaux.

Prenant le concept de radical contre celui de conservateur dans notre nouveau sens, analysons le désormais célèbre débat « abolitionnisme » contre « gradualisme ». La dernière piqûre de

rappel est venue d'un numéro d'août de *Reason* (un magazine dont toutes les fibres de l'être respire le « conservatisme »), dans lequel le rédacteur Bob Poole demande à Milton Friedman où il se situe dans ce débat. Friedman utilise alors cette occasion pour dénoncer la « lâcheté intellectuelle » à défaut de mettre en avant des méthodes « faisables » pour aller « de là à là ». Poole et Friedman ont réussi, à tous les deux, à obscurcir les véritables enjeux. Il n'existe pas un seul abolitionniste qui ne se saisirait pas d'une méthode faisable, ou d'un gain graduel, s'ils venaient sur son chemin. La différence est que l'abolitionniste tient toujours haut la bannière de son but ultime, ne cache jamais ses principes de base, et souhaite arriver à son but aussi vite qu'il est humainement possible. Ainsi, alors que l'abolitionniste acceptera une étape progressive dans la bonne direction, si c'est tout ce qu'il peut obtenir, il acceptera toujours à contrecœur, comme simplement une première étape vers un but qu'il tiendra toujours incroyablement clair. L'abolitionniste est un « pousseur de bouton », qui donnerait des ampoules à son pouce en appuyant sur le bouton qui pourrait abolir l'État immédiatement, si un tel bouton existait. Mais l'abolitionniste sait aussi que, hélas, un tel bouton n'existe pas et qu'il prendra un peu de pain si nécessaire – tout en préférant toujours le pain entier s'il peut y parvenir.

Il convient de noter ici que beaucoup des programmes « graduels » les plus célèbres de Milton tels que le chèque éducation, l'impôt négatif sur le revenu, l'impôt prélevé à la source, la monnaie fiduciaire papier – sont des étapes graduelles (ou même pas si graduelles) dans la mauvaise direction, s'écartant de la liberté, et donc du militantisme libertarien d'opposition à ces programmes.

Sa position de pousseur de bouton provient de la haine profonde et constante de l'abolitionniste pour l'État et son énorme machine de crimes et d'oppression. Avec une telle approche intégrée de sa vision du monde, le libertarien radical ne pourrait jamais imaginer faire face à un bouton magique ou à tout autre problème de la vie réelle avec un simple calcul coût-avantage. Il sait que l'État doit être diminué aussi rapidement et autant que possible.

Et c'est pourquoi le libertarien radical n'est pas seulement un abolitionniste, mais quelqu'un qui refuse aussi de penser en des termes tels qu'un plan de quatre ans pour une sorte de procédure mesurée et imposante pour la réduction de l'État. Le radical – qu'il soit anarchiste ou laissez-fairiste – ne peut pas penser en des termes comme, par exemple : « Eh bien, la première année, nous allons réduire l'impôt de 2%, abolir la « ICC » [Chambre de commerce internationale, NdT], et réduire le salaire minimum. La seconde année, nous allons abolir le salaire minimum, réduire l'impôt sur le revenu de 2% à nouveau, et réduire les prestations d'aide sociale de 3%, etc. » Le radical ne peut pas penser en ces termes, car le radical considère l'État comme son ennemi mortel, qui doit être taillé partout et chaque fois qu'il le peut. Pour le libertarien radical, nous devons saisir n'importe quelle et toute occasion pour limiter l'État, que ce soit pour réduire ou pour supprimer un impôt, un crédit budgétaire, ou un pouvoir réglementaire. Et le libertarien radical a un appétit insatiable jusqu'à que l'État soit aboli, ou – pour les monarchistes – réduit à un rôle minuscule de laissez-faire.

Beaucoup de gens se sont demandés : Pourquoi devrait-il y avoir des conflits politiques importants entre les anarchocapitalistes et les monarchistes aujourd'hui ? Dans ce monde d'étatisme, où ils ont tellement de points communs, pourquoi les deux groupes ne travaillent-il pas en parfaite harmonie jusqu'à que nous ayons atteint un monde cobdeniste, après quoi nous pourrons exprimer nos désaccords ? Pourquoi des querelles sur la justice maintenant ? La réponse à cette excellente question, c'est que nous pourrions et nous marcherions main dans la main de cette façon si les monarchistes étaient des radicaux, comme ils l'étaient à

partir de la naissance du libéralisme classique jusqu'aux années 1940. Rendez-nous les radicaux anti-étatistes, et l'harmonie régnerait triomphante au sein du mouvement.